

# LE MONDE diplomatique

OCTOBRE 1978 N° 295 - 25<sup>e</sup> année

## LA COURSE AUX PRODUCTIONS MILITAIRES

(Pages 17 à 21)

Prix : 6 F

Algérie : 6,00 DA Maroc : 6,00 dir.  
Canada : 1,50 \$ Can. Roy.-Uni : 50 p.  
Espagne : 100 p. Suisse : 3 F.S.  
Italie : 600 lire Tunn. : 600 mil.  
Abonnements : voir tarif page 18.

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

### Tyrannies

Par CLAUDE JULIEN

LES régimes anachroniques ont la vie dure. S'ils subsistent si longtemps, ce n'est jamais par accident. Il n'y a pas de dictatures miraculeuses : chacune d'elles a pris naissance dans des conditions très précises, pour servir des objectifs bien définis, et n'a pu s'établir, se renforcer, survivre que par la grâce de soutiens extrêmement concrets. Que ses appuis extérieurs se montrent moins fermes et voilà que, sous les coups que lui portent ses adversaires de l'intérieur, le « régime fort » vacille. Ainsi de Somoza au Nicaragua. Le président Carter a su saisir l'occasion — elle était spectaculaire — pour rompre avec les traditions qui entouraient, avec des variantes, Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford. Efficace grâce à Washington, c'est grâce à Washington — qui a toléré les massacres de civils — que la dictature de Somoza semble maintenant approcher de son terme.

Si petit soit le pays, le mérite du président Carter en cette affaire n'est pas mince. C'est avec une relative facilité que, voilà quelques mois, il avait pu rendre la République Dominicaine à la démocratie : parce que les intérêts américains dans ce pays sont limités, parce que le « lobby » dominicain à Washington n'est pas très puissant, parce qu'il suffisait à la Maison Blanche de demander le respect du suffrage universel. De surcroît, l'homme que désignaient les urnes est un modéré. Au Nicaragua, la tâche est plus ardue.

Si tout se déroule selon les vœux de la Maison Blanche, le successeur de Somoza sera, lui aussi, un modéré. Le président Carter doit cependant compter avec des obstacles qui n'existaient pas à Saint-Domingue : des intérêts américains (économiques et surtout stratégiques) plus considérables, un « lobby » très actif (c'est-à-dire des personnalités achetées par l'argent de Somoza), des liens étroits entre la Garde nationale et le Pentagone qui l'a formée et équipée, une volonté populaire qui s'exprime non pas par le suffrage universel mais par la violence de rue. Si le président Carter n'a pas encore gagné la partie, on voit mal ce qui pourrait le faire reculer.

Combien d'autres dictatures, dans la sphère d'influence de l'Occident, ne subsistent, elles aussi, que par leurs puissants soutiens extérieurs ? Au Nicaragua, il fallait garantir une certaine stabilité à l'expression pour rendre possible le coup de force du Front sandinista qui a déterminé la Maison Blanche à changer de cap. Combien de dictatures futures-t-elles encore attendre pour que des chocs analogues convainquent Washington et Paris de retirer leur soutien aux régimes despotiques dont ces deux capitales ont fait leurs clients en Amérique latine et en Afrique ?

LA dialectique n'a sans doute jamais été aussi radicalement inversée qu'à propos des tyrannies. Tout au long de la « guerre froide », il était de bon ton de fermer les yeux sur les dictatures d'Occident pendant que l'on stigmatisait les dictatures communistes. Pour ceux qui dénonçaient alors les guerres coloniales — ils étaient rares et on les accusait de faire le jeu du communisme — il est aujourd'hui de bon ton de se sentir capables de se joindre aux régimes (comme celui du Cambodge) qui ont souffert, impitoyablement, d'un contre-pouvoir des droits les plus sacrés. Combien ne pas comprendre ceux qui attendaient de leur anticommunisme l'éclatement d'un tel régime socialiste ? Mais fallait-il apprécier les expéditions coloniales au nom du socialisme et du communisme auxquels elles prétendaient bouter la route ? Elles furent condamnées, ici au tout cas, au nom des démocraties ou des bonniers auxquelles elles étaient conduites car elles violent les principes et comportent un double danger : pour les libertés dans les métropoles impériales qu'elles engendraient, pour les libertés futures des peuples dont les cadres politiques se dressaient dans une trop longue lutte contre une injustifiable domination.

Le premier de ces deux dangers a heureusement pu être évité et, lorsque le second prend corps, il condamne bien sûr les hommes qui n'ont écopé que leur pays pour le soumettre à une oppression encore plus sanglante, mais aussi les démocraties qui, par aveuglement et chauvinisme, ont refusé les compromis avec leurs adversaires les plus modérés pour ensuite laisser les plus extrêmes accéder au pouvoir.

Si les efforts du président Carter pour vider l'abcès Somoza ont un sens, c'est bien celui-ci : plus longtemps les démocraties font la sourde oreille aux revendications des peuples qu'elles contribuent à maintenir dans l'oppression, plus radicales et plus folles seront les sociétés qui naîtront un jour de tant de haines accumulées. Les Etats-Unis peuvent-ils le comprendre en Amérique latine, et la France en Afrique ?

### LES ACCORDS DE CAMP DAVID

## Une paix « juste et durable » ?

Ratifiés par la Knesset à une large majorité, les accords de Camp David marquent un premier pas important dans une voie semée d'embûches. Au bout de ce chemin, le Proche-Orient trouvera-t-il la paix « juste et durable » que préconisent les résolutions des Nations unies ? Les perspectives d'un règlement israélo-égyptien ont immédiatement provoqué, comme on l'avait prévu à Beyrouth dès le lendemain de Camp David, une intensification des opérations syriennes contre les quartiers maronites du Liban. Le projet d'une paix séparée, que le président Carter a pu annoncer pour une date rapprochée, constitue bien entendu une incitation à la surenchère de la part des pays qui n'ont pas été associés à l'élaboration de l'accord cadre. Et la longue période de cinq ans au terme de laquelle la Cisjordanie pourrait connaître un statut nouveau laisse la porte ouverte à d'innombrables incidents capables d'ébranler à tout moment un fragile édifice.

Le président Carter a en tout cas remporté un considérable succès personnel qui confirme l'influence croissante des Etats-Unis dans la région, alors que l'Union soviétique enregistre un nouveau recul. En proie à de croissantes difficultés intérieures, l'Egypte, quant à elle, ne dispose pas d'une étroite liberté de manœuvre, mais rien pour l'instant ne peut assurer que l'assouplissement de ses positions sera compensé par une possibilité concrète d'alléger ses plus sérieux problèmes économiques et, au même coup, de relâcher les tensions sociales. Quant aux Palestiniens, affaiblis par les rudes coups qu'ils ont reçus mais aussi par leurs rivalités internes, ils ont aujourd'hui encore les plus sérieuses raisons de douter que l'espoir qu'on leur fait miroiter les conduise un jour à ce « foyer national » auquel le président Carter leur a dit qu'ils avaient droit. Le désir d'aboutir à une paix ne saurait masquer la fragilité des résultats acquis.

## Le fatal déclin des positions arabes

Par SELIM TURQUIE

ONZE ans séparent la conclusion des accords de Camp David de l'adoption par le Conseil de sécurité de la fameuse résolution 242. Onze ans marqués d'une lente dégradation des positions et de la solidarité arabes, et d'un durcissement parallèle de l'attitude israélienne.

Déjà, la résolution 242 elle-même, adoptée à l'unanimité du Conseil de sécurité le 22 novembre 1947, représentait un important succès pour les Etats arabes. Le terme de « juste et équitable » qui est au cœur de la résolution, le conflit territorial était strictement israélo-palestinien, l'hostilité arabe à l'égard duquel-avis se fondait sur la solidarité avec un « peuple » frère et chassé de sa patrie. En 1947, ce sont tous les pays frontaliers d'Israël, hormis le Liban, qui se trouvent physiquement associés au malheur palestinien. Ce n'est plus que dix ans plus tard, en 1957, les Etats arabes doivent reconnaître Israël dans des frontières « sûres et reconnues ». Le principe de cet échange fournira la base de toutes les tentatives ultérieures de règlement. Il implique que les Etats arabes soient disposés à admettre la souveraineté d'Israël sur tous les territoires pris avant 1967. Depuis sa création, c'est la première fois qu'une telle opportunité s'ouvre à l'Etat juif. Pourtant, cette concession, fruit de la défaite arabe, ne fera guère parler d'elle.

La promesse de reconnaissance acquise, Israël va s'emparer, pendant les onze années suivantes, à « digérer » un maximum de territoires et à tenter d'améliorer les conditions du marché de 1947. Il n'est donc guère étonnant que, dans le document récemment présenté de conclusion, et sa position lui offre un moyen de pression considérable : le simple maintien du statu quo est déjà pour lui un avantage capital. Les pays arabes ne se débattent pour trouver une issue. Et qu'on n'ait à offrir en échange de ces territoires perdus, de ce bien matériel, mesurable et exploitable ? Une reconnaissance, c'est-à-dire, outre un document signé, une modification de leur attitude, de leur comportement, de leur langage. Ils doivent opérer un choix fondé sur la conviction qu'il est impossible de battre Israël. Ce dernier a donc intérêt à se montrer intraitable. C'est aux Arabes qu'il revient de prendre l'initiative de manœuvres de trouver des stratégies efficaces et, au même temps, de façon ininterrompue, de modifier leurs propos, leur image, pour donner à Israël ce qu'il demande en échange des territoires perdus. Ce n'est pas une surprise si le premier accord de paix est conclu entre l'Israélien le plus dur et l'Arabe le plus souple.

Dès les premiers jours, Israël fait savoir qu'il ne considère pas que la résolution 242 lui impose un retrait de tous les territoires occupés, mais de certains d'entre eux seulement (1).

(Lire la suite page 12.)

(1) Il s'agit de la différence d'interprétation bien connue concernant la libération de ou des (de tous les) territoires occupés en 1967. Bien qu'elle soulève l'« insaisissabilité » de l'acquisition de territoires par la guerre, la version anglaise officielle peut être comprise des deux façons.

### Dans ce numéro :

L'élargissement de la C.E.E.

(Pages 2 et 3.)

La contestation en R.D.A.

(Pages 4 et 5.)

Hongrie : socialisme et liberté ?

(Reportage, pages 6 à 9.)

### DERRIÈRE LE PARAVENT DU TRONE

## L'armée iranienne, garante de la dépendance

L'opposition ouverte, parfois durement réprimée par l'armée, qui ne cessait de grandir contre le régime du chah, a culminé le lundi 4 septembre en un gigantesque défilé à Téhéran. Plus d'un demi-million de personnes prennent alors la rue pour exiger le départ du monarque. Déployés dans les artères de la capitale en tenue de combat, l'armée ne tire pas. Le jeudi 7 septembre, un ordre de grâce générale est donné par l'opposition ; de son côté, l'ayatollah Khomeiny, porte-parole des opposants inconditionnels du régime, lance de son exil irakien un appel « aux forces terrestres, aériennes et navales de l'Iran pour qu'elles libèrent le pays du joug des oppresseurs ». En cortège serré, un million et demi de personnes défilent à Téhéran en scandant des slogans hostiles au chah. Six cent mille points névralgiques de la capitale, doigts crispés sur la détente, les militaires ne tirent toujours pas. Ils sont couverts de fleurs. « Frères ! crient les manifestants,

ne tirez pas sur vos frères ! L'armée avec nous ! » Ils ne tirent pas, mais ils ne « basculent » pas non plus.

Au soir de cette immense manifestation, un cabinet de crise présidé par le monarque siège tard dans la nuit : à l'aube, la loi martiale est proclamée dans onze villes du pays — dont la capitale — pour une durée de six mois. Soudain conscients du bain de sang qui se prépare, certains militants de l'opposition lancent des appels à la prudence ; en dépit de leurs exhortations répétées, des milliers de personnes se rassemblent au petit jour pour manifester à nouveau. A 9 h 15, l'armée ouvre le feu. Un peloton d'assaut face à des policiers tués, à rassembler un témoin de la scène. Trois mille huit cent soixante-quinze cadavres seront plus tard dénombrés par les autorités du cimetière où sont enterrées les victimes de cette journée fatidique du vendredi 8 septembre.

Par AHMAD FAROUGHY \*

DEPUIS son coup d'Etat contre Mossadegh, il y a exactement vingt-cinq ans, l'armée détenait le pouvoir de facto. L'imposition de la loi martiale l'a confirmée de jure dans ses fonctions de gardien du régime. Mais, en outre, le rôle policier qu'il est maintenant dévolu pour assurer le maintien de l'ordre impérial lui donne un pouvoir de contrôle quasi total sur les rouages de l'Etat. D'aucuns voient naître la survie du régime du chah reposer sur la fidélité de ses généraux ; depuis les événements de septembre, on est en droit de se demander si le maintien du monarque n'est pas aussi conditionné par la loyauté de sa conduite à l'égard de son armée. On disait de celle-ci qu'elle était un Etat dans l'Etat ; et les deux sont maintenant confondus, d'ici que l'armée devienne l'Etat lui-même il n'y a qu'un pas : celui que franchit

allégrement la presse américaine. « Aussi longtemps que le chah contrôle l'armée, il contrôle l'Iran » (1).

En vérité, ce contrôle lui a été retiré il y a un quart de siècle, depuis que les assistes économiques, technologiques et stratégiques de l'armée iranienne ont été progressivement placés sous la dépendance des Etats-Unis. Aujourd'hui, cette armée n'est plus qu'une extension du dispositif militaire américain, rattachée à ce dernier par d'innombrables liens organiques dont le premier est économique.

Dès le coup d'Etat de 1953, l'administration Eisenhower commença à accorder des prêts à faible taux d'inté-

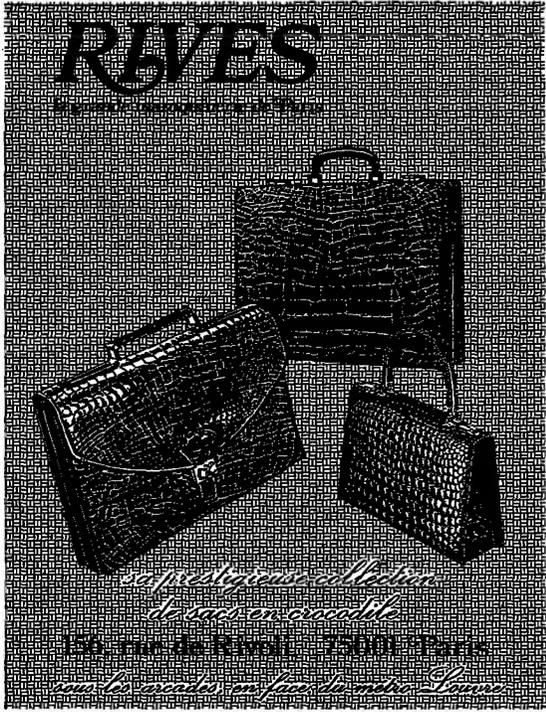
\* Journaliste iranien résidant en France.

ret au régime de Téhéran pour qu'il se dotât d'armes américaines. De 1953 à 1963, plus de 600 millions de dollars lui sont ainsi versés sous forme d'aide militaire, ce qui incite le chef de l'état-major iranien à suggérer, en 1962, au sénateur Hubert Humphrey : « Vous nous avez donné assez d'armes pour mettre le peuple à sa place, maintenant vous devriez nous en donner plus pour combattre les Russes » (2).

Désormais, le spectre d'une hypothétique invasion soviétique de l'Iran, régulièrement évoqué par le chah, devient le prétexte dont se sert l'exécutif américain pour justifier, devant la Chambre et le Sénat, les livraisons de matériel de guerre, aux forces armées iraniennes.

(Lire la suite page 14.)

(1) International Herald Tribune, 16-17 septembre 1978.  
(2) New York Times, 24 août 1962.



Sept. 1978

# L'élargissement de la C.E.E.

## UN MARCHÉ DE DUPES

Par ALAIN ECHEGUT

La Communauté économique européenne a subi une importante mutation avec l'entrée, en 1972, de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande. Ce premier élargissement a sensiblement modifié les données du problème, notamment en renforçant le poids de l'Europe du Nord. Un second élargissement, celui de l'Espagne et du Portugal, est en cours. Les candidatures de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal suscitent en tout cas un vif débat qui, en France, divise aussi bien la majorité que l'opposition.

Dans son premier discours de président du Conseil de la Communauté devant le Parlement européen, le 12 janvier 1977 à Luxembourg, M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, devait affirmer que l'élargissement de la C.E.E. aurait la plus importante des conséquences à venir. Reconnaissant que l'événement soulèverait des difficultés économiques considérables, il ajoutait qu'elles seraient largement compensées par les gains politiques. Et de conclure : « L'élargissement, c'est un investissement dans l'avenir démocratique de l'Europe ».

Mais que veut l'Europe et où va-t-elle ? Les nouveaux adhérents ne seront-ils pas les visiteurs d'un soir dans un musée de fantômes ou les éternels accompagnateurs d'une Europe déçue ? demandent MM. J.-P. Dubois et Paul Ramadier (1). Bien sûr, il faut tout faire pour consolider la démocratie dans des pays où elle vient de pointer après des décennies d'oppression fasciste. Bien sûr, il faut aider les économies de ces pays à sortir du sous-développement. Mais l'Europe libérale ne cherche-t-elle pas plutôt, avec l'aide des bourgeois nationaux des pays candidats, à promouvoir des débouchés pour ses productions industrielles, voire à compléter l'immense toile d'araignée que les firmes multinationales n'ont cessé de tisser sur l'Europe depuis sa naissance ? Autrement dit, ces pays et l'Europe choisissent-ils la meilleure voie pour réaliser leurs objectifs ? Ne font-ils pas plutôt un marché de dupes ?

Afin de répondre, il faudrait d'abord se demander pourquoi, en l'espace de quatre ans, aux trois régimes dictatoriaux en place en Grèce, au Portugal et en Espagne, ont succédé des régimes démocratiques. Cette transformation du pouvoir politique, outre ses causes internes, ne peut s'expliquer sans référence à l'évolution du capital international en Europe, en particulier à sa tendance à accroître la dépendance des pays de la « périphérie » par le biais de la libéralisation du commerce, de la division internationale du travail et de la prise de contrôle direct sur les structures industrielles. A cet égard, la dépendance qui a frappé la Grèce, le Portugal et l'Espagne aux économies des grands pays industrialisés n'est pas, à des degrés divers, de nature différente de celle que connaissent la plupart des pays en voie de développement.

En Portugal, la maîtrise des multinationales américaines et européennes

(R.F.A. et Royaume-Uni), qui n'ont pas été nationalisées, est très importante dans certains secteurs : les capitaux étrangers contrôlent 60 % des industries extractives, 12 % de l'industrie chimique, 12 % des textiles et 28 % de l'habillement, 43 % de l'industrie du papier et de la pâte à papier, 48 % de l'industrie chimique, 61 % de l'énergie, 38 % de la construction mécanique.

On retrouve le même phénomène en Grèce, où les investissements français s'élevaient à 200 millions de dollars, occupant la deuxième place après les États-Unis (420 millions de dollars), et précédant l'Allemagne de l'Ouest (85 millions), la Grande-Bretagne (50 millions) et l'Italie (10 millions). Les entreprises grecques restent cantonnées dans les secteurs traditionnels (boissons, textiles produits non ferreux), tandis que les firmes étrangères concentrent 77 % de leurs investissements dans les industries de plastique, le caoutchouc, la chimie, les raffineries, les matériaux électriques.

En Espagne, pour ne donner que deux exemples, le secteur de l'automobile est contrôlé à 30 % par des multinationales (surtout américaines et françaises) ; la sidérurgie à 25 %. Dans ces conditions, entrer dans le Marché commun, pour la bourgeoisie industrielle de ces pays, c'est jouer la carte de l'ouverture de nouveaux marchés, seule capable d'assurer sa survie, fût-ce au prix d'un accroissement des inégalités sociales et régionales. Mais, pour entrer dans le Marché commun et pour bénéficier de l'abaissement des tarifs douaniers, il faut une couverture démocratique. C'est ce qu'ont bien compris la droite modérée et le patronat en Grèce et en Espagne comme le parti socialiste au Portugal. L'entrée dans le Marché commun est alors présentée comme une garantie supplémentaire contre un retour à la dictature.

Un membre du parti communiste français, M. Puy, conteste ce point de vue : « En ce qui concerne la consolidation de la démocratie dans ces trois pays, si nous communistes l'appelons de tous nos vœux, nous ne sommes pas obligés de l'appeler de tous nos vœux. L'adhésion au Marché commun n'en est pas une garantie. Ou, si c'était le cas, il faudrait y faire adhérer tous les pays du monde. De plus, ces peuples ne risquent pas d'être déçus par le concours de la C.E.E., dont la plupart des gouvernements entretiennent d'excellentes relations avec l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar et la Grèce de Papandréou » (2).

Cependant, malgré l'infiltration et la dépendance économiques, l'éventuelle adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne à la Communauté ne risque-t-elle pas d'accroître de nombreux déséquilibres ? D'une part, les barrières douanières actuelles assurent aux trois candidats un minimum de protection, dont la disparition accélérerait certaines évolutions, en particulier dans l'agriculture. D'autre part, l'entrée dans le Marché commun de pays dont la structure agraire est profondément différente n'aura-t-elle pas pour effet de rendre l'application de la politique agricole commune pratiquement impossible ?

autant retarder l'accession des pays candidats à la Communauté, il faudrait faire passer les politiques de reconversion structurelle appliquées de part et d'autre soient coordonnées sinon harmonisées dans la perspective de l'élargissement. Il faut éviter que l'élargissement ne soit une simple amplification et aggravée les problèmes sectoriels ou régionaux que connaissent déjà la Communauté et souvent aussi les pays candidats.

« La période de transition proprement dite. La période de transition (dont le contenu serait à déterminer dans l'acte d'adhésion) ne peut manifestement pas être d'une durée inférieure à celle retenue lors du premier élargissement (cinq ans), en raison de la plus grande ampleur des adaptations nécessaires ».

Selon les cas, dix ans pourraient alors constituer le maximum et cinq ans le minimum pour assurer la transition (3).

La question peut être alors posée de savoir si l'élargissement de la C.E.E. à des pays méditerranéens est une perspective individuelle ou globale. Globaliser la perspective de l'élargissement conduirait la C.E.E. à traiter les trois candidatures sur un pied d'égalité. Il est de plus utile d'envisager l'élargissement dans un cadre général de l'« approche globale méditerranéenne ». En effet, la Communauté a organisé depuis quelques années un réseau dense et diversifié de relations avec les pays du bassin méditerranéen et de l'Afrique : accords de Lomé, accords Maghreb et Machrek, accords préférentiels avec Israël, Chypre, Malte, la Yougoslavie, accords d'association et préférentiels avec les pays d'Europe méditerranéenne. Autant il semble donc que la C.E.E. doit tenir compte, ainsi, à titre d'exemple, devant un obstacle à la libre pénétration sur le marché européen des agrumes espagnols ou grecs qui concurrenceraient brutalement les productions françaises et italiennes, des quotas doivent être fixés et seront levés à la fin de la période transitoire de l'adhésion ; les négociateurs de la Commission chargés de la fixation de ces quotas devront alors connaître la politique suivie par la direction

générale des relations extérieures qui applique le volet agricole des accords Maghreb ou Machrek.

Cette perspective soulève quelque appréhension sur le pourtour méditerranéen. M. Hédi Noulra, premier ministre tunisien, déclare : « L'élargissement du Marché commun nous expose de graves problèmes. Nous ne sommes pas des protectionnistes à tout crins. Mais nous demandons que soient respectés les accords passés avec nous. Le traité de Rome a prévu que des conditions spéciales seraient proposées aux pays comme la Tunisie, l'Algérie et le Maroc en raison de leurs rapports historiques et de leurs courants d'échanges traditionnels avec la France. Si demain nous devions être considérés comme des pays tiers, cela signifierait que la Communauté aurait, de propos délibéré, supprimé les privilèges prévus par le traité » (4).

Il est exact, indique M. Pascal Fontaine, membre de l'Association française d'études pour l'Union européenne, que les liens qui unissent le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark sont très proches de ceux qui peuvent être observés d'une part entre la Grèce et la péninsule ibérique, d'autre part, entre l'Espagne et le Portugal, qui n'ont que peu changé et n'ont pas leurs rapports. Mais ce refus de la solidarité s'explique surtout par la

### Le différend gréco-turc

« La Grèce a officiellement demandé son adhésion à la Communauté le 12 juin 1975, adhésion qui était d'ailleurs formellement prévue dans l'accord d'association C.E.E.-Grèce du 9 juillet 1961, souligne M. Stéphane Stathatos, ambassadeur délégué permanent de la Grèce à la C.E.E. A la suite de l'avis favorable émis par le Conseil des ministres, émis par la Commission en date du 28 janvier 1976, le Conseil s'est prononcé en faveur de la demande grecque le 3 février 1976. Les négociations d'adhésion se sont alors ouvertes officiellement le 27 juillet 1976. Elles sont actuellement dans une phase avancée, après une visite effectuée, le 23 janvier dernier, à Bruxelles, par notre premier ministre, M. Constantinos Caramianis, au cours de laquelle nous avons eu l'assurance qu'il n'y aurait pas de négociation globale, ni une synchronisation des adhésions au Marché commun ».

Les pays européens s'associer à la C.E.E. par l'accord du 9 juillet 1961, la Grèce bénéficie depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1968, pour la totalité de ses exportations industrielles (ainsi que pour les produits agricoles et les exportations agricoles) de la franchise douanière à l'entrée dans la Communauté. En revanche, à l'entrée en Grèce, la franchise de droit ne s'applique que pour les produits agricoles. En 1976, que pour environ les deux tiers des exportations de la Communauté ; le tiers restant est régi par un calendrier de démolition tarifaire de vingt-cinq ans. Les dispositions de l'accord d'association prévoient que l'union douanière entre la Communauté et la Grèce sera réalisée dans sa totalité en 1984.

Le degré de développement de l'économie grecque est encore très modeste par rapport à celui de la Communauté ; le PIB par habitant n'atteint même pas la moitié du

niveau moyen de la C.E.E. ; il est légèrement inférieur à celui de l'Irlande ; l'agriculture grecque occupe plus de la moitié de la population active (35,4 % contre 19 % seulement en moyenne dans la Communauté), et l'industrie 32,2 %, soit nettement moins que la moyenne communautaire (42,3 %).

Un protocole financier entre la Communauté et la Grèce a été signé le 28 février 1977. A ce titre, une aide communautaire de 280 millions d'unités de compte (5) a été accordée à Athènes pour une période expirant le 31 octobre 1981. Cette aide a pour principal objet de permettre à la Grèce de passer du statut d'Etat associé à celui de membre à part entière.

La perspective de l'adhésion de la Grèce met en lumière le différend qui existe entre ce pays et la Turquie, autre pays associé dont l'accord avec la Communauté a également l'adhésion comme objectif final déclaré. « Nous avons un contentieux avec la Turquie à propos de Chypre, souligne M. Stéphane Stathatos. Lors de son passage à Bruxelles, en juin dernier, le premier ministre turc, M. Ecevit, a indiqué que son pays ne souhaitait pas l'adhésion, mais une relance de l'accord d'association. Outre le problème chypriote, notre contentieux réside à la délimitation du plateau continental et au contrôle de l'espace aérien. Mais si un conflit éclatait entre nos deux pays, la Communauté européenne interviendrait. Les élections législatives anticipées de novembre 1977 ont démontré la solidité de notre démocratie. La Grèce, aujourd'hui, va donner une nouvelle dimension politique à la Communauté dans la région du Proche-Orient. Et, sur le plan de la pénétration commerciale, notre pays jouera un rôle prépondérant. Nous avons, à Thèbes actuelle, pour 6 milliards de dollars de contrats avec les pays arabes ».

avec les pays de l'A.E.E. (Association européenne de libre-échange) dont le Portugal est membre.

« L'élargissement de la Communauté à des pays méditerranéens est une question d'importance capitale pour la France du Sud ? C'est impossible ! ». Enfin, dans une note envoyée, début juillet, aux membres du bureau exécutif du parti socialiste, à propos du projet de programme électoral de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, le député de l'Aude, membre de la minorité (CERES), M. Pierre

« Sur le plan industriel, le Portugal reste dominé par les secteurs traditionnels (alimentaire, textile, vêtements, chaussures, bois et liège), qui occupent une place importante au niveau de l'emploi et des exportations totales. Elles ne contribuent qu'à une manière très faible à la valeur ajoutée. L'industrie portugaise est fortement dépendante de l'importation de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Le Portugal ne dispose pas de produits énergétiques ; il dispose en revanche de certaines richesses minières (minerais de fer, pyrite, métaux non ferreux, etc.), qui sont toutefois en grande partie insuffisamment exploitées. Il doit recourir dans une large mesure à la technologie étrangère ».

« En conclusion, on peut dire que sur le plan industriel, l'adhésion du Portugal pose à la Communauté des problèmes relativement limités ».

Cependant, les strictes conditions d'austérité imposées au Portugal par le Fonds monétaire international pour l'obtention d'un prêt de 750 millions de dollars) font peser sur ce pays une menace de déstabilisation politique, comme l'indique M. Mario Soares : « Tous les partis, tous les Portugais, doivent comprendre comme un impératif national la principale recommandation du F.M.I. de réduire d'un tiers le déficit de la balance des paiements qui, en 1977, a atteint 1,5 milliard de dollars. Nous ne pouvons pas, par nous-mêmes, compenser un tel déficit qui gêne nos chances de développement. Tout le monde en convient. Mais nous doutons que les recettes classiques du F.M.I. (...) soient applicables sans perturbation au Portugal. Nous n'en discutons pas en principe, mais l'ordre de grandeur et le rythme d'application. La stabilité politique acquise depuis deux ans a aussi une valeur économique » (7).

Aborder le problème de l'adhésion de l'Espagne s'est ouvrir en premier lieu le lourd dossier des productions agricoles méditerranéennes.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Montpellier, le 9 juin dernier, M. André Lajoinie, membre du bureau politique, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, indique : « Le gouvernement (français) qui s'est vu refusé à Bruxelles un certain nombre de mesures dans le domaine agricole, n'accepte pas moins le processus d'élargissement, alors qu'il prétendait faire de ces mesures des préalables à l'adhésion. Ses projets de reconversion du vignoble, c'est-à-dire d'arrachage, nous seront-ils présentés en élargissement et à faire place aux importations étrangères de vin. Aucun impératif de prétendus « grande politique » ne nous fera accepter qu'on conduise à la ruine des milliers de milliers de familles ouvrières et paysannes, des régions entières déjà très touchées par la crise ».

Le 8 juillet, dans un meeting à Salon-de-Provence, le président du R.P.R., M. Jacques Chirac, déclare : « Comment peut-on sérieusement envisager que l'Espagne puisse entrer dans le Marché commun sans créer une perturbation profonde et probablement définitive des structures de production agricole de la France du Sud ? C'est impossible ! ». Enfin, dans une note envoyée, début juillet, aux membres du bureau exécutif du parti socialiste, à propos du projet de programme électoral de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, le député de l'Aude, membre de la minorité (CERES), M. Pierre

### Les socialistes portugais ont misé sur l'Europe

« L'Espagne, la Grèce et le Portugal présentent des difficultés économiques, rappelle M. Charles Caporale, responsable à la Commission européenne des relations avec l'Europe méditerranéenne. Le poids économique et les potentialités de croissance de l'Espagne sont bien supérieurs à ceux des deux autres pays. Mais le développement économique de ces trois Etats est inférieur à celui de la Communauté actuelle ; leur présence au sein de la Communauté est donc difficile dans la Communauté ; leurs structures agricoles, industrielles et sociales sont, dans une large mesure, hétérogènes à celles des nouveaux membres actuels. Dans ces conditions, la cohésion du Marché commun et la réalisation d'une union économique et monétaire pourraient être affectées par la survenue de nouvelles crises d'élargissement ».

Lors du premier élargissement, il avait été décidé que l'adaptation des nouveaux adhérents à l'acquis communautaire s'effectuerait pendant une période de transition, soumise à des calendriers fixes et relativement courts. En outre, les nouveaux adhérents avaient été associés aux procédures de décision de la Communauté ainsi qu'à la coopération politique dès la signature du traité d'adhésion, et ils ont participé pleinement aux travaux de toutes les institutions aussitôt après son entrée en vigueur. Cette formule de transition avait été conçue en fonction de la situation largement comparable dans laquelle se trouvaient les six et les Trois ».

« L'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne comporte des problèmes de transition de tout autre nature, souligne M. Charles Caporale. Les solutions à imaginer doivent favoriser l'intégration de pays dont chacun a un niveau de développement nettement inférieur au niveau moyen de la Communauté ; elles ne peuvent pas faire abstraction d'un effort complémentaire de reconversion des structures à l'intérieur de la Communauté actuelle et elles doivent être conçues en sorte que la Communauté élargie puisse se consolider et progresser sans ralentissement ».

Dans le document (connu sous le nom de « France ») élaboré par la Commission de Bruxelles et qui a été transmis au Conseil le 20 avril 1978, la période de transition se décompose en trois étapes.

« La période de négociation. Vu l'ampleur des problèmes d'adaptation, il y a avantage à les aborder dès la période de négociation, sans pour

ment de la part des importations agricoles dans ce déficit.

« Sur le plan industriel, le Portugal reste dominé par les secteurs traditionnels (alimentaire, textile, vêtements, chaussures, bois et liège), qui occupent une place importante au niveau de l'emploi et des exportations totales. Elles ne contribuent qu'à une manière très faible à la valeur ajoutée. L'industrie portugaise est fortement dépendante de l'importation de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Le Portugal ne dispose pas de produits énergétiques ; il dispose en revanche de certaines richesses minières (minerais de fer, pyrite, métaux non ferreux, etc.), qui sont toutefois en grande partie insuffisamment exploitées. Il doit recourir dans une large mesure à la technologie étrangère ».

Cependant, les strictes conditions d'austérité imposées au Portugal par le Fonds monétaire international pour l'obtention d'un prêt de 750 millions de dollars) font peser sur ce pays une menace de déstabilisation politique, comme l'indique M. Mario Soares : « Tous les partis, tous les Portugais, doivent comprendre comme un impératif national la principale recommandation du F.M.I. de réduire d'un tiers le déficit de la balance des paiements qui, en 1977, a atteint 1,5 milliard de dollars. Nous ne pouvons pas, par nous-mêmes, compenser un tel déficit qui gêne nos chances de développement. Tout le monde en convient. Mais nous doutons que les recettes classiques du F.M.I. (...) soient applicables sans perturbation au Portugal. Nous n'en discutons pas en principe, mais l'ordre de grandeur et le rythme d'application. La stabilité politique acquise depuis deux ans a aussi une valeur économique » (7).

Aborder le problème de l'adhésion de l'Espagne s'est ouvrir en premier lieu le lourd dossier des productions agricoles méditerranéennes.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Montpellier, le 9 juin dernier, M. André Lajoinie, membre du bureau politique, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, indique : « Le gouvernement (français) qui s'est vu refusé à Bruxelles un certain nombre de mesures dans le domaine agricole, n'accepte pas moins le processus d'élargissement, alors qu'il prétendait faire de ces mesures des préalables à l'adhésion. Ses projets de reconversion du vignoble, c'est-à-dire d'arrachage, nous seront-ils présentés en élargissement et à faire place aux importations étrangères de vin. Aucun impératif de prétendus « grande politique » ne nous fera accepter qu'on conduise à la ruine des milliers de milliers de familles ouvrières et paysannes, des régions entières déjà très touchées par la crise ».

Le 8 juillet, dans un meeting à Salon-de-Provence, le président du R.P.R., M. Jacques Chirac, déclare : « Comment peut-on sérieusement envisager que l'Espagne puisse entrer dans le Marché commun sans créer une perturbation profonde et probablement définitive des structures de production agricole de la France du Sud ? C'est impossible ! ». Enfin, dans une note envoyée, début juillet, aux membres du bureau exécutif du parti socialiste, à propos du projet de programme électoral de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, le député de l'Aude, membre de la minorité (CERES), M. Pierre

« Sur le plan industriel, le Portugal reste dominé par les secteurs traditionnels (alimentaire, textile, vêtements, chaussures, bois et liège), qui occupent une place importante au niveau de l'emploi et des exportations totales. Elles ne contribuent qu'à une manière très faible à la valeur ajoutée. L'industrie portugaise est fortement dépendante de l'importation de matières premières, de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Le Portugal ne dispose pas de produits énergétiques ; il dispose en revanche de certaines richesses minières (minerais de fer, pyrite, métaux non ferreux, etc.), qui sont toutefois en grande partie insuffisamment exploitées. Il doit recourir dans une large mesure à la technologie étrangère ».

« En conclusion, on peut dire que sur le plan industriel, l'adhésion du Portugal pose à la Communauté des problèmes relativement limités ».

Cependant, les strictes conditions d'austérité imposées au Portugal par le Fonds monétaire international pour l'obtention d'un prêt de 750 millions de dollars) font peser sur ce pays une menace de déstabilisation politique, comme l'indique M. Mario Soares : « Tous les partis, tous les Portugais, doivent comprendre comme un impératif national la principale recommandation du F.M.I. de réduire d'un tiers le déficit de la balance des paiements qui, en 1977, a atteint 1,5 milliard de dollars. Nous ne pouvons pas, par nous-mêmes, compenser un tel déficit qui gêne nos chances de développement. Tout le monde en convient. Mais nous doutons que les recettes classiques du F.M.I. (...) soient applicables sans perturbation au Portugal. Nous n'en discutons pas en principe, mais l'ordre de grandeur et le rythme d'application. La stabilité politique acquise depuis deux ans a aussi une valeur économique » (7).

Aborder le problème de l'adhésion de l'Espagne s'est ouvrir en premier lieu le lourd dossier des productions agricoles méditerranéennes.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Montpellier, le 9 juin dernier, M. André Lajoinie, membre du bureau politique, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, indique : « Le gouvernement (français) qui s'est vu refusé à Bruxelles un certain nombre de mesures dans le domaine agricole, n'accepte pas moins le processus d'élargissement, alors qu'il prétendait faire de ces mesures des préalables à l'adhésion. Ses projets de reconversion du vignoble, c'est-à-dire d'arrachage, nous seront-ils présentés en élargissement et à faire place aux importations étrangères de vin. Aucun impératif de prétendus « grande politique » ne nous fera accepter qu'on conduise à la ruine des milliers de milliers de familles ouvrières et paysannes, des régions entières déjà très touchées par la crise ».

Le 8 juillet, dans un meeting à Salon-de-Provence, le président du R.P.R., M. Jacques Chirac, déclare : « Comment peut-on sérieusement envisager que l'Espagne puisse entrer dans le Marché commun sans créer une perturbation profonde et probablement définitive des structures de production agricole de la France du Sud ? C'est impossible ! ». Enfin, dans une note envoyée, début juillet, aux membres du bureau exécutif du parti socialiste, à propos du projet de programme électoral de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, le député de l'Aude, membre de la minorité (CERES), M. Pierre

(1) Revue France, juillet 1977.  
(2) France nouvelle du 10 juillet 1978.  
(3) Il est vrai que le traité de Rome (art. 8 C.E.E.) a prévu une période de transition de deux ans. Cette contre-réaction n'est pas contraignante. Les dispositions citées avaient un caractère préventif. En réalité, la période a pu être raccourcie, et beaucoup de clauses dictées par la prudence aux négociateurs des traités de Rome d'aujourd'hui n'ont pas été appliquées.  
(4) Interview publiée par le Monde de Paris des 13 et 14 juillet 1978.  
(5) U.C.E. : unités de compte européennes (équivalentes à la valeur du dollar avant sa dévaluation de 1971), de l'ordre de 5,5 F.  
(6) Interview publiée par le Monde du 8 mars 1978.  
(7) Interview publiée par le Monde du 14 avril 1978.

**LA PENSÉE NATIONALE**

Revue de politique étrangère pour l'indépendance

**NON à L'EUROPE GERMANO-AMÉRICAINNE**

par Charles SAINT-PROT et Christian PERRUQUET

Numéro spécial (septembre-octobre 1978) : 5 F.  
En vente dans les kiosques. - Spécimen sur demande.

**LA PENSÉE NATIONALE**  
30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS

مكتبة من الأصل



## Dénonciations de l'arbitraire

# La contestation

Par RENÉ WINTZEN \*

TROIS événements ont attiré l'attention sur l'existence d'une opposition en République démocratique allemande (R.D.A.) et sur la répression dont elle fait l'objet. Le premier fut, en novembre 1976, le bannissement du poète Wolf Biermann ; le deuxième, la publication, les 2 et 9 janvier 1978 par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, d'un violent manifeste contre les dirigeants de la R.D.A. dû à une organisation qui a pris le nom de « Ligue des communistes démocrates d'Allemagne » ; le troisième, l'arrestation, en août 1977, de Rudolf Bahro et sa condamnation, en juillet 1978, à huit années d'emprisonnement.

L'existence d'une opposition en R.D.A. n'est pas un phénomène nouveau. Cette opposition s'est manifestée en maintes occasions depuis la fondation de la R.D.A. en 1949, et sous des formes diverses allant du « ras-le-bol », à la grève, en passant par l'émigration et la révolte (en particulier, celle des ouvriers en 1953), sans parler du passage à l'Ouest de milliers de cadres, de techniciens de l'industrie et de l'économie. Cet exode massif obligea les autorités de la R.D.A. à construire, le 13 août 1961, le mur de Berlin qui fut prolongé, tout le long de la frontière entre les deux Allemagnes, par un réseau de fils de fer barbelés, de champs de mines, de miradors, seul moyen de mettre fin à une émigration catastrophique à la fois au plan matériel et au plan psychologique. Les troubles à Poznan, en octobre 1956, le soulèvement de la Hongrie la même année, le « printemps de Prague » en 1968 écrasés par les troupes du pacte de Varsovie comprenaient des éléments de l'armée populaire allemande, signifiant les consciences, provoquèrent des interrogations, voire des mises en cause. Le philosophe Ernst Bloch souligna pour la condamner la contradiction existant entre

la théorie et la pratique. Il affirma : « Nous n'avons pas d'assurance, nous n'avons que l'espérance. » Wolfgang Harich, disciple de Georg Lukács, conçut une plate-forme politique conduisant au socialisme, mais par des voies propres aux Allemands. Déjà, la contestation des intellectuels faisait peur aux dirigeants : Bloch fut condamné au silence, avant de pouvoir quitter la R.D.A. en 1961 ; Wolfgang Harich, traduit devant les tribunaux, devra subir dix ans de réclusion, ainsi que plusieurs de ses collègues. Quant au physicien Robert Havemann, curieusement, il n'est pas inquiété. Son tour viendra plus tard.

Dans le même temps, de très nombreux intellectuels et artistes sollicitent et obtiennent l'autorisation de quitter la R.D.A., après avoir été soumis à de longues tracasseries administratives et au contrôle constant de la police d'Etat ; parmi eux Hans Mayer, Christa Reinig, Hamut Lange, Manfred Bleier, Peter Huchel.

La R.F.A., pays d'accueil, n'ignore rien des conditions faites aux opposants en R.D.A. et de la répression dont ces derniers font l'objet. Les deux Allemagnes existent et coexistent. Elles ont même signé, le 21 décembre 1972, un traité, dit fondamental, reconnaissant à chacune une identité propre qui s'est vue traduite par l'admission de l'une et de l'autre aux Nations unies un an plus tard. Les échanges interallemands, au niveau des personnes, se sont depuis sensiblement améliorés, de même que les structures techniques et administratives permettant les échanges entre les deux Etats (liaisons postales, télécommunications, réseau routier et ferroviaire) ont été assouplies. Les relations entre les deux Allemagnes, malgré des difficultés de parcours et des accords pratiquement inévitables, sont, quoi qu'on en dise, de plus en plus satisfaisantes ; les échanges économiques,

diplomatiques et structurels le prouvent. Au point que l'on peut s'interroger : ces deux Etats allemands, si différents par leur nature et leur idéologie, bien que se déclarant frères ennemis, ne sont-ils pas frères avant tout ? Comment expliquer autrement l'*Ospitalität* de Willy Brandt, d'Egon Bahr, d'Herbert Wehner et de la social-démocratie, qui, tout en se détournant d'un régime totalitaire, accepte le

dialogue et souhaite le renforcer ? Les affaires d'espionnage entre les deux Allemagnes, le rôle des groupuscules communistes en R.F.A. et le soutien que la R.D.A. leur apporte signifient peu de choses, en définitive, dans la relation entre les deux pays : là n'est pas l'essentiel. S'il en était autrement, rachèterait-on des prisonniers - politiques - en R.D.A. pour la somme de 50 000 ou 100 000 DM, chiffre qui varie selon la qualification de la personne faisant l'objet du troc, l'intellectuel étant payé au prix fort ?

ne s'est suicidé, personne ne se suicidera, il n'en a pas été de même, hélas ! et l'on se reporte à une histoire récente. Lorsqu'il y a eu un suicide aujourd'hui, il se pratique sur place (1).

La R.D.A. se présente actuellement comme un Etat policier, dont la population est embriguée ou fortement soumise à surveillance ; les prisons sont pleines d'opposants (cinq mille à six mille personnes) et le régime de détention y serait particulièrement sévère, la violence étant un moyen couramment utilisé pour briser la volonté des délinquants. Depuis les accords d'Helsinki, plus de deux cent mille Allemands de l'Est ont réclamé l'application des droits de l'homme dans leur pays, ainsi que l'autorisation administrative de circuler librement hors de leurs frontières. Certains, depuis, sont en prison.

Dans le même temps, l'économie de la R.D.A. doit faire face à de graves difficultés : les matières premières qu'elle importe coûtent cher. La facture du pétrole a augmenté de 150 % (de 1976 à 1978). Le produit national, de son côté, ne croît pas selon les objectifs fixés (3,7 % au lieu de 5,5 % en 1978). La R.D.A. continue à s'endetter ; elle doit plus de 12 milliards de marks aux puissances occidentales. Une planification bureaucratique écrasante et les exigences soviétiques en machines-outils, instruments de précision, en électronique et en produits textiles font que cette économie est incapable de satisfaire aux besoins essentiels d'une population pourtant courageuse, disciplinée dans son ensemble, héritière d'une longue tradition industrielle.

(1) Allusion aux suicides de trois pasteurs de la R.D.A. ayant mis fin à leurs jours en août et septembre derniers par le feu ou la pendaison.

### L'exil ou le suicide

UNE dernière remarque apparaît comme une évidence malgré la réflexion de bonne conscience qui est celle de la majorité des Allemands à l'Ouest : ne rachèterait-on pas des prisonniers politiques, n'échangerait-on pas des espions et n'accuserait-on pas chez eux les hommes et les femmes qui, à l'Est, ont été au point d'être obligés de s'exiler ? C'est cette bonne conscience qui leur permet également d'inviter leurs concitoyens mécontents soit à accepter leur sort dans la société capitaliste libérale qu'ils combattent, soit, pour dire les choses crûment, à aller voir « ailleurs » ce qui les attend. Terre d'accueil, la R.F.A. est bien aussi une terre d'exil pour la plupart de ceux qui doivent quitter l'Allemagne de l'Est. Communistes convaincus, ayant lutté pendant de longues années pour la victoire du socialisme contre le totalitarisme, le bureaucratisme, les appareils, ayant dénoncé comme intolérable la tutelle de l'U.R.S.S.,

rejetés en définitive par les leurs, ils sont des étrangers en Allemagne de l'Ouest. Des étrangers privilégiés, certes, parce qu'ils parlent la même langue que leurs hôtes, parce qu'ils partagent avec eux une longue histoire, parce qu'ils peuvent y exercer sans contrainte leur métier. Mais ils savent où se trouve maintenant pour eux un nouveau danger : ne pas servir d'alibi à une politique à laquelle ils n'ont pas souscrit, ne pas devenir les instruments, même involontaires, d'une tactique antisocialiste. Beaucoup ont laissé à l'Est des membres de leur famille. Leur position est des plus inconfortables, et les pressions qu'ils subissent, venant tant de la gauche que de la droite, sont de plus en plus grossières. Il convient ici de dissiper un malentendu. L'exil en Allemagne de l'Ouest ne ressemble pas, quoi qu'on en dise dans certains milieux de l'opposition, à celui qu'ont connu, du fait du III<sup>e</sup> Reich, les intellectuels qui, pour des raisons raciales ou politiques, durent quitter l'Allemagne en 1933. Les conditions ne sont plus les mêmes. Personne n'est mort de faim, personne ne mourra de faim. Personne

\* Rédacteur en chef de la revue *Documents* spécialisée dans l'étude des problèmes allemands, Paris.

## « L'HOMME DE MARBRE » OU LA TRAGÉDIE DES STAKHANOVISTES

### Une contribution au débat sur l'eurocommunisme

Par ANDRZEJ WAJDA

Depuis 1962, Andrzej Wajda, metteur en scène polonais, auteur notamment de *Canal*, *Centres et Diamants*, *La Terre de la Grande Promesse*, souhaitait tourner un film évoquant la période des grandes illusions de la construction de l'Etat. Il a été parvenu à le réaliser (moyennant quelques modifications) qu'en 1978 après tellement de difficultés qu'il a décidé d'en consacrer certaines dans le film lui-même (1).

En intégrant dans un récit très « déconstruit » des séquences de véritables documentaires de propagande, Wajda expose les problèmes rencontrés par une jeune étudiante de cinéma pour réaliser un film de fin d'études sur la vie d'un stakhanoviste exemplaire, Birkut, maçon héroïque qui possédait trente mille briques en une journée. Pour la première fois dans les pays de l'Est européen, un cinéaste se penche, avec humour et lucidité, sur le temps stalinien. Le film en a subi les conséquences et a même été un temps interdit à l'exportation.

Réflexion sur la création cinématographique autant que sur la complexité du phénomène stalinien, *L'Homme de marbre* s'impose comme un des grands chefs-d'œuvre du cinéma ; Andrzej Wajda souligne ci-dessous certains de ses principaux aspects politiques.

I. R.

L'HISTOIRE de l'« ouvrier de choc » Birkut, l'homme de marbre, est véritablement dans la Pologne des années 60, quand il fallait reconstruire rapidement des villes entières détruites par la guerre, les jeunes comme Birkut abondaient. J'en ai connu ; ils étaient très enthousiastes.

A cette époque, pour un jeune venant de la campagne, la seule manière de se faire remarquer consistait à devenir stakhanoviste. Les médias du régime ne s'intéressaient qu'à ces héros de type nouveau qu'on élevait au rang d'exemples nationaux ; des films leur étaient consacrés, la radio décrivait en détail et en direct leurs exploits, leur portrait géant s'affichait sur les façades des villes, des statues de marbre (d'où le titre) les immortalisaient. C'étaient des sortes de « stars »

du régime ouvrier ; la plupart d'entre eux étaient sincèrement des idéalistes malgré des « dédoublages » qui n'étaient guère négligeables en ce temps de pénurie ; appartenance, no-hillier, dévotion, etc. venaient ordinairement récompenser leur effort dévoué.

Le stakhanovisme était comme une véritable propagande : les « normes héroïques » donnaient lieu à de véritables fêtes, des orchestres animaient le chantier, les gens venaient voir une brigade ouvrière battre un record de production ; comme on traitait voir une épreuve sportive. D'ailleurs, l'effort de ces « travailleurs de choc » relevait vraiment de l'exploit sportif. Les stakhanovistes exaspéraient parfois les autres ouvriers parce qu'ils accélèrent la productivité et élevaient sans cesse les normes de production, mais les attentats contre eux étaient assez rares. Celui que je montre dans mon film est pourtant authentique : il a eu lieu dans les mêmes conditions.

*L'Homme de marbre* ne critique pas les stakhanovistes qui furent, eux aussi (comme Birkut), victimes du stalinisme. Le stalinisme cherchait à tout prix des « ennemis du peuple » ; c'était un pouvoir qui avait besoin d'ennemis, et il est allé en chercher, pour l'exemple, jusque parmi ces héros du travail. Mais la tragédie des stakhanovistes ne s'arrête pas là ; beaucoup de ces ouvriers d'avant-garde, après avoir été promus dans la hiérarchie jusqu'à être nommés directeurs de chantiers ou responsables d'usine alors qu'ils ne possédaient ni compétence ni formation, ont été éliminés par les changements politiques de 1956 et renvoyés à leur métier original. Ce fut pour eux une mutation très pénible, d'autant qu'entre-temps ils avaient acquis des connaissances et de l'expérience. A cet égard, la désaffectation a été aussi arbitraire que l'avait été le stalinisme.

#### Fonction sociale

Je souhaitais tourner ce film depuis 1962, mais il n'est guère facile en Pologne de réaliser un film sur la vie d'un ouvrier. En outre, les années 60 constituent une période sur laquelle on n'aime pas trop revenir ; c'est une période de notre histoire récente qui demeure dans l'ombre. Ainsi je n'ai pu entreprendre la réalisation de *L'Homme de marbre* qu'en 1976, non

parce que nous avons une expérience que vous n'avez pas : celle d'un gouvernement populaire et d'un parti communiste au pouvoir depuis plus de trente ans. Cette expérience, il serait insensé de ne pas en tenir compte ; elle doit permettre à d'autres

de ne pas commettre les erreurs dont nous avons souffert. *L'Homme de marbre* n'a pas la prétention de tout dire sur ces erreurs, mais déjà il veut dire aux gens de s'interroger sur des sujets hier encore tabous, et cela, pour nous, est considérable.



JERZY RADZIWIŁOWICZ, DANS « L'HOMME DE MARBRE ». Pour les besoins de la propagande stalinienne.

(1) *L'Homme de marbre*, projeté à Paris depuis le 4 octobre aux cinémas Gaumont-Feuille, Lincoln, Monte-Carlo, 14-Juillet-Bastille et les Paraisiens.

**REPERES**  
LE MENSUEL DU C.E.R.E.S.  
N° 55-56  
L'enlèvement de l'Europe  
CONNAITRE L'ADVERSAIRE  
POUR MIEUX LE COMBATTRE  
par J.-P. Chevènement  
—00—  
Prix du numéro : 20 F.  
En vente dans les kiosques ou au 13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS. Tél. : 857-76-42.  
ABONNEMENTS :  
France et pays de l'ex-Communiste : 120 F  
Etranger (par avion) : 140 F  
G.O.P. 54875.30 J - LA SOURCE

automobiles PEUGEOT  
  
SODEXA  
Distributeur officiel pour la vente :  
• aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales  
• aux Clients se rendant en France.  
Exclusivement immatriculations spéciales OD et TT  
26, RUE CANNABERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

كندا من الأصل

et de la bu  
en A

A consulter :

Des deme  
entièr  
complétées d  
parfait  
auto  
aux ar  
Un flot de  
au coeur

Les  
du  
16 ET 18, E  
Irraison  
Prix for  
Apparan  
sur Ace du  
cité de B

l'arbitraire  
ation

# et de la bureaucratie en Allemagne de l'Est

Cette situation explosive, en grande partie, les événements récents survenus en R.D.A. : une exacerbation des réactions oppositionalistes aux décisions des appareils en place, et un renforcement de la répression au nom de la « protection et du respect de l'ordre et de la société de l'Etat socialiste ».

Interdit de publication depuis 1968, n'étant plus autorisé à se produire en public, le poète et « faiseur de chansons » Wolf Biermann soutient encore en 1974 que ses rapports avec la R.D.A. — « le meilleur Etat allemand » — « sont caractérisés par une solidarité critique ». Ces propos ont été publiés par le Spiegel, qui reproduit aussi, deux ans plus tard, la lettre que Biermann adresse à sa mère, qui vit à Hambourg, après que les autorités lui aient permis de chanter dans la petite ville de Frenzlar, à l'in-

terdiction du pasteur. En novembre 1975, il peut enfin se rendre en R.F.A. où les syndicats lui ont organisé un récépissé. A sa grande surprise, en effet, sa demande de passeport et de visa de sortie lui a été accordée. Biermann s'interroge : le laissez-passer est-il un acte de reconnaissance ? La réponse est formelle : aucune mesure ne sera prise pour empêcher son retour dans sa patrie. Biermann, fort de cette assurance, donne à Cologne un récépissé de ses chansons devant six mille personnes ; la télévision retransmet en direct le spectacle que des millions d'Allemands de l'Est peuvent suivre. Les dirigeants du S.E.D. (parti socialiste unifié) prennent ce prétexte pour accuser le poète d'avoir diffamé la R.D.A. et le socialisme. Le 18 novembre 1975, Biermann apprend à Cologne qu'il est déchu de sa nationalité et condamné au bannissement.

Konrad Naumann, Werner Lamberg, Albert Norden, — est la preuve que l'opposition en R.D.A. trouve, chez les cadres du parti et les intellectuels, un appui de plus en plus large et qu'elle ose s'exprimer presque au grand jour. Dès lors,

les autorités de la R.D.A. décidèrent de frapper très fort pour mettre un terme à l'audace de l'opposition : l'arrestation puis la condamnation de Rudolf Bahro ont l'expression de cette volonté de riposte.

## La condamnation de Rudolf Bahro

L'acte criminel fut accusé Rudolf Bahro est celui de haute trahison, c'est-à-dire d'espionnage au profit des services de renseignements ouest-allemands. En publiant en R.F.A. son ouvrage *Die Alternative* (4) interdit par les autorités communistes — *La Solution de rechange, contribution à la critique du socialisme existant réellement* — Rudolf Bahro se mettait en quelque sorte hors la loi.

Des fragments de ce livre circulaient sous le manteau depuis deux ans ; mais, malgré tout, Rudolf Bahro restait un inconnu pour la plupart des gens. Sa carrière, à l'ombre du parti, s'était déroulée sans bruit. A dix-huit ans, il est militant stagiaire au S.E.D. dont, en 1954, il devient membre. Il fait des études de philosophie à l'université Humboldt, à Berlin-Est, puis participe comme militant au mouvement de collectivisation agricole. Pendant trois ans, il travaille à la direction nationale du personnel scientifique et, à partir de 1967, dans diverses entreprises comme ingénieur spécialisé dans la mise en œuvre de projets de nationalisation industrielle et d'organisation scientifique du travail. Cette dernière activité lui permettra de rassembler la documentation qui constitue la base de son ouvrage et de la mettre à l'épreuve d'une longue expérience personnelle.

C'est sans doute Ernest Mandel, professeur à l'université libre de Bruxelles, qui a le mieux analysé l'apport de Rudolf Bahro à l'étude marxiste de l'évolution de la société industrielle contemporaine (5) : celle-ci pourrait, demain, devenir une société sans classes à certaines conditions.

L'ouvrage de Rudolf Bahro se situe aux confins de trois réflexions qui convergent vers une même perspective : la réalisation d'une société sans classes. La première est celle que nous avons déjà évoquée : elle est issue de l'expérience quotidienne de mouvements antimarxistes, eux-mêmes inspirés par le « printemps de Prague » et les révoltes

ouvrières qui, depuis vingt ans, secouent le monde communiste. La deuxième est nourrie par les discussions que la pensée marxiste révolutionnaire provoque tout au long de l'histoire récente, aussi bien en U.R.S.S., après la fin du stalinisme, que dans d'autres Etats socialistes, voire dans des pays capitalistes où l'idée d'un socialisme à pris corps. La troisième, enfin, fait appel au passé du mouvement ouvrier allemand écrasé par Hitler et Staline, récupéré et réintégré à l'Ouest, sclérosé par la bureaucratie à l'Est.

Rudolf Bahro dénonce dans un premier temps le mal dont souffrent les sociétés qui se recommandent du socialisme, puis, dans un second temps, il propose une « solution de rechange ».

Le mal est dans les structures que ces sociétés ont consacrées à l'exemple des sociétés capitalistes : le salariat, l'argent, le système de production, la division du travail en tâches nobles et subalternes, qui classe les individus selon des principes de hiérarchie, l'inégalité sociale, l'encadrement des travailleurs, l'information sélective, l'éducation poussée et stimulante réservée à certaines catégories d'enfants, les mécanismes institutionnels et économiques favorisant les fonctionnaires. Ce mal provoque l'allanation de l'individu comme celle des groupes et des sociétés. L'abolition de la propriété privée des moyens de production n'a rien favorisé sa transformation en propriété du peuple. Car tout, en effet, dans le système politique et économique de la R.D.A., repose sur le fonctionnement des appareils bureaucratiques : « Le bureaucratisme », écrit Rudolf Bahro, est devenu pour ainsi dire la forme d'existence politique naturelle d'un groupe important d'individus aux intérêts particuliers fortement accusés. » Cette parole de l'ouvrage constitue une condamnation sociale de la planification bureaucratique qui est la cause du « gaspillage et de la pénurie des ressources matérielles ».

La « solution de rechange » est celle qui doit permettre « l'émancipation de l'homme ». Celle-ci passe par la généralisation de l'autogestion et de l'auto-administration, l'abolition radicale des normes du travail et du travail à la pièce, l'abolition de tous les privilèges matériels dont jouit la caste bureaucratique, l'extension de l'enseignement obligatoire jusqu'à vingt-trois ans, la réduction de la durée du travail mécanique « psychologiquement improductif », la détermination des priorités dans le domaine de la consommation et non plus l'accumulation de plus en plus de biens matériels, l'accès de tous à la masse des informations, la suppression des hiérarchies fondées sur le centralisme bureaucratique.

Ces propositions n'ont rien d'utopique ; elles correspondent, comme le souligne Ernest Mandel, « aux possibilités des forces productives contemporaines, ainsi qu'aux aspirations de centaines de millions d'êtres humains. Surtout, leur réalisation est une condition indispensable pour sauver le genre humain d'une destruction certaine de la civilisation matérielle et d'une re chute dans la barbarie ».

A sa manière, *Die Alternative* est la plate-forme d'une nouvelle « révolution culturelle », dont on ne peut encore mesurer aujourd'hui les conséquences dans un pays comme la R.D.A. et, demain, ailleurs.

L'opposition en R.D.A., pas plus que celle qui existe en Tchécoslovaquie, en Hongrie ou en Union soviétique, ne parviendra pas à « déstabiliser » un système fondé sur le totalitarisme bureaucratique. Mais elle suscite des analyses constructives du type de celle de Rudolf Bahro, provoque des confrontations d'idées et des examens de conscience dont le monde occidental devrait pouvoir tirer parti afin de remettre constamment en cause ses propres structures et mieux ajuster son entrée dans le vingt et unième siècle.

RENE WINTZEN.

(2) Il est l'auteur de l'ouvrage : *L'Interrogatoire, un marxisme allemand parlé*, Fayard, Paris, 1977.  
(3) Cf. Documents, 1-1977 : « Front populaire de l'Ouest, socialisme à l'Est : 7 à 10 contradictions ? »  
(4) *Die Alternative. Zur Kritik des real existierenden Sozialismus*, Europäische Verlagsgesellschaft, Cologne, 1977.  
(5) Cf. à ce propos, sa *Critique de l'économisme marxiste*, récemment paru aux éditions Maspéro.

## Critiques du socialisme « réalisé »

CETTE mesure provoqua la stupeur, puis l'indignation. A l'Ouest, Heinrich Böll, Günter Grass, Günter Wallraff, à l'Est, Stefan Heym, Stefan Hermlin, Volker Braun, Helner Müller, Jürgen Fuchs, Jurek Becker, Reinert Kunze, Robert Havemann, dénoncent l'hypocrisie du procédé. La vague de protestations étouffée d'abord les dirigeants du parti, qui réagissent avec violence et cynisme : ils obtiennent que certains contestataires se rétractent (des membres de leurs familles auraient été arrêtés), ordonnent des perquisitions et la mise en résidence surveillée sous le contrôle permanent de la police d'Etat des autres, ou bien encore les autorisent à émigrer, ce qu'ils leur avaient jusqu'alors refusé. Quant au romancier Rolf Schneider, il s'est vu purgé et simplement interdita la publication de son livre intitulé *Novembre*, qui fait le récit des mésaventures de son collègue et ami, Wolf Biermann.

Dans le même temps, Robert Hava-

mann (2) — ancien révolté, condamné à mort par le tribunal du peuple présidé par Frenzier — voit se durcir les mesures prises à son endroit : il est exclu du parti, de l'Académie des sciences de Berlin-Est, du Comité antifasciste de la résistance. Ses deux fils sont arrêtés pour avoir distribué des tracts contre l'occupation de la Tchécoslovaquie ; Robert Havemann, qui a pour toutes ressources une modeste rente que lui verse l'Etat au titre d'antifasciste et de résistant, vit dans sa maison de Grünheide, au sud-est de Berlin, sous la surveillance constante de la police ; son téléphone a été coupé, un cordon de voitures l'isole totalement de l'extérieur, il ne peut recevoir la visite que de son médecin et d'un pasteur.

Dans une étude publiée en R.F.A. par la revue de gauche *Kursbuch*, Robert Havemann avait, en 1976, proposé huit mesures tendant à démocratiser le socialisme « réalisé » en R.D.A. ; le démantèlement du mur par l'abaissement progressif de la limite d'âge pour les voyages à l'Ouest, la constitution d'un fonds de devises pour les voyages à l'étranger des citoyens de la R.D.A., l'amnistie générale pour tous les prisonniers politiques, l'abrogation du paragraphe 108 du code pénal, contraire à la Constitution qui reconnaît à tout citoyen le droit d'exprimer son opinion librement et publiquement, la réintroduction du droit de grève, l'autorisation d'un journal indépendant et d'au moins un parti d'opposition, la possibilité, enfin, pour des candidats indépendants du Front national et du S.E.D. de se présenter aux élections (3).

La publication par le Spiegel d'un manifeste attribué à une « Ligue des communistes démocrates d'Allemagne » va dans le même sens. Les auteurs de ce pamphlet, dont Wolf Biermann a défendu l'authenticité avec la véhémence qui lui est coutumière, mettent en cause les dirigeants de la R.D.A. traités de « parasites », soupçonnés de corruption et d'abus de pouvoir ; ils dénoncent le règne de l'arbitraire et de la bureaucratie, réclament pour tous des revenus réels basés sur la croissance économique, la liberté de circuler, de s'exprimer, la suppression des zones interdites improductives.

Ce manifeste, qui prend à partie notamment Erich Honecker et Willi Stoph, ainsi que les plus hauts fonctionnaires de la R.D.A. — Kurt Hagen, Erich Mielke,

## A consulter :

- Que se passe-t-il en R.D.A. ? Documents, 1-1977 ; 58, rue de Laborde, 75006 Paris.
- L'Opposition en R.D.A. Documents, 1-1978.
- *Die Alternative* de Rudolf Bahro, Allemagne d'aujourd'hui, 61-1976, 8, rue Faraday, 75017 Paris.
- Une version allemande de l'« Economisme » ? Allemagne d'aujourd'hui, Supplément au n° 63-1978.
- Le Scandale Rudolf Bahro, Editions La Brèche, groupe information R.D.A., 1975, 46, rue Vaugrard, 75006 Paris.
- Solidarität mit Rudolf Bahro, Aktualität, 1975, Reinbeck bei Hamburg.

• LE « NOUVEAU COMMUNISME », ETUDE SUR L'EUROCOMMUNISME ET L'EUROPE DE L'EST publiée sous la direction de Rashid Kapur et Michel Molnar : des étudiants de l'Institut des hautes études internationales de Genève s'interrogent sur l'eurocommunisme et ses relations avec les tentatives de renouveau en Europe de l'Est. (Textes présentés à un colloque organisé en juin 1977, Institut des hautes études internationales, « Etudes et travaux », n° 45, Genève, 1976, 20 F.S.)

Des demeures du XVII<sup>e</sup> siècle  
entièrement rénovées,  
complètement de constructions neuves  
parfaitement intégrées,  
autour d'un jardin  
aux arbres centenaires...  
Un îlot de charme et de calme  
au cœur du Paris historique.

## Les Résidences du Panthéon

16 ET 18, RUE TOURNEFORT, PARIS 5<sup>e</sup>

du studio au 5 pièces,  
livraison 1<sup>re</sup> tranche : 4<sup>e</sup> trimestre 1978.  
Prix fermes et définitifs. Crédit 80%.  
Appartement témoin et bureau de vente  
sur place, du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et  
de 14 h à 18 h ; le samedi de 15 h à 18 h 30.

• SAFRI • 336.39.40  
16 ET 18, RUE TOURNEFORT, 75005 PARIS

Enfin...

une grande revue francophone  
consacrée aux problèmes  
internationaux :

politique  
internationale

Chaque trimestre,  
les universitaires,  
gouvernants, industriels  
et diplomates les plus  
réputés du monde  
s'expriment dans  
politique  
internationale



Au sommaire du n° 1 : gaston thorn, david owen, helmut sonnenfeldt, hélène carrère-d'encausse, stanley hoffmann, andrew j. pierre, bernard ésamert, francis lacoste, pierre mayer, françois joyaux, françois de rose, franz josef strauss, henri ménudier.

Bon à retourner à : **politique internationale**  
137, av. Victor-Hugo - 75116 Paris

Je souscris un abonnement d'un an au prix de :  
 200 F (institutions)     500 F (abonnements  
de sympathie)  
 140 F (particuliers)

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ci-joint :  chèque bancaire     mandat

Date \_\_\_\_\_  
Signature \_\_\_\_\_

# HONGRIE : socialisme et liberté ?

Une réputation en partie justifiée de souplesse et de libéralisme mais un régime qui s'attache des consommateurs plus que des citoyens

Il y a vingt-deux ans, Budapest se révoltait. Après avoir solé « l'héroïque soulèvement du peuple », M. János Kadar, alors ministre d'Etat, approuvait l'intervention des troupes soviétiques et prenait la tête d'un gouvernement qui se chargea de « rétablir l'ordre ». La répression frappa des milliers de personnes (1). Aujourd'hui, il n'est sans doute pas, dans les pays de l'Est, de dirigeant qui soit plus assuré du soutien de la population que M. J. Kadar. Redressement économique (notamment depuis la réforme de 1968), hausse générale du niveau de vie : la Hongrie de 1978, avec ses magasins bien approvisionnés et ses villes encombrées de voitures, entre à grands pas dans l'ère de la « consommation ».

Reportage de MAURICE T. MASCHINO et FADELA M'RABET



(Photo Raymond Darolle - Sypma.) LE PARC DE LA GALETTE A BUDAPEST.

TRENTE-SIX ans. Directrice commerciale. Diversité, un enfant. Logement trois-pièces. Recherche compagnon trente-cinq-quarante ans avec voiture. « La satisfaction à peine dépassée, émet la peinture et la musique, possédant Fiat 126, souhaite rencontrer femme cultivée et affectueuse. Résidence secondaire appréciée : mi-amusée, mi-déçue, Margit parcourt rapidement les petites annonces — mariages, rencontres, échanges — du très sérieux Nepszabadsag, quotidien du parti socialiste ouvrier hongrois. « Ce n'est pas aujourd'hui, soupire-t-elle, que je trouverai une offre de voyage pour l'Italie. »

Dans cette célèbre pâtisserie de Budapest, place József-Rákos, se croisent presque dans un salon de thé près de la Madeleine ou, plutôt — à cause peut-être de ces lustres en cristal qui évoquent les fastes de l'empire austro-hongrois, des dorures qui courent le long des poutres sculptées, de cette atmosphère poissable qui émane des lieux et des gens, — dans un café viennois de la Károlyi Strasse.

Paris, Vienne, Budapest ? Il est vrai que, à première vue, on hésite. A voir, justement, l'allure colorée des passants, qui tranchent si nettement sur la grisaille de la rue dans d'autres pays socialistes, leur air décontracté, leur affabilité (plus d'une fois, des hommes, des femmes, loin de nous fuir, comme en Roumanie, sont montés dans notre voiture pour nous indiquer le chemin), à contempler l'abondance des magasins — nulle part il n'y a de queue, — à se fourvoyer dans les embouteillages permanents des ponts — Erzsébet Híd, Petőfi Híd — qui relient Pest et Buda, ou des grandes avenues — Rákóczi, Népközpont, Lenin — qui traversent la ville, encombrée de Trabants, Skoda, Lada et autres Zaporozjets à Budapest, un habitant sur dix a une voiture, — on y perd son marxisme comme d'autres leur latin.

« C'est vrai, comment Margit, même si l'air est de plus en plus pollué, chez nous, on respire. » Vingt-six ans — elle vient de soutenir avec succès une thèse de doctorat sur la poésie de Tristan Tzara, — traductrice et assistante à l'université (elle se plaint de ses étudiants « qui n'ont qu'un but : gagner de l'argent »), Margit a les aspirations et, par bien des côtés, la vie d'une jeune intellectuelle de l'Ouest. Peu intéressée par le politique. — « Une déclaration de Kurt Waldheim sur le Proche-Orient, la visite d'un ministre dans une coopérative ou un article sur la répartition des investissements, dit-elle en feuilletant le « Nepszabadsag », c'est probablement important, mais ne me touche pas, — hostile aux féministes (En Hongrie, nous n'avons pas d'excitantes M.L.F., les femmes ne se révoltent pas contre leurs obligations naturelles), Margit apprécie avant tout la littérature et le cinéma.

Elle lit, en traduction ou dans le texte (on trouve l'un et l'autre en librairie), les écrivains dont parlent journaux et revues — elle cite, en vrac, C. Etcherelli, R. Merle, E. Ajar, H. Bëll, Althusser (paru dans une revue à tirage limité), B. Vian, Simenon, la poétesse russe Akhmatova — et va souvent au cinéma ; ainsi, a-t-elle vu, l'on dernier, la Vierge Fusil, l'Incongruible, Flic Story, Police Python, le Sauvage.

Partois, le dimanche, elle prend le petit train vert qui longe le Danube et va se promener à Szentendre, à une vingtaine de kilomètres de la capitale. Tout en hauteur, avec ses rues étroites, ses maisons blanches, ocre ou brunes, l'endroit rappelle un village d'Espagne ou du Maghreb ; de nombreux artistes y résident. De temps à autre, une troupe de jeunes donne un concert de musique pop ou un spectacle de cirque ; on glissant une pièce de deux forints (2) dans une sorte de boîte posée sur pilotis, les visiteurs peuvent admirer, comme les y invite un écriteau — Sex a képrömvészetekben et Neus kispasztika — des reproductions érotiques.

L'été, enfin, Margit voyage. Comme la plupart de ses compatriotes ; dès le début juillet, sur les routes, dans les gares et les aéroports, c'est quasiment l'exode. En 1977, la moitié du pays (ou presque : quatre millions six cent quatre-vingt-cinq mille Hongrois) s'est bousculée aux frontières. Que l'on passe après un contrôle long et minutieux, mais que l'on passe quand même. Surtout quand on va rendre visite à ses voisins : Polonais, Tchèques...

Un peu moins de trois cent mille touristes sont allés dans les pays « non socialistes » : France (le consulat a délivré jusqu'à neuf cents visas par jour), Italie, Allemagne fédérale. Les

sorties, de ce côté-là, sont moins faciles : une fois tous les trois ans ou, si l'on est invité (ce qu'il faut évidemment prouver), tous les deux ans. A moins qu'on ne participe à un voyage organisé : c'est possible chaque année, mais coûteux.

Livres, voyages, spectacles : Margit se dit heureuse. D'un bonheur — elle le reconnaît volontiers — essentiellement individualiste : « J'aime bien ma petite vie, dit-elle. Peut-être parce que je m'organise comme je veux. Mais je ne suis pas pour autant une privilégiée : les autres aussi font ce qu'ils désirent. »

## A chacun selon ses goûts

POUVOIR s'organiser. Faire des projets et, en partie, les réaliser. Conduire sa vie, jusqu'à un certain point, comme on l'entend. S'occuper d'art ou de littérature, bricoler, assister aux réunions syndicales ou cultiver son jardin, ou militer au parti, à chacun selon ses goûts. A chacun de disposer à sa guise du temps qu'il ne donne pas à la collectivité sous forme de travail : c'est probablement la principale liberté dont jouissent, depuis une quinzaine d'années, les Hongrois.

La littérature étrangère est aisément accessible — la moitié des livres qui paraissent chaque année sont des traductions. Sans parler des émissions de la télévision autrichienne, qu'on reçoit à l'ouest du pays, ni de Free Europe, que tout le monde écoute, la télévision hongroise, dans des émissions comme Panorama ou Studio international, donne souvent la parole à des Occidentaux non communistes. La presse écrite

est également assez ouverte, et les journaux qui n'engagent pas directement le parti ou le gouvernement publient des informations et des commentaires que la presse officielle s'interdit.

Nepszabadsag, par exemple, a accusé les socialistes français d'avoir provoqué l'échec de la gauche, mais Magyar Nemzet, organe du Front démocratique populaire, a émis des réserves sur la justesse de l'attitude du P.C.F. Aucun journal ne s'est ému des condamnations de Chicharovsky et de Guinzbourg, et tous ont reproduit les communiqués de l'agence Tass. Mais sans commentaires. Ce qui était une façon — implicite — d'en faire.

Pour plus ample information, le lecteur peut toujours se reporter à l'Humanité, qui n'est jamais saisie, même lorsqu'elle dénonce les procès de Moscou, ou au Monde, qu'on trouve dans les grands hôtels. A moins qu'il ne préfère l'Express ou le Nouvel Observateur, qu'on ne trouve pas, mais que les abonnés reçoivent régulièrement — parfois avec quelques jours de retard, quand un numéro cantent sur la Hongrie un article qu'en haut lieu on juge « peu objectif ». Il n'est pas rare d'entendre un Hongrois dire négligemment, parfois avec une pointe de snobisme : « J'ai lu dans le Monde d'hier... »

## Sainte alliance

TOUT aussi réelle est la liberté de pratiquer sa religion, qu'on soit catholique (80 % des Hongrois sont baptisés, 80 % reçoivent les derniers sacrements, mais 20 % seulement se marient à l'église), protestant, orthodoxe ou juif.



Plus précisément : à se donner les moyens de réaliser les trois objectifs que presque tous considèrent comme prioritaires : acheter une maison, une voiture et voyager. D'où le développement chez tous d'un extraordinaire esprit d'entreprise, d'un sens aigu des affaires, qui prouvent, selon les catégories, la forme de la « débrouille », du « trafic » ou du négoce à grande échelle.

Mal logés — on compte cent soixante personnes pour cent pièces ; un couple avec deux enfants dispose en moyenne de deux pièces et demie, soit cinquante mètres carrés, — payent cher quand ils louent une chambre chez un particulier (mille forints par mois), les Hongrois ne comptent guère sur l'Etat pour améliorer leur habitat : de 1971 à 1974, il n'a financé qu'un tiers des constructions ; le V plan prévoit bien quatre cent cinquante mille appartements, dont un cinquième à Budapest, mais c'est encore très insuffisant : plus de cent mille personnes, dans la capitale, attendent un logement, sans parler de celles qui vivent à sept ou huit dans deux pièces, parfois dans un réduit prolongé d'un couloir (4). Si bien que la plupart s'en remettent à leur propre initiative pour être plus au large.

C'est le cas, entre mille autres, d'Istvan R., chauffeur dans une entreprise de constructions métalliques, il a vécu quinze ans, avec sa femme et son fils, dans un appartement de 30 mètres carrés. « Un jour, explique-t-il, j'en ai eu assez ; j'ai vendu mon logement (trois cent mille forints) et acheté ce terrain (1 000 mètres carrés, qu'on vend mille forints)... Non, les vignes qui l'entourent ne m'appartiennent pas... J'ai encore donné deux mille forints à l'architecte et, pour le reste,

dit-il en montrant fièrement ce qui ressemble déjà à un petit chalet suédois, je me débrouille. »

Des amis l'aident, qu'il aidera à son tour — un serrurier pose les portes, un charpentier vérifie l'ajustement des poutres, des jeunes gens transportent des matériaux, un électricien a certifié à la municipalité la conformité de l'installation, — mais si la main-d'œuvre est gratuite, si les diverses autorisations s'obtiennent assez facilement (ou ne s'obtiennent pas, mais on passe outre ; les autorités ne chicanent pas), où est l'homme trouvé-il les moyens de construire un chalet qui lui reviendra au minimum à six cent cinquante mille forints ?

« Je suis également électricien, ajoute-t-il, et ma femme est comptable. » Ce qui fait trois salaires environ onze mille forints — mais paraît quand même très loin du compte. « Je me débrouille », répète Istvan, évasif.

Comme « se débrouillent » ses voisins, à cinq cents mètres de là. Eux ont déjà terminé leur maison : au rez-de-chaussée, le living — murs

blancs, tentures jaunes, canopés rouge vif, un fauteuil vert ; en guise de tapis, des peaux de renards tués à la chasse et, sur un guéridon, un bouquet de roses artificielles, — trois chambres au premier étage avec, dans un angle, un poste de télévision couleur (le vingt-six mille forints », précise-t-on).

L'ensemble, sans le mobilier, a coûté 700 000 forints ; à eux deux (lui est contremaître, elle secrétaire), ces jeunes propriétaires en gagnent 7 000 (environ 1 750 F par mois). Ils ont obtenu un crédit de 215 000 forints, remboursable en trente ans (ce qui leur fait mille forints par mois) ; et leurs parents payons — les ont aidés, grâce aux revenus de leur lopin. Est-ce tout ?

« Si les sectes subissent quelquefois des tracasseries (tels les méthodistes, dont cinq prédicateurs contestent la nomination d'un « super-intendant »), les Eglises constituées sont libres — pour peu qu'elles reconnaissent le régime (« Mais comment coopérer sincèrement avec un système dont on sait qu'il veut notre fin ? », demande M. Ferenc Magyar, directeur de publications catholiques), qu'elles s'abstiennent de toute contre-propagande (« Mais à l'école, j'ose de la religion ») et qu'elles respectent les accords passés avec le gouvernement (3). L'enseignement religieux est soumis à la double autorisation de l'évêque et du pouvoir : un laïc, de son plein gré, n'a pas le droit de réunir des enfants et de leur apprendre le catéchisme.

En échange de son allégeance au régime, l'Eglise catholique — aussi dévouée à Kadar, nous dit-on, qu'elle le fut à Horthy — a conservé ses lieux de culte (quatre mille églises et chapelles), son académie centrale de théologie, son séminaire, ses maisons d'édition (mais elle déplore le peu de papier qu'on lui alloue) et six lycées qui fréquentent les enfants des familles aisées. « Il n'y a plus de problèmes », déclare Mgr Imre Varkanyi, secrétaire général d'« Actio catholica » et député à tous les postes de la hiérarchie (son dévouement au régime, et ses relations avec le gouvernement sont excellentes). Si bonnes, en effet, que lors de la visite qu'il rendit cet été à M. J. Kadar, le Père Aruppe, général des Jésuites, fut accueilli à sa descente d'avion par M. György Ácsel, membre du bureau politique, vice-président du conseil et grand responsable de l'idéologie ; la cérémonie fut intégralement retransmise par la télévision.

## Le règne de la grande « débrouille »

## Multiplier les ressources

IL est impossible de le savoir. « Moi-même, j'ignore d'où vient l'argent », dit M. J. Fekete, vice-président de la Banque nationale. Toujours est-il qu'il vient, s'accumule — de 1960 à 1974, les dépôts de la Caisse d'épargne ont été multipliés par quatorze, — s'investit, circule, se reproduit. Ingénieux, les Hongrois font de l'argent comme les abeilles du miel.

Beaucoup, par exemple, se groupent à cinq ou six dans l'une des deux pièces qu'ils occupent, et libèrent l'autre pour les touristes : la moitié des étrangers qui viennent chaque année en Hongrie (près de neuf millions en 1977) logent chez l'habitant. Il est d'usage qu'à leur départ, leur hôte leur demande un satisfecit écrit : autant de « bons points » qu'à la fin de la saison il remet à « l'abus » ; en échange, cet organisme de tourisme lui enverra, l'année suivante, d'autres clients.

## DES CHIFFRES ET DES FAITS

Superficie : 93 030 kilomètres carrés. Frontières : avec l'Autriche (à l'ouest), la Tchécoslovaquie (au nord), l'Union soviétique (au nord-est), la Roumanie (au sud-est), la Yougoslavie (au sud-ouest). Population : 10 623 000 habitants. — 5 millions de Hongrois résident à l'étranger, 3 millions en Transylvanie (Roumanie). Population active : 5 093 200. Industrie : 35,2 % ; agriculture : 20,9 %. Ressources naturelles : bois, gaz. Importations : pétrole (90 % viennent d'O.P.E.P.), biens d'équipement, technologie (essentiellement des pays occidentaux). Exportations : produits de l'industrie mécanique (17 %), de l'industrie légère (10 %), produits agricoles (20 %). 69 % des échanges économiques de la Hongrie se font avec les pays de l'Est. 50 % du revenu national provient du commerce extérieur. Augmentation moyenne du revenu national : 6,5 % par an. On compte, pour 1 000 habitants : 241 postes de radio, 238 réfrigérateurs, 235 machines à laver, 223 postes de télévision, 61 voitures.

(1) Cf. « Il y a vingt ans, l'insurrection hongroise », Le Monde, 23 octobre 1978. Cf. également P. Földi, Histoire des démocraties populaires, T. 2, « Après Staline », Le Seuil, Paris, 1969, 210 pages.  
(2) 1 F.P. = 306 forints.  
(3) Sur la situation de l'Eglise en Europe de l'Est, cf. l'article de M. Luchini dans le Monde du 20 août 1978, « Le Pape de l'église du silence ».  
(4) Sur le problème du logement en Hongrie, cf. Problèmes économiques et sociaux, la Documentation Française, 14 juillet 1976.

فكرنا من الأصل

Beaucoup exercent également un deuxième métier — ou le même, mais en dehors de l'entreprise qui les emploie, et à un tarif plus élevé. Près de vingt mille ouvriers ont une licence d'artisans, et ceux qui n'en ont pas — mécaniciens, réparateurs en tout genre, plombiers, cordonniers, tailleurs — sont innombrables et ne chôment pas. Comme les services d'entretien sont déficients — « J'ai attendu trois mois qu'on vienne réparer ma machine à laver, dit une ouvrière, mais trois jours après sa réparation, j'ai dû me réincarner sur la liste d'attente », — tous ceux qui ont un savoir, ou un savoir-faire, le monnaient.

Beaucoup d'ouvriers ont un lopin de terre, qu'ils cultivent pour eux-mêmes ou à des fins marchandes; d'où, dans bien des usines, ce travail au ralenti que les autorités déploient, comme si les travailleurs menageaient leurs forces pour après: les Hongrois, saisis du besoin irrésistible de « vivre mieux », c'est-à-dire de consommer davantage (la maison est-elle achevée, on la meuble; les meubles sont-ils passés de mode, on les change), s'ingénient à gagner le plus d'argent possible.

Maison, voiture (80 000 forints une Lada, 45 000 forints une Trabont, qu'on attend trois ou quatre ans) : tous ces investissements sont

coûteux, et si beaucoup s'usent au travail pour les réaliser — « Je ne prends guère de vacances », dit un ouvrier qui, après avoir construit sa maison, aide maintenant son fils à construire la sienne et s'occupe en même temps de son jardin (un hectare et demi), de ses truies (qui lui donnent quarante porcelets par an, à 1 000 forints pièce), de sa cinquantaine de poules, — d'autres, moins scrupuleux, se contentent de se faire payer deux fois le même travail : la première, par l'organisme qui les emploie, la seconde, par le client.

C'est le cas, par exemple, pour des médecins. Celles, la médecine est gratuite, mais l'on attend moins, on est mieux soigné, assure-t-on, dans un cabinet privé (quatre à cinq mille médecins, sur vingt-trois mille, en ont un), et à l'hôpital même — où les « patrons » ont des lits réservés et payants, — il est d'usage de donner un pour-boire à la secrétaire qui reçoit les inscriptions, aux infirmières, au médecin (5).

Les prix varient, mais en moyenne une visite coûte 200 forints, un avortement, 1 000, le traitement d'une carie dentaire, 300. « Évidemment, vous pouvez très bien ne rien donner, dit une jeune femme qui laisse chaque semaine 1 000 forints à son accoucheur, mais à la consultation suivante, on vous fera attendre, ou

l'on vous renverra, en prétendant un manque de temps, ou l'on vous examinera très rapidement. Si bien que tout le monde donne ».

Il est vrai que le salaire des médecins est peu élevé — 2 500 à 3 000 forints — mais, écrit Lázár István dans un article de la revue « Völgy », « ce n'est pas une raison pour qu'ils complètent leurs revenus par des pourboires, comme des coiffeurs. D'ailleurs, il faudrait combattre le système de pourboire dans l'ensemble de la société (6) ».

En particulier, chez les psychologues. Là encore, l'argent est la condition de la liberté des uns — et du malheur des autres : « On peut faire régler n'importe qui dans une maison de santé spécialisée dans le traitement des maladies mentales », écrit le docteur János Kiss-Vamos. Il suffit de provoquer quelques séjours, si brefs soient-ils, dans les services psychiatriques dits fermés pour disposer d'un nombre impressionnant de rapports sur l'état mental de la personne dont on veut se débarrasser.

Ces agissements sont motivés par la pénurie de logements. En versant à un psychologue une gratification de l'ordre de 5 000 à 10 000 forints l'intéressé peut obtenir l'hospitalisation répétée de ses proches dans les services psychiatriques. (7)

« La Banque nationale, dit M. J. Fekete, ne finance que les entreprises qui ont des ordres. On soutient quelque temps celles qui sont en difficulté, mais si elles ne redressent pas rapidement, on les ferme. On ne les reconvoit. »

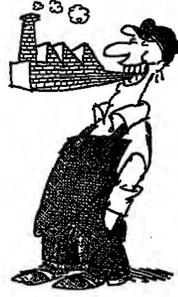
Rentable, vendable : très à l'aise dans son bureau spacieux, M. J. Fekete parle un langage d'économiste, pour qui tout le reste — participation ouvrière, autogestion — relève de la mauvaise littérature, gauchiste ou utopiste. Il regrette que « les syndicats passent trop à la famille », qu'ils posent trop souvent « des problèmes sociaux », quand le seul problème est d'« accroître la production ». « Commençons, dit-il, par agrandir le gâteau; après, on s'occupera d'en répartir les parts; elles seront d'autant plus substantielles qu'on aura travaillé davantage. »

Production d'abord. Le V<sup>e</sup> Plan (1976-1980) y insiste dans presque tous ses articles et en souligne quelques conséquences : « Augmenter à une cadence plus rapide la productivité du travail. Rendre l'utilisation de la main-d'œuvre plus rationnelle et plus efficace. En recourant, par exemple, à des regroupements économiques mieux adaptés » : « plus de cinq cent mille travailleurs, dans les prochaines années, seront contraints de changer d'emploi et de région. En accélérant la division du travail, en renforçant l'intéressement matériel des travailleurs » et en ouvrant davantage l'éventail des salaires (qui est actuellement de 1 à 7, parfois de 1 à 10).

« Tout irait beaucoup mieux, ajoute M. J. Fekete, si l'on se préoccupait moins d'égalitarisme. Pourquoi pénaliser les bons travailleurs ? Il faut que le travail rapporte, que les efforts soient récompensés, que la paresse et la négligence soient punies. »

Prenant manifestement plaisir à citer « ses amis, M. Ceyras, M. Glaszombé », se réjouissant que la chambre de commerce hongroise, dont il est vice-président, « ressemble un peu, dans son fonctionnement, au C.N.P.F. » et que le comité France-Hongrie soit présidé par M. Duseigneur, directeur international de Rhône-Poulenc, M. Jenő Rádó reprend à son compte les critiques faites d'après une enquête récente, les entreprises adressent au système économique :

« Il y a encore trop de contrôles, dit-il, trop de bureaucratie; les managers souhaitent que l'État intervienne moins dans la gestion des affaires, que le marché joue un rôle plus décisif, que les salaires soient libres. En un mot, que tout contribue à augmenter notre richesse. »



### « Le vrai socialisme : enrichissez-vous »

Double travail (c'est-à-dire « double travail » ou, selon l'expression d'un sociologue, auto-exploitation), « combines », parfois corruption : l'activité que les Hongrois déploient pour s'enrichir n'est que la manifestation, au niveau de l'individu et de la vie quotidienne, d'un projet — plus

réclamant : la mise en place, en 1968, d'un « nouveau mécanisme économique » était justement le permettre (8).

Retour au libéralisme? C'est vite dit : le pouvoir central décide de la nature et de la répartition des investissements, impose les priorités dans les secteurs industriels et agricoles, propose une grille — souple — des salaires, nomme les directeurs d'entreprises, au besoin les révoque ou les pénalise — jusqu'à 20 % de leur traitement, si le plan n'est pas accompli.

Mais ce plan, il appartient à l'entreprise elle-même de l'élaborer, comme il lui revient de fixer ses prix, de choisir ses fournisseurs et ses acheteurs, de déterminer elle-même le montant des salaires et des primes.

Dès lors, ce sont les rapports marchands qui servent d'incitation au développement, et l'on ne sait plus très bien, comme le note un observateur, s'il y a « redoublement de plan par le marché ou du marché par le plan (9) ».

A moins d'un ravirement, improbable, c'est la première hypothèse qui semble la plus juste. « La Hongrie est un marché de compétition », précise une brochure officielle (10), et c'est aux mécanismes les plus traditionnels du marché — qu'on appelle ici les « régulateurs directs » (loi de l'offre et de la demande, politique sélective du crédit, vérité des prix, exonerations ou impositions fiscales) — que des personnalités de premier plan souhaitent accorder un rôle encore plus important.

général — de société. « Enrichissez-vous ! » Tel est le mot d'ordre. Un mot d'ordre que personne n'a explicitement donné, mais que tout le monde a compris. Et qu'au besoin on accommode aux exigences de l'idéologie. En confondant socialisation et généralisation de la richesse. En postulant — à la façon d'Adam Smith — que la poursuite du bien-être individuel conduit au bien-être de tous. Comme si les aspirations de chacun concouraient nécessairement au bien commun.

« Le vrai socialisme, estime M. J. Fekete, le vice-président de la Banque nationale, c'est un socialisme qui donne plus aux hommes que le capitalisme. Alors, nous disons aux Hongrois : rendez votre vie agréable, amusez-vous, allez à l'opéra, cultivez-vous, achetez maison et voiture. Enrichissez-vous ? Pourquoi pas ? Mais honnêtement, sans exploiter votre voisin. »

« Que demandent les gens ? observe de son côté M. Jenő Rádó, vice-président de la Chambre de commerce. Un logement, une voiture. Quoi de plus naturel ? Le confort n'est-il pas socialiste ? Pourquoi ne pas acquiescer de belles robes et de beaux costumes. Au matérialisme, nous préférons le réalisme. »

« Réalistes », comme ils se plaisent à le souligner, les dirigeants hongrois ont en effet tiré la leçon de ce qu'ils appellent toujours — même si elle a accédé, et pour la satisfaction du plus grand nombre, la transformation de leur société — la « contre-révolution » de 1956.

Leçon politique, d'abord. Les communistes — qui n'avaient recueilli que 22 % des voix aux dernières élections libres de 1947 — ont pris acte de la persistance dans la majorité de la population, classe ouvrière incluse, d'aspirations « bourgeoises » ou « petites-bourgeoises »...

Continuer à les nier, imposer le « socialisme » à force d'austérité et de terreur policière, condamner à l'ostracisme des catégories entières de citoyens (anciens koulaks interdits de travail dans les kolchozes, enfants des classes moyennes discriminés à l'entrée à l'université, cadres compétents sacrifiés à des militants), c'était s'exposer à de nouveaux soulèvements, à de nouvelles pertes vives pour la nation (1956 : trois mille morts, vingt mille blessés, deux cent mille exilés) et, probablement, assujettir davantage le pays à son puissant « protecteur ».

Par contre, reconnaître le droit à l'existence sociale d'une majorité non communiste, donner à tous — et notamment aux classes moyennes — la possibilité de satisfaire des aspirations qu'on déclare aujourd'hui « naturelles », permettre la libre manifestation des talents et des « dons », donner à chacun sa chance — même si les chances, au départ, sont inégales, — en un mot, faute de socialiser la « bourgeoisie », « embourgeoiser » le socialisme (mais sans le dire, ou en disant le contraire), c'était se concilier l'ensemble des concitoyens : désormais, chacun se sentirait libre de « réussir ». Même s'il ne l'étoit pas.

D'où cette politique progressive de libéralisation que les communistes hongrois — d'accord avec les Soviétiques, soucieux avant tout du rétablissement de la paix civile — mirent en œuvre à partir des années 60, et que M. János Kádár résuma dans une formule célèbre : « Le despotisme n'est pas un phénomène socialiste... Qui n'est pas contre nous est avec nous. »

Sensible d'abord dans la vie sociale (nomination à des postes de responsabilité de hauts fonctionnaires non communistes, intégration de tous les paysans qui le désiraient dans les coopératives et les fermes d'État, ouverture relative des frontières, remplacement de la censure par l'auto-censure...), la libéralisation gagna bientôt la vie économique.

### Le « nouveau mécanisme »

À aussi, il y avait urgence : appliquant jusqu'ors le modèle rigide de la planification soviétique, les Hongrois en subissaient tous les inconvénients — centralisation excessive, pillages, mauvais approvisionnement des villes, qualité sacrificielle, agriculture retardataire (de 1950 à 1966, sa production fut de trois fois inférieure à celle de l'industrie). Populariser le « socialisme », ou le rendre acceptable, c'était aussi donner aux citoyens les biens qu'ils



### Salaires aux pièces et « participation »

Mais si la recherche du profit, à l'échelle individuelle comme à l'échelle collective, est un objectif prioritaire, des antagonismes ne peuvent manquer de surgir entre les individus — qui réalisent leurs meilleurs gains en dehors de leur lieu de travail — et les entreprises qui attendent des mêmes individus un effort maximum. Cette contradiction n'est surmontée (partiellement) que par la contrainte, directe ou indirecte — qu'il s'agisse de la structure même de l'institution, de ses règles de fonctionnement, des conditions de travail qu'elle impose à ses membres et, à la limite, des sanctions qu'elle leur inflige.

Devenant son propre « manager » dès qu'il quitte l'usine (on officie ici aussi les termes anglais, notamment ceux du « business », on compte volontiers en dollars, comme fit M. J. Fekete quand il détailla pour nous les dépenses d'une famille ouvrière), le travailleur, à l'intérieur de l'usine, se trouve soumis à un ensemble de normes qu'il n'a guère contribué à élaborer.

Certes, on nous a longuement expliqué, à l'usine Icarus (qui fabrique des cars et des autobus), comment fonctionnait le « mécanisme ouvrier ». Entouré d'un chauffeur d'un régulateur et d'une comptable convoqués pour la circonstance — tous trois assis les bras croisés, muets, n'intervenant, par monosyllabes, qu'à l'appel de leur nom, — le secrétaire du comité syndical, M. József Ballo, nous exposa comment les travailleurs participaient à la gestion de l'entreprise.

« Nos ouvriers, dit-il, assistent une fois par mois au conseil de production qui se tient dans chaque unité. » Préparé par un « forum démocratique » — qui comprend le directeur de l'entreprise, le représentant du parti, celui de la jeunesse communiste (la moitié des ouvriers ont moins de trente ans), le délégué syndical, — l'ordre du jour de la réunion est discuté par les travailleurs qui, nous assure-t-on, « ont leur mot à dire » : « On examine la situation, il faut que tout le monde sache où on est l'exécution du plan, si nous sommes en avance — et dans ce cas il y aura des bénéfices — ou non. »

Il semble que la « participation » s'arrête là ; car, pour le reste, les ouvriers — qui n'ont pas le droit de grève — s'en remettent aux ingénieurs, aux techniciens ou au délégué syndical. Les premiers, qui ont la « compétence », fixent les normes ou les réajustent, les suivants les expérimentent, contrôlent les machines ou les démontent, le troisième négocie les salaires avec la direction et, en accord avec le contremaître, décide de l'attribution des primes et autres « récompenses ».

Payé aux pièces — « La mensuralisation ? Il n'en est pas question, répond M. J. Ballo, la plupart ne profiteraient pour flâner davantage », — les ouvriers travaillent huit à douze heures par jour, selon que le syndicat les autorise ou non à faire des heures supplémentaires.

De temps à autre, fatigués — un tiers du personnel habite à cent kilomètres de l'usine, un car les amène et les ramène, — les cadences, des ouvriers s'arrêtent, mangent un sandwich (ils ont droit à vingt minutes d'interruption en huit heures) ou s'absentent... trois jours, surtout à l'époque des semailles et des récoltes. Mais cette facilité vient de leur être retirée : désormais, seul le médecin de l'entreprise peut autoriser un arrêt de travail, si bref soit-il. L'absentéisme reste élevé — 20 % en moyenne chaque jour. « Dans beaucoup d'entreprises, écrit l'éditorialiste de « Nepszabadsag », le discipline se relâche. Il y a beaucoup de temps morts, dus en partie à un manque d'assiduité toléré en beaucoup d'endroits (11). »

Le réprimand, c'est s'exposer en effet à voir fondre ses effectifs, et les entreprises qui man-

quent de main-d'œuvre se gardent d'être trop strictes envers leur personnel.

Beaucoup d'ouvriers — qui calculent à court terme (car ils perdent leurs primes d'ancienneté et d'assiduité) — se laissent déboucher et changent d'emploi quatre à cinq fois par an (une loi vient de limiter ce nomadisme), d'autres menacent de partir, dans l'espoir d'accéder à une catégorie supérieure ou d'obtenir une prime supplémentaire, bref, d'augmenter un salaire qui, dans l'immédiat, va de 3 000 à 6 000 forints (un directeur gagne dans les 10 000 forints).

Il est une autre façon d'améliorer ses revenus : en participant aux « brigades socialistes ». Composée d'une vingtaine de volontaires, une brigade se fixe elle-même un certain nombre d'objectifs — économiques, sociaux, culturels, — s'engage par contrat à les réaliser et, si elle y parvient, reçoit une « récompense ». Morale, bien sûr (affichage au tableau d'honneur de l'usine), mais aussi, ajoute-t-on, « matérielle ».

M. József Ballo ouvre devant nous un registre, très soigneusement tenu et décoré (dessins, photos d'ouvriers au travail dans un champ, carte postale d'un travailleur en vacances au bord de la mer Noire) : le journal d'une brigade, justement.

Brigade éminente, puisqu'elle a obtenu trois fois la couronne d'or. Cette année, par exemple, elle a accompli quinze heures supplémentaires pour célébrer la révolution d'Octobre, aidé les villageois à organiser une fête, offert des colis de friandises aux personnes âgées, rendu visite à des malades dans divers hôpitaux, donné des cours de soutien aux travailleurs qui souhaitent se perfectionner, participé à un meeting en l'honneur du cinquante-cinquième anniversaire du parti communiste chilien. « De cette façon », dit le délégué syndical, nos ouvriers se rendent utiles à la collectivité et, grâce aux primes que leur procure leur dévouement, ils améliorent leurs conditions d'existence. »

Ce jour-là, semble-t-il, les brigades font relâche : dès que la sirène retentit, des milliers de travailleurs, comme si l'usine avait pris feu, se précipitent vers leur bicyclette, leur vélomoteur ou dans les bus.



### Paysan est maître chez lui

Les paysans n'ont pas de ces impatiences. Surtout les coopératives — qui représentent 75 % de la population active agricole (les autres — 15 % — travaillent comme salariés dans une ferme d'État, ou — 10 % — comme petits exploitants).

Favorisés par le régime, les coopératives restent propriétaires de leurs terres, transmissibles à leurs héritiers si ces derniers continuent de la travailler (12).

La coopérative — qui a la même liberté d'action qu'une entreprise industrielle (elle décide de sa production, choisit ses clients, fixe ses prix) — peut user à sa guise des terres qu'on lui prête (y construire un hangar, par exemple), et les paysans lui doivent en moyenne huit heures par jour.

« Mais, dans l'ensemble, dit M. István Budai, président d'une coopérative de 6 000 hectares, près de Tiszakécska, à 150 kilomètres de Budapest, les paysans travaillent correctement. Évidemment, il y en a toujours qui se dépitent pour retourner au plus vite à leur terre; d'autres trichent sur les

normes, ou boivent; mais la majorité est ardente à la tâche, puise la participation aux bénéfices représentée généralement 10 % du salaire annuel. »

L'écart des salaires, comme dans l'industrie, semble considérable. A Tiszakécska, le plus bas (en y incluant les 10 % de bénéfices) est de 2 000 forints par mois; le plus élevé, de 14 000 forints. S'y ajoutent les revenus que les paysans tirent de leur jardin (en général, 100 mètres carrés) et du lopin de terre (1 hectare et demi à 2 hectares par famille de trois ou quatre personnes) qu'ils ont le droit, comme tous les Hongrois, de posséder.

Revenus probablement substantiels, si l'on considère l'importance économique des exploitations individuelles. Plus nombreuses aujourd'hui qu'en 1935 (un million six cent mille au lieu de un million deux cent mille), elles fournissent 25 % de la production totale de céréales, 50 % des produits maraichers, 60 % du cheptel porcin, 16 % du lait. Tous produits que les coopératives vendent directement sur le marché — il n'est pas rare, en parcourant à l'aube la campagne, de croiser charrettes et voitures surchargées de bidons de lait, de volailles, de fruits — ou à un organisme d'État, dont les prix sont souvent équivalents à ceux du secteur privé.

Bénéficiant de tous les avantages reconnus à l'ensemble des travailleurs (retraite, sécurité sociale, allocations familiales, congés de douze

jours, congé de maternité de cinq mois), les coopérateurs semblent choqués par le régime (d'où des manifestations, ici et là, de mécontentement ouvrier, que l'on qualifie d'« ouvrières d'État »). Assurés de deux sources de revenus (travail salarié plus exploitation individuelle), parfois de trois (quand leur femme est elle-même ouvrière ou coopératrice), ils n'ont même pas le souci de se loger, commun à tous les autres Hongrois : s'ils s'engagent à rester dix ans, la coopérative leur donne un terrain (d'une valeur de 100 000 forints), sur lequel, avec l'aide de leurs amis et, souvent, les matériaux de la collectivité — tous, prêts ou « empruntés », — ils se construisent une maison.

(Lire la suite page 5.)

(5) Cf. Le Monde, 22 septembre 1967. Cf. également « Aspects de la santé en Europe de l'Est », Problèmes économiques et sociaux, la Documentation française, n° 275.  
(6) Voloski, 1975. Cité par Problèmes... op. cit.  
(7) Ibid.  
(8) Cf. G. Chevallier et E. Thévenon, Entreprises et planification socialiste : l'expérience hongroise, Notes et études documentaires, la Documentation française, n° 432, avril 1976.  
(9) Ibid.  
(10) Commerce extérieur et relations économiques entre la Hongrie et la France, Bulletin de l'ambassade de Hongrie à Paris, n° de juin 1976.  
(11) N° du 3 avril 1978.  
(12) Sur la situation des paysans hongrois, cf. G. Frelauter, Paysans et collectivisme, Cujas, Paris, 1977, 285 pages. Cf. également Étude de M. Flanc, « Les Paysans en Hongrie », Notes et études documentaires, la Documentation française, n° 438, mars 1977.

ébrouille



L'habillement, l'équipement ménager coûtent également très cher : une robe d'été vaut de 400 à 1 200 forints, une veste en toile 400, un costume d'homme 2 300-3 500, des chaussures 400-700, un réfrigérateur 6 020, une machine à laver 9 370. Même avec deux salaires, il n'est pas rare qu'un ménage s'endette : la publicité aidant (elle est de plus en plus présente à la télévision et dans la presse), le crédit tend à se généraliser.

La principale contradiction

DES riches et des pauvres. Des individus que leur situation personnelle favorise. Que leurs relations privilègent. D'autres qui, au départ, sont démunis. Qui travaillent plus de douze heures par jour avec l'espoir de « réussir ». De

s'élever dans l'échelle sociale. De n'être plus ouvrier ni paysan, mais agent technique, ingénieur des eaux ou employé. Et tous ensemble, qui s'observent, se jouent, s'accusent d'être des privilégiés (les ouvriers reprochant aux paysans d'accumuler des fortunes, les uns et les autres enviant les « managers ») ; avec ses castes, ses classes — on dit : ses « couches », — ses directeurs qui roulent en Mercedes et ses grappes humaines qui prennent d'assaut de vieux tramways brinquebalants, son appétit inextinguible de consommation et son individualisme, la société hongroise ressemble à celles qu'en venant de l'Ouest on a laissées derrière soi.

A deux différences près. La première — qu'elle n'est encore qu'un début d'un processus. D'où cet optimisme, cette admiration, implicite ou avouée, pour le « modèle occidental », la croyance aux vertus du progrès matériel, la confiance dans l'harmonie préalable des intérêts individuels, la conviction qu'en s'enrichissant, le reste — l'épa-

nouissement de la personne humaine, le bonheur, sans oublier le socialisme — sera donné par surcroît.

Mais — et c'est là deuxième différence — cet « humanisme » se manifeste à l'intérieur de structures qui ne se prêtent pas à toutes les formes de l'initiative individuelle : encouragée dans le domaine économique, elle reste exclue de l'ordre politique. Parti unique, syndicat unique, idéologie unique : le politique est le champ clos où s'exerce souverainement le pouvoir de l'Etat. Un Etat qui, sans participation aucune des citoyens (sauf formelle, par le biais des « organes de masses »), est seul les affaires de la cité, décide seul des grandes options, se porte seul garant de l'orthodoxie idéologique.

Il paraît difficile que cette contradiction n'engendre pas, à terme, de conflits ; dans l'immédiat, les dirigeants de Budapest ont su très habilement désamorcer ceux qui, déjà, s'esquissaient.

le terrassier fera quand même un an et quatre mois de prison.

Il arrive aussi qu'une condamnation soit majorée en appel. Des ouvriers se sont vu infliger un an de prison pour avoir badigeonné sur un mur des inscriptions qui réclamaient l'abolition de toute différence sociale entre manuels et intellectuels. Pour justifier sa « clemence », le tribunal régional prétendait que c'était là l'un des objectifs de la politique officielle. Sans doute, rétorqua la Cour suprême, mais il y a longtemps qu'il est atteint ! Qui, sinon de « mauvais esprits », parle d'inégalité ? Coupables d'« incitation directe à la haine contre l'Etat », les ouvriers furent donc un an et six mois de prison.

Deux cents travailleurs condamnés chaque année : c'est moins le signe d'une opposition organisée que de l'autoritarisme du régime, des limites de sa « liberté » (le nouveau code pénal, qui doit entrer en vigueur prochainement, conserve le délit d'« incitation à la haine contre l'Etat »), de l'omniprésence de sa police, qu'elle soit assurée par des fonctionnaires ou par des militants prêts à dénoncer les « blasphèmes » d'un ouvrier éméché.

Plus souple, plus habile que d'autres — dans la mesure où il confie aux intéressés eux-mêmes, notamment aux intellectuels, le soin de se contrôler, de s'adapter à ses exigences et à ses attentes, — le régime se révèle contraignant dès lors que des individus s'écartent des normes. S'il s'accommode de consommateurs, il ne supporte pas de citoyens : « Consomme et tais-toi ».

« Les étrangers ont tort de parler si vite de socialisme à visage humain », dit László R., sociologue et écrivain. Les libertés que nous avons — et qui ne sont nullement garanties — ne doivent rien au système, elles n'ont découlé pas, elles sont en quelque sorte circonstancielles et pragmatiques ; et ce qui relève du « socialisme » qu'on nous a imposé en 1948 n'a rien de précisément humain. Peut-être parce que, par-delà toutes les contraintes qu'il nous inflige, c'est un socialisme sans espérance.

La dernière décennie nous a fait rêver, mais nous savons aujourd'hui que le système, à quelques variantes près, ne peut pas se transformer profondément dans l'une de ses parties aussi longtemps que l'ensemble reste identique à lui-même. Regardez ce qui se passe en Union soviétique, en Tchécoslovaquie, en R.D.A., en Pologne : partout on réprime, condamne, emprisonne ; nous, on nous « incite » à partir, on l'on nous fait taire. Est-ce fondamentalement différent ? Par quel miracle serions-nous libres, quand les autres restent assujettis ? Comme eux, nous avons un marteau au-dessus de la tête et une faucille autour du cou.

Évoquant les années qui viennent, notre interlocuteur n'est pas plus optimiste. Précisément parce que les libertés actuelles peuvent être à tout moment suspendues : aucun droit ne les fonde, aucune institution ne les protège, elles dépendent du bon vouloir du prince. Mais si le prince, demain, est contraint de se retirer ? Si les « durs » du parti reprennent les postes de commande, si, à Moscou, la ligne change, ou si la population, que des conditions de vie plus difficiles attendent peut-être, s'agite et proteste ; comme en Pologne, que se passera-t-il ?

« Notre sort n'est pas entre nos mains, poursuit László R. C'est peut-être aussi pour cette raison que nous nous jetons si avidement sur les biens qu'on nous propose. Comme si nous voulions oublier notre angoisse. »

Peut-être est-ce la même angoisse qui pousse tant de Hongrois à se situer davantage par rapport au passé qu'à l'avenir, à juger que « ce pourrait être pire », en évitant de se demander si « ce pourrait être mieux ». A vivre ou pour le jour, à la fois satisfaits et inquiets. Dans un présent qui a sans doute pour eux une saveur de liberté, même s'il garde, à l'arrière-plan, un goût amer de tragédie.

(Copyright Maurice T. Machado et Fadia M. Rabet, et Le Monde diplomatique.) (Dessins de Plantu.)



Une vraie vie de château

Aux compromis qu'ils ont conclus ces dernières années avec les paysans, les ouvriers, les classes moyennes (14), s'ajoute en effet celui que, jusqu'à présent, ils ont proposé avec succès à l'intelligentsia.

On rappelle volontiers, par exemple, que l'activité artistique est devenue autonome.

« Le parti n'intervient plus dans ce domaine, dit M. Biro Zoltan, directeur au ministère de la culture. Chacun est libre de créer à sa guise. Les artistes n'ont qu'un seul maître : leur inspiration. » Le « réalisme socialiste » n'a plus guère de partisans et, comme dit un romancier : « On peut aujourd'hui travailler tranquillement. Ne plus se martyriser pour inventer des personnages idéologiques qui préfigurent l'homme nouveau du socialisme. On a le droit de se plaindre de la politique, c'est déjà beaucoup, et comme très peu d'écrivains, chez nous, avaient osé d'en faire, ils se sentent libres dans leur activité. »

Libres — et heureux : à Sciglet, un petit village près du lac Balaton, l'Etat a mis à leur disposition un ancien château. Entouré d'un grand parc aux arbres toujours verts, Alkotobaz (la « maison de création ») est ouverte à tous les intellectuels.

Chacun (artiste, journaliste, traducteur) peut venir s'y détendre huit semaines par an, au prix modique de 80 forints par jour ; un autobus privé attend les arrivants à la gare et, l'été, conduit les pensionnaires à la plage, évidemment privée. Le petit déjeuner est servi dans les chambres : « Autrement, dit une traductrice, je regardais les châteaux de Jéna. Depuis que je suis membre de l'Association des écrivains, j'y habite et on me sert au lit ; c'est merveilleux. »

Mais ces « merveilles » ont leur revers : la liberté « sans limites » ; les habitudes du château sont tenues à certaines réserves. S'ils veulent continuer de se faire servir ou lire ou jouer en paix aux dominos, ils est préférable qu'ils ne mettent pas en cause, d'une façon ou d'une autre (politique, satirique, « inamical »), l'allié soviétique ni un quelconque pays « frère » ; attaqué grossièrement par la presse roumaine pour avoir défendu les revendications des Hongrois de Transylvanie, le poète G. Illyés fut invité à « différer » sa réponse.

Il est également préférable qu'ils ne s'interrogent pas sur le bien-fondé de la politique, posée ou présente, du régime. Qu'ils ne se demandent pas, par exemple, s'il était juste de participer en 1968 à l'invasion de la Tchécoslovaquie, ni si le « nouveau mécanisme économique » ne renvoie pas aux calendes la réalisation d'une société réellement socialiste. Qu'ils ne discutent pas les dogmes et s'abstiennent de dépasser une idéologie à laquelle, dans la

vie quotidienne, on ne se réfère pratiquement jamais, mais qui n'en garde pas moins son caractère tabou. S'ils respectent ces clauses, Alkotobaz, son parc, ses plages, leur sont ouverts. La plupart les respectent. Quelques-uns, par intérêt : « Pourquoi s'autrions-nous pas quelques favoris, demande un poète, nous qui sommes la lumière de l'esprit ? » D'autres, par « nécessité » : le gouvernement, estimant-ils, ne peut pas leur accorder davantage de liberté — les Soviétiques ne le toléreraient pas. Les uns et les autres, enfin, par crainte d'éventuelles représailles.

« Les Hongrois, dit un observateur, n'ont pas oublié l'époque de Rakosi. Ni la répression d'après 56. Ni le déracinement des années 73-74 (dont fut victime, entre autres, l'école sociologique d'Andros Hegedus). Aujourd'hui, ils ne risquent pas de graves ennuis. Mais demain ? Mais dans cinq ans ? Je ne suis pas sûr », répond l'évêque. Je n'ai pas le dossier. Je lis le Pravda, je lis le Monde, je consulte qu'ils se contredisent — et je m'abstiens de conclure. »

Si un intellectuel que le pouvoir estime contestataire ne risque plus la prison, l'autorité d'un « dirigeant » déterré, Sándor Csécsényi, Miklós Haraszti est le dernier écrivain qui, de point en point, n'y a quatre ans (15), n'est pour le moins condamné ou silence provisoire ou définitif : le romancier György Konrad attendit quatre ans la publication du Vaisseau (16) (1973), et les enquêtes du sociologue Istvan Kemény sur la pauvreté furent systématiquement refusées.

Celui qui déplaît peut aussi perdre son emploi. Il y a trois ans, une enseignante, Maria S., fut mise à la retraite anticipée pour avoir recueilli des interviews auprès d'intellectuels hongrois en exil ; une autre, Zsuzsa Kőrösi, fut renvoyée de l'Université pour avoir fait circuler une motion qui critiquait les nouvelles restrictions apportées en matière d'avortement.

Au printemps de cette année, deux philosophes, Michel Hamburger et Andros Kovacs, un dramaturge, François Daniel, et un écrivain, Michel Kertész, furent licenciés (les uns travaillaient à la radio, les autres aux éditions du parti et dans un institut géré par les syndicats) : on les

souçonnait d'être les principaux animateurs du socialisme hongrois — qui a publié des études sur la jeunesse et le mariage, le marxisme dans les pays de l'Est, les Hongrois de Transylvanie.

Autre sanction possible : le retrait du passeport. Ou son refus. Il y a quelques mois, un jeune économiste qui revenait de France fut surpris avec deux ou trois livres « subversifs » dans sa voiture ; les œuvres incriminées furent saisies, et le « coupable », rétrogradé, reçut un avertissement du ministère de l'Intérieur :

« Les autorités douanières ont confisqué plusieurs livres de Soljenitsyne et d'autres auteurs. Ces livres ont été introduits en Hongrie par M... à l'occasion de son voyage en France. Le contenu de ces livres est susceptible de susciter la haine contre les pays socialistes et de porter atteinte à leur sécurité. C'est pourquoi nous adressons à l'intéressé un avertissement. »

En bas de page, un post-scriptum, en rouge :

« Votre passeport vous est retiré jusqu'en 1982. Le passeport peut également être retiré ou refusé à la famille ou « rebelle » : si un Hongrois émigre clandestinement ou prolonge illégalement son séjour à l'étranger, ses proches ne peuvent plus sortir du pays.

Ces mesures ne frappent, il est vrai, qu'un petit nombre d'intellectuels, mais les intellectuels qui s'y exposent ne sont aussi qu'un petit nombre. Il est vrai, également, que les dirigeants de Budapest ne recherchent pas le scandale, qu'ils ne veulent pas de « martyrs », qu'ils tiennent à l'image de marque d'une Hongrie libérale, qu'ils préfèrent l'« œil » volontaire à l'imprisonnement ; de nombreux sociologues, tels Ivan Szelenyi et György Por, des philosophes, brillants disciples de G. Lukacs, tels Agnès Heller et Ferenc Feher, furent quasiment contraints de partir.

Prison pour deux cents ouvriers

Le pouvoir ne se pare d'une certaine libéralité qu'à l'égard des intellectuels : les ouvriers « récalcitrants » relèvent, eux, d'une autre thérapie, sans équivoque. Chaque année, comme l'indique l'Annuaire des statistiques, près de deux cents travailleurs sont condamnés à des peines de un à cinq ans de prison ferme pour « agitation contre l'Etat ». Plus concrètement : pour avoir, dans un moment d'ivresse ou de colère, injurié le parti, médié du socialisme ou maudit le gouvernement (17).

Il y a huit mois, par exemple, un terrassier a été condamné à trois ans et six mois de prison pour invectives contre le parti. Il a fait appel. Dans ses attendus, que publie le revue juridique Bírósági Híradó (25-1977), la Cour suprême revient, en partie, sur la décision du tribunal régional : « Etat donné que cet acte de subversion, commis par un alcoolique, n'est pas particulièrement dangereux, que l'inculpé est atteint d'un ulcère, que sur son lieu de travail il ne s'est jamais comporté en ennemi de l'Etat », la Cour consent à une réduction de peine. Mais

le pouvoir ne se pare d'une certaine libéralité qu'à l'égard des intellectuels : les ouvriers « récalcitrants » relèvent, eux, d'une autre thérapie, sans équivoque. Chaque année, comme l'indique l'Annuaire des statistiques, près de deux cents travailleurs sont condamnés à des peines de un à cinq ans de prison ferme pour « agitation contre l'Etat ». Plus concrètement : pour avoir, dans un moment d'ivresse ou de colère, injurié le parti, médié du socialisme ou maudit le gouvernement (17).

Il y a huit mois, par exemple, un terrassier a été condamné à trois ans et six mois de prison pour invectives contre le parti. Il a fait appel. Dans ses attendus, que publie le revue juridique Bírósági Híradó (25-1977), la Cour suprême revient, en partie, sur la décision du tribunal régional : « Etat donné que cet acte de subversion, commis par un alcoolique, n'est pas particulièrement dangereux, que l'inculpé est atteint d'un ulcère, que sur son lieu de travail il ne s'est jamais comporté en ennemi de l'Etat », la Cour consent à une réduction de peine. Mais

DE-FRANC ESIDENTIEL... idence calme de Bourgogne

PANORAMA IMMOBILIER PROVINCE - ETRANGER. Investir en Auvergne à CHAMALIERES ROYAT. LA TERRE DOMAINES. CARNAC PLAGES. LES MAISONS DEPORT-EN-DRO. SAINTE-MAXIME. VIVEZ SUR UNE ILE, en méditerranée... PORT FRIOL. AUX BAUX DE PROVENCE. le mas du chevrier. Le spécialiste de la belle villa - Côte d'Azur.

# LES ACCORDS DE CAMP DAVID

## La monnaie d'échange

La création d'un axe Le Caire-Jérusalem au Proche-Orient à la suite des accords de Camp David bouleverse l'équilibre politique de la région, où l'équilibre des forces se trouve soudain profondément modifié. C'est une victoire éclatante pour la diplomatie israélienne, l'Etat hébreu gagnant la paix sur le front sud sans rien céder à l'ouest et au nord, ni de ses gains territoriaux ni de son refus de toute forme d'indépendance palestinienne. Mais ces accords consacrent aussi la suprématie des Etats-Unis dans la région, les Américains ayant abandonné la politique de collaboration avec l'U.R.S.S. au sein de la conférence de Genève.

Une autre constatation s'impose, confirmant ce que certains soutenaient depuis longtemps quant aux conditions pour parvenir à la paix : dès qu'Israël accepte le principe de la restitution des territoires occupés depuis la guerre de 1967, une paix devient possible avec le pays arabe concerné. Ce qui est advenu avec l'Egypte ne serait donc pas resté un phénomène exceptionnel. Ce pays n'est pas le seul à s'être déclaré prêt à conclure la paix moyennant la restitution des territoires. Le roi Hussein de Jordanie et le président Assad de Syrie en ont fait de même à plusieurs reprises, et même le courant modéré au sein de l'Organisation de libération de la Palestine aurait été prêt, selon des représentants qualifiés de l'O.L.P. qui l'ont eux-mêmes affirmé, à engager des pourparlers avec le gouvernement israélien en vue d'un règlement prévoyant la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël.

### La fin du mythe de la sécurité ?

Le vote du Parlement israélien autorisant le démantèlement des villages israéliens dans le Sinaï a une grande importance car il peut servir de précédent pour des accords ultérieurs avec les autres pays voisins. Soudain, M. Begin oublie sa promesse faite au lendemain de la première rencontre avec le président Sadate et selon laquelle il démissionnerait plutôt que d'ordonner le démantèlement de la « nos agglomérations ». Il oublie ce geste symbolique par lequel il était ensuite devenu membre du village Neot-Sinaï, à quelques kilomètres d'El-Arich, capitale du Sinaï pour marquer son attachement aux faits accomplis. Le général Dayan, lui aussi, a oublié sa devise pourtant rabâchée pendant des années : « *Pluôt Charm-el-Cheikh sans la paix que le Sinaï sans Charm-el-Cheikh* ». Même un parti modéré comme le Mapam avait prévu l'annexion du nord-est du Sinaï dans son programme de paix. Aujourd'hui, finis les discours et bavardages sur « la profondeur stratégique que représente le Sinaï », ou sur « l'importance suprême des agglomérations israéliennes du nord-est du Sinaï pour la sécurité d'Israël ». Les moyens d'information officiels mettent désormais l'accent sur les mesures de démilitarisation, la réduction des effectifs militaires, le stationnement des « casques bleus », etc. La renonciation aux aéroports israéliens dans le Sinaï ne paraît plus de nature à mettre en danger la sécurité d'Israël. Ce qui autorise Mme Hanna Zemer, directrice du quotidien travailliste *Davar*, à tirer cette conclusion : « *Ce qui était considéré comme un indice de la sécurité ne l'est plus. Une conclusion logique s'impose clairement : la crédibilité de cet argument (de la sécurité) s'est effondrée pour ce qui concerne les autres fronts. Ceux qui se sont trompés à propos de la trouée de Rafah (le nord-est du Sinaï) peuvent aussi se tromper à propos du plateau du Golan ou des collines de Cisjordanie.* » (1).

Pour le jeune député travailliste Yossi Sarid, membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité, un retour aux frontières d'avant la guerre de six jours ne mettrait pas en danger la sécurité du pays : « *Ceux qui votent pour les accords de Camp David impliquent que, tôt ou tard, Israël se*

La paix ou les territoires : tel serait en quelque sorte le choix offert à Israël. Or le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, a fait, de toute évidence, un autre calcul. Il conclut la paix au sud pour conserver les territoires au nord et à l'est. Il rend le Sinaï à l'Egypte pour avoir les mains libres sur les autres fronts. Car le chef de la droite nationaliste israélienne a pour principe sacro-saint de ne jamais accepter un « *nouveau partage d'Israël* » (la Palestine), l'octroi d'une autonomie administrative et culturelle représente le maximum de concessions auxquelles il est prêt. La restitution du Sinaï à l'Egypte sert donc de monnaie d'échange pour conserver l'essentiel : la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Dès la première rencontre entre responsables israéliens et égyptiens — en l'occurrence le général Dayan, ministre des affaires étrangères, et le Hassan El-Touhami, premier ministre égyptien — qui a eu lieu secrètement au Maroc le 17 septembre 1977 (deux mois avant la visite du président Sadate à Jérusalem), le général Dayan avait fait savoir à son interlocuteur que son gouvernement était prêt à rendre le Sinaï à l'Egypte en échange d'un accord de paix. Depuis lors, à la suite de tractations diverses, M. Begin et ses ministres ont simplifié cette position en se déclarant prêt à démanteler, dans le cadre d'une paix définitive avec Le Caire, les quinze implantations créées dans le Sinaï depuis la guerre de six jours.

repètera sur les frontières de 1967. C'est une éventualité acceptable par notre armée en mesure d'assurer la sécurité du pays dans ces frontières » (2). S'exprimant devant le comité central du Mapam, l'un de ses membres, M. Latif Dori, a même déclaré qu'« *on aurait pu en effet arriver à un tel accord avec l'Egypte par le truchement de la médiation de l'envoyé spécial de l'ONU, M. Gunnar Jarring, en 1971 et éviter ainsi la guerre de Kippour* » (3).

L'extrême droite israélienne, quant à elle, y compris le mouvement fasciste religieux du Bloc de la foi, a vivement réagi à la « trahison » de M. Begin. Ce qui n'était pas pour déplaire à ce dernier, leurs manifestations prouvant qu'il se heurte à une vive opposition à l'intérieur du pays et qu'il a fait le « maximum de concessions ». Cependant la grande majorité de l'opinion publique a accueilli avec joie l'annonce des résultats de la conférence de Camp David. « *C'est le jour de la victoire du sionisme* », a déclaré le président de l'Etat, M. Itzhak Navon. De fait, les Israéliens ne se sont pas trompés : le grand vainqueur de Camp David est bien leur Etat.

Le plus grand pays arabe accepte finalement Israël comme un fait légitime et s'apprête à nouer avec lui des relations diplomatiques, économiques (en mettant fin au boycottage) et culturelles. Les pays africains pro-occidentaux rétabliront leurs relations diplomatiques avec Israël. Le principe de la conférence de Genève, très mal accueilli en Israël, est abandonné. Dans les milieux économiques, on a même calculé que dès la première année des relations avec l'Egypte Israël y exporterait des marchandises pour une valeur de cent millions de dollars. Pour ce qui est des préoccupations militaires, le général Dayan a réitéré que l'Egypte doit s'engager, dans l'accord de paix, à ne pas se joindre à un autre pays arabe qui serait en guerre avec Israël (4). Les commentateurs militaires en ont aussitôt conclu que, en cas de guerre sur les seuls fronts occidental et septentrional, l'armée de l'air israélienne pourrait y engager la totalité de ses forces dès le début des opérations, ce qui lui permettrait de vaincre toutes les armées adverses, étant donné le rapport des forces. Constatant que les pays arabes n'avaient

Par AMNON KAPELIOUK

pas la possibilité de mener une guerre contre Israël sans la participation de l'Egypte, M. Begin a d'ailleurs résumé la situation en déclarant tout net qu'« *une paix entre Israël et l'Egypte signifie la paix de facto au Proche-Orient* » (5). Bref, le soulagement a été général et si manifeste que les Américains ont dû demander aux Israéliens de baisser le ton pour ne pas causer d'embarras au président Sadate, qui s'était engagé dans une voie difficile et dangereuse.

### La question palestinienne

SANS doute le président égyptien a-t-il essayé d'arracher le maximum de concessions à ses interlocuteurs israéliens en ce qui concerne la question palestinienne. Le résultat est maigre, même si l'on s'en tient aux seules exigences formulées par lui-même à la tribune du Parlement israélien en novembre 1977. Nulle trace dans le texte signé à Camp David du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance et à un Etat souverain en Cisjordanie et à Gaza : aucune référence à une quelconque souveraineté

Certes, le chef d'Etat égyptien réciprocité le Sinaï avec promesse solennelle de démantèlement, à la dernière étape, des agglomérations israéliennes qui s'y trouvent (6). Mais pour cela il a dû à l'encontre de toutes ses déclarations précédentes, accepter de signer une paix séparée avec Israël. Tout récemment encore, le président Sadate précisait que les relations diplomatiques avec Israël ne seraient nouées que cinq ans après l'établissement de la paix. Il vient d'accepter de les restreindre en place avant même l'évacuation totale du Sinaï, comme le veut le texte de l'accord signé à Camp David.

gorie, et reste toujours la possibilité d'agrandir les agglomérations existantes. Israël a accepté d'associer la Jordanie à l'administration autonome qui va se mettre en place en Cisjordanie et à Gaza. En outre, et contrairement à son projet initial, il consent à ce que les pourparlers sur l'avenir des territoires occupés se tiennent durant la période de transition et non plus au terme de cinq ans. Pour la première fois, le gouvernement de M. Begin reconnaît qu'il existe « *des droits légitimes du peuple palestinien* ». Concession mar-

du Proche-Orient. Un règlement qui laisse ce problème sans solution juste et durable ne risque-t-il pas de perpétuer les facteurs de tension ?

Le chef de l'Etat égyptien s'est rendu à Camp David avec le soutien de son armée, seule force capable de le renverser. A vrai dire, cette armée n'a guère d'autre choix que de suivre le chef de l'Etat depuis que la rupture avec l'Union soviétique l'a coupée de ses sources d'armement. En revanche, un certain embarras et un certain désarroi régnent dans les milieux politiques, qui jusqu'à ces dernières semaines, considéraient la conclusion d'une paix séparée comme un sacrilège. Le président Sadate compte beaucoup sur le soutien des masses populaires, à qui l'on a promis que la paix résoudrait leurs problèmes économiques et sociaux.

Sur la scène arabe, deux pays dits modérés auront un rôle décisif : l'Arabie Saoudite et la Jordanie. En se fondant probablement sur des informations de source sûre, la presse israélienne a déjà conclu qu'une démarche américaine nette et décisive devrait être faite pour les convaincre d'emprunter « la bonne voie ». Pour le moment, la Jordanie n'a pas grand intérêt à participer à l'administration de la Cisjordanie sous occupation militaire israélienne.



LE MECONTENTEMENT DES COLONS ISRAËLIENS DANS LE SINAÏ. La paix au sud, pour conserver les territoires au nord et à l'est. (Photo William Karel - Sygma)

arabe autre que palestinienne dans les territoires occupés depuis 1967. Et pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, M. Begin et le général Dayan ont fait savoir, aussitôt après la signature des accords, que jamais un Etat palestinien ne verrait le jour sur le sol palestinien et que l'armée israélienne, et elle seule, resterait en « *Judees et Samarie* » au-delà de la période transitoire de cinq ans. Selon des sources bien informées (7), les Américains auraient donné leur accord pour que des forces israéliennes demeurent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sans limitation de temps, indépendamment de la solution finale retenue pour ces deux régions.

Finalement, les concessions israéliennes sont minimes. L'installation de nouvelles implantations civiles est suspendue pendant les trois mois que dureront les négociations précédant la signature du traité de paix, mais à en croire M. Begin le gel de ces activités « *n'est pas total* » (8) (allusion aux colonies dans le Golan ?), les établissements agro-militaires du Nahal n'entrent pas dans cette caté-

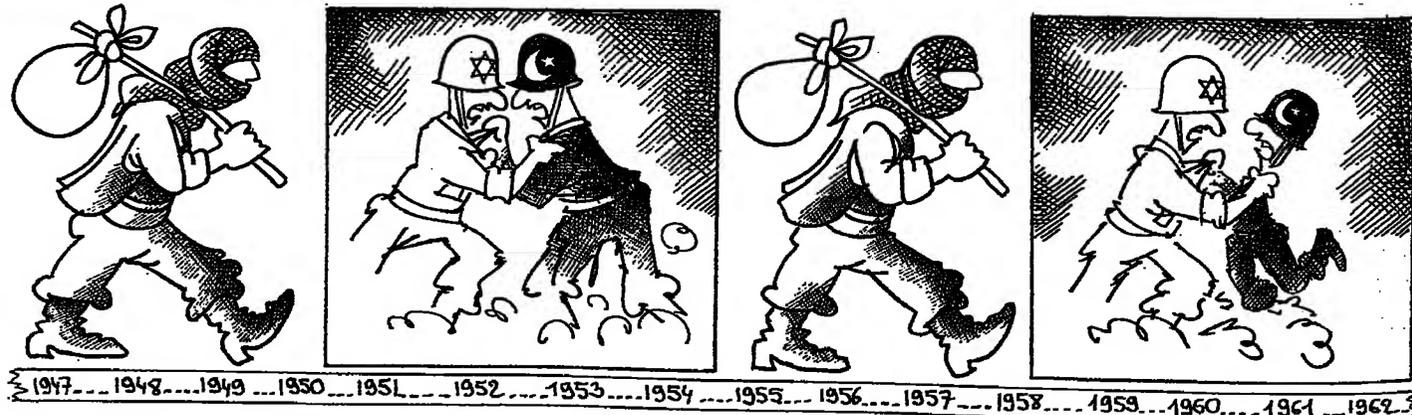
quanté, de la part du chef de la droite nationaliste israélienne qui n'a d'ailleurs pas attendu pour faire une mise au point précisant que les « *Arabes palestiniens* » sont les « *Arabes d'Israël* ».

Tandis que l'accord égypto-israélien est clair et précis, le projet d'autonomie des territoires occupés est un cadre vague dont le contenu reste à définir. Selon ce projet, Israël (ainsi que les autres parties) dispose d'un droit de veto sur toute proposition qui lui déplaît, comme par exemple l'association aux pourparlers de Palestiniens ne résidant pas en territoire occupé (allusion aux représentants de l'O.L.P.) ou le retour des réfugiés palestiniens dans la zone autonome. En outre, il va de soi que les interlocuteurs arabes ne pourront pas s'opposer aux mouvements de l'armée israélienne ou à la création de nouveaux faits accomplis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

S'ils résolvent le conflit entre l'Egypte et Israël, les accords de Camp David ne règlent en rien la question palestinienne au cœur du problème

d'autant que la moitié de la population jordanienne est composée de Palestiniens hostiles à cette éventualité. Le roi Hussein cherche pourtant à obtenir ce qui paraît impossible : des changements de fond dans les dispositions de l'accord de Camp David sur la Cisjordanie et Gaza qui lui permettrait de s'asseoir à la table des négociations. Nul doute que les Américains s'empresseront à le « convaincre », lui aussi, de se rallier aux nouvelles règles du jeu au Proche-Orient.

- (1) *Davar*, 22 septembre 1978.
- (2) *Maariv*, 19 septembre 1978.
- (3) *Haaretz*, 21 septembre 1978.
- (4) *Al Hamishmar*, 20 septembre 1978.
- (5) *Ci. Time*, 2 octobre 1978.
- (6) Certaines personnalités, comme le général Mûr Amis, ancien ministre, croient au maintien de ces points de paiement et un climat positif régnent dans les relations entre les deux pays : « *On pourra trouver un modus vivendi même dans ce litige* », a-t-il déclaré après la signature des accords.
- (7) *Davar*, 20 septembre 1978.
- (8) Déclaration à la télévision israélienne le 18 septembre 1978.



كنا من الأصل

UNE PAIX

Qu

Le chef de l'Etat égyptien s'est rendu à Camp David avec le soutien de son armée, seule force capable de le renverser. A vrai dire, cette armée n'a guère d'autre choix que de suivre le chef de l'Etat depuis que la rupture avec l'Union soviétique l'a coupée de ses sources d'armement. En revanche, un certain embarras et un certain désarroi régnent dans les milieux politiques, qui jusqu'à ces dernières semaines, considéraient la conclusion d'une paix séparée comme un sacrilège. Le président Sadate compte beaucoup sur le soutien des masses populaires, à qui l'on a promis que la paix résoudrait leurs problèmes économiques et sociaux.

Sur la scène arabe, deux pays dits modérés auront un rôle décisif : l'Arabie Saoudite et la Jordanie. En se fondant probablement sur des informations de source sûre, la presse israélienne a déjà conclu qu'une démarche américaine nette et décisive devrait être faite pour les convaincre d'emprunter « la bonne voie ». Pour le moment, la Jordanie n'a pas grand intérêt à participer à l'administration de la Cisjordanie sous occupation militaire israélienne.

Le plus grand pays arabe accepte finalement Israël comme un fait légitime et s'apprête à nouer avec lui des relations diplomatiques, économiques (en mettant fin au boycottage) et culturelles. Les pays africains pro-occidentaux rétabliront leurs relations diplomatiques avec Israël. Le principe de la conférence de Genève, très mal accueilli en Israël, est abandonné. Dans les milieux économiques, on a même calculé que dès la première année des relations avec l'Egypte Israël y exporterait des marchandises pour une valeur de cent millions de dollars.

Pour ce qui est des préoccupations militaires, le général Dayan a réitéré que l'Egypte doit s'engager, dans l'accord de paix, à ne pas se joindre à un autre pays arabe qui serait en guerre avec Israël (4). Les commentateurs militaires en ont aussitôt conclu que, en cas de guerre sur les seuls fronts occidental et septentrional, l'armée de l'air israélienne pourrait y engager la totalité de ses forces dès le début des opérations, ce qui lui permettrait de vaincre toutes les armées adverses, étant donné le rapport des forces. Constatant que les pays arabes n'avaient

quanté, de la part du chef de la droite nationaliste israélienne qui n'a d'ailleurs pas attendu pour faire une mise au point précisant que les « Arabes palestiniens » sont les « Arabes d'Israël ».

Tandis que l'accord égypto-israélien est clair et précis, le projet d'autonomie des territoires occupés est un cadre vague dont le contenu reste à définir. Selon ce projet, Israël (ainsi que les autres parties) dispose d'un droit de veto sur toute proposition qui lui déplaît, comme par exemple l'association aux pourparlers de Palestiniens ne résidant pas en territoire occupé (allusion aux représentants de l'O.L.P.) ou le retour des réfugiés palestiniens dans la zone autonome. En outre, il va de soi que les interlocuteurs arabes ne pourront pas s'opposer aux mouvements de l'armée israélienne ou à la création de nouveaux faits accomplis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

S'ils résolvent le conflit entre l'Egypte et Israël, les accords de Camp David ne règlent en rien la question palestinienne au cœur du problème

d'autant que la moitié de la population jordanienne est composée de Palestiniens hostiles à cette éventualité. Le roi Hussein cherche pourtant à obtenir ce qui paraît impossible : des changements de fond dans les dispositions de l'accord de Camp David sur la Cisjordanie et Gaza qui lui permettrait de s'asseoir à la table des négociations. Nul doute que les Américains s'empresseront à le « convaincre », lui aussi, de se rallier aux nouvelles règles du jeu au Proche-Orient.

Le plus grand pays arabe accepte finalement Israël comme un fait légitime et s'apprête à nouer avec lui des relations diplomatiques, économiques (en mettant fin au boycottage) et culturelles. Les pays africains pro-occidentaux rétabliront leurs relations diplomatiques avec Israël. Le principe de la conférence de Genève, très mal accueilli en Israël, est abandonné. Dans les milieux économiques, on a même calculé que dès la première année des relations avec l'Egypte Israël y exporterait des marchandises pour une valeur de cent millions de dollars.

Pour ce qui est des préoccupations militaires, le général Dayan a réitéré que l'Egypte doit s'engager, dans l'accord de paix, à ne pas se joindre à un autre pays arabe qui serait en guerre avec Israël (4). Les commentateurs militaires en ont aussitôt conclu que, en cas de guerre sur les seuls fronts occidental et septentrional, l'armée de l'air israélienne pourrait y engager la totalité de ses forces dès le début des opérations, ce qui lui permettrait de vaincre toutes les armées adverses, étant donné le rapport des forces. Constatant que les pays arabes n'avaient

quanté, de la part du chef de la droite nationaliste israélienne qui n'a d'ailleurs pas attendu pour faire une mise au point précisant que les « Arabes palestiniens » sont les « Arabes d'Israël ».

Tandis que l'accord égypto-israélien est clair et précis, le projet d'autonomie des territoires occupés est un cadre vague dont le contenu reste à définir. Selon ce projet, Israël (ainsi que les autres parties) dispose d'un droit de veto sur toute proposition qui lui déplaît, comme par exemple l'association aux pourparlers de Palestiniens ne résidant pas en territoire occupé (allusion aux représentants de l'O.L.P.) ou le retour des réfugiés palestiniens dans la zone autonome. En outre, il va de soi que les interlocuteurs arabes ne pourront pas s'opposer aux mouvements de l'armée israélienne ou à la création de nouveaux faits accomplis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

S'ils résolvent le conflit entre l'Egypte et Israël, les accords de Camp David ne règlent en rien la question palestinienne au cœur du problème

d'autant que la moitié de la population jordanienne est composée de Palestiniens hostiles à cette éventualité. Le roi Hussein cherche pourtant à obtenir ce qui paraît impossible : des changements de fond dans les dispositions de l'accord de Camp David sur la Cisjordanie et Gaza qui lui permettrait de s'asseoir à la table des négociations. Nul doute que les Américains s'empresseront à le « convaincre », lui aussi, de se rallier aux nouvelles règles du jeu au Proche-Orient.

Le plus grand pays arabe accepte finalement Israël comme un fait légitime et s'apprête à nouer avec lui des relations diplomatiques, économiques (en mettant fin au boycottage) et culturelles. Les pays africains pro-occidentaux rétabliront leurs relations diplomatiques avec Israël. Le principe de la conférence de Genève, très mal accueilli en Israël, est abandonné. Dans les milieux économiques, on a même calculé que dès la première année des relations avec l'Egypte Israël y exporterait des marchandises pour une valeur de cent millions de dollars.

Pour ce qui est des préoccupations militaires, le général Dayan a réitéré que l'Egypte doit s'engager, dans l'accord de paix, à ne pas se joindre à un autre pays arabe qui serait en guerre avec Israël (4). Les commentateurs militaires en ont aussitôt conclu que, en cas de guerre sur les seuls fronts occidental et septentrional, l'armée de l'air israélienne pourrait y engager la totalité de ses forces dès le début des opérations, ce qui lui permettrait de vaincre toutes les armées adverses, étant donné le rapport des forces. Constatant que les pays arabes n'avaient

UNE PAIX « JUSTE ET DURABLE » ?

Quelle Egypte pour quel règlement ?

A Camp David, le président Sadate est allé jusqu'au bout de sa logique : il s'est engagé à signer une paix séparée, agrémentée d'une vague formulation sur l'avenir des territoires occupés.

Par MARIE-CHRISTINE AULAS

chef de l'Etat a demandé qu'une enquête parlementaire fasse la lumière sur les irrégularités constatées.

A la même époque, le ministre de la planification, M. Abdel Razeq Abdel Meqoub, a cru pouvoir déclarer que la culture du coton n'était pas essentielle pour l'avenir de l'agriculture égyptienne.

lent à l'étranger, dont 80 % sont transférés aux maisons mères européennes ou américaines. C'est pourquoi l'épargne nationale a fortement diminué entre 1975 et 1977.

Les zones franches sont loin d'être devenues la plaque tournante du marché arabe, ce qui, d'ailleurs, n'était pourtant leur vocation.

« Assainissement » financier

La situation alarmante de l'économie égyptienne est d'autant plus frappante que le pays n'a jamais bénéficié dans son histoire récente d'une aide extérieure aussi considérable.

1 884 millions en 1977) et, d'autre part, de l'engrenage de l'endettement dans lequel s'est engagé l'Egypte sans que ces crédits soient investis dans des secteurs productifs.

Devant cette situation, les créanciers étrangers se sont regroupés pour définir une stratégie commune. Aux printemps 1977, puis 1978, la Banque mondiale les a réunis à Paris pour coordonner leurs aides.

L'ingérence étrangère dans l'économie se manifeste désormais en permanence. Ce n'est plus seulement le représentant au Caire du F.M.I., mais un grand nombre d'experts étrangers résidents dont le rôle n'a d'égal que celui que Croomer confiait à ses « obligatory advisers ».

La désintégration économique ne manque pas d'avoir des répercussions sociales. Dans son immense majorité, la population doit trouver par elle-même des solutions aux problèmes que l'Etat n'est plus à même de résoudre : emploi, cherté de la vie, habitation, transport.

VOILA un certain temps déjà que les autorités et la presse observent un silence prudent sur l'« infitah », la politique d'ouverture annoncée officiellement en décembre de la guerre d'octobre et censée résoudre les difficultés économiques du pays.

populaires qu'elle a engendrées en janvier 1977, rien n'est tenté pour la corriger. L'argument officiel consiste à dire que la solution des difficultés économiques est tributaire du règlement politique de la « question nationale » : récupération des territoires occupés, solution du conflit israélo-arabe.

La dévaluation de la livre

ENTRE-TEMPS, l'économie égyptienne se désintègre au point de mettre en péril les fondements mêmes de l'infrastructure dont elle s'était dotée jusque-là.

accélération. Nombre de petites entreprises doivent fermer leurs portes, contraignant les ouvriers qualifiés au chômage et, très rapidement, à l'émigration.

A défaut de concurrence de la part des capitaux privés, tant locaux qu'étrangers, le secteur public reste dominant dans la production industrielle.

Avec la dévaluation, l'accroissement du coût des biens d'importation s'est ajouté à celui du coût du travail qui, en raison de l'inflation et de la concurrence du marché arabe ouvert à la main-d'œuvre égyptienne, n'a cessé de s'accroître.

On comprend pourquoi les capitalistes tant égyptiens qu'arabes préfèrent investir dans des secteurs non protégés mais à rentabilité élevée bien qu'éphémère, puis placer leurs bénéfices à l'étranger.

Menaces sur la culture du coton

POURANT, de curieux phénomènes tendent à se répandre... Ainsi une partie des usines de la société nationalisée Ideal, prospère et très connue pour ses succès dans l'exportation de matériel de bureau et d'équipements ménagers, a été ravagée par un incendie.

Par contre, les sociétés multinationales ont pas davantage répondu à l'invitation qui leur avait été faite. Pourtant, la loi sur les investissements étrangers votée en juin 1975 est une des plus libérales du monde.

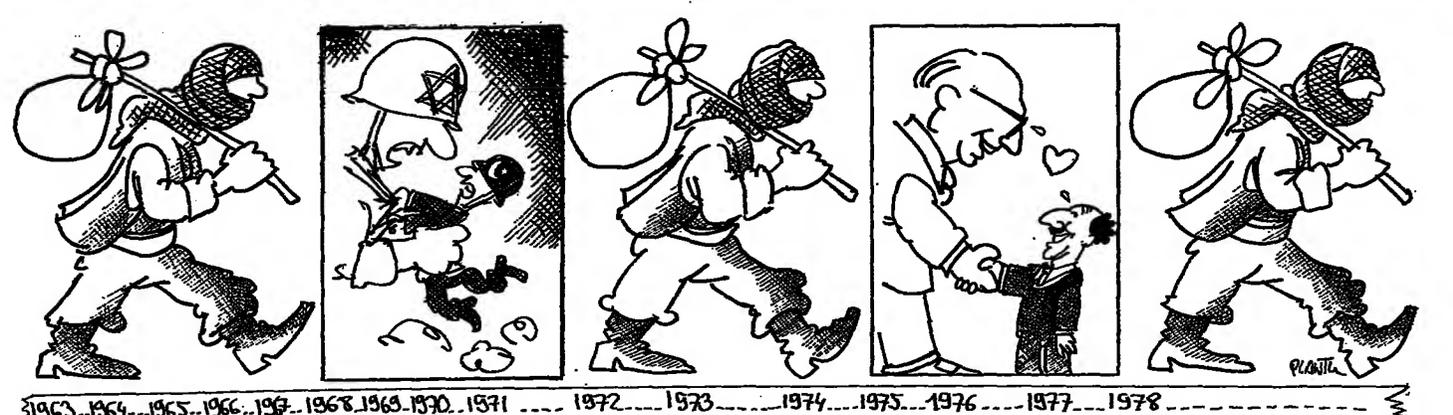
20% de travailleurs émigrés

POUR beaucoup, chaque jour plus nombreux, l'émigration devient la seule solution. Loin d'endiguer l'hémorragie, l'Etat accorde toutes les facilités (multiplication des bureaux de délivrance de passeports, prolongation de la validité de ceux-ci, etc.) avec l'espoir que l'épargne des émigrés s'investira ensuite dans le pays.

dit touristique, ce qui ne permet pas de le recenser. Ainsi les cadres, techniciens, ingénieurs, médecins formés aux frais de l'Etat, comme les employés de maison et même les paysans, se trouvent contraints, pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte, à quitter leur pays pour faire vivre leur famille.

(1) Cf. Le Monde diplomatique, janvier 1978. (2) Le dollar, fixé jusque-là à 44 P.T., a été porté à 70 P.T. (une livre égyptienne = cent piastres).

(10) M. Abdel Monem Kayasouni, vice-premier ministre chargé des affaires économiques et financières, nommé en novembre 1978, a quitté le gouvernement lors du remaniement ministériel du 7 mai 1978 après avoir proposé sa démission à plusieurs reprises. (11) Les deux tiers de cette dette sont recevables aux pays occidentaux et arabes.



# LES ACCORDS DE CAMP DAVID

(Suite de la page 11.)

Changement qui se fait au détriment de l'industrie locale, celle-ci ne pouvant, en l'état actuel des choses, répondre à la nouvelle demande.

tantôt de « nouvelle classe », tantôt de « bourgeoisie parasitaire », faute de trouver ailleurs, ou dans l'histoire, un phénomène comparable. Cette caste parasitaire qui règne aujourd'hui sur certains pays arabes, dont l'Égypte, procède de cette conjonction d'événements que furent, d'une part, la défaite de 1967 rapidement assimilée à l'échec du socialisme (19), d'autre part, le phénomène pétrolier. Pour elle, l'appât du gain sans effort prend le pas sur une perspective rationnelle à long terme.

démocrate — dont il serait le chef. Par ce geste, il se désolidarise du parti du centre — l'Organisation arabe socialiste — dont le président n'est autre que l'ancien premier ministre (18) Mamdouh Salem.

Les forces religieuses trouvent dans cette atmosphère un terrain fertile à leur prosélytisme, sans parvenir toutefois à cristalliser les aspirations de leurs adeptes. Très bien organisée dans tout le pays, la confrérie des Frères musulmans manque de dirigeants d'envergure capables de créer une dynamique. Ses chefs, qui appartiennent aux tendances les plus conservatrices du mouvement, négligent les problèmes politiques et économiques. Aussi sont-ils dépassés par des courants encore plus extrémistes, encore plus fanatiques, dispersés en de multiples sociétés secrètes.

entre le parti officiel « Tagamoou » et les partis clandestins, comme le parti communiste égyptien (pro-soviétique) et le parti communiste ouvrier égyptien créé en 1974 à partir de courants issus de la révolte étudiante de janvier 1972.

## Sauver les apparences

La vie politique intérieure reste, quant à elle, dominée par les remous de la démocratisation que le régime mit en avant dès le 14 mai 1977. Il fallut toutefois attendre novembre 1978 pour tenter de trouver des modalités permettant de passer du parti unique, l'Union socialiste arabe, au multipartisme rendu nécessaire par l'ouverture économique et les alliances extérieures.

ter pour la création de nouveaux partis (15). Le premier, et jusqu'à présent le seul, à avoir pu bénéficier de cette loi fut le Nouveau Wafd, créé au mois de janvier 1978.

Bien que très différent de l'ancien parti nationaliste Wafd fondé en 1919 par Saad Zaghloul, le Nouveau Wafd bénéficie d'un surcroît historique. Sans organisation ni organes d'expression, le parti est devenu rapidement, et sans effort, le refuge de tous les mécontents, hostiles par ailleurs aux idées progressistes. Ainsi travaillait-on côte à côte toutes les classes sociales affectées par la politique de l'« Initiative » et même certains de ceux qui, bénéficiant de la nouvelle orientation, sont conscients de ses risques et souhaitent une rationalisation de l'économie.

Les courants progressistes ne sont pas épargnés par la confusion qui touche l'ensemble de la société. De plus, ils doivent faire face à la répression et à l'infiltration par des membres des services spéciaux. Parmi les nassériens, une tendance a rejoint l'Organisation des progressistes unionistes (appelée « Tagamoou »), créée en 1976 sous la présidence de M. Khaled Mohieddine. L'autre tendance reste en marge, « pour préserver l'authenticité nassérienne », disent ses représentants. Quant aux marxistes, ils sont à nouveau dispersés.

Touchés par les mêmes problèmes que les civils, pénétrés par les mêmes courants contradictoires, l'armée subit aussi sa propre désintégration moins de cinq ans après avoir franchi la ligne Bar-Lev. Les divisions sont dispersées sur différentes frontières — Libye, Soudan, Sinaï — car l'ennemi a changé. Quand les officiers ne sont pas invités à embrasser des carrières civiles, on leur offre la possibilité de déjouer leur soif en se mettant au service d'armées étrangères dans le monde arabe ou en Afrique. L'uniforme lui-même est en train de changer, adoptant progressivement la couleur verte de l'armée américaine qui ne correspond pas vraiment à celle des sables du désert... L'Académie militaire, longtemps réservée à l'élite, a dû non seulement baisser le niveau de l'examen d'entrée, mais encore faire face, cette année, à une pénurie de candidats.

Les élections législatives de novembre 1978 témoignaient déjà des limites de cette démocratisation (18). Deux mois plus tard, la révolte des forces populaires contre les décisions prises par la nouvelle Assemblée du peuple révélait en effet l'ampleur du vide séparant la population des institutions. En dépit du référendum anticonstitutionnel (14) du février 1977, suivi de l'élection du Parlement du député Kamal Eddine Hussein, la voie vers la démocratisation devait suivre son cours. Le 20 juin, la même Assemblée votait une loi qui définissait les modalités à respec-

ter pour la création de nouveaux partis (15). Le premier, et jusqu'à présent le seul, à avoir pu bénéficier de cette loi fut le Nouveau Wafd, créé au mois de janvier 1978.

Bien que très différent de l'ancien parti nationaliste Wafd fondé en 1919 par Saad Zaghloul, le Nouveau Wafd bénéficie d'un surcroît historique. Sans organisation ni organes d'expression, le parti est devenu rapidement, et sans effort, le refuge de tous les mécontents, hostiles par ailleurs aux idées progressistes. Ainsi travaillait-on côte à côte toutes les classes sociales affectées par la politique de l'« Initiative » et même certains de ceux qui, bénéficiant de la nouvelle orientation, sont conscients de ses risques et souhaitent une rationalisation de l'économie.

Les courants progressistes ne sont pas épargnés par la confusion qui touche l'ensemble de la société. De plus, ils doivent faire face à la répression et à l'infiltration par des membres des services spéciaux. Parmi les nassériens, une tendance a rejoint l'Organisation des progressistes unionistes (appelée « Tagamoou »), créée en 1976 sous la présidence de M. Khaled Mohieddine. L'autre tendance reste en marge, « pour préserver l'authenticité nassérienne », disent ses représentants. Quant aux marxistes, ils sont à nouveau dispersés.

Touchés par les mêmes problèmes que les civils, pénétrés par les mêmes courants contradictoires, l'armée subit aussi sa propre désintégration moins de cinq ans après avoir franchi la ligne Bar-Lev. Les divisions sont dispersées sur différentes frontières — Libye, Soudan, Sinaï — car l'ennemi a changé. Quand les officiers ne sont pas invités à embrasser des carrières civiles, on leur offre la possibilité de déjouer leur soif en se mettant au service d'armées étrangères dans le monde arabe ou en Afrique. L'uniforme lui-même est en train de changer, adoptant progressivement la couleur verte de l'armée américaine qui ne correspond pas vraiment à celle des sables du désert... L'Académie militaire, longtemps réservée à l'élite, a dû non seulement baisser le niveau de l'examen d'entrée, mais encore faire face, cette année, à une pénurie de candidats.

## L'avenir hypothéqué

Aux termes d'un protocole d'accord signé le 1<sup>er</sup> juin 1978 par M. Ahmed Sidani, vice-premier ministre et ministre de l'Industrie d'Égypte, et le ministre autrichien du Commerce, l'Égypte sous à l'autorité des zones du désert orientales pour y attirer ses déchets atomiques. D'autres pays européens utilisant l'énergie atomique sont appelés à bénéficier de ces possibilités.

L'éventail sociologique des sympathisants du Nouveau Wafd était d'autant plus large que son idéologie restait imprécise. Son programme politique se résumait donc à un mot-clé : « Initiative », qui, dans le régime, à ce stade, ne peut être que pas officiellement condamner la révolution de juillet 1952 puisque c'est elle qu'il tient sa légitimité. A tous points de vue, le Nouveau Wafd se présentait comme le parti du changement dans l'ordre, comme la seule situation de rechange démocratique au régime capable de satisfaire, tôt ou tard, une grande partie de la population comme les alliés saoudiens et occidentaux.

La stabilité dont jouit le régime ne s'exerce pas seulement par ses manœuvres pour déjouer toute solution de rechange ; elle découle aussi, en partie, des nouvelles valeurs introduites dans le pays au cours des dernières années et qui affectent toutes les classes sociales, tous les courants idéologiques, qu'ils soient politiques ou religieux. L'Égypte semble avoir perdu son identité tant égyptienne qu'arabe qu'islamique sans plus savoir à quel ni à quel s'attacher. Alors que beaucoup de rêves et d'espoir ont été déçus, les métastases de la civilisation de consommation engendrent de nouveaux comportements précipitant davantage encore la rupture avec le passé.

La stabilité apparente de l'Égypte se prolonge malgré le vide politique et le fonctionnement des difficultés. Quelle que soit son habileté manœuvrière, le pouvoir n'est cependant pas à l'abri d'un coup d'État venant de l'ombre, hypothèse déjà soulevée dans la presse égyptienne (19). Mais aujourd'hui, compte tenu de la situation intérieure et de la nature des accords conclus à Camp David, c'est le rôle même de l'Égypte qui est désormais en question.

cent. Pour la première fois depuis le voyage du président Sadate à Jérusalem, le prince Fahd d'Arabie Saoudite, au mois de juillet (après l'échec de la conférence de Leeds) dans le but d'inciter le chef de l'État égyptien à rejoindre le monde arabe. Pour le pivot régional qu'est l'Arabie Saoudite, l'urgence de la situation conduisit à privilégier la solidarité arabe plutôt qu'une paix alors perçue comme globale. Aujourd'hui, les résultats des entretiens de Camp David ne peuvent qu'accroître les craintes de la stratégie saoudienne, craintes dont l'allié américain n'est peut-être pas conscient au même degré. Ryad porte désormais la responsabilité de conduire sur le camp de la modération tout en satisfaisant un minimum de revendications nationales. Quelle que soit sa puissance financière, en est-il capable ?

Cette décision, le président Sadate l'a très rapidement évoquée lors d'une conférence de presse récente à Saïbourg, mais elle n'a pas retenu l'attention de la presse officielle égyptienne à l'époque. L'hebdomadaire de gauche *Ahali* a soulevé le problème en se heurtant à de nombreuses difficultés pour obtenir des renseignements. Depuis, le rattachement de droite *Al Ahrar* a repris l'information. La nouvelle et les craintes qu'elle suscite dans nombre de cercles égyptiens, scientifiques en particulier, ont amené la presse officielle à évoquer cette question pour la déramatiser. Comme pour le scandale de Amreyat (voir page 11), le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

Face à la montée des périls — crise économique et scandales, impasse des négociations, audience du Nouveau Wafd — le régime, au mois de mai dernier, décidait, en totale contradiction avec l'article 152 de la Constitution (16), de faire adopter par référendum une loi qui amalgamait la répression contre la gauche et contre le Nouveau Wafd à droite. Ce dernier fut privé de sa direction — MM. Fouad Serrag Eddine, Ibrahim Farrag et Abdel Fattah Hassan — accusés d'avoir corrompu la vie politique avant la révolution de 1952 (17), et choisis de se dissoudre le 2 juin.

La médiocrité de la production culturelle traduit avec une évidence particulière ce déclin des esprits. La presse d'émigration, « expurgée » à plusieurs reprises, confond sa fonction d'information avec les besoins de la propagande. Les problèmes intérieurs sont esquivés. Les nouvelles de l'étranger se contentent au cadre des relations extérieures de l'Égypte, de plus en plus limitées. Si la loi sur les partis a permis la création d'une presse d'opposition dans les textes, on note, dans les faits, que l'hebdomadaire de la gauche *Ahali* est systématiquement censuré. Le quotidien du parti de droite, *Al Ahrar*, a subi le même sort peu de temps avant la rencontre de Camp David, tout comme les journalistes qui furent les chantres du régime : Mounir Sabri à la télévision, Mustafa Amine dans l'hebdomadaire *Akhar El Yom*, etc.

Entre la désintégration de l'État égyptien et l'isolement du pays que va accentuer la signature d'une paix séparée, tout porte à croire que l'avenir de l'Égypte et de la région seront hypothéqués pendant un certain temps.

Marie-Christine Aulas.

M.-C. A.

# LE FATAL DÉCLIN DES POSITIONS ARABES

(Suite de la première page)

Cette interprétation, Israël s'y est tenu et s'y tient encore aujourd'hui. Mieux, il l'a rendue encore plus restrictive avec l'arrivée au pouvoir de M. Begin en mai 1977. En effet, le plan Allon, présenté par le vice-président du conseil un mois après la guerre de juin 1967, mais dont les termes n'ont été rendus publics qu'en avril 1973, prévoyait l'annexion d'un tiers seulement de la Cisjordanie — le tiers le plus fertile et notamment la vallée du Jourdain — et le rattachement des régions les plus peuplées au royaume jordanien. Il introduisait aussi la distinction entre « frontières politiques » et « lignes de sécurité », distinction dont on retrouvera le parfum jusque dans les accords-cadres de Camp David. En 1967, cependant, les propositions de M. Allon sont combattues par le ministre de la défense, M. Dayan, qui voudrait qu'Israël gouverne purement et simplement les territoires occupés. La divergence porte, on le voit, sur la taille de l'annexion à opérer. Personne, dans la classe politique israélienne, ne se sent tenu, aux termes de la résolution 242, à restituer tous les territoires occupés en 1967.

par les trois « non » prononcés par le « sommet » arabe de Khartoum : non à la reconnaissance d'Israël, non à la négociation, non à la paix. Vaincu militairement, le monde arabe se replie dans une apparente et sourde résistance. Mais le chemin des concessions est déjà ouvert. Ces concessions, Nasser donne l'impression de les faire à son corps défendant. Pour éviter le maintien du statu quo rendu inébranlable par le blocage de la mission Jarring (2), il se lance dans la guerre d'usure qui durera jusqu'en juillet 1970 et touchera lourdement les villes égyptiennes du canal de Suez. Cette guerre se terminera sur un signe prémoniteur : l'acceptation par l'Égypte nassérienne du plan proposé par le secrétaire d'État américain, M. William Rogers.

La résolution 242 n'est pas très différente de celle de 1948. Sur le fond, il réaffirme le principe de la solution du marché de 1967. Mais c'est un plan américain que le président Nasser accepte, un plan destiné à mettre fin aux hostilités et à engager l'Égypte sur la voie d'un règlement négocié. Il prévoit le « gel des activités militaires » sur une étendue de 50 kilomètres de part et d'autre du canal de Suez et la reprise de la mission Jarring (3). Les États-Unis sont intervenus parce qu'ils s'inquiétaient de la poursuite de la guerre d'usure, mais aussi du développement de la résistance palestinienne. Deux mois plus tard, l'armée du roi Hussein entreprend de liquider les fedayin de Jordanie. Le lien entre cette répression et l'acceptation du plan Rogers n'a, bien sûr, pas manqué d'être évoqué.

coïncide, mais refuse d'envisager un retrait de ses troupes qui ne serait pas contrebalancé par la fin totale de l'état de belligérance. L'Égypte répliqua, le 15 février 1971, en faisant part, pour la première fois, de son intention de signer un traité de paix en contrepartie des territoires occupés. Les dirigeants israéliens prennent acte de cette nouvelle concession, mais réaffirment qu'ils ne sont pas disposés à reculer sur les frontières du 4 juin 1967. Cet échange marque le deuxième échec de la mission Jarring. Il n'y aura plus de négociations jusqu'à la guerre de 1973.

En effet, dès l'établissement du cessez-le-feu, l'Égypte avança des tentes lance-missile dans la région égyptienne de « gel militaire », en contrevenant avec les termes de l'accord. Cette violation entraîna un blocage de la mission Jarring.

Par contre, le gouvernement israélien s'emploie immédiatement à faire préciser la contrepartie arabe et à tenter de l'effleurer dans un sens plus favorable. Il avance deux demandes qui ne sont pas formellement incluses dans la résolution 242 : la conclusion d'un traité de paix en bon et due forme et la négociation directe entre les protagonistes. Nasser refusera. Mais, au fil des ans, ces revendications seront l'une et l'autre satisfaites à peu de frais.

## Nouvelles concessions

La fin de l'année 1970 est d'une certaine importance puisqu'elle voit l'installation simultanée au pouvoir, à Damas et au Caire, des présidents Assad et Sadate. Ces deux hommes sont des pragmatiques. Chacun à sa manière, ils réagissent contre

le cours politique de la période précédente, marquée par un virulent anti-impérialisme, au moins verbal et parfois effectif. L'accession au pouvoir du président syrien consacre la défaite de la direction dite « gauchiste » du pays, le groupe Atassi-Joldi. Sitôt installé au poste de commandement, M. Assad confirme son image de « modérateur ». Il prend des mesures de libéralisation du commerce extérieur, tente d'associer d'autres forces politiques au pouvoir et prend quelque distance à l'égard de l'Union soviétique. Il rapproche de l'Égypte post-nassérienne et entend reprendre de faire revenir son pays dans le concert arabe. La Syrie cesse de prôner la « guerre de libération populaire », acceptée en 1972. Elle entend qu'elle participe à un règlement négocié.

Le président Sadate, lui, va plus vite en besogne. A peine a-t-il conforté son pouvoir qu'il propose un plan pour la réouverture du canal de Suez (4). Israël en accepte le prin-

Dans le camp arabe, l'acceptation de la résolution 242 n'a pas été sans heurts ni sans ambiguïtés. Comme toujours dans l'histoire de cette longue négociation, c'est l'Égypte qui ouvre la voie, suivie aussitôt par la Jordanie. La Syrie, elle, attendra cinq ans avant d'accepter la fameuse résolution. Mais les lendemains de la guerre de 1967 sont aussi connus

le cours politique de la période précédente, marquée par un virulent anti-impérialisme, au moins verbal et parfois effectif. L'accession au pouvoir du président syrien consacre la défaite de la direction dite « gauchiste » du pays, le groupe Atassi-Joldi. Sitôt installé au poste de commandement, M. Assad confirme son image de « modérateur ». Il prend des mesures de libéralisation du commerce extérieur, tente d'associer d'autres forces politiques au pouvoir et prend quelque distance à l'égard de l'Union soviétique. Il rapproche de l'Égypte post-nassérienne et entend reprendre de faire revenir son pays dans le concert arabe. La Syrie cesse de prôner la « guerre de libération populaire », acceptée en 1972. Elle entend qu'elle participe à un règlement négocié.

Le président Sadate, lui, va plus vite en besogne. A peine a-t-il conforté son pouvoir qu'il propose un plan pour la réouverture du canal de Suez (4). Israël en accepte le prin-

cipe, mais refuse d'envisager un retrait de ses troupes qui ne serait pas contrebalancé par la fin totale de l'état de belligérance. L'Égypte répliqua, le 15 février 1971, en faisant part, pour la première fois, de son intention de signer un traité de paix en contrepartie des territoires occupés. Les dirigeants israéliens prennent acte de cette nouvelle concession, mais réaffirment qu'ils ne sont pas disposés à reculer sur les frontières du 4 juin 1967. Cet échange marque le deuxième échec de la mission Jarring. Il n'y aura plus de négociations jusqu'à la guerre de 1973.

En effet, dès l'établissement du cessez-le-feu, l'Égypte avança des tentes lance-missile dans la région égyptienne de « gel militaire », en contrevenant avec les termes de l'accord. Cette violation entraîna un blocage de la mission Jarring.

En 1973, le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

En 1973, le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

En 1973, le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

En 1973, le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

En 1973, le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

## Les difficultés du peuple

La rébellion kurde... Les difficultés du peuple... (Texte partiellement visible)

## LE MONDE diplomatique

Abonnez-vous

Formaire d'abonnement avec champs pour nom, adresse, etc.

S.O.S CULTURE! livres et disques français. Résidents à l'étranger... (Texte de promotion)



MP DAVID

# UNE PAIX « JUSTE ET DURABLE » ?

épient directement ou indirectement, la guerre n'intervient pas à contre-courant de la politique d'un règlement négocié, bien au contraire. Au cours des hostilités, le 16 octobre, le président Sadate offre publiquement la paix à Israël. Le conflit et la victoire arabe relative sur laquelle il s'achève vont permettre de relancer de façon spectaculaire le processus de paix. Au lendemain de la guerre d'octobre, le « sommet » d'Algier réunit l'ensemble des pays arabes, à l'exception de la Libye et de l'Irak, et prononce pour une « paix juste » et donne sa caution à l'ouverture de négociations arabo-israéliennes à Genève. Les trois « non » du sommet de Charteim sont donc effacés. Profitant d'une victoire ambiguë sur Israël, les Arabes font une importante concession collective. Quelques jours plus tôt, le 11 novembre 1973, des officiers israéliens avaient renoncé à leurs homologues égyptiens pour signer un premier accord, dit du kilomètre 101 (6). Le 21 décembre 1973, à Genève, sous la co-présidence des États-Unis et de l'Union soviétique, la conférence de paix. C'est la première fois que ministres des affaires étrangères arabes et israéliens s'assoient publiquement à la même table.

Le lendemain de la guerre d'octobre 1973 sont donc marqués par de nouvelles concessions arabes acquiescées principalement par l'Égypte suivie, bon gré mal gré, par ses partenaires. Mais ils sont aussi l'occasion de l'apparition publique et de la prise en compte des « aspirations nationales » palestiniennes. Comme toutes celles qui l'avaient précédée, la résolution 242 avait mentionné la nécessité de « régler les problèmes des réfugiés ». Cette phrase sibylline, qui témoigne de la perception du problème palestinien à l'époque, se réfère à la résolution 194 du Conseil de sécurité, adoptée le 11 décembre 1948, et qui reconnaît aux réfugiés palestiniens le « droit de retour dans leur patrie ou à une juste indemnisation ». Sur le plan concret, la question palestinienne n'avait donc guère évolué jusqu'en novembre 1967. À partir de cette date, elle s'affirme, sous l'impulsion des organisations de fedayin, comme l'élément d'un peuple, résistance libre et certain profit de la défaite de 1967.

Dans un monde arabe effondré, elle focalise instantanément l'espoir des peuples bérés d'un ardent nationalisme. Maintenant que les États arabes sont eux aussi occupés par Israël, elle peut espérer gagner une place à la table des négociations. Tel n'était sans doute pas son calcul le jour où elle a pris les armes. Mais, a posteriori, il est clair que cette logique politique a présidé au cours des événements. En 1973, sortant d'une difficile traversée du désert provoquée par l'affrontement avec la Jordanie, la résistance palestinienne opère un spectaculaire réajustement. Elle entre, elle aussi, dans le régime de la Realpolitik en faisant valoir ses prétentions sur la Cisjordanie et Gaza. Elle en sera d'ailleurs récompensée par une série de succès diplomatiques couronnés par l'intervention de M. Arafat à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, le 13 novembre 1974.

Au moment où, pour la première fois, Israéliens et Arabes se rencontrent pour discuter d'un éventuel

traité de paix, le camp arabe introduit donc une modification importante au marché proposé en 1967 avec la résolution 242. Désormais la reconnaissance des « droits légitimes du peuple palestinien, représenté par l'O.L.P. » fait partie des revendications arabes.

Le refus d'Israël sera net. Il ne veut entendre parler ni de l'O.L.P., ni de « peuple palestinien », ni, surtout, de la création d'un État dirigé par des « terroristes ». Cette position, que les gouvernements israéliens successifs la maintiendront pour l'essentiel jusqu'à aujourd'hui. Cependant, en 1977, pendant la préparation de la conférence de Genève, Israël déclare qu'il ne s'opposera pas à la présence de représentants des Palestiniens à la conférence de Genève, « pourvu qu'ils soient intégrés à la délégation israélienne et qu'ils ne soient pas membres de l'O.L.P. » (7). Il s'engageait de façon comparable dans le premier accord conclu en 1974 (8). Mais sur le fond, son hostilité à l'O.L.P. et à l'État palestinien ne s'est jamais démentie.

Les États-Unis déploient alors tous leurs efforts pour convoquer la conférence de Genève avant la fin de 1977, et tentent de trouver une solution au problème de la représentation palestinienne. Le 12 septembre, un communiqué du département d'État approuvé par la Maison Blanche indique que « les Palestiniens doivent participer au processus de paix » et que « leurs représentants doivent être admis ». Les États-Unis n'acceptent pas l'O.L.P. pour autant. Mais ils s'engagent à le faire, dans certaines limites, pourvu que la centrale palestinienne reconnaisse au préalable Israël ou, au moins, la résolution 242 du Conseil de sécurité. Au terme d'une négociation indirecte, les dirigeants de l'O.L.P. renoncèrent le

12 septembre 1977, le deuxième accord de Genève. À partir de ce moment, la brouille entre la Syrie et l'Égypte ira s'amplifiant, si l'on exclut l'éphémère accord de Riyad, en octobre 1978. La querelle rebondira avec l'annonce de la visite du président Sadate à Jérusalem et s'amplifiera encore à l'annonce des accords de Camp David. Pourtant, la Syrie n'est pas opposée à un règlement négocié, pourvu qu'il soit global. Elle aussi, en 1975, s'est rapprochée de l'Arabie Saoudite : elle a contribué à modifier le statut du monde arabe depuis septembre 1970. Mais elle reproche au président Sadate d'affaiblir la position arabe en faisant cavalier sur le dossier du conflit exclusivement sur les États-Unis.

La politique égyptienne porte cependant quelques fruits. Outre qu'elle permet la réouverture du canal de Suez, elle contribue à modifier l'attitude américaine sur le fond. L'administration Carter, dès son installation, porte toute son attention sur le Proche-Orient. Le nouveau président américain est plus que jamais, comme M. Kissinger, un homme de paix. Il propose, le 6 mars 1977, un plan global qui prévoit des « retraites israéliennes majeures ». Quelques semaines plus tard, le 17, il se prononce en faveur de la création d'un « patrie » (« homeland ») pour les Palestiniens. Le président américain prend donc en compte l'élément nouveau que les Arabes entendent ajouter au marché de 1967. En une seule contrepartie, il reconnaît l'établissement de relations diplomatiques et commerciales entre Israël et les pays arabes. M. Sadate déclare le premier soir, qu'il n'est pas hostile à l'ouverture des frontières cinq ans après l'application de la résolution 242 et la création d'un État palestinien. C'est une nouvelle concession.

Les États-Unis déploient alors tous leurs efforts pour convoquer la conférence de Genève avant la fin de 1977, et tentent de trouver une solution au problème de la représentation palestinienne. Le 12 septembre, un communiqué du département d'État approuvé par la Maison Blanche indique que « les Palestiniens doivent participer au processus de paix » et que « leurs représentants doivent être admis ». Les États-Unis n'acceptent pas l'O.L.P. pour autant. Mais ils s'engagent à le faire, dans certaines limites, pourvu que la centrale palestinienne reconnaisse au préalable Israël ou, au moins, la résolution 242 du Conseil de sécurité. Au terme d'une négociation indirecte, les dirigeants de l'O.L.P. renoncèrent le

12 septembre 1977, le deuxième accord de Genève. À partir de ce moment, la brouille entre la Syrie et l'Égypte ira s'amplifiant, si l'on exclut l'éphémère accord de Riyad, en octobre 1978. La querelle rebondira avec l'annonce de la visite du président Sadate à Jérusalem et s'amplifiera encore à l'annonce des accords de Camp David. Pourtant, la Syrie n'est pas opposée à un règlement négocié, pourvu qu'il soit global. Elle aussi, en 1975, s'est rapprochée de l'Arabie Saoudite : elle a contribué à modifier le statut du monde arabe depuis septembre 1970. Mais elle reproche au président Sadate d'affaiblir la position arabe en faisant cavalier sur le dossier du conflit exclusivement sur les États-Unis.

La politique égyptienne porte cependant quelques fruits. Outre qu'elle permet la réouverture du canal de Suez, elle contribue à modifier l'attitude américaine sur le fond. L'administration Carter, dès son installation, porte toute son attention sur le Proche-Orient. Le nouveau président américain est plus que jamais, comme M. Kissinger, un homme de paix. Il propose, le 6 mars 1977, un plan global qui prévoit des « retraites israéliennes majeures ». Quelques semaines plus tard, le 17, il se prononce en faveur de la création d'un « patrie » (« homeland ») pour les Palestiniens. Le président américain prend donc en compte l'élément nouveau que les Arabes entendent ajouter au marché de 1967. En une seule contrepartie, il reconnaît l'établissement de relations diplomatiques et commerciales entre Israël et les pays arabes. M. Sadate déclare le premier soir, qu'il n'est pas hostile à l'ouverture des frontières cinq ans après l'application de la résolution 242 et la création d'un État palestinien. C'est une nouvelle concession.

Les États-Unis déploient alors tous leurs efforts pour convoquer la conférence de Genève avant la fin de 1977, et tentent de trouver une solution au problème de la représentation palestinienne. Le 12 septembre, un communiqué du département d'État approuvé par la Maison Blanche indique que « les Palestiniens doivent participer au processus de paix » et que « leurs représentants doivent être admis ». Les États-Unis n'acceptent pas l'O.L.P. pour autant. Mais ils s'engagent à le faire, dans certaines limites, pourvu que la centrale palestinienne reconnaisse au préalable Israël ou, au moins, la résolution 242 du Conseil de sécurité. Au terme d'une négociation indirecte, les dirigeants de l'O.L.P. renoncèrent le

12 septembre 1977, le deuxième accord de Genève. À partir de ce moment, la brouille entre la Syrie et l'Égypte ira s'amplifiant, si l'on exclut l'éphémère accord de Riyad, en octobre 1978. La querelle rebondira avec l'annonce de la visite du président Sadate à Jérusalem et s'amplifiera encore à l'annonce des accords de Camp David. Pourtant, la Syrie n'est pas opposée à un règlement négocié, pourvu qu'il soit global. Elle aussi, en 1975, s'est rapprochée de l'Arabie Saoudite : elle a contribué à modifier le statut du monde arabe depuis septembre 1970. Mais elle reproche au président Sadate d'affaiblir la position arabe en faisant cavalier sur le dossier du conflit exclusivement sur les États-Unis.

## Les termes du marché

ce qu'il fait effectivement en signant, le 12 septembre 1977, le deuxième accord de Genève. À partir de ce moment, la brouille entre la Syrie et l'Égypte ira s'amplifiant, si l'on exclut l'éphémère accord de Riyad, en octobre 1978. La querelle rebondira avec l'annonce de la visite du président Sadate à Jérusalem et s'amplifiera encore à l'annonce des accords de Camp David. Pourtant, la Syrie n'est pas opposée à un règlement négocié, pourvu qu'il soit global. Elle aussi, en 1975, s'est rapprochée de l'Arabie Saoudite : elle a contribué à modifier le statut du monde arabe depuis septembre 1970. Mais elle reproche au président Sadate d'affaiblir la position arabe en faisant cavalier sur le dossier du conflit exclusivement sur les États-Unis.

La politique égyptienne porte cependant quelques fruits. Outre qu'elle permet la réouverture du canal de Suez, elle contribue à modifier l'attitude américaine sur le fond. L'administration Carter, dès son installation, porte toute son attention sur le Proche-Orient. Le nouveau président américain est plus que jamais, comme M. Kissinger, un homme de paix. Il propose, le 6 mars 1977, un plan global qui prévoit des « retraites israéliennes majeures ». Quelques semaines plus tard, le 17, il se prononce en faveur de la création d'un « patrie » (« homeland ») pour les Palestiniens. Le président américain prend donc en compte l'élément nouveau que les Arabes entendent ajouter au marché de 1967. En une seule contrepartie, il reconnaît l'établissement de relations diplomatiques et commerciales entre Israël et les pays arabes. M. Sadate déclare le premier soir, qu'il n'est pas hostile à l'ouverture des frontières cinq ans après l'application de la résolution 242 et la création d'un État palestinien. C'est une nouvelle concession.

## Une nation écartelée

# Les difficultés de la lutte du peuple kurde

**A**LORS que la rébellion kurde semble remonter de ses cendres, un livre, Les Kurdes et le Kurdistan (1), présente un aperçu concis et complet de l'histoire de ce peuple de plus de dix-sept millions d'âmes.

Étrange destin que le sien ? La plupart des peuples soumis au joug ottoman accédèrent plus ou moins rapidement à l'indépendance politique, et pas lui. Pourtant, comme le souligne dans sa préface Maxime Rodinson, « voit un peuple bien spécifique, parlant une langue bien définie (...), vivant sur un territoire cohérent, doté d'une culture particulière, refusant dans sa masse l'assimilation culturelle à laquelle on veut le contraindre, ayant montré mille fois, depuis plus d'un siècle, sa conscience de former un groupe ethnico-national particulier... ».

Aujourd'hui, le peuple kurde est écartelé entre quatre États et représente 22,5 % de la population turque, 16 % de la population irakienne, 28 % de la population iranienne et 11 % de la population syrienne.

dur que l'autre, car il est tenu pour une « affaire intérieure » des pays concernés, pays du tiers-monde dominé : la sympathie internationale pour la cause kurde, qui devrait, en principe, aller de soi, n'est pas entrée dans ce cas.

Mais pourquoi le peuple kurde, en dépit de son importance numérique, n'a-t-il pas réussi à créer un État indépendant à l'instar des peuples voisins ? L'auteur kurde Kendal répond bien à cette question en analysant les conditions physiques du Kurdistan — pays de montagnes isolées et sous-développées sans accès à la mer — et surtout les structures sociales (tribales) du peuple kurde ainsi que l'arrière-pensée idéologique et la malvue politique de sa direction. Cette situation le conduira, à travers les trahisons et les retournements d'alliances, de révoltes réprimées en insurrections écrasées. La répression peut être brutale et sanglante, comme en Turquie où, entre 1925 et 1937, un million et demi de Kurdes furent massacrés ou déportés. Elle peut être lente et pernicieuse, comme en Iran. De toutes les façons, le lot quotidien du peuple kurde est fait de dépressions, de dépressions, d'assimilation forcée, de dépressions et de dépressions permanentes, contre la langue et la culture.

Le livre prête une attention particulière aux Kurdes d'Irak et aux mouvements insurrectionnels déclenchés depuis 1961 dans ce

pays. L'enjeu du combat est d'autant plus important que le Kurdistan recèle la majeure partie du pétrole irakien qui représente 55,6 % des revenus totaux de l'État et 72 % de ses exportations. La lutte a porté quelques fruits puisque c'est seulement en Irak que les Kurdes sont considérés comme une « nation » ayant droit à l'« autonomie », du moins en principe.

Car les rebondissements de la guerre ont tonné jusqu'à présent. Ils se sont encore accentués avec la mise en application de cette autonomie et à la détermination, par voie de recensements, des « régions kurdes ». L'épilogue de la dernière guerre a été un modèle de cynisme international. Le 17 mars 1975, le président Boudiène, l'Irak et l'Iran (la C.I.A. agissant en coulisses) ont signé la perte du mouvement dirigé par le meïdan Barzani. Une fois de plus, il apparaît que les distinctions entre régimes autocrates et régimes dits réactionnaires ne révèlent être de pure forme dès qu'il s'agit de minorités nationales. Un scénario en tous points comparable s'était fallu déjà déroulé en 1932 quand « le shah interrompit son aide et les troupes turques empruntèrent le territoire iranien pour encercler les maquisards kurdes ».

Un autre livre, l'Irak nouveau et le problème kurde (2), présente le point de vue du régime baasiste irakien sur le problème. Son auteur, Ali al-Halbi, aujourd'hui délégué de l'Irak à l'UNESCO, a écrit un descriptif du mouvement national kurde, après l'échec de sa tentative de constituer un maquis, s'était rallié à un régime et avait fait une autocritique publique. Son livre est donc une justification à la colonisation marxiste, de la politique de son gouvernement. Il soutient ainsi qu'à la suite de la promulgation de la loi sur l'autonomie du Kurdistan irakien, le 11 mars 1974, la direction barzaniste n'a pas

joué le jeu et, s'alliant à l'impérialisme, a voulu relancer la guerre pour porter atteinte à l'Irak progressiste qui venait justement de nationaliser son pétrole. S'il est vrai que Barzani s'est allié aussi bien à l'Irak qu'aux États-Unis — le peuple kurde a d'ailleurs été membre de cette alliance — Ali al-Halbi passe sous silence le fait que l'assiette territoriale de la région autonome ne couvrait que 51 % du Kurdistan irakien (certaines principales régions pétrolières), que le recensement qui devait avoir lieu à Kirkouk au plus tard le 11 mars 1977 ne fut jamais organisé et que des populations kurdes furent déplacées pour être remplacées par des populations arabes (l'auteur fait allusion à cette dernière mesure prise, selon lui, « pour empêcher l'infiltration de saboteurs étrangers »).

Aujourd'hui, le problème kurde semble devoir rebondir. Les livres qui viennent de paraître, en particulier Les Kurdes et le Kurdistan, fournissent un condensé historique appréciable. Mais, en tenant compte des événements récents du mouvement kurde, on ne pourra fonder son opinion qu'en établissant une nette distinction entre la légitimité de la revendication d'un peuple à l'autodétermination, d'une part, et la politique plus ou moins « progressiste » suivie par sa direction de l'autre. Moins d'un an, en effet, la lutte du peuple kurde ne se prête au manichéisme.

(1) Ouvrage collectif sous la direction de Gérard Challaud, Maspéro, Paris, 1978, 360 pages, 65 francs.  
(2) Editions Khayyat, Paris, 1977, 184 pages, 35 francs.

**LE MONDE diplomatique**

**Abonnez-vous**

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous et une somme correspondant au prix de votre abonnement annuel. Vous recevrez en supplément l'un de nos récents numéros.

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Je vous règle la somme de 65 F pour mon abonnement de un an (douze numéros) au Monde diplomatique, et je reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés ; je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde, au Monde diplomatique, service abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - Tél. : 246-72-23) - MD 678.

Choisissez l'un des numéros suivants :

- 293. Peut-on se fier aux prévisions ?
- 292. Le regain de l'islam en Iran.
- 291. Le Chili des contradictions.
- 290. Une droite triomphante aux États-Unis, mai 1978.
- 289. L'Italie de la violence, avril 1978.
- 288. Le droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mai 1978.
- 287. La démocratie trahie par les manipulations électroniques, février 1978.
- 286. La justice en Grèce, février 1978.
- 285. La gauche française et les contestations soviétiques, décembre 1977.
- 284. La Grèce entre le capitalisme et l'ingénuité, novembre 1977.

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**

Fondateur : Hubert BEUVE-MERBY  
Directeur de la publication : Jacques FAUVET  
Rédacteur en chef : Claude JULIEN  
Rédacteur en chef adjoint : Micheline PADNET

**PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL (en francs)**

**VOIE NORMALE**

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco ..... 85  
Autres pays ..... 85

**PAR AVION (abonnement et taxes) :**

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Liban, Syrie ..... 97  
M. Maroc, Tunisie ..... 97

DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Haute-Volta, Territoires français des Afars et des Issas ..... 106

TOM (sauf T.F.A.L.), Républiques malgache, État comorien ..... 126  
Libye, Égypte, Arabie Saoudite ..... 132

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)  
Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09  
Tél. Abonnements : 820-63-02  
Adr. télégraphique : Journaux Paris

Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie ..... 111  
Birmanie, Brunel, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Mexique, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge ..... 150  
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie ..... 132

Tél. Rédaction : 246-72-23  
Télex : Le Monde 520-972 Paris

D.S. URNE!



Recherches universitaires

L'Océan Indien et le Golfe

Le retrait progressif, annoncé dès 1968, des forces britanniques à l'est de Suez, et le « vide de puissance » ainsi créé, mais aussi les intérêts économiques en jeu, particulièrement l'accès sans entrave au pétrole, ont suscité un nouveau dynamisme stratégique...

quant à l'appréciation de la situation et quant aux mesures concrètes à prendre, le concept même de « zone de paix » reste vague ; des notions essentielles, comme l'étendue géographique de la zone ou le terme de « base » militaire, ne sont pas clairement définies...

Le professeur Djailil consacre une seconde étude à ce Golfe qui, séparant le plateau iranien de la péninsule arabique, fut longtemps appelé persique, mais que le monté des nationalismes tend à priver de tout qualificatif (2). De fait, la compétition des Etats riverains pour la maîtrise de ce bras de mer de l'Océan Indien est vive ; la

Par CHARLES ZORGBIBE

seule voie d'accès au Golfe, mer plus qu'à demi-fermée, est le détroit d'Ormuz ; plus de cent navires le franchissent, chaque jour, par les eaux territoriales d'Oman et de l'Irak, tout autre passage étant interdit par l'existence de hauts fonds ; or la libre circulation est absolument vitale pour assurer la respiration économique des huit riverains — l'Irak, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahreïn, Qatar, les Emirats arabes unis et Oman.

La « paix américaine » substitue, à la fin des années 60, à la présence britannique ; mais elle est ébranlée par la revendication des pays pétroliers et menacée par la montée des forces progressistes en Irak, au Yémen du Sud, au Dhofar, voire à Bahreïn et au Koweït. Au demeurant, les Etats riverains sont unanimes sur la nécessité de contenir les puissances extérieures au Golfe : le « vide » créé par le retrait britannique ne pourrait-il être rempli par une coopération militaire au niveau des pays de la région ? Depuis 1969, l'insécurité d'un système régional de sécurité collective est au centre des préoccupations des pays riverains. Ces dernières années, de nombreux problèmes en suspens ont été réglés — l'Irak a renoncé à ses revendications territoriales sur Bahreïn, le conflit entre l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis s'est atténué, le différend irano-iraélien à propos du Chah-et-Arab a été surmonté...

Mais d'autres questions, qui apparaissent mineures, peuvent dégénérer en conflit ouvert : les revendications irakiennes sur les îles Warba et Bubian (qui appartiennent au Koweït), la délimitation du plateau continental entre l'Irak, l'Irak et le Koweït. Un dialogue inter-régional a été organisé : la conférence des ministres des affaires étrangères des Etats du Golfe, réunie à Mascate en novembre 1978, n'a pas abouti à un résultat concret, mais les relations bilatérales et multilatérales se développent dans les domaines politique, économique, culturel, technique. Dans l'attente de l'établissement d'une véritable sécurité militaire régionale, l'Irak et l'Arabie Saoudite se sont rapprochés, le premier intermettant ses rapports avec le sous-continent indien, la seconde suivant attentivement les bouleversements que connaît le « corne de l'Afrique. Situation classique de coopération-

compétition : les ambitions régionales de Téhéran et de Ryad sont objectivement concurrentes ; mais le front commun est solide face aux visées de l'Irak — encore que la politique de Bagdad se fasse plus conciliante depuis 1977.

Enrichissement pétrolier : mais si le pétrole est la force des pays du Golfe, il est aussi leur faiblesse car « il tend à dominer toute leur vie économique, et à créer une dépendance excessive par rapport à une seule activité économique (à la manière des) pays du tiers-monde qui dépendent de monocultures tropicales ». Courez aux armements — dont l'auteur souhaite réduire les dimensions réelles (le dollar a été fortement dévalué depuis 1970, le prix des armements a doublé, voire triplé), alors qu'approche le « point de saturation ». Le statu quo régional est-il menacé ? M. R. Djailil ne le croit pas : de nombreux facteurs d'instabilité et de vulnérabilité existent, mais les enjeux internationaux sont trop grands... alors que s'esquisse une dépendance pétrolière de l'U.R.S.S. et des autres membres du COMECON, semblable à celle des pays de l'O.C.D.E. Mais un nouveau conflit israélo-arabe pourrait faire ressurgir l'antagonisme entre riverains arabes, traditionnalistes et révolutionnaires...

UNE autre manifestation de la vitalité de l'École iranienne de relations internationales nous est donnée par l'ouvrage collectif, publié à Téhéran, sur les Aspects de la politique étrangère de l'Irak et de la France (3). Parmi d'autres études, on relève celles de Farhad Radsaroch sur les « relations économiques internationales de l'Irak », de la domination de type colonial du dix-neuvième siècle à l'implantation d'une industrie pétrolière au caractère essentiellement extraverti, à la déterioration des termes de l'échange, et à l'émorose, dès 1977, d'un nouveau schéma de croissance qui s'inscrit dans la logique de la division internationale du travail ; de Fatemah Ghadimipour sur les « relations de l'Irak avec ses voisins non arabes », qui évoque l'appartenance de Téhéran au CENTO (ancien pacte de Bagdad) et à l'organisation de coopération régionale pour le développement ; de Djamehid Momtaz sur « l'Irak et le droit international », brillante approche synthétique du comportement iranien à l'égard du droit « des conflits internationaux » et des mutations du droit international, qui tend à expliquer le présent par l'expérience des dernières décennies — d'une part, les attitudes répétées et sans cesse plus graves portées à la souveraineté de l'Irak, et, d'autre part, sa mise à l'écart de la communauté internationale jusqu'à la création de la Société des Nations.

(1) Mohammad Reza DJAILIL, L'Océan indien, PUF, 1978, 127 pages, 20 F. (2) Mohammad Reza DJAILIL, Le Golfe persique : problèmes et perspectives, collection du Centre iranien de recherches en sciences humaines, Daloz, Paris, 1978, 262 pages, 46 F. (3) Aspects de la politique étrangère de l'Irak et de la France, publications du Centre des hautes études internationales, Téhéran, 1978, 212 pages.

La présence navale des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique sont évaluées et interprétées : les deux puissances « planétaires » ne peuvent se désintéresser d'une région de grande importance politico-stratégique ; elles souhaitent avoir la possibilité, en cas de nécessité, d'accorder leur aide et leur soutien aux Etats alliés et amis ou, au contraire, de pratiquer une « diplomatie de la canonnière » ; elles veulent protéger leurs lignes de communication et leurs activités économiques... Au-delà, chacun des deux Grands poursuit sa politique propre. La mission principale de la force nucléaire soviétique est défensive et consistait à « contenir » les sous-marins américains porteurs de Polaris-III et de Poseidon, qui peuvent menacer directement l'U.R.S.S. ; d'autres préoccupations subsistent, il est vrai : renforcer l'influence soviétique, quitte à déstabiliser certaines régions, et réduire l'influence de la Chine, qui ne dispose pas des moyens nécessaires pour maintenir une flotte importante mais fournit un soutien politique et économique, et parfois des armements, à certains riverains. Pour les Etats-Unis, le problème essentiel est de protéger leurs investissements pétroliers du Golfe, d'éviter les problèmes d'approvisionnement, de contrôler le transport du pétrole vers les pays consommateurs ; mais le maintien de leur présence navale et le développement de leur base de Diego-Garcia s'expliquent également par le souci de neutraliser l'avantage dû à la proximité territoriale de l'U.R.S.S.

Peut-on envisager, face à la pénétration des Grands, l'établissement d'une sorte de Monroe afro-asiatique ? L'idée d'une « zone de paix » zone exclusive d'où la rivalité des grandes puissances, les bases militaires étrangères, les armes nucléaires seraient bannies, est sans précédent. L'auteur en retrace la genèse — la première réaction collective des pays afro-asiatiques remonte à la conférence des Etats non alignés réunie au Caire du 6 au 10 octobre 1964 ; l'Assemblée générale des Nations unies se saisit du problème avec sa résolution du 16 décembre 1971 — mais aussi les limites : des désaccords subsistent entre les Etats riverains

UN CAS TYPE DE DOMINATION

L'industrie pharmaceutique au Mexique

Par O. PAREDES-LOPEZ \*

DANS le tiers-monde, 80 à 90% des budgets de santé sont consacrés à l'achat de médicaments, contre seulement 15 à 20% dans les pays industrialisés. Autant de moins pour les autres éléments du développement sanitaire : prévention des maladies, lutte contre la pauvreté. Bien plus que la population, ce sont les fabricants, distributeurs et marchands de médicaments qui bénéficient de cette anomalie. A cet égard, la situation de l'industrie pharmaceutique au Mexique est caractéristique.

Quoique toujours dépendante de la technologie et des investissements étrangers, l'industrie pharmaceutique atteint un niveau élevé de production. En 1976, elle contribua pour 0,4% au produit intérieur brut. La plupart des laboratoires, de type artisanal, emploient moins de quinze personnes. Onze laboratoires seulement, sur 617, ont plus de 500 employés. Cette concentration se retrouve dans l'implantation géographique : la grande majorité des laboratoires (81%) sont installés à Mexico ou dans sa banlieue. La première entreprise étrangère à installer au Mexique fut, en 1917, Warner-Lambert, comme importateur. Au cours des années 30, plusieurs entreprises s'implantèrent pour fabriquer des médicaments à partir de matières premières importées. Les grandes sociétés internationales commencèrent à s'installer sur le marché mexicain à partir de 1950 : 38 des 41 plus importantes firmes pharmaceutiques mondiales ont réalisé des investissements au Mexique. Aujourd'hui, les entreprises étrangères contrôlent 85% du marché des médicaments.

PHENOMENE caractéristique du sous-développement plus de la moitié des matières premières destinées à l'industrie pharmaceutique sont importées (1). Ces importations sont coûteuses : 74 millions de dollars en 1976. Les exportations, d'importance essentiellement contrôlées par les sociétés multinationales. Depuis 1975, le gouvernement a créé une entreprise destinée à intervenir de façon croissante sur ce marché. Le Mexique connaît la même prolifération de marques et de produits

que le monde industriel : 12 000 médicaments différents, sans que cette diversité coïncide nécessairement avec un progrès médical. On compte, par exemple, 2 200 antibiotiques dont 350 à partir de la seule ampicilline. Chers, luxueusement présentés, ces médicaments ne correspondent pas aux besoins d'une population dont la majorité n'a pas les moyens de se les procurer.

Pour un même produit, issu du même laboratoire, la publicité et la notice varient d'un pays à l'autre : des notices sont réduites ou supprimées. Certains médicaments, dont l'usage a été limité — voire interdit — dans leur pays d'origine, sont en vente libre en Amérique latine. La diplomatie, par exemple, qu'aucune des firmes internationales qui distribuent en Amérique latine ne pourrait vendre aux Etats-Unis. Les pays du tiers-monde comptent un médecin pour 10 000 habitants (contre un pour 1 000 ou moins dans les pays industrialisés), largement tributaires, pour s'informer sur les médicaments, de la publicité des entreprises pharmaceutiques (2). L'insuffisance du personnel médical est aggravée par le refus d'étudier les conditions spécifiques du pays : les entreprises ne cherchent pas à s'adapter aux besoins de la population. Ainsi le médicament le meilleur marché pour traiter les amibes (maladie très fréquente dans la région) est-il vendu dix fois son prix de fabrication.

L'industrie pharmaceutique se défend en arguant des difficultés à surmonter pour découvrir, puis commercialiser, un produit. La découverte d'une substance nouvelle exige de 4 000 à 5 000 synthèses ; le coût moyen de la recherche est de 24 millions de dollars, et il s'écoule entre cinq et dix ans avant qu'on puisse le commercialiser. Le nombre de substances nouvelles introduites sur le marché mondial est tombé de 62 en 1961 à 33 en 1970. Ainsi se justifient les prix élevés des médicaments. Les grands laboratoires internationaux des-

tinant à la recherche et au développement environ 10% du produit de leurs ventes (et la même somme à la publicité) ; en Argentine, au Brésil et au Mexique, le gouvernement et l'industrie y consacrent ensemble moins de 1%, surtout utilisé pour l'adaptation de technologies créées dans les pays industrialisés. L'industrie pharmaceutique emploie 88 700 personnes au Mexique, soit 0,5% de la population active, dont 46 700 dans la production et 42 000 dans la publicité et la distribution. Son chiffre d'affaires s'élève à 440 millions de dollars, soit 1% du P.N.B., et pourrait doubler d'ici à 1982. Achetant plus du quart de la production, le gouvernement pourrait créer une industrie nationale et déterminer l'orientation de la politique sanitaire.

La médecine sociale a fait de grands progrès en Amérique latine ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire, dans les campagnes en particulier. La domination du marché des médicaments par des firmes multinationales — plus soucieuses de rentabilité commerciale que de responsabilité sociale, s'est traduite par la prolifération des marques et la hausse des prix. Les profits réalisés dans ce secteur en 1976 ont représenté, au Mexique, plus de 40% des investissements. Le comportement éthique de ces firmes est sujet à caution lorsqu'elles distribuent n'importe quel médicament ou éliminent les contre-indications de leur publicité.

A l'heure où les firmes multinationales se présentent elles-mêmes comme le moteur du développement, c'est sur de tels actes qu'il faut jurer leurs belles paroles.

(1) O. Paredes-Lopez, « Consideraciones sobre la actividad de las Empresas Farmacéuticas en México », Comercio Exterior, août 1977, pages 982 à 991. Cf. aussi David Schwartzman, « Innovation in the Pharmaceutical Industry », The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1978, et Robert J. Ledogar, « Drug for Profit », U.S. Food and Drug Administration in Latin America, DDCO, North America, New-York, 1975. (2) Cf. L'emprise des géants de l'industrie pharmaceutique dans le tiers-monde, par Sanjaya Lall, Le Monde diplomatique, juillet 1978.

LA DOMINATION DES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES ETRANGERES AU MEXIQUE EN 1975

Table with 4 columns: Entreprises, Pays d'origine, Part des ventes (en %), and a second set of columns for more companies. Includes entries like Boehringer Ingelheim, Ciba-Geigy, Pfizer, etc.

a) Associée avec Hoechst. b) Associée avec Am. Home Products. c) Les seules entreprises mexicaines à ce niveau. Sources : M. María y Campos, Banco Nacional de Comercio Exterior, Mexico, 1977.

La nouvelle condamnation d'Alger Hiss

APRES plus d'un quart de siècle, l'affaire Alger Hiss n'est toujours pas close. C'est en 1952 que ce haut fonctionnaire du département d'Etat, accusé d'espionnage au profit de l'Union soviétique, fut condamné pour faux témoignage. Depuis, il ne cesse de proclamer son innocence. L'affaire soulevée, aux Etats-Unis, une légitime passion, et cela pour diverses raisons.

D'abord, parce que les faits remontent au New Deal et mettent en question la politique suivie à une époque où des personnalités libérales de gauche étaient associées à la politique rooseveltienne. En second lieu, parce qu'une éventuelle révision du procès serait aussi une révision du maccarthysme. Enfin, parce qu'un homme aujourd'hui discrédité se distingue dans la campagne contre Alger Hiss, le jeune député Richard Nixon, dont il serait superflu d'évoquer la carrière ultérieure.

Or voici qu'au début de 1978 paraît un gros livre de plus de six cents pages, Parjury : The Hiss-Chambers Case (1), par Allan Weinstein, professeur d'histoire. L'auteur a fait savoir qu'il avait entrepris son travail avec la conviction qu'Alger Hiss était innocent et que son principal accusateur, l'ancien communiste Chambers, avait menti. Mais, après cinq ans de recherches, d'examen des documents et d'entrevues de témoins, il arrive à la conviction, solidement étayée sur des arguments qui s'accumulent à la perfection, qu'Alger Hiss était bel et bien coupable.

Aussitôt, la presse unanime consacre cette nouvelle condamnation d'Alger Hiss et couvre d'éloges le livre scrupuleux du professeur Weinstein. Ce faisant, elle rassure un public qui garde mauvais souvenir de la « chasse aux sorcières » des années 50 : la justice américaine ne s'est pas trompée, et le tuteur président Nixon, qui s'était fait connaître en se déchaînant contre Alger Hiss, n'avait pas bâti sa douteuse carrière politique sur une monstrueuse accusation. Pour beaucoup, l'affaire Alger Hiss était une « affaire Dreyfus ». Les voilà rassurés.

Mais, quelques semaines plus tard, Victor Navasky, directeur de l'hebdomadaire de gauche The Nation, consacre au livre de Weinstein un long article. Il a pris contact avec plusieurs témoins directement interrogés ou d'examen des documents et d'entrevues de témoins, il arrive à la conviction, donne des résultats stupéfiants : les témoins contenaient sans la moindre ambiguïté les propos qui leur ont été prêtés par Weinstein pour étayer sa thèse de la culpabilité. Quelques semaines plus tard, The Nation publie les lettres reçues de plusieurs autres personnes citées dans le livre de Weinstein : certaines sont convaincues de la culpabilité de Hiss, d'autres le croient innocent, mais toutes démentent les propos que Weinstein leur attribue ou affirment que ces propos, cités hors du contexte, avaient une tout autre signification (2). Curieusement, le professeur Weinstein, invité à répondre à ce flot d'objections, a décliné la proposition de The Nation et a répondu dans un autre hebdomadaire, dont les lecteurs ne connaissent pas les gretes dont il tentait de se justifier.

Pas plus que le livre de Weinstein — qui a cependant emporté la conviction de certains sceptiques — ne pouvait prouver la culpabilité d'Alger Hiss, les graves erreurs de fait relevées dans son ouvrage ne sauraient prouver l'innocence du condamné. Mais l'accueil enthousiaste réservé au livre illustre la constance avec laquelle la bonne conscience des uns s'efforce de dissiper les scrupules des autres. Toujours est-il que l'« affaire Hiss » n'est pas une « affaire Dreyfus », expression qui est passée dans le langage courant aux Etats-Unis, où elle est toujours utilisée à connotations : car, l'affaire Dreyfus, ce n'est pas la condamnation du capitaine sur la foi d'un faux document, c'est la longue campagne contre un verdict infamant jusqu'à la réhabilitation de l'innocent condamné. Il n'y a jamais eu d'affaire Dreyfus aux Etats-Unis...

C. I.

(1) Allan Weinstein, Parjury : The Hiss-Chambers Case, édité Alfred A. Knopf, New-York 1978, 674 pages, 15 dollars. (2) Victor Navasky, « The Case Not Proved Against Alger Hiss », The Nation, 8 avril 1978. Voir aussi la correspondance dans The Nation du 22 avril 1978 et les lettres publiées dans les numéros du 6 mai et du 17 juin 1978.

NDANCE

UN BAYS EN CRISTE POUR COMPRENDRE LES CAUSES DU CHANGEMENT L'IRAN par MAJID MOZAFARI

MENTS FRANCE

## Après sept ans de dictature militaire

# L'ÉCHEC DE LA DÉMOCRATISATION EN BOLIVIE

Par YVON LE BOT\*

« Le général Juan Pereda est entré ce matin au palais du gouvernement pour y assumer ses nouvelles fonctions de président de la République, c'est d'un complet bien et accompagné d'une escorte dont les membres sont tous différents de ceux qui entouraient l'ex-président Banzer. »

C'est par cette seule phrase, banale et lapidaire, qu'une station de radio bolivienne, réputée indépendante, résumait la situation au matin du samedi 22 juillet, après trois journées particulièrement riches en événements : le 19, le tribunal électoral avait annulé les élections du 9 juillet et suggéré la convocation de nouvelles élections ; formellement, la demande d'annulation avait été présentée par le vainqueur officiel, le général Pereda, alors que le principal candidat de l'opposition, l'ex-président Hernan Siles Susazo, dont la victoire était admise dans les milieux les plus divers, avait entamé la veille une grève de la faim et que les mineurs annonçaient un arrêt de travail pour protester contre la falsification des résultats et exiger le respect du « verdict populaire » (1) ; le 20, Pereda, qui avait justifié la demande d'annulation par un discours sur la nécessité d'éviter les affrontements et d'instituer une société pluraliste, prenait la tête d'un soulèvement civilo-militaire orchestré par des groupes de tendance fasciste, et appuyé sur les fameux Rangers et

l'armée de l'air, qui, parti de Santa-Cruz et de Cochabamba, allait menacer la démission inattendue du général Banzer, quinze jours avant le terme intermédiaire de trois heures pendant lesquelles le pouvoir fut assumé par un triumvirat par celui dont il avait fait lui-même le candidat officiel à sa succession. Banzer, habituellement meilleur stratège, n'avait sans doute pas prévu que ses dissensions croissantes avec son dauphin et avec des secteurs importants de l'armée allaient déboucher sur un coup d'État rappelant étrangement (les morts en moins) celui qui l'avait porté au pouvoir sept ans auparavant.

Malgré les premières déclarations du nouveau président garantissant les libertés syndicales, le respect des droits de l'homme (2) et la poursuite du processus de démocratisation (mais les nouvelles élections sont renvoyées à 1980), il est difficile d'imaginer un échec (provisoire ?) plus catastrophique de la politique de transition des régimes militaires vers des régimes civils, politique soutenue par le président Carter et dont la Bolivie devait constituer le premier exemple en Amérique latine.

Il aura fallu à Pereda deux coups d'État pour prendre le pouvoir : l'un, sous forme de fraude électorale, dirigé contre le rejet du régime militaire par le vote populaire ; l'autre contre le

Heux de vote), prise de position des forces armées en faveur du candidat officiel, etc. Un journaliste local observait « des signes évidents de ce que les candidatures de l'opposition ne pourront pas traduire dans la scrutin les résultats réels qu'ils obtiendront dans les urnes » (3). Les observateurs internationaux présents le 9 juillet dénonçaient, dans un document ferme et circonstancié, les irrégularités dont ils avaient été les témoins. Les partis nationaux d'opposition alliaient fournir des preuves multiples d'intervention des militaires dans le cours électoral, de substitution des bulletins de vote déposés dans les urnes, d'apparition d'urnes et de tables électorales « fantômes », d'altération des résultats, etc. Enfin, lorsque, devant tant d'évidences et de pressions diverses, en particulier américaines, le tribunal électoral se résolut à annuler les élections, le nombre des votants dépassait celui des inscrits.

Pourquoi les partisans du général Pereda ont-ils dû recourir à ces procédés à l'occasion d'élections dont il semblait acquis qu'elles devaient assurer sa victoire et, sur des bases constitutionnelles, la continuité du régime mis en place par le coup d'État de 1971 ?

Le vote du 9 juillet revêt les caractéristiques d'une vaste protestation contre la politique économique du régime et sa politique répressive. La prospérité économique de ces dernières années n'a profité qu'à une minorité : comme au Pérou et au Brésil, 20 % de la population occupent plus de 60 % du revenu. De décembre 1971 à décembre 1977, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 33 % en moyenne. Et jusqu'à ce qu'une grève de la faim massive l'oblige à une ouverture relative, le gouvernement militaire s'est efforcé d'étouffer toute démocratie dans le pays. Ont été victimes de cette situation les paysans, les mineurs, les ouvriers mais aussi de nombreux secteurs des classes moyennes, ce qui explique au grand étonnement de cette situation les paysans, dont le succès de M. Hernan Siles, dont la candidature se présentait comme celle d'une opposition civile et pluraliste. Le régime militaire a également beaucoup pesé dans ces élections : il explique le succès de MM. René Bernal et Victor Paz dans leur département d'origine respectif : il s'est manifesté dans le soutien

obtenu par Pereda à Santa-Cruz. Chaque candidat a ses fiefs, mais plus généralement on peut observer une réaction des départements « oubliés » de l'Ouest et du Sud contre un régime qui a privilégié deux pôles de développement : La Paz et Santa-Cruz (malgré cela, la capitale du pays a voté à gauche).

La surprise est surtout venue des paysans, dont peu d'observateurs attendaient qu'ils rejettent aussi clairement le régime militaire. On savait déjà que le « pacte militaire-paysan », instrument d'encadrement de la paysannerie mis en place par Barrientos et pièce maîtresse de la dictature Banzer, avait souffert durant les dernières années de l'apparition des campagnes d'un nouveau syndicalisme et des conséquences d'une politique gouvernementale profondément anti-paysanne (confinant dans les massifs de la vallée de Cochabamba en janvier 1974). La Confédération nationale paysanne (C.N.P.), entièrement contrôlée par les autorités, cédait du terrain devant la poussée des organi-

sations d'opposition : le Mouvement indien Tupaj Katari (MITKA), se réclamant du nationalisme indigène ; la Confédération indépendante paysanne, contrôlée par le F.C.M.I., affiliée à la COB (Centrale Obrera Boliviana), et présente surtout dans les départements de Santa-Cruz et de Cochabamba ; et, plus encore, le Mouvement révolutionnaire Tupaj Katari, dirigé par le paysan-aymara Genaro Flores, partisan de l'autonomie et de l'autogestion paysanne, et implanté principalement dans l'Altiplano. Alors que la première de ces organisations a présenté, sans grand succès, son propre candidat aux élections (pour la première fois un paysan « ymá » briguant la présidence suprême d'un pays dont la population est à 65 % indigène), et que le dirigeant de la centrale « indépendante » était le candidat du Front révolutionnaire de la gauche (F.R.I.), la troisième organisation citée se transformait en l'un des éléments les plus dynamiques de l'U.D.F. et des plus décisifs dans le succès remporté par cette coalition

### La colère d'un peuple

Le succès tient aussi en partie à l'appropriation partielle par M. Hernan Siles du capital de sympathie que le M.N.R. (Mouvement national révolutionnaire), auteur de la réforme agraire, conserve de nombreuses campagnes. Il est à noter, cependant, que M. Victor Paz, chef historique de la « révolution de 1952 », obtient plus de voix (au point semblable à celui de son père) dans les départements où la réforme agraire a connu un moindre degré d'application que dans ceux où elle a débouché sur une réelle distribution des terres aux paysans. Tout se passe comme si la paysannerie de l'Altiplano considérait comme terminée la mission historique du M.N.R. « historique ». Les paysans ont maintes fois exprimé d'autres revendications que la terre (même si leurs parcelles sont souvent trop étroites) et se tournent vers des organisations et des partis politiques qui se défendent pas un acquis mais cherchent à promouvoir des revendications relatives aux circuits commerciaux, à la discrimination régionale, etc.

Comment expliquer ce surgissement sur le devant de la scène politique, au niveau des candidatures et de la campagne électorale comme au niveau des élections, d'un candidat au meilleur secteur d'origine d'origine ou d'origine victime de l'oligarchie militaire ? La « révolution de 1952 », en leur faveur, a été cherchée et réussie à faire des paysans une masse électorale du M.N.R. La candidature Pereda, proposant la poursuite de l'œuvre de Banzer et soumise par une fraction importante de la P.S.B. (Parti socialiste bolivien), ennemie déclarée de la réforme agraire, offrait quant à elle, peu d'attrait à ce secteur de la population. Dans le vote paysan du 9 juillet, il faut voir l'expression d'un mouvement autonome, d'une révolte contre un régime et un type de croissance économique dont les paysans ont été les principaux victimes. La dictature, en imposant le blocage des prix à la production, a favorisé l'enrichissement des intermédiaires au détriment de cette masse d'exploitants familiaux (plus de la moitié de la population active) qui fournit la nourriture de base des quelque cinq mil-

lions de Boliviana. Selon un rapport récent de la mission Musgrave, plus de 80 % des familles les plus pauvres (revenu annuel moyen per capita : 75 dollars) appartiennent au secteur agricole traditionnel.

Le réveil politique des paysans a éclipsé quelque peu l'attitude des mineurs, regroupés dans la Fédération syndicale des travailleurs (F.S.T.M.B.), qui ont toujours été le noyau dur de l'opposition au régime et n'ont jamais accepté les coordonnateurs nommés par le pouvoir pour contrôler les syndicats. Alors qu'ils sont les principaux auteurs de la croissance économique caractéristique des années 1971 à 1976, leur pouvoir d'achat a diminué de plus de 40 % dans cette période, et ils ont été aussi, durement frappés par la répression : districts miniers occupés par l'armée, dirigeants emprisonnés ou exilés, etc.

Il n'est pas étonnant qu'ils aient massivement porté leurs voix à gauche. Cependant, confirmation d'une tendance qui s'était déjà manifestée lors des élections des responsables syndicaux de la mine Siglo XX, l'U.D.F. a, ici aussi, capitalisé le mécontentement populaire au détriment du F.R.I., dont on attendait un meilleur secteur d'origine d'origine originaire Domitila Chungara, candidate du front d'extrême gauche à la vice-présidence. Au lendemain des élections, M. Juan Lechin, secrétaire général de la P.S.B., a déclaré depuis plus de trente ans, allié au F.R.I. à reconnu son demi-échec et le bien-fondé de la stratégie adoptée par une gauche plus modérée. Cet aspect des élections risque d'avoir des répercussions sur l'orientation et la cohésion du mouvement ouvrier bolivien, qui se caractérise, depuis des décennies, par son unité et l'importance de son sein d'une extrême gauche aujourd'hui affaiblie (les premières victimes de la marginalisation sont les trotskistes, divisés en plusieurs groupes irréconciliables). Or, dans un pays où les syndicats ont traditionnellement fait preuve d'une plus grande responsabilité politique que les partis, le sort du gouvernement institué par le coup d'État du 21 juillet dépendra en grande partie de la capacité d'opposition des secteurs populaires.

### L'avenir incertain du régime

Si les élections ont démontré que le général Pereda ne peut pas compter sur un soutien populaire, il reste qu'il possède des appuis non négligeables dans des secteurs stratégiques. Les partisans de la « continuité », pour qui une victoire de la gauche était et reste inacceptable, se recrutent principalement parmi les bénéficiaires de la politique économique menée depuis 1971 : propriétaires des mines privées de l'Altiplano, bourgeoisie agraire de la région de Santa-Cruz, financiers, industriels, commerçants, propriétaires, plus le sommet de la hiérarchie militaire et la techno-bureaucratie (civile et militaire) des ministères, des institutions et grandes entreprises publiques. La danse des millions a permis à cette classe dirigeante (la « voivocatie », comme on l'appelle à La Paz) d'entretenir une clientèle nombreuse (le nombre de fonctionnaires, par exemple, a presque doublé depuis 1971) à travers laquelle elle pensait exercer, sur l'ensemble de la population, un contrôle suffisant pour imposer la victoire électorale de Pereda. Elle lui aura servi à imposer la fraude puis le coup d'État. Il est vrai qu'à ces deux occasions le nouveau président et ses proches ont fait preuve d'un goût du pouvoir et d'une absence de scrupules qui ont provoqué de sérieuses réserves dans d'importants secteurs de la classe dirigeante elle-même. L'équipe dont s'est entouré Pereda illustre son isolement politique. Saura-t-il se concilier deux sources obligées de pouvoir en Bolivie : les forces armées et l'ambassade américaine ?

Si le haut commandement militaire a décidé, en avril dernier, d'appuyer son soutien à la candidature lancée en décembre par Banzer et si, de fait, les forces armées ont participé activement à la fraude électorale, les conditions de la « victoire » de cette candidature sont loin de faire l'unanimité.

Quant au gouvernement des Etats-Unis, il s'est montré réservé mais prudent, et son intervention n'est en

rien comparable à la pression exercée sur le gouvernement de Banzer lors des élections en République Dominicaine. Il est vrai qu'un envoyé du gouvernement américain avait déclaré, dès le mois de mai, lors de son passage en Bolivie, que la forme d'un gouvernement est moins importante que ses actions. Faut-il comprendre que le général Pereda ne sera jugé que sur ses actions à la tête de l'Etat ? Mais de quel côté et de quel côté disposera-t-il pour prendre des décisions dans des questions particulièrement épineuses comme celle des rapports avec les voisins et en particulier le Chili (4), sinon de ceux que l'on croit bien lui accorder Washington ? Or le dernier en date des coups d'Etat boliviens n'est pas autre chose qu'un camouflet à la politique du président Carter en Amérique latine.

A moins de parvenir à faire oublier les circonstances qui ont entouré son accession au pouvoir, Pereda ne risque-t-il pas de se retrouver à terme dans la position de devoir demander son coup d'État après avoir demandé l'annulation des élections puis l'annulation de cette annulation ?...

(1) Sur le cours des événements ayant conduit aux élections, voir Alain Lebot. « Des élections arachées par l'action des femmes, des syndicats et de l'Etat en Bolivie », *Le Monde diplomatique*, juillet 1978.

(2) Si le coup d'État du 21 juillet n'a pas fait de morts, il n'en a pas moins été accompagné de violences à l'égard d'opposants et dirigeants syndicaux, de journalistes et de membres de l'Association permanente des droits de l'homme. Une étroite paysannerie dans les vallées orientales proches de la capitale a été durement réprimée (plusieurs victimes) et la zone occupée par les Rangers.

(3) I.P.E. *Información Política y Económica*, bulletin hebdomadaire d'information, 3 juillet 1978.

(4) Sur le problème de la revendication bolivienne d'une « ouverture » maritime, voir Thierry Malinvaud, « Rivalités territoriales entre le Chili, le Pérou et la Bolivie », *Le Monde diplomatique*, septembre 1977. Depuis cette date, la Bolivie a de nouveau rompu ses relations avec le Chili.

### Des élections frauduleuses

LES élections du 9 juillet ont donné lieu à une fraude massive, dont le point culminant a été atteint trois jours après le vote, lorsque le tribunal électoral a annoncé des « modifications » aux résultats initiaux, en raison d'erreurs dans la transmission des données. Du jour au lendemain, le général Pereda, candidat officiel, se retrouvait avec la majorité absolue nécessaire à son élection directe sans vote parlementaire, grâce à l'attribution de plus de cinquante mille voix supplémentaires dans le département de Potosí. M. Hernan Siles, jusque-là largement en tête dans ce département, s'y voyait retirer environ sept mille voix. La suite devait confirmer que les autorités, surprises par l'ampleur du succès obtenu par l'opposition, avaient décidé de manipuler les urnes et les chiffres. Les premiers résultats avaient, en effet, donné l'avantage au candidat de la

coalition de gauche U.D.F. (Union démocratique populaire) à Potosí et dans deux autres départements stratégiques : La Paz et Chuquisaca ; en fin de parcours, seule cette dernière victoire lui était reconnue. Le général René Bernal, candidat de la démocratie chrétienne, l'emportait quant à lui dans le département d'Oruro, ainsi que, probablement, dans celui de Cochabamba, et l'opposition était en passe d'avoir la majorité au Parlement, ce qui devait déboucher sur un changement de régime.

En réalité, malgré la promesse faite par le général Banzer de garantir l'impartialité de la consultation électorale, les mécanismes de la fraude avaient été mis en place avant le scrutin : modifications à la loi électorale (dont l'une rendait problématique la transmission des bulletins des candidats d'opposition sur les

## Al Bank Al Saudi Al Fransi

(The Saudi-French Bank)

P. O. BOX 1

JEDDAH, SAUDI ARABIA

est heureuse d'annoncer l'ouverture de sa succursale, le

23 septembre 1978, à

### RIYADH

Adresse : Airport Road P.O. Box 1290

Téléphones : 60284 - 60288 - 63769

Télex : 201428 SJ SAFRIA

Cables : SAFBANK

JEDDAH - RIYADH - DAMMAM - AL KHOBAR

Une société anonyme saoudienne en association avec

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

كندا من الأصل

Une nouvelle progrès h ou myst

Lire pages 18 à 21 : PAGES 18 et 19 : Suite de l'article... PAGES 20 et 21 : Suite de l'article...

OLIVIE



(Photo Gilbert Usan - Gamma.)

# Peut-on limiter la course aux productions militaires?

Reactions apparemment contradictoires : les peuples succombent à vivre dans un monde surarmé, s'indignent épisodiquement parce que des sommes astronomiques sont affectées aux productions militaires, et ne s'intéressent que fort distraitement aux négociations tendant à freiner la course aux armements. Il est vrai que ces négociations, au fur et à mesure que les équipements militaires devenaient plus sophistiqués, prenaient à leur tour un caractère plus technique qui peut parfois en rendre la compréhension plus difficile. Il reste que, derrière les arguments des experts, subsistent les éternelles questions qui ont toujours pré-

sidé aux débats sur la guerre et sur la paix, questions d'abord politiques dont la technicité des engins ne modifie pas vraiment la nature.

C'est sans grand succès que les Nations unies ont consacré au problème du désarmement une session spéciale devant laquelle le président Giscard d'Estaing a voulu se présenter en personne. Un seul fait nouveau mérite de retenir l'attention : les Etats-Unis et l'Union soviétique ne sont plus coprésidents du comité de désarmement de Genève, au sein duquel la France occupera le siège qu'elle laissait vacant depuis le général de Gaulle.

Pour tenter de faire le point, le Monde diplomatique a organisé, au siège de l'Académie diplomatique internationale, à Paris, un grand colloque auquel ont participé, outre les auteurs des communications que nous publions ici, Mme Waldheim-Natural, chef du Centre pour le désarmement de l'ONU, dont le bureau est à Genève, et MM. Sean Mac Bride, prix Nobel et prix Lénine de la Paix, Pierre-Christian Taftinger, parlementaire en mission auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du désarmement, Rodovan Vukadinovic, professeur de sciences politiques à l'université de Zagreb, Gharekhan, ambassa-

deur, représentant permanent de l'Inde auprès des Nations unies à Genève, et Claude-Albert Colliard, directeur de l'U.E.R. d'études internationales à l'université de Paris-I.

Nous regrettons de ne pouvoir publier toutes les communications présentées au cours de ce colloque et de devoir retenir uniquement celles qui concernent des problèmes relativement généraux (nouvelle approche, non-prolifération, ventes d'armes) et l'analyse des positions des Etats-Unis, de l'Union soviétique et des pays du tiers-monde.

Une nouvelle approche : progrès historique ou mystique ?

## Du désarmement à la « maîtrise des armements »

Par CHARLES ZORGBIBE \*

COMMENT surmonter le paradoxe d'un monde où coexistent l'arme de destruction absolue et l'état de souveraineté absolue, de ce monde de « l'intolérance insupportable par la désarmement », pour reprendre le constat de Jean Laloy ? La préoccupation du désarmement ne date certes pas de 1945 : du traité de Westphalie qui, en 1648, introduit l'idée d'un désarmement régional partiel, à la conférence de La Haye, qui, en 1899, suggère la réduction des forces armées et l'interdiction de certains types d'armes, et à l'article 8 du pacte de la Société des Nations, qui proclame que le maintien de la paix « exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune », les notions de réduction des forces, de délimitation, de désarmement, ont cheminé dans la conscience des peuples et de leurs gouvernements les plus éclairés.

A la fin du second conflit mondial, le désenchantement suscité par les échecs de l'année deux-guerres, le fait aussi que, si le monde est surarmé, les armements sont concentrés dans les mains des grandes puissances victorieuses sur lesquelles va reposer la responsabilité du maintien de la paix, expliquent la place modeste occupée par le problème du désarmement dans la charte des Nations unies ; les rédacteurs de l'article 28 veulent rompre avec l'idéalisme juridique et moral des fondateurs de la Société des Nations ; le désarmement n'est plus présenté comme une panacée, mais comme un moyen parmi d'autres de favoriser la paix et la sécurité en ne « détournant vers les armements que le minimum des ressources économiques et humaines du monde ». Mais l'échec, dans la réalité, des mille sojels des explosifs nucléaires, le 6 août 1945, au lendemain de l'adoption de la charte de San-Francisco, confère à la question du désarmement, ou de la limitation des armements, une acuité plus vive et une complexité inattendue.

Sans doute sommes-nous, désormais, chaque jour, « à la veille de la fin des temps ». « Il fallait bien qu'un jour l'humanité fût mise en possession de ses motifs », constate Jean-Paul Sartre. Du même coup, ressurgit la très ancienne interrogation sur la nature de la société internationale : l'impossible maintien de l'état d'anarchie, l'indivisible équilibre vers l'état de société. De fait, l'arme atomique n'est pas à la source de l'angoisse du monde moderne ; elle est l'affirmation de cette angoisse, l'accomplissement d'un grand désordre interne, et comme la cristallisation de la fois totalitaire de notre temps. Lorsque Einstein et d'autres savants émigrés d'Europe font porter au président Roosevelt le message qui arrêtera la découverte des premiers, il est vrai qu'ils sont également animés par un espoir plus secret : fonder sur

l'apparition de l'arme absolue, sur la menace très réelle d'un désastre commun, pour la première fois dans l'histoire, une « cité humaine » à l'échelle du monde, une « démocratie mondiale » — ainsi, selon le secrétaire à la guerre Stimson, « pourrait être renversé le cours de la civilisation ». Le Bulletin des savants atomistes américains s'orne d'une horloge : la petite aiguille marque minuit, la grande s'en approche ou s'en éloigne selon les fluctuations de la politique internationale. « Le compte à rebours définit l'unique horaire, tous les mortels sont voyageurs du train humanité, le monde est à ce point là », écrit André Gide. Puisque la lutte à mort ne pourrait conduire les adversaires nucléaires qu'à l'holocauste final, l'arme absolue devrait discipliner, ordonner, unifier les conduites sur la scène internationale.

### Les initiateurs de l'ère atomique

LA réalité internationale d'aujourd'hui répond-elle aux attentes des intellectuels de Roosevelt, ces initiateurs de l'ère atomique ? Les débats furent difficiles. Par la toute première des résolutions qu'elle vota, le 24 janvier 1946, l'Assemblée générale des Nations unies « crée une commission de l'énergie atomique », composée des onze membres du Conseil de sécurité et du Canada. En juin 1946, le délégué américain, Bernard Baruch, saisit la commission d'un projet rédigé par les experts américains, parmi lesquels Oppenheimer, proposant la mise en place d'une « autorité du développement atomique », qui serait chargée de contrôler la production mondiale de matières fissiles. Le délégué soviétique, M. André Gromyko, rejette ce plan, car il se refuse au contrôle international des installations atomiques soviétiques ; il préconise, en retour, l'interdiction de la production d'armes atomiques et la destruction des stocks existants. L'impasse est totale — de même que sera rapidement totale l'impasse au sein de la commission des armements du type classique, créée le 13 février 1947 par le Conseil de sécurité, — le délégué soviétique demandant la réduction proportionnelle au tiers de toutes les forces terrestres, aériennes et navales, tandis que les puissances occidentales réclament le recensement préalable des armements existants et se heurtent au veto de l'Union soviétique, qui craint, ici encore, l'espionnage légalisé.

Quatre ans plus tard, les positions semblent plus fluides. Le 30 septembre 1954, le délégué soviétique, Vychinsky, accepte, devant l'Assemblée générale des Nations unies, un plan de compromis franco-britannique déposé trois mois plus tôt : ainsi l'U.R.S.S. renonce-t-elle à l'interdiction préalable des armes nucléaires et se rallie-t-elle à la progressivité dans le désarmement, à l'imbrication des mesures classiques et nucléaires, voire au principe d'un contrôle « dépendant des pouvoirs nécessaires », au moins pour les der-

nières étapes. Mais ces progrès sont remis en question lors de la conférence de Genève, du 18 au 23 juillet 1955, nulle communication réelle ne pouvant être établie entre les monologues clos des chefs d'Etat ou de gouvernement. Le vrai tournant est abordé en 1961, par les deux Super-Grands. En septembre, les négociateurs américains et soviétiques, McCloy et Zorine, publient une « déclaration de principes » commune : le désarmement sera général et complet, mais sa réalisation sera progressive, par étapes de durée déterminée ; les mesures devront être équilibrées « de telle sorte qu'à aucun stade une des parties ne se trouve favorisée » ; un contrôle « approfondi » sera assuré, en liaison avec une organisation internationale du désarmement. Par deux déclarations précédentes, le 21 avril 1961, les gouvernements de Moscou et de Washington s'étaient engagés à reprendre les négociations « dans un organisme approprié » ; ainsi apparaît le comité des Dix-Huit, formé de puissances occidentales, socialistes et non alignées (le comité compte, en réalité, dix-sept membres, la France refusant de siéger) ; les deux Super-Grands en assurent la coprésidence permanente, réduisant parfois les autres participants au rôle de « figurants ».

La déclaration McCloy-Zorine s'assignait comme objectif le « désarmement général et complet ». En fait, la convergence américano-soviétique qui se manifeste désormais va entraîner l'abandon de la perspective d'une réduction générale des armements : depuis juin 1964, a été interrompu l'examen d'un « traité général de désarmement », dont seuls le préambule et quatre articles (sur une trentaine) avaient été adoptés ; et, le 14 mars 1972, Mme Alva Myrdal, ambassadrice suédoise du comité de désarmement, constatant la vanité de ses efforts... Les deux principales puis-

sances préfèrent la négociation d'accords partiels, sélectifs, dans des domaines où leurs intérêts ne sont pas inconciliables et où le contrôle ne pose pas de problème technique insurmontable. Il s'agit, en fait, de contourner, à défaut de le résoudre, le « dilemme du désarmement » — dont l'obstacle au contrôle révèle la nature : « Dans ce jeu à motivation mixte, écrit Jean-Pierre Cot, le danger de trahison est trop élevé pour que les acteurs puissent tenter la collaboration ». Au désarmement jugé impossible, sont donc substituées des formules nouvelles et plus modestes, qui relèvent d'une tout autre philosophie, celle de la « maîtrise des armements ».

Ainsi la conscience de leur responsabilité nucléaire commune a-t-elle incité les Super-Grands à rationaliser, à codifier leurs rapports : devant la considération du risque collectif, la terreur est lentement convertie en ordre mondial ; les traités conclus sont autant de moyens de communiquer, d'extérioriser la dissuasion, de rappeler le partenaire au bon sens. Jusque-là, le désarmement était trop souvent considéré comme une politique distincte, autonome, favorisée par les idéalistes et autres « colonnes », combattue par les « faucons » ; aux militaires revenaient les études stratégiques, aux juristes et aux diplomates les négociations sur le désarmement. La théorie de la « maîtrise des armements » est née de la nécessité de réconcilier le diplomate et le guerrier, de soumettre les deux démarches à des critères communs : sécurité, équilibre, stabilité, caractères propres des

armements modernes, — de fonder stratégie et désarmement. Il s'agit de subordonner les considérations militaires à une politique d'ensemble, orientée vers la recherche de la paix, mais aussi de définir cette politique « à partir des réalités présentes de la course aux armements (...), et non à partir d'un monde idéal où les Etats se feraient suffisamment confiance pour renoncer à se défendre » (Louis Henkin).

Certains auteurs et hommes politiques identifient « maîtrise des armements » et désarmement, et emploient de manière interchangeable les deux concepts ; d'autres, au contraire, opposent au désarmement la « maîtrise des armements », la réglementation des armements existants pouvant éventuellement entraîner leur augmentation. La distinction la plus satisfaisante est plus nuancée : le désarmement est défini par « la réduction ou l'abolition des armements » ; il peut être « unilatéral ou multilatéral, général ou local, complet ou partiel, contrôlé ou incontrôlé ». La maîtrise des armements consiste moins dans un résultat évaluable que dans un comportement fait de modération, de retenue en matière de politique d'armement — qu'il s'agisse du niveau des armements, de leur caractère, de leur déploiement ou de leur utilisation. Les deux domaines, s'ils ne sont pas identiques, ne sont pas exclusifs l'un de l'autre : ils connaissent une large zone d'intersection — celle de la réduction contrôlée des armements — sur laquelle a porté l'essentiel des négociations des années récentes.

(Lire la suite page 18.)

Lire pages 16 à 21 :

PAGES 18 et 19 : Suite de l'article de Charles Zorgbibe — Espoirs et inquiétudes des non-alignés (Ahmed Osman). — Les ambiguïtés de la « non-prolifération » nucléaire (Jean Klein). — Les hésitations des Etats-Unis (Bruce Marshall).

PAGES 20 et 21 : Suite de l'article de Jean Klein. — Pour la démocratisation des négociations (Dimitri Anisov). — Les ventes d'armes conventionnelles (Edward Kolodziej). — Les positions de l'Union soviétique (Alexei Rochitchaev).

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

27 rue, BOULEVARD RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS 7<sup>ème</sup> MAILLOT  
PARIS

\* Professeur aux universités de Paris-Sud et de la Sarre et à l'Institut international d'administration publique, doyen de la faculté de droit de Paris-Sud.

(Suite de la page 17)

Stabilisation de l'équilibre nucléaire, consolidation de l'état quo stratégique : les traités répondant aux exigences de la coopération-compétition entre les deux principales puissances se sont multipliés — particulièrement depuis la crise des fusées de Cuba. Pour la plupart, ces accords sont les produits typiques de la philosophie de la maîtrise des armements. Les traités sur l'espace extra-atmosphérique (27 janvier 1967), sur les fonds marins (11 février 1971), sur l'Antarctique (1<sup>er</sup> décembre 1959) tendent à affirmer l'intérêt général de l'humanité dans des espaces vierges, mais aussi à réduire le risque d'attaques par surprise : ils relèvent du non-armement plus que du désarmement. Le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (5 août 1963) ne limite pas le développement de l'arsenal nucléaire ; il prohibe les essais qui compromettent le plus gravement le patrimoine génétique de l'humanité — qui sont, en même temps, ceux qui peuvent être constatés sans contrôle sur place. Le traité de non-prolifération (1<sup>er</sup> juillet 1968) ne vise — pour reprendre la distinction de Jean Klein — qu'à enrayer la prolifération « horizontale » des armes nucléaires, c'est-à-dire à empêcher la naissance de nouveaux centres nationaux de décision nucléaire ; n'entraînant ni limitation de la prolifération « verticale », c'est-à-dire l'accumulation d'armes de plus en plus perfectionnées par les puissances nucléaires. Traités discriminatoires, conçus pour rendre plus difficile l'équipement d'un club nucléaire, ils n'ont pas recueilli l'adhésion de divers Etats capables de se doter de l'arme nucléaire — comme l'Inde, qui procède à sa première expérience en mai 1974.

La Suède avait cependant obtenu l'insertion dans le traité de non-prolifération d'un article 6 par lequel les Deux Grands s'engageaient à poursuivre, de bonne foi, des nég-

ociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire. De fait, les conversations sur la limitation des armements stratégiques (SALT) ont affecté, pour la première fois, avec les deux accords du 26 mai 1972, les deux puissances intéressées elles-mêmes et, en outre, l'aspect le plus délicat de leurs rapports : celui de leur équilibre nucléaire. Le traité sur la défense antimissiles a soumis à une réglementation très stricte le dévelop-

ment des systèmes antimissiles, qui supposaient une infrastructure considérable au coût très élevé, et qui accentuaient l'instabilité stratégique en mettant le territoire couvert à l'abri d'une action de représailles et en garantissant donc l'impunité à l'éventuelle première frappe. La convention provisoire sur les armements offensifs a prévu une limitation quantitative des missiles à têtes multiples — une limitation seulement quantitative, relançant ainsi les controverses sur la signification de la maîtrise des armements.

Un réarmement qualitatif

Premier pas historique vers le ralentissement de la course aux armements ? Ou mystification qui aurait pour résultat d'accélérer la course aux armements ? À l'enthousiasme des signataires des premiers accords SALT, des chercheurs ont opposé la vive critique des arrangements conclus. Ainsi, l'Allemand Dieter Schepers reprend l'analyse des accords de 1972 pour constater qu'ils gênent le nombre des missiles pouvant porter des têtes nucléaires... à des plafonds numériques non encore atteints ! Surtout, l'équilibre fondé sur la détention mutuelle des populations civiles en tant qu'otages atomiques — équilibre que consacrent les accords SALT — s'avère fragile : l'article 7 du traité sur les systèmes défensifs comme l'article 4 de la convention provisoire sur les armements stratégiques n'ont pas contenu des clauses de modernisation. La course aux armements passe donc du domaine quantitatif — seul à être pris en considération par les accords SALT — au domaine qualitatif. Pour la première fois en droit international, le principe du réarmement qualitatif est codifié : les accords SALT incluent à une évolution technologique menant au perfectionnement militaire. Et le physicien américain Herbert York qui, jadis, collabora à

la mise au point de la première bombe H, de commenter : « Nous assistons, aujourd'hui, derrière une façade pacifique illusoire, à une course cachée et redoutable pour accroître l'efficacité de l'armement nucléaire. »

En 1974, le nouvel accord sur les armements stratégiques conclu le 23 novembre à Vladivostok, par MM. Gerald Ford et Leonid Brejnev, suscite les mêmes controverses mais aussi, cette fois, le scepticisme du Congrès américain. Certes, l'accord de Vladivostok, contrairement à celui de 1972, ne limite pas seulement le nombre de missiles mais aussi leur équipement en têtes multiples : un certain contrôle de l'amélioration qualitative des panoplies nationales est donc institué. Mais les plafonds fixés sont si élevés qu'ils incitent, cette fois encore, à une relance de la course aux armements. Surtout, les puissances signataires sont muettes sur le contrôle de l'application de l'accord : l'observation par satellites était efficace tant qu'il s'agissait de repérer des sites relativement reconnaissables ; mais comment vérifier la présence d'un missile sans inspection sur place ?

Sans doute faut-il se garder des bilans trop pessimistes. On a pu soutenir que l'orientation qualitative

de l'effort d'armement nucléaire des Deux Grands était, en un sens, une mesure de maîtrise des armements. Et Pierre Hassas soulignait que c'est en allant au-delà de la maîtrise des armements et non en refusant sa démarche que l'on trouvera la véritable synthèse des politiques d'armement et de désarmement. Reste que les très récents et inlassables progrès des technologies militaires défont les prévisions et les engagements des responsables politiques, et bouleversent l'esprit et les propos des conversations SALT. Les Soviétiques, qui avaient reçu le droit de détenir des missiles intercontinentaux plus nombreux et plus puissants afin de compenser la supériorité des engins américains, plus précis et pourvus de têtes multiples, sont en train d'effacer leur retard technologique : ils peuvent espérer surclasser leurs rivaux dans les années 80, tant par le nombre des missiles et des têtes nucléaires que par la puissance de destruction exprimée en mégatonnes. Par ailleurs, les innovations les plus récentes en matière de polyvalence et de miniaturisation des engins — du côté soviétique, le bouclier à moyen rayon d'action Backfire et le missile de moyenne portée SS-20 facilement transformables, respectivement en appareil intercontinental grâce à des ravitaillements en vol, en fusée intercontinentale par l'adjonction d'un étage supplémentaire — du côté américain, le « missile de croisière » (Cruise), armé d'explosifs classiques ou nucléaires et convertible en une version intercontinentale — atténuent la distinction entre les armes stratégiques, objet des SALT, et les armes tactiques à courte ou moyenne portée, voire la démarcation même entre armes nucléaires et armes conventionnelles, tout en rendant leur identification indétectable par les satellites d'observation. La course aux armements serait-elle l'une des composantes irréductibles de la vie internationale ? L'opinion publique semble

l'admettre, qui voit son origine dans la lutte inter-puissances, dans les actions et réactions des Deux Grands : l'accroissement numérique, l'amélioration qualitative de chaque arsenal nucléaire ne seraient que la réponse légitime au renforcement de l'adversaire. Pourtant, selon certains auteurs, ce mode de raisonnement serait fallacieux ; la politique d'armement demeurerait relativement indépendante de la conjonction des surenchères entre deux nations ; elle résulterait de la conjonction des doctrines stratégiques, des intérêts du complexe scientifique-industriel-militaire-administratif, des impulsions technologiques et des impératifs en matière d'organisation. Hypothèse cautionnée par la communauté internationale depuis certain rapport du secrétaire général des Nations unies sur « les conséquences économiques et sociales de la course aux armements », adopté le 16 décembre 1971 par l'Assemblée générale :

« A première vue, il semblerait que les efforts visant à améliorer la qualité des armements ou à mettre au point un système défensif systématiquement innovateur, l'invention d'une arme nouvelle ou d'un système d'arme nouveau, parade, contre-parade. Mais ce processus ne se déroule ni habituellement ni nécessairement selon une séquence chronologique rationnelle. En général, ceux qui perfectionnent les armes sont aussi ceux qui engagent les nouvelles mesures à prendre. Ils n'attendent pas la réaction d'un ennemi éventuel pour réagir à leurs propres inventions. »

La maîtrise des armements, simple « garde-fou » serait-elle finalement impuissante à réduire la contradiction fondamentale entre une politique de détente, qui exige la confiance mutuelle, et une politique de sécurité fondée sur la dissuasion réciproque ?

CHARLES ZÖRGENB.

Les Deux Grands et la multiplication des conflits locaux

DANS le passé, les pays non alignés, récemment émancipés, ont été notoirement souffert des armes et des forces armées qui étaient l'instrument par excellence qui étouffait leur liberté durant la période coloniale. Depuis la bulle d'Alexandre VI, qui a divisé le monde entre l'Espagne et l'empire portugais, ils ont dû se battre contre des armes et des forces armées supérieures. Il est tout à fait naturel qu'ils manifestent leur méfiance et se joignent aux efforts tendant à forger un monde sans armes où puisse régner la règle de droit.

En outre, face à l'apparition d'une nouvelle réalité effrayante dans le domaine des armes, face à l'introduction, dans l'arsenal des grandes puissances, des armes nucléaires ou de destruction massive, qui peuvent détruire notre planète plus d'une fois, les peuples du monde ont un intérêt légitime et vital à épargner à l'humanité l'holocauste nucléaire. Mais les pays non alignés ont des raisons toutes particulières de craindre les armes nucléaires et de ressentir la nécessité de les éliminer totalement :

1° Les non-alignés et le tiers-monde constituent les deux tiers de l'humanité. Ils n'ont pas lutté jusqu'à une date récente pour leur indépendance pour voir la planète constamment menacée ou pulvérisée (accidentellement ou intentionnellement) par des armes nucléaires conçues et fabriquées par les grandes puissances. Les pays non alignés ne se sentent pas à l'aise sous l'équilibre précaire de la terreur nucléaire.

2° Après tout, c'est sur une terre asiatique que la première bombe atomique a explosé le 6 août 1945.

3° Au Proche-Orient et en Afrique du Sud, le spectre de l'arme nucléaire est brandi de temps en temps pour intimider ceux qui luttent contre les derniers vestiges du colonialisme ou contre le racisme, l'apartheid ou l'occupation étrangère de leurs territoires par la force.

Enfin, dans l'ordre économique, les non-alignés remarquent, avec consternation, les vastes ressources humaines et matérielles dévorées par la course aux armements, alors que ces ressources pourraient être affectées au développement économique et social et, en particulier, aux pays en voie de développement.

Etymologiquement, le désarmement est la réduction et la suppression pure et simple des armes ou des forces armées existantes. Mais l'absence d'une autorité supra-nationale habilitée à décider et à contrôler cette suppression a amené la Communauté Interna-

Espoirs et inquiétudes des non-alignés

Par AHMED OSMAN \*

tionale à se concerter. Après de longues délibérations, discussions, négociations aux Nations unies et ailleurs, après de multiples tâtonnements sur la meilleure approche possible, l'Assemblée générale des Nations unies, avec l'accord des Deux Grands, a adopté le concept ou le principe du désarmement général et complet — en 1969, c'est-à-dire quatorze ans après la création des Nations unies.

Si l'acceptation de ce concept a défini le but ultime des efforts entrepris, il n'en resta pas moins vrai que des difficultés étaient énormes. Mises à part le manque de volonté politique des grandes puissances, les tensions et les vicissitudes de la guerre froide, qui battait son plein à cette époque, rendaient difficile toute discussion sérieuse ou utile sur le désarmement.

Le danger des blocs

HEUREUSEMENT, deux ans plus tard, un nouveau phénomène faisait son apparition sur la scène internationale : le non-alignement. En effet, le 1<sup>er</sup> septembre 1961 se réunissait à Belgrade la première conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des non-alignés. La naissance de ce mouvement, sa philosophie propre, son développement, l'action positive exercée par les pays non alignés ont eu une influence favorable sur le désarmement, et ceci sur plusieurs plans.

Tout d'abord, le premier sommet de 1961 a été l'occasion de dégager, dans le domaine du désarmement, un

rôle pour les non-alignés, fondé sur les considérations suivantes : a) reconnaissance aux pays situés en dehors de la sphère des Grands du droit de n'être plus des spectateurs passifs dans une question aussi vitale ; b) aptitude des non-alignés à prendre une position indépendante des deux grands blocs qui divisent le monde ; c) nécessité d'introduire un élément d'objectivité dans les débats sur le désarmement, un élément qui ne s'accorde pas de la logique de la guerre froide.

Le rôle des pays non alignés a été

\* Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (Egypte).

reconnu officiellement, quelques mois plus tard, par les Deux Grands et Nations unies en décembre 1961, lorsque furent inclus dans le comité des « 18 » de Genève huit membres n'appartenant pas aux deux blocs.

En outre, le non-alignement est né à un moment où la conjonction internationale ne facilitait pas les efforts de désarmement. Ces efforts se heurtaient à l'animosité des Deux Grands, à l'intensité de la guerre froide, à la politique des alliances militaires, des blocs, à la multiplication des foyers de tension, dont l'un a failli provoquer une confrontation nucléaire.

La philosophie du non-alignement a permis à ses membres d'ouvrir pour tempérer l'atmosphère internationale, en évitant l'engrenage de la guerre froide et des alliances militaires, de l'appartenance aux blocs dressés l'un contre l'autre, en insistant sur les principes d'indépendance nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes librement, en préchant la coexistence pacifique au lieu de la confrontation et en essayant de faire de la coopération le fondement nécessaire de la sécurité du monde.

Enfin, l'influence des non-alignés s'est manifestée dans leur contribution directe et positive aux débats sur le désarmement. Leur participation a été active et réelle, malgré leurs limitations dans des domaines parfois banals techniques. Comme simple témoignage de leur perspicacité, il suffit de rappeler que l'Assemblée générale extraordinaire sur le désarmement de mai-juin 1978 résulte d'une initiative lancée par eux dix-sept ans plus tôt à leur premier sommet de 1961.

Dans le domaine vaste et difficile du désarmement général et complet, l'Egypte, pour sa part, est allée jusqu'à présenter une formule concrète pour un « parapluie nucléaire minimum » à conserver par les Deux Grands pendant une période transitoire. Pendant quatre ans, que ce soit à la conférence de Genève ou aux Nations unies à New-York, l'Egypte, avec ses partenaires non alignés, a œuvré pour la conclusion d'un traité de non-prolifération des armes nucléaires, qui puisse concilier les exigences de la non-prolifération avec les besoins de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire pour les pays en voie de développement.

Ceux-ci ont appuyé l'idée des zones dénucléarisées. Ils ont applaudi à la conclusion du traité de Tlatelolco. L'Egypte et les pays africains ont avancé l'idée de la dénucléarisation de l'Afrique aux Nations unies. L'Egypte et l'Iran ont proposé d'établir une zone dénucléarisée au Proche-Orient. Malheureusement, la réalisation de ces deux dernières zones est menacée respectivement par les ambitions nucléaires d'Israël et de l'Afrique du Sud.

De manière générale, les pays non alignés ont favorisé les mesures collatérales qui réduisent la tension internationale ou facilitent le désarmement — tout en gardant toujours en vue le but du désarmement général et complet.

Chez les pays non alignés comme inquiétude. Sur les scènes africaine et asiatique, certains alignés ont donné l'exemple. Les pays non alignés sentent un danger qui guette leur non-alignement, auquel ils sont attachés avec force, maintenant plus que jamais.

Divergences entre le Congrès et la Maison Blanche

LES HÉSITATIONS DES ETATS-UNIS

Par BRUCE MARSHALL \*

ALEXIS DE TOCQUEVILLE, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, prononça un jugement accablant sur la capacité des démocraties libérales à conduire la politique étrangère. Selon lui, développer des projets en secret, les laisser mûrir avec patience, les poursuivre savamment et contre tout espoir, sont pour elles autant d'impossibilités. Donc il estimait leurs politiques étrangères vouées à l'échec, à plus ou moins court terme.

Si l'on considère la politique des Etats-Unis d'Amérique en matière de désarmement, on peut se demander si le président Carter n'est pas destiné à démontrer la véracité de la thèse de Tocqueville.

\* Professeur à l'université de Caroline du Sud, président du département des études internationales.

Un premier projet de désarmement, élaboré en hâte par la nouvelle administration dès son entrée au pouvoir en janvier 1977, devait être abandonné peu après, puis repris avec quelque retard et ensuite mis en sommeil, pendant que d'autres problèmes, tels que le traité de Panama, l'énergie et l'inflation, occupaient l'attention du président, du Congrès et de l'opinion publique. Le projet d'un traité sur le désarmement, qui traîne depuis des mois, paraît actuellement menacé par la méfiance croissante du Sénat envers toute négociation avec l'U.R.S.S. Mais si cette apparence correspond bien à la réalité, nous pouvons nous demander pourquoi cette méfiance se manifeste en ce moment et pourquoi l'administration Carter a réagi comme elle l'a fait.

Certes, on ne peut apporter que des réponses théoriques à de telles questions, mais la thèse que je développerai se résume en quatre points :

- 1) Le problème du désarmement étant un problème politique plutôt que technique, sa solution dépend d'une perception commune à toutes les forces politiques concernées, tant sur le plan intérieur qu'international, de la nature du désarmement.
- 2) A l'heure actuelle, les relations entre le président Carter et le Congrès, surtout le Sénat, sont sérieusement troublées par de nombreux conflits étrangers à la question du désarmement : ceux-ci rendent plus difficile la recherche d'un accord avec l'Union soviétique sur les armes stratégiques et incitent le président à tergiverser.
- 3) Cette méfiance envers tout accord sur le désarmement se trouve renforcée par plusieurs initiatives soviétiques qui suscitent des inquiétudes parmi l'opinion publique, même si elles sont inspirées par des préoccupations distinctes des relations soviéto-américaines.

4) Bien des hésitations et incertitudes, voire les incohérences apparentes de l'action du président Carter, s'expliquent par l'existence de ces deux éléments politiques intérieur et extérieur, de nature différente et répondant à des soucis distincts, mais dont les conséquences négatives se renforcent pour contraindre le président Carter à suivre un chemin plus tortueux qu'il ne le souhaiterait.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, le désarmement a toujours figuré parmi les objectifs les plus fréquemment invoqués de la politique étrangère des Etats-Unis. Dans l'ensemble, l'administration actuelle ne fait que continuer cette tradition, tout en lui apportant des changements de méthode et peut-être quelques nouvelles orientations dans la forme, autant que le fond, semblant avoir provoqué un débat très vif sur l'avenir des relations soviéto-américaines dans les deux capitales.

Une solution de rechange

PARLANT devant les Nations unies le 17 mars 1977, le président Carter insistait sur sa détermination à poursuivre avec l'U.R.S.S. les pourparlers portant sur la limitation des armes stratégiques. Il marquait ses préférences personnelles pour un accord qui comporterait un gel complet des nouveaux types d'armements plus sophistiqués et des nouvelles générations d'armes stratégiques, mais, ce qui est beaucoup plus important, il souhaitait une « réduction importante » du nombre des vecteurs stratégiques des deux côtés. Une telle étape dans la voie non seulement de la limitation des armements mais encore de leur

réduction susciterait, selon M. Carter, l'approbation générale car « elle serait accueillie par l'humanité comme un pas de géant en direction de la paix ». Reconnaissant qu'un tel accord avait peu de chances d'être conclu à bref délai, le président envisageait une solution de rechange qui consistait à reprendre les éléments de l'accord de Vladivostok comportant une limitation des vecteurs stratégiques à deux mille quatre cents (dont mille trois cents provisoirement de côté des problèmes de réductions et les autres questions épineuses posées par des nouveaux systèmes tels que les missiles de croisière, le bombardier Backfire », les problèmes de contrôle, etc. Cette initiative s'inscrivait dans une politique plus large de désarmement, qui comportait un accord permettant un arrêt total des essais nucléaires, notamment par les deux puissances nucléaires principales, un accord avec l'U.R.S.S. tendant à modérer le vent d'armes classiques, et un effort afin d'empêcher la prolifération d'armes nucléaires en instituant des contrôles plus rigoureux des déchets des réacteurs civils.

Dans ce discours, le président Carter exposait les grandes lignes de propositions que la secrétaire d'Etat M. Vance, a présentées à Moscou fin mars 1977 et qui se sont heurtées à une fin de non recevoir de la part de l'U.R.S.S. Pendant les mois qui ont suivi, les négociations de Soli II ont continué et, bien qu'elles n'aient pas encore abouti à un accord, les déclarations officielles et officieuses à la presse ont fait état d'une certaine évolution dans les positions tant soviétiques qu'américaines.

Toujours est-il que, depuis le mois de janvier 1978, un débat de caractère

souvent très serré semble s'être développé autour des relations américaines. Les partisans d'un accord nouveau de plus en plus sur le face aux groupes d'intérêts qui jouissent d'un nouveau traité dont il est évident que la signature est devenue une affaire de survie pour l'U.R.S.S. Ce serait menacée par la puissance militaire des Etats-Unis sur le plan classique. La plupart des critiques ne sont pas vraiment objectivistes quant à la politique dite de détente, et les accords SALT ont permis au moins de montrer plus consciencieusement la méfiance croissante qu'exercent les signataires de l'augmentation de leurs dépenses en Europe orientale, et au cours d'une nouvelle génération de la convention militaire. L'U.R.S.S. d'une politique militaire, d'abord de force donner raison à beaucoup de ces « bombe à neutrons » dont le libre de l'existence en invitant tend, elle aussi, à soulever de nouvelles inquiétudes, même parmi les signataires favorables à la « détente ».

La volonté de rassurer l'opinion le Sénat, a sans doute inspiré M. l'université de Wake Forest le 17 mars 1978. La phrase du président Carter, « nous n'avons pas d'armes, c'est la sécurité que nous offrons », a été le mythe selon lequel les Etats

كندا من الأصل

En effet, les pays non alignés, après avoir acquis leur indépendance et être devenus membres des Nations unies, aspirent, pour sauvegarder leur indépendance et leur intégrité territoriale, à être protégés et couverts efficacement par le système de sécurité collective prescrit par la Charte des Nations unies. Une course aux armements serait nuisible à leur développement. Ils n'ont besoin d'armes que pour leur défense légitime individuelle ou collective, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies. Mais la défaillance des Nations unies à faire respecter leurs droits reconnus les force

à s'engager, et même à s'enliser, dans une course aux armements. Ces Etats craignent franchement que la guerre froide, terminée en Europe, ne soit transférée à leurs territoires qui deviendraient un terrain de choix pour la lutte d'influence des Grands — transformant leurs territoires en foyers de tensions semées de conflits armés par Etat interposé. Des conditions pourraient être créées pour qu'une course aux armements les oblige à s'aligner sur telle ou telle grande puissance, et leur fasse ainsi abandonner leur non-alignement.

Comment remédier à pareille situation, qui risque de codifier un nouveau partage de l'Afrique et de l'Asie? Le remède est simple. Il suffit de retourner à la source. Lire de nouveau la Charte des Nations unies et insister pour qu'elle soit respectée et appliquée de bonne foi, ce qui implique un renforcement du rôle des Nations unies dans le monde selon les grandes lignes suivantes :

a) Inviter les grandes puissances à prendre plus au sérieux le système de sécurité collective, surtout dans le domaine de la répression de l'agression et des attaques armées contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des Etats, et surtout des petites nations.

b) Respecter et appliquer strictement les résolutions des Nations unies.

c) Mieux utiliser le système de règlement pacifique des différends entre Etats. Ceci est facilité par la codification récente des règles de conduite dans les relations internationales, telles qu'on les retrouve dans la déclaration des relations amicales entre Etats, et la sécurité internationale adoptée par l'Assemblée générale.

d) Renforcer le rôle des organisations régionales pour régler les diffé-

AHMED OSMAN.

Maintenir un privilège sans accorder de contrepartie ?

LES efforts destinés à contenir la dissémination de l'arme nucléaire ont toujours été envisagés dans la perspective du désarmement, mais les accords conclus et les mesures adoptées à cet effet depuis la seconde guerre mondiale ressortissent moins à la limitation des armements qu'au non-armement. D'aucuns diront même, et c'est un sentiment très répandu dans le tiers-monde, que toute l'entreprise relève de la consécration des privilèges acquis par les pays nantis qui réclament aux pays dépourvus des engagements contraignants sans offrir en échange des contreparties sérieuses. Le débat actuel sur la comptabilité de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques avec les politiques restrictives de certains Etats exportateurs d'équipements et de matières nucléaires souligne, une fois de plus, les ambiguïtés d'une démarche où la réglementation des armements pourraient n'être que l'instrument de la consolidation des hégémonies technologiques et l'alibi d'une politique de puissance.

L'arme nucléaire sous quelque forme que ce soit et, pour attiser leur bonne foi, ils acceptaient de soumettre l'ensemble de leurs activités nucléaires pacifiques au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En contrepartie, les Etats dotés de l'arme nucléaire s'engageaient à favoriser la coopération internationale pour le développement des applications pacifiques de l'énergie atomique et à mettre un terme à leur course aux armements. Enfin, pour réduire le caractère discriminatoire du traité, les trois puissances nucléaires signataires — Etats-Unis, Grande-Bretagne et Union soviétique — prenaient l'engagement d'agir par le canal du Conseil de sécurité et de prêter assistance aux victimes d'une agression ou d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires, mais cette résolution n'ajoutait rien au système de sécurité de l'ONU, comme la garantie qui en découlait supposait

de renseignements scientifiques et technologiques ainsi qu'une coopération internationale tenant dûment compte des besoins des « régions du monde qui sont en voie de développement ».

Certes, la coopération internationale dans le domaine nucléaire est

encore dans les limbes et le soul du développement des pays du tiers-monde ne transparaît guère dans la politique nucléaire des pays industrialisés. En revanche, on assiste à une remarquable expansion des marchés de biens d'équipements nucléaires et à des transferts de technologie vers des pays qui ne sont pas tous parties au traité de non-prolifération. C'est pour éviter que les matériels livrés et les combustibles des réacteurs ne soient détournés de leur finalité économique que l'on a songé à renforcer les contrôles existants et préconisé des méthodes plus contraignantes que celles appliquées dans le cadre du traité de non-prolifération.

Si le système de vérifications a fonctionné, jusqu'à présent, d'une manière satisfaisante, il convient de souligner que sa fonction n'est pas d'empêcher matériellement le détournement de matières fissiles à des fins militaires, mais d'en dissuader les Etats par le risque d'une détection rapide. A cet effet, les méthodes appliquées se sont montrées efficaces, mais on s'interroge sur la fiabilité du système existant dans un monde où les installations nucléaires se seraient multipliées et où les risques de détournement se seraient accrus aux différents stades du cycle du combustible nucléaire.

La question de la non-prolifération des armes nucléaires s'est posée dès la fin de la seconde guerre mondiale. La perte du monopole atomique américain en 1949, l'accession de trois autres Etats à l'arme nucléaire — Grande-Bretagne, France, Chine — ainsi que l'établissement, dans les années 60, d'un équilibre aéro-, puis balistique-nucléaire entre les deux protagonistes, ont introduit des données nouvelles. Désormais, il ne s'agit plus d'internationaliser l'industrie atomique en la plaçant sous la tutelle d'une autorité supra-nationale (plan Baruch), mais de faire en sorte que l'équilibre sur lequel repose la dissuasion ne soit pas rompu par la multiplication des acteurs nucléaires. Ainsi, le souci d'éviter la prolifération des armes nucléaires a toujours animé la plupart des Etats membres du club, mais l'idée de consacrer par traité la division du monde en « have » et « have not » est plus récente puisqu'elle ne fut approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies qu'en décembre 1961. L'explosion de la première bombe chinoise (octobre 1964) devait hâter la négociation du traité de non-prolifération, qui fut ouvert à la signature le 1<sup>er</sup> juillet 1968.

Une coopération encore dans les limbes

Par JEAN KLEIN \*

L'accord de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, nul ne pouvait se faire illusion sur sa portée. Au plan de la réglementation des armements, les pays non nucléaires n'obtenaient également que des satisfactions de principe. Ainsi, l'obligation inscrite à l'article 4 du traité de « poursuivre de bonne foi des négociations en vue du désarmement » n'est pas contraignante ; lors de la conférence d'examen du traité de non-prolifération, qui s'est tenue à Genève au mois de mai 1976, on a assisté à une fronde de nombreux Etats non nucléaires qui ont dénoncé la lenteur et l'impasse des pourparlers SALT et ont rappelé aux grandes puissances leur promesse de désarmer. Il ne semble pas que ces remontrances aient produit l'effet escompté.

de renseignements scientifiques et technologiques ainsi qu'une coopération internationale tenant dûment compte des besoins des « régions du monde qui sont en voie de développement ».

Certes, la coopération internationale dans le domaine nucléaire est

encore dans les limbes et le soul du développement des pays du tiers-monde ne transparaît guère dans la politique nucléaire des pays industrialisés. En revanche, on assiste à une remarquable expansion des marchés de biens d'équipements nucléaires et à des transferts de technologie vers des pays qui ne sont pas tous parties au traité de non-prolifération. C'est pour éviter que les matériels livrés et les combustibles des réacteurs ne soient détournés de leur finalité économique que l'on a songé à renforcer les contrôles existants et préconisé des méthodes plus contraignantes que celles appliquées dans le cadre du traité de non-prolifération.

Si le système de vérifications a fonctionné, jusqu'à présent, d'une manière satisfaisante, il convient de souligner que sa fonction n'est pas d'empêcher matériellement le détournement de matières fissiles à des fins militaires, mais d'en dissuader les Etats par le risque d'une détection rapide. A cet effet, les méthodes appliquées se sont montrées efficaces, mais on s'interroge sur la fiabilité du système existant dans un monde où les installations nucléaires se seraient multipliées et où les risques de détournement se seraient accrus aux différents stades du cycle du combustible nucléaire.

alignés



F-4 AMERICAINS PRETS A DECOLLER. A l'Ouest et à l'Est, une contradiction fondamentale entre politique de détente et politique de sécurité.



LES NOUVEAUX CHARS SOVIETIQUES T-72. (Photo Daniel Simon - Gamma.)

souvent très serré semble s'instaurer à Washington autour des relations soviéto-américaines. Les partisans d'un accord SALT II se trouvent de plus en plus sur la défensive, face aux groupes d'intérêts qui jugent inopportun un nouveau traité dont ils redoutent l'incidence négative sur la sécurité nationale. Celle-ci serait menacée par le déclin de la puissance militaire des Etats-Unis face à l'U.R.S.S., tant sur le plan stratégique que sur le plan classique. La plupart de ces critiques ne sont pas vraiment nouvelles. Depuis 1972, il y a toujours eu ceux qui objectaient que la politique dite de « détente » Est-Ouest, et les accords SALT en particulier, favorisait l'U.R.S.S. Selon eux, les Etats-Unis devront se montrer plus conscients de l'influence croissante qu'exercent les Soviétiques grâce à l'augmentation de leurs forces classiques en Europe orientale, et au déploiement d'une nouvelle génération de missiles. La poursuite par l'U.R.S.S. d'une politique d'intervention militaire, d'abord de façon indirecte en Angola, puis directe en Ethiopie, semble donner raison à beaucoup de ces inquiétudes. En plus, la campagne de l'U.R.S.S. contre la « bombe à neutrons », dans laquelle les partisans libéraux des forces classiques en Europe centrale, tend, elle aussi, à souligner de nombreuses inquiétudes, même parmi les gens qui sont plutôt favorables à la « détente ».

quelque volonté ou de moyens pour protéger leurs intérêts vitaux, il a juré du problème de l'équilibre militaire, aujourd'hui menacé par l'expansion de la puissance de l'U.R.S.S., qui, depuis plus d'une décennie, n'a jamais cessé d'augmenter ses dépenses et d'acquiescer au développement des armes classiques et nucléaires. Cette exposition ne date pas d'hier et, par conséquent, n'implique certainement pas un changement d'intention envers l'Occident, mais elle inspire quand même une réévaluation approfondie des relations soviéto-américaines. La stratégie de défense nationale, dont M. Carter dégageait les lignes générales, peut se résumer ainsi :

1° « Nous ne permettrons pas qu'une autre nation acquière sur nous une supériorité militaire. »

2° « Nous rechercherons la coopération avec l'Union soviétique pour réduire les zones de tension. N'ayant aucune intention d'intervenir militairement dans les affaires des autres pays, nous nous opposerons également à toute initiative de ce genre, de la part d'autrui. »

3° « Nous utiliserons les grands avantages dont nous disposons sur les plans économique, technologique et diplomatique pour défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs. Mais si l'U.R.S.S. ne fait pas preuve de modération dans l'élaboration de ses programmes de missiles, la fixation du niveau de ses autres types d'armements et l'envoi direct ou par pays interposés de forces militaires dans d'autres continents, le soutien populaire que pourrait rencontrer une telle coopération aux Etats-Unis sera considérablement amoindri. »

que tout accord sur les armes stratégiques ou bien la coopération économique dépendent des actions dans d'autres secteurs. Cette interprétation ne semble pas justifiée pour deux raisons : d'abord, parce que l'application d'un tel principe empêcherait la conclusion de tout accord jusqu'au moment où tous les problèmes auraient été résolus ; ensuite, parce qu'elle multiplierait les possibilités qu'ont les opposants de l'administration au Congrès de bloquer ses initiatives. Donc, il semble plus raisonnable d'interpréter cette observation comme une simple mise en garde lancée aux Soviétiques contre l'état d'esprit assez critique de l'opinion publique et notamment du Congrès, qui pourrait facilement empêcher la ratification d'un accord SALT II, que le président continue d'autre part de souhaiter. En effet, il déclare que, outre les accords SALT II, de nouvelles mesures s'imposent si on espère protéger l'équilibre stratégique au cours de la prochaine décennie et assurer la dissuasion mutuelle, véritable fondement de la paix. En l'absence de tels accords, les Etats-Unis seront obligés de développer leurs forces stratégiques. Mais cette décision interviendrait seulement « s'il était nécessaire, afin d'assurer l'invulnérabilité certaine de notre force de dissuasion stratégique ».

face à deux sortes de contraintes : l'une d'ordre extérieur et l'autre intérieur. Car si, en matière de désarmement, les initiatives de la première année de sa présidence s'adressaient, en premier lieu, à l'Union soviétique, elles étaient destinées également à montrer la différence de contenu autant que de style avec la politique de son prédécesseur. Cette politique-là, M. Carter l'a jugée trop pessimiste dans son inspiration, trop hésitante dans son exécution et trop faible dans la poursuite des valeurs fondamentales de notre société. En conséquence, il a débordé une politique étrangère qui accepte les risques d'une concurrence plus poussée, plus ouverte avec l'U.R.S.S. sur le plan idéologique, et il est prêt à conclure des accords tendant à réduire les risques d'une confrontation militaire et à rendre moins onéreux le fardeau économique des armes, dont on espère ne jamais avoir besoin de se servir.

La volonté de rassurer l'opinion, et surtout le Sénat, a sans doute inspiré M. Carter dans les réserves qu'il exprime dans son discours à l'université de Wake Forest le 17 mars 1978. Il cite la phrase du président Kennedy : « La raison de nos armes, c'est la paix, non la guerre ; c'est l'assurance de n'avoir jamais besoin de les utiliser. » Après avoir dénoncé le mythe selon lequel les Etats-Unis me-

Ces déclarations ont suscité bien des commentaires. D'un côté, elles semblent réaffirmer une politique de « linkage », qui implique

Il s'agit de trouver dans nos relations avec l'U.R.S.S. un niveau de concurrence et de coopération qui permette de protéger nos intérêts sans courir des risques inacceptables. Jusqu'à maintenant, ce problème était compliqué par de multiples incertitudes quant aux priorités adoptées par Washington et quant aux prix que l'on accepte de payer, sur le plan tant parlementaire qu'international. Le discours du 17 mars 1978 ne résout pas tous les problèmes, mais il ébauche les priorités d'une façon qui ne doit ni surprendre ni effrayer l'Union soviétique. Il sert également à mettre les parlementaires devant leurs responsabilités, et notamment en ce qui concerne un éventuel accord SALT II, qui sera beaucoup plus important pour notre avenir que ne l'est, par exemple, le traité de Panama... BRUCE MARSHALL.

(Suite de la page 19)

Aussi le directeur général de l'Agence internationale, M. Sievard Eklund, a-t-il suggéré, en 1976, de subordonner toute fourniture d'équipements et de matières fissiles à l'acceptation par le pays acheteur du contrôle de l'ensemble de ses activités nucléaires.

La concurrence entre fournisseurs

AVEC le développement des applications pacifiques de l'énergie atomique et la concurrence sur le marché des équipements et des combustibles nucléaires, le problème de la non-prolifération requiert des solutions nouvelles. Aussi les principaux pays exportateurs ont-ils adopté, en 1976, un code de bonne conduite (qui prévoit un renforcement des contrôles de l'Agence internationale) et recommandé une certaine modération dans la compétition commerciale pour la vente d'équipements nucléaires.

Depuis que le traité de non-prolifération est entré en vigueur (8 mars 1970), on n'a pas assisté à un élargissement du club nucléaire. Toutefois, des doutes ont surgi sur la solidité de cette barrière juridique pour contenir la dissémination de l'arme nucléaire.

Les candidats à l'arme nucléaire. A cet égard, ils n'ont pas hésité, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant, à remettre en cause les engagements contractés par l'article 4 du traité et à revenir sur les assurances qui avaient été données aux pays disposant d'une industrie nucléaire significative pendant la phase d'élaboration du traité de non-prolifération.

tibles nucléaires entre l'Europe et les Etats-Unis réussissent parfaitement ce point. Ces controverses ne doivent pas nous laisser sur le fait qu'aucune puissance nucléaire ne souhaite favoriser la dissémination de l'arme nucléaire; c'est sur les méthodes à suivre pour atteindre cet objectif que subsistent des divergences sérieuses.

Le contrôle international qui peut toujours être remis en question, les marques leur préférence pour des formes telles que la création de « centres régionaux multinationaux » pour le retraitement des combustibles irradiés, la création d'un cartel de l'uranium, voire le partage du marché mondial des réacteurs assurés d'une interdiction de vente des équipements sensibles.

nement dans le choix des clients et en prenant toutes les précautions pour éviter que les matières et les matériels livrés ne soient détournés à des fins militaires.

Il semble bien que telle soit la position du gouvernement français qui, bien que non signataire du traité de non-prolifération, a manifesté clairement, dans le passé, qu'il ne favoriserait pas la prolifération de l'arme nucléaire et respecterait ses engagements internationaux en la matière. C'est un point de vue qui a été réaffirmé maintes fois, et notamment dans la déclaration commune franco-soviétique publiée en juin 1977 à l'occasion de la visite à Paris de M. Brejnev.

d'installations pour le retraitement du combustible irradié. En définitive, les dispositions prises jusqu'à présent par le biais du traité de non-prolifération et du code de bonne conduite adopté par les pays exportateurs de technologie nucléaire n'offrent pas de garanties absolues contre la prolifération, et il est difficile de mettre en œuvre des mécanismes juridiques et techniques plus efficaces.

En revanche, il est probable que la compétition commerciale entre producteurs d'équipements nucléaires se poursuivra, que de nouveaux centres de production de combustibles se constitueront et qu'un nombre accru d'Etats auront acquis, avant la fin du siècle, la capacité scientifique et technique nécessaire pour se doter de l'arme nucléaire. Il n'en résultera pas nécessairement une prolifération anarchique, car les Etats ne s'engageront dans cette voie que s'ils y sont poussés par des considérations tenant à la fois à l'affirmation de leur identité nationale et au souci de leur sécurité. En tout cas, on ne voit pas au nom de quelle morale internationale les pays nantis interdissent aux autres le droit d'acquiescer l'option nucléaire aussi longtemps qu'ils n'auront pas renoncé eux-mêmes aux privilèges que leur confère l'arme noble et démontrent, par des mesures concrètes de désarmement, leur volonté d'associer la sécurité mondiale sur des bases nouvelles.

JEAN KLEIN.

Un domaine réservé dans des enceintes trop limitées

La course aux armements favorise et se trouve étroitement associée à l'aggravation des contradictions, à la promotion de la politique de force, de dictat, de domination et d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats, à la compétition pour un nouveau partage du monde et des sphères d'influence, au maintien des foyers de conflit dans différentes régions du monde.

Rien, absolument rien, pas même le prétendu équilibre stratégique fondé sur la force, expression d'une politique surannée de confrontation et de compétition entre les blocs militaires, ne saurait justifier l'absurdité qui prévaut dans le domaine des armements. Comment pourrait-on trouver la moindre justification au gaspillage d'énormes ressources humaines et matérielles dans un monde où l'on meurt encore de faim et où l'on ressent une pénurie chronique de logements, d'écoles et d'hôpitaux, dans un monde qui devrait être celui de la paix, de la bonne entente et de la coopération, un monde d'épanouissement pour toutes les nations ?

Ce n'est assurément pas de nouveaux engins nucléaires, de bombes à neutrons et d'autres moyens de destruction massive que l'humanité a besoin. Bien au contraire, comme le soulignait le président Nicolas Choussikov, « l'humanité a besoin de détruire tous ces armements et d'employer les centaines de milliards de dollars engloutis chaque année par l'industrie de l'armement, pour favoriser un progrès économique et social plus rapide, pour liquider le chômage et assurer une vie digne et libre pour tous les peuples de la terre, l'avènement d'un monde meilleur et plus juste... »

La situation particulièrement grave à laquelle on est parvenu place tous les gouvernements, les Etats et les peuples, toutes les forces politiques, les organisations de tout genre, l'opinion pu-

blique du monde entier devant une question cruciale : que faire ?

Allons-nous admettre que la sécurité et la stabilité internationales peuvent être assurées par une nouvelle variante de l'antique « paix armée », réalisable par le prétendu équilibre des forces, c'est-à-dire un semblant d'équilibre ou, plus exactement, l'« équilibre de la terreur » ? Allons-nous accepter encore l'idée aberrante selon laquelle le monde se serait habitué à vivre avec les bombes, que les arsenaux nucléaires seraient devenus une composante naturelle du paysage politique et militaire contemporain ? Ou bien, nous déciderons-nous à établir des programmes concrets visant à réaliser un désarmement effectif et à écarter ainsi le danger qui pèse d'une façon si menaçante sur les destinées de l'humanité ? Il faut ouvrir de concert afin de créer un courant d'opinion à même de permettre à la volonté des peuples de s'imposer aux gouvernements.

Les programmes et les mesures visant au désarmement ne pourront être élaborés que dans le cadre de certains forums et mécanismes de négociations. Les résultats tout à fait décevants obtenus jusqu'ici sont dus, pour une large part, au caractère peu démocratique des forums et des mécanismes de négociation actuels, au fait que l'Organisation des Nations unies n'est pas élue à la hauteur des responsabilités spécifiques qui lui incombent en matière de désarmement. L'ONU a souvent été critiquée, voire ignorée, et ce notamment à cause des mécontentements entre les grandes puissances. Les problèmes fondamentaux du désarmement ont été soustraits aux compétences de l'ONU, ses résolutions et ses appels ont été ignorés, les organismes subsidiaires ont été faiblement créés en dehors de l'Organisation. En outre, l'ONU et les Etats membres n'ont pas été conven-

Pour la démocratisation des négociations

Par DIMITRI ANINOIU \*

biement informés des négociations bilatérales.

Les mécanismes de négociation actuels reflètent la situation qui existait à la fin des années 50 et au début des années 60. Ils ne correspondent plus à la structure et aux exigences du monde où nous vivons à présent.

La situation qui prévaut dans le domaine des négociations militaires a créé un grave paradoxe. Alors que la tendance vers la démocratisation des relations internationales gagne toujours du terrain et que les nations font des efforts considérables en faveur de la bonne entente et de la coopération, on voudrait cantonner les problèmes du désarmement dans la sphère de certains intérêts limités, on voudrait en faire un domaine réservé à un cercle fort restreint. On s'évertue même à accorder l'idée qu'un problème aussi complexe que celui du désarmement ne peut pas être abordé par tous, mais seulement par certains, que les forums à large participation — c'est-à-dire ceux que les Etats intéressés entendent le déroulement des négociations et ne sauraient aboutir à des résultats tangibles.

En fait, le désarmement constitue un problème de tous les peuples, de tous les Etats, un souhait vital de l'humanité, une exigence impérative de la nature et de la dignité. Il exige, par conséquent, la participation de tous les Etats aux efforts visant à trouver des solutions et ne saurait être le résultat d'arrangements conclus entre des groupes restreints ou entre les blocs militaires.

L'unique voie permettant de trouver des solutions efficaces est celle d'une

démocratisation profonde des négociations dans ce domaine :

— Un changement radical devrait se produire quant au raffermissement du rôle que les Nations unies sont appelées à jouer dans le domaine du désarmement. De par sa mission historique, l'ONU doit être associée et ouvrir directement et efficacement pour l'arrêt de la course aux armements, exercer des compétences directes en ce qui concerne la négociation, l'élaboration et le contrôle de l'application des mesures de désarmement ;

— Toutes les négociations militaires, bilatérales ou multilatérales, devraient être placées sous l'égide, l'autorité et le contrôle des Nations unies ;

— Des mesures devraient être adoptées en vue de changer de façon substantielle la teneur des négociations et démocratiser la structure, le mode de travail et les procédures internes du Comité du désarmement de Genève. Le Comité devrait fonctionner à l'avenir comme un organisme de l'Organisation des Nations unies dont il deviendrait partie intégrante ; son activité devrait se développer sous l'autorité indivisible de l'Assemblée générale, à laquelle il devrait présenter des rapports sur le stade des négociations et les résultats obtenus ;

— Etant donné que le problème du désarmement est l'affaire de tous les peuples et que tous les Etats ont droit à une sécurité égale, il est nécessaire de garantir lors de toutes les négociations sur le désarmement le droit de tous les Etats intéressés d'y participer sur un pied de parfaite égalité ; le respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats, ainsi que des droits qui découlent de ces attributs, leur participation directe et effective à toutes les phases des négociations, l'absence de toute forme de pression, de menace ou d'intimidation durant le

processus des négociations ; le droit pour tous les Etats participant de présenter leurs points de vue, de défendre et soutenir leurs intérêts ; l'octroi d'un traitement égal aux suggestions et aux propositions de toutes les délégations, pendant toutes les phases des consultations et des négociations.

Dans le cas de négociations à participation restreinte, tout membre des Nations unies doit avoir la possibilité d'exprimer ses points de vue sur les questions faisant l'objet des négociations, à quelque stade des travaux que ce soit et sous la forme qu'il estime convenable.

BIBLIOGRAPHIE

- LE DESARMEMENT : LIMITATION, REGLEMENTATION, CONTROLE : un dossier réalisé par la Documentation française...
ARMEES, GUERRE ET POLITIQUE EN AFRIQUE DU NORD (XXIX-XXI SIÈCLES) : sous ce titre, les Presses de l'École normale supérieure reproduisent trois études sur la politique et le rôle de la France en Afrique du Nord...

Arrangements partiels pour une solution globale

LES POSITIONS DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Par ALEXEI ROCHTCHINE \*

L'UNION SOVIÉTIQUE attache une attention soutenue au problème du désarmement. Chaque session de l'Assemblée générale des Nations unies donne l'occasion à l'Union soviétique de lancer d'importantes initiatives sur ce problème, dont beaucoup ont servi de base à la conclusion d'accords internationaux de signification majeure.

Tout en gardant à l'esprit que le but final des Etats dans le domaine du désarmement devrait être un désarmement général et complet, l'Union soviétique a maintenu ses efforts sur la réalisation d'arrangements partiels portant sur un vaste éventail d'actions visant à limiter et à faire cesser la course aux armements. Ces mesures concernent avant

tout les armes nucléaires, de même que les armes chimiques, les nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, les forces armées et les armements conventionnels, la réduction des budgets militaires.

L'Union soviétique se prononce pour la cessation simultanée de la fabrication des armes nucléaires — qu'elles soient atomiques, à hydrogène ou à neutrons — pour tous les Etats. L'U.R.S.S. estime que les puissances nucléaires pourraient s'engager à réduire progressivement les stocks déjà accumulés, pour aller ensuite jusqu'à leur destruction complète. En même temps, l'Union soviétique œuvre activement pour la solution positive des problèmes particuliers concernant l'atténuation de la menace d'une guerre nucléaire exterminatrice.

En septembre 1975, l'U.R.S.S. a proposé l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Cette proposition a pour but de mettre fin également aux explosions nucléaires souterraines qui n'ont pas été interdites par le traité de 1963 de Moscou, de mettre ainsi un terme au perfectionnement qualitatif des armes nucléaires et de prévenir la pollution radioactive de la terre. Au cours des négociations sur ce problème, qui se sont déroulées entre trois puissances nucléaires, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne imposaient une condition non justifiée selon nous : que le contrôle de l'observation d'un tel accord soit assuré par une inspection in situ pour déterminer la nature des phénomènes sismiques douteux, c'est-à-dire pour établir s'il s'agissait de phénomènes naturels ou d'explosions nucléaires expérimentales. Bien que la partie soviétique estime que les moyens nationaux de détection sismographique sont suffisants, elle a néanmoins consenti, pour parvenir à un accord sur ce problème, à collaborer à l'échange des données sismographiques nécessaires pour l'analyse internationale des phénomènes sismiques douteux. L'Union soviétique a

également accepté la proposition de compromis soviétique sur « l'inspection sur invitation », qui prévoit que le pays soupçonné d'avoir procédé à une explosion nucléaire souterraine a le droit et la possibilité de susciter une inspection internationale pour établir sur place la nature d'un phénomène sismique douteux. En outre, l'U.R.S.S. a donné son accord pour limiter un moratoire sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Les efforts déployés par l'U.R.S.S. en vue de mettre fin à tous les essais d'armes nucléaires ont fruyé la voie à une entente entre trois puissances nucléaires — l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne — sur ce problème. On peut constater avec satisfaction que, le 16 mars 1978, les représentants de ces puissances ont rendu public, au sein du Comité du désarmement à Genève, un communiqué commun concernant le progrès sensible obtenu dans la négociation d'un traité sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Notre tâche est de faire en sorte que toutes les puissances nucléaires prennent part à cette initiative fondamentale.

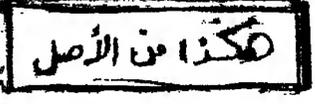
La bombe à neutrons

UNE autre tâche d'importance capitale liée directement aux efforts pour écarter la menace de guerre nucléaire consiste à prévenir le déploiement de nouveaux types d'armes nucléaires, et avant tout de la bombe à neutrons. Ce dernier type d'arme constitue la troisième génération des armes nucléaires. Elle possède toutes les propriétés d'une arme nucléaire, à savoir l'onde de choc, le rayonnement calorifique, la boule de feu et, cette dernière étant particulièrement puissante, la radiation qui émettent tout organisme vivant. Les promoteurs de l'installation de cette arme en Europe et de sa mise en service dans les forces de l'OTAN prétendent que l'arme à

neutrons n'est pas un moyen d'extermination massive des êtres humains et que son emploi n'aboutirait pas à une guerre nucléaire mondiale. Cette conception est dépourvue de fondement et lourde de danger. L'arme à neutrons n'est qu'une variété des armes nucléaires, qui a toutes les propriétés d'un moyen de destruction massive des hommes. Le recours à cette arme serait lourd de la menace du déclenchement d'une guerre nucléaire mondiale où les armes nucléaires de tout genre seraient employées.

La mise en service de l'arme à neutrons pour les armées nationales pousserait la course aux armements vers une nouvelle étape très dangereuse. Les calculs selon lesquels les Etats-Unis auraient le monopole de cette arme sont illusoire. L'expérience historique a montré qu'ils avaient eu le monopole de l'arme atomique pendant moins de quatre ans, et de celle à hydrogène pendant moins d'un an. M. Leonid Brejnev a dit à ce sujet : « L'Union soviétique s'oppose énergiquement à la mise au point de la bombe à neutrons. (...) Mais si cette bombe est créée en Occident, elle est contre nous, ce que personne ne cache, — on doit se rendre parfaitement compte de ce que l'U.R.S.S. ne restera pas un observateur passif. Nous serons mis devant la nécessité de répondre à ce défi, afin d'assurer la sécurité du peuple soviétique, de ses alliés et amis. Tout cela finira, en dernière analyse, par élever la course aux armements à un niveau encore plus dangereux... »

M. Leonid Brejnev a proposé aux Etats occidentaux de s'entretenir sur la renonciation à la bombe à neutrons pour épargner au monde cette nouvelle arme infernale de destruction massive. Au mois de mars dernier, l'U.R.S.S. et sept autres pays socialistes ont saisi le Comité du désarmement à Genève d'un projet de convention portant sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation de l'arme



Etroite imbrication des calculs stratégiques et politico-économiques

Les ventes d'armes conventionnelles

EN tête des fournisseurs d'armes viennent les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France, la Grande-Bretagne et la Chine populaire qui ensemble fournissent environ 90 % des armes du monde. On estime que le montant des transferts, entre 1965 et 1974, a atteint 64,4 milliards de dollars. Jusqu'en 1970, les principaux acheteurs résident les pays industrialisés eux-mêmes, et surtout les nations qui constituent les deux grandes alliances militaires en Europe. L'accès à l'indépendance d'un nombre considérable d'Etats et la persistance des tensions au Proche-Orient, au Vietnam et en Afrique ont fait des pays en voie de développement les principaux importateurs d'armes.

Et la Chine populaire fournissent, elles aussi, à un niveau plus modeste, des armes à leurs clients régionaux, avec lesquels elles sont liées par des accords de sécurité ou par des intérêts stratégiques, économiques ou historiques. Les fournisseurs d'armes cherchent à obtenir des bases militaires, comme l'ont fait les Etats-Unis en Espagne, ou l'Union soviétique d'abord en Somalie, puis en Ethiopie.

L'accroissement considérable des moyens financiers des pays pétroliers leur a permis d'absorber une part de plus en plus grande des armes exportées. Il est probable qu'en 1978 et 1979, 70 % à 75 % de ces armes vendues dans le monde l'ont été dans les pays du Proche-Orient. Selon les chiffres fournis par l'Institut de recherches sur la paix de Stockholm, la valeur des armes importées par les pays du tiers-monde a doublé entre 1973 et 1976.

Les objectifs et les motifs des exportations et des importations d'armes sont variés et complexes. Aucun pays, y compris les super-puissances, ne peut, par ses propres moyens, assurer sa propre sécurité. Le transfert d'armes est, pour lui, un moyen d'atteindre ses objectifs stratégiques. Pour le fournisseur, les armes contribuent efficacement à la sécurité de ses alliés et clients. Les armes fournies par les Etats-Unis dans le cadre de leur programme d'assistance militaire, entre 1950 et 1974, étaient, en ordre décroissant, destinées à la France, à la Grèce, à la Turquie, à l'Italie, à la Grèce, au Vietnam du Sud, à la Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En ce qui concerne les ventes proprement dites, les pays d'Europe (notamment la R.F.A.) et du Proche-Orient (Israël, Arabie Saoudite, Iran) sont de gros clients des Etats-Unis, ces derniers essayant aussi de protéger leur position prédominante en Amérique latine et de fournir de plus en plus d'armes aux pays africains comme le Kenya.

L'Union soviétique fait de même pour ses clients d'Europe et du Proche-Orient. Sa pénétration en Afrique a été marquée par des exportations massives en Angola et en Ethiopie. La France, la Grande-Bre-

tagne et la Chine populaire fournissent, elles aussi, à un niveau plus modeste, des armes à leurs clients régionaux, avec lesquels elles sont liées par des accords de sécurité ou par des intérêts stratégiques, économiques ou historiques. Les fournisseurs d'armes cherchent à obtenir des bases militaires, comme l'ont fait les Etats-Unis en Espagne, ou l'Union soviétique d'abord en Somalie, puis en Ethiopie.

Les motifs économiques des fournisseurs ne sont pas des facteurs négligeables. Pour la France, M. Michel Debré, ancien ministre de la défense, a bien résumé cette dimension économique : la vente d'armes assure un meilleur équilibre de la charge, l'accroissement des quantités produites, donc l'amortissement des frais fixes sur des séries plus longues, une meilleure balance des paiements et des marchés extérieurs.

Pour la France, les ventes d'armes ont payé, en 1978, l'équivalent de 20 % de ses importations de pétrole, alors que dix ans plus tôt elles couvraient un tiers. Cela représente une augmentation considérable des ventes d'armes, puisque le prix a quadruplé depuis 1973. En 1976, les ventes d'armes représentaient 43 % du montant global des exportations françaises. La France a enregistré, en 1977, à l'étranger, l'équivalent de 6 milliards de dollars en commandes de matériels militaires. Par rapport aux années précédentes, l'augmenta-

Por EDWARD KOŁODZIEJ \*

tion est considérable : en 1976, les commandes s'élevaient à environ 3,8 milliards de dollars, et en 1975 à 3,5 milliards de dollars (1).

La complexité des armes modernes implique que l'importateur dépendra de l'exportateur pour les pièces de rechange, l'entretien et la formation des forces locales. Lorsqu'on achète un avion, par exemple, on achète en même temps le fournisseur et le système de fourniture ; autrement dit, on achète un partenaire politique. Les importateurs, de ce côté, ne sont pas privés d'atouts. A l'époque de M. Kissinger, on pensait ainsi qu'Israël serait plus disposé à entreprendre des pourparlers de paix avec les Arabes si les Etats-Unis lui fournissaient toutes les armes qu'il demandait. C'est l'inverse qui s'est produit : plus Israël est devenu fort, plus il est devenu intraitable. De surcroît, en suivant l'exemple d'autres pays fournisseurs, Israël s'est créé une capacité industrielle militaire avec un chiffre d'affaires pour l'exportation de 300 à 400 millions de dollars en 1978. L'U.R.S.S., de son côté, a aussi développé depuis 1973 une capacité industrielle militaire à assurer un allié par la seule livraison d'armes. Si elle a gagné l'Ethiopie comme allié, elle a perdu en Somalie sa base militaire, et la Chine populaire ne s'est pas alignée sur l'Union soviétique en dépit des armes que, par le passé, elle recevait d'elle.

entre ces centres d'initiatives et le transfert d'armes, on ne peut pas laisser ce réseau « sous-national » en dehors de l'analyse des facteurs qui contribuent aux transferts d'armes. On ne peut pas expliquer l'intervention des Etats-Unis au Vietnam, ou de l'Union soviétique en Ethiopie et en Angola, sans évoquer les pressions exercées par ce complexe militaire-industriel.

Au plan transnational, on observe deux espèces de rapports. D'une part, les rapports entre un gouvernement légitime et des groupes étrangers qui cherchent, soit à contester l'autorité d'un gouvernement local, soit à établir une nation indépendante ; ainsi de l'aide militaire apportée par la Libye aux insurgés du Tchad, ou de celle de l'Union soviétique aux Palestiniens. D'autre part, le développement de la multinationnalisation des industries de guerre : presque tous les avions de haute technologie, en Europe, comportent des éléments de fabrication américaine. En 1977, les

Etats-Unis étaient ainsi engagés dans près de quarante grands programmes de coopération à l'étranger, pour une valeur de 8,5 milliards de dollars. Les entreprises américaines ont, elles aussi, des accords commerciaux avec leurs homologues à l'étranger (cinquante autres projets de même type). La France a signé un accord avec un consortium arabe pour développer l'industrie militaire : Dassault, Matra et Thomson-C.S.F. figurent dans ces accords.

En l'absence d'un consensus international sur les transferts d'armes, les Nations unies jouent en ce domaine un rôle mineur, voire marginal. Fire encore est l'absence d'accord sur le principe d'un embargo par l'ONU de tous ces transferts : sans accord sur ce point minimal, on voit mal comment des progrès seront possibles.

(1) Pour les ventes d'armes, la France vient au troisième rang après les Etats-Unis et l'U.R.S.S. (N.D.L.R.).

Les travaux de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Outre son annuaire (1) qui fait le point des progrès réalisés l'année en cours par les Etats dans la production, la vente et le commerce des armements, des stocks accumulés ou encore des mesures prises en faveur de la limitation des armements, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publie régulièrement le résultat de ses recherches sur tel ou tel aspect spécifique. Parmi les ouvrages récents, à signaler :

- Arms Control, A Survey and Appraisal of Multilateral Agreements : nomenclature commentée et textes des accords multilatéraux de contrôle des armements depuis la fin du siècle dernier (238 pages, 1978, 10,50 livres sterling).
- Outer Space, Exclusivity of the Frontier : l'utilisation des satellites orbitaux et le rôle qui leur est assigné à des fins militaires (102 pages, 1978, 5 livres).
- Biological Consequences of the Second Indo-China War : les effets destructeurs sur l'environnement des différentes catégories d'armements utilisés durant la guerre du Vietnam (1976, 113 pages).

- Delayed Toxic Effects of Chemical Warfare Agents : une monographie consacrée spécialement aux effets à long terme des armes chimiques (1978, 60 pages).
- Chemical Disarmament, New Weapons for Old : le point sur les négociations de 1974 en faveur du désarmement chimique ; le programme américain de production de gaz toxiques sur les stocks d'armes chimiques (1975, 150 pages).
- The Problem of Chemical and Biological Warfare : en six volumes, l'histoire de la production des armes chimiques, les problèmes juridiques, diplomatiques ou techniques qui en découlent sous l'angle du désarmement et de la limitation des armements.
- Les anciennes publications du SIPRI peuvent être commandées à l'éditeur Almqvist & Wiksell International, 25, Gamla Brogatan, S-111 20 Stockholm, Suède. Depuis le mois d'avril 1978, les ouvrages de l'Institut sont publiés par Taylor & Francis Ltd, 10, 14, Mark Lane, Londres WC2E 8NF, Grande-Bretagne.

(1) World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook 1978, Taylor & Francis Ltd, Londres, 1978, 518 pages, 18 livres.

Le plan « sous-national »

Si le phénomène de transfert d'armes peut s'expliquer, en priorité, par le jeu des rapports entre nations, on ne doit pas pour autant négliger le plan « sous-national ». C'est à ce niveau — à l'échelle militaire, tantôt industrielle, tantôt administrative, tantôt scientifique — que l'on trouve les racines profondes du problème. Ces structures bureaucratiques des pays capitalistes et socialistes sont aujourd'hui étroitement liées à la politique nationale d'un Etat. Autrefois, on parlait des « marchands de canons », mais les intérêts à l'intérieur de chaque pays sont beaucoup trop complexes pour se réduire à une seule dimension. La division du travail dans l'économie mondiale et la spécialisation exigée par la guerre moderne créent un réseau puissant, qui encourage l'expansion des transferts d'armes. Il y a une tendance, limitée bien sûr par les ressources et les moyens dont chaque

pays dispose, à produire plus d'armes que ce dont il a besoin.

Le stockage de ces armes dans des centres nationaux ou l'expansion de la production militaire menacent le paix internationale. Une nation ne peut intervenir dans les affaires d'un autre pays si elle dispose des moyens militaires pour le faire. L'existence de ces armes n'est pas la cause principale de l'intervention étrangère ; la volonté politique des dirigeants d'un pays est bien plus importante. Mais cette volonté politique est formée en partie par la mise en place et l'influence d'un complexe militaire-industriel lié aux industriels et techniciens. Quoiqu'il soit très difficile d'établir sans ambiguïté les liens

\* Professeur à l'université de l'Illinois, président du département des sciences politiques.

Contradictions et convergences

PENDANT un jour et demi, grâce à l'accueil de l'Académie diplomatique internationale, nous avons pu faire le point sur les étapes parcourues en matière de désarmement, cerner les différentes positions nationales ou continentales dans le débat actuel, tracer quelques perspectives d'avenir.

Les interventions étaient le fait, tantôt de personnalités exprimant directement les vues de leurs gouvernements, de leurs administrations nationales, tantôt d'universitaires ou de chercheurs indépendants, « distancés » de leurs appareils d'Etat, mais exprimant tout de même les sensibilités nationales respectives.

De ces interventions, on peut tirer certaines lignes de convergences ou les manifestations de contradictions persistantes — très normales dans un monde hétérogène où les intérêts des Etats, les positions géopolitiques, les « images du monde » et de la menace, les idéologies dominantes, sont si divers :

1° Il y a une unanimité sur la nécessité de ne pas aller au conflit nucléaire. Cela va sans dire — mais cela va encore mieux en le disant... — le porte-parole égyptien

a évoqué, en termes éloquentes, la sensibilité particulière du tiers-monde à cet égard. La délégation soviétique a réaffirmé sa position — réaffirmation précieuse, en un temps où certains commentateurs nord-américains (peut-être inspirés par la polémique sur les SALT) mettent l'accent sur la diversité des approches au sein de l'appareil d'Etat soviétique.

2° Le débat continue sur les procédures, sur les structures du désarmement. Pour les deux principales puissances, il s'agit d'une question secondaire. Ce problème est, par contre, mis au premier plan par la France ainsi que par divers Etats non alignés ou ayant une position spécifique au sein du bloc (Yugoslavie, Inde, Mexique, Roumanie). Parmi ces Etats, deux « sous-approches » différents sont à relever : pour les uns, il importe de démocratiser le comité de Genève, pour les autres, il est essentiel de lui substituer une nouvelle structure.

3° Le débat est intense sur le contenu de la négociation ; en particulier sur les priorités à établir : désarmement nucléaire ou classique ? Simple « maîtrise des arme-

ments » respectueuse des équilibres stratégiques, ou réduction, voire abolition des forces ? Approche sélective ou générale ? Imbrication des mesures « nucléaires » et « classiques » ? La question du contrôle reste enfin posée (la proposition française sur les « satellites de contrôle » n'ayant pas suscité d'écho au cours du colloque).

4° Un vif intérêt s'est manifesté sur le principe des « approches régionales ». La dénucléarisation de l'Afrique et du Proche-Orient a été évoquée. La France a souhaité l'extension des mesures de confiance au plan de l'Europe géographique. Rappelons que la France et la Chine ont ratifié, en 1973, le protocole n° 2 du traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine.

5° Une convergence est réalisée sur le nécessaire conversion économique des dépenses militaires. La France apparaît un peu ici en « pionnière » depuis 1955, où elle présenta des propositions sur ce thème à la conférence des Quatre à Genève.

Le plan français d'aujourd'hui prévoit une taxation du « surarmement » : mondialisme utopique ou réalisme de demain ?

C. Z.

nucléaire ou neutrons. La conclusion d'une telle convention serait d'une importance majeure pour le renforcement de la détente et de la sécurité internationale.

L'U.R.S.S. fait des efforts considérables pour prévenir une nouvelle phase de la course aux armements, surtout dans le domaine des moyens de destruction massive des hommes. A cet effet, elle a avancé, en 1975, la proposition d'interdire la mise au point de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 1975, par cent douze voix, la résolution qui reconnaît la nécessité de cette prohibition.

Il y a dix ans, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été signé. Le regretté U. Thant, ancien secrétaire général de l'ONU, a qualifié ce traité d'accord le plus remarquable de l'ère nucléaire. L'Union soviétique se prononce pour tout le renforcement possible de ce traité et pour la consolidation du système de non-prolifération des armes nucléaires. A la lumière de l'accroissement de plusieurs pays, techniques et industriel de plusieurs pays, l'indivisibilité de la prolifération des armes nucléaires reste une tâche parmi les plus actuelles de notre temps. Mais l'U.R.S.S. appuie par tous les moyens la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le traité sur la non-prolifération, signé par cent deux Etats, représente une bonne base pour une telle coopération. Il sert non seulement à assurer la sécurité des Etats, mais aussi leur développement économique.

Les traités et les accords internationaux concernant le problème du désarmement doivent se fonder sur le principe du non-dommage à une quelconque des parties. Le respect de ce principe est la condition la plus importante de l'efficacité et de la viabilité de ces documents internationaux. L'Union

soviétique, qui a subi pendant deux guerres mondiales et sous l'intervention étrangère durant la guerre civile, d'énormes sacrifices en vies humaines et de destructions atroces sur son territoire, ne peut pas se passer de la sécurité comme le pierre angulaire de la conclusion des accords internationaux de toute sorte. Le même attitude est partagée par tous les autres Etats. Le volonté d'aboutir à des changements dans le rapport des forces existantes, à l'affaiblissement d'un des Etats ou d'un groupe d'Etats par le biais des accords internationaux représente une approche injustifiable du problème du désarmement, qui frustre les négociations dans ce domaine.

Le principe important pour assurer le progrès dans le domaine du désarmement est celui du refus par les Etats de l'appui de la force dans les relations internationales. En 1972, l'Union soviétique a présenté une proposition sur la non-recours à la force et l'interdiction permanente d'utiliser les armes nucléaires. En 1976, l'Union soviétique a pris l'initiative d'introduire le projet d'accord sur le non-usage de la force qui a reçu un écho favorable à la session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Un manque de progrès sensible

UN certain nombre d'Etats manifestent leur insatisfaction à l'égard du mécanisme des négociations sur le désarmement. Le manque de progrès sensible dans la solution des problèmes de désarmement résulte des insuffisances de ce mécanisme. Une critique sévère est parfois adressée au Comité de désarmement à Genève. Un rôle non négligeable dans la critique de ce comité est, en général, du mécanisme du désarmement, revient à la France.

Dans l'appréciation de l'activité de Comité du désarmement de Genève, on ne peut pas ne pas remarquer que, face à la stérilité totale de tous les autres organes mondiaux qui fonctionnaient dans le domaine de désarmement, il s'est créé, au sein du Comité, d'aboutir à des accords internationaux importants sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires, sur la non-prolifération de ces armes, sur l'interdiction de les placer au fond des mers, sur l'interdiction totale de l'arme bactériologique (biologique), sur l'interdiction de modifier le milieu environnant à des fins militaires et autres fins hostiles. A présent, le Comité procède activement aux négociations qui portent sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires, sur l'interdiction des armes chimiques les plus meurtrières et les plus dangereuses, etc. Au mois de février 1978, l'U.R.S.S. et six autres Etats socialistes ont soumis au Comité un large programme d'action dans le domaine du désarmement, dont la discussion devrait contribuer au progrès dans la réalisation des objectifs du désarmement.

Le démantèlement du mécanisme existant arrêterait pour une longue période le processus de solution des problèmes en discussion au Comité. Or les questions du désarmement ont un caractère urgent et leur solution ne peut pas attendre. En dehors de cette considération, une autre question se pose : une fois démantelé le mécanisme existant des négociations, réussira-t-on à en construire un autre, meilleur que le précédent ?

On considère, en Union soviétique, qu'il doit s'agir non pas de la « réorganisation » du mécanisme des négociations et de la suppression de l'organe principal des négociations qu'est le Comité du désarmement, mais, au contraire, de l'amélioration de l'activité de tous les forums existants. Le Comité du désarmement a subi déjà plusieurs

réorganisations ; deux fois, il a vu sa composition s'élargir de dix-huit à trente et un Etats participants, tandis que la compétence de ses coprésidents était réduite. L'U.R.S.S. est prête à entreprendre des pas dans la direction du perfectionnement du travail de ce comité, mais elle se prononce contre sa suppression. Elle préconise la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement afin de pouvoir examiner toutes les voies et propositions de nature à mener à l'intensification des négociations et à la réalisation d'autres mesures de limitation et de réduction des armements et des forces armées. L'U.R.S.S. estime qu'il est nécessaire d'assurer la participation maximale des Etats, en particulier des puissances nucléaires et des Etats disposant de contingents importants de forces armées et d'armements.

En guise de conclusion, il faut souligner que l'Union soviétique prend de nombreuses initiatives afin de contribuer, par la promotion du désarmement, à compléter la détente internationale par la détente militaire. En vue de consolider ce processus en Europe, M. Leonid Brejnev a avancé un programme d'action appuyé par d'autres pays socialistes qui prévoit : l'engagement des Etats participant à la Conférence européenne de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier ; de ne pas élargir, en y admettant de nouveaux membres, les groupements et alliances politiques et militaires européennes ; de ne pas organiser de manœuvres militaires de plus de cinquante mille à soixante mille personnes ; d'étendre les mesures de confiance militaires prévues par l'Accord final d'Helsinki aux pays de la partie sud de la Méditerranée. Il n'est que trop regrettable que ces propositions ne soient pas acceptées par les pays occidentaux. La mise en pratique de ces propositions aurait une immense importance pour la cause de la paix, non seulement en Europe, mais également dans le monde.

ALEXEI ROCHTCHINE.



Dans les revues...

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE change de peau : couverture bien cotée... Une autre expérience ouest-allemande... Un numéro spécial d'APPROCHES...

L'Afrique australe occupe une large place dans le dernier numéro de la REVUE OP AFRICAN... L'Europe, sous revue qui apporte une initiation complète aux littératures...

Des auteurs américains et latino-américains, catholiques ou non, analysent l'évolution de l'Église catholique en Amérique latine... L'Est-est bien, seulement, de grands projets et d'argent que manque la...

LES CAHIERS DU COURS publient un numéro spécial sur le journalisme révolutionnaire... L'œuvre de Jean Dresch, géographe économiste dont les positions anticoloniales...

LE TITRE et la question nationale : YUGOSLAV SURVEY prend l'initiative de publier des extraits de la section...

CINÉMA

Marcel Martin et Claude Bayle analysent, dans ESCAN 75, l'œuvre des grands cinéastes suédois... LA REVUE DU CINÉMA (Image et Son) consacre un numéro spécial...

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

BAHREÏN (29 juin 1978) Président de la République, chargé du secrétariat présidentiel, des affaires gouvernementales, des ministères de la défense, des finances, des sciences et de la technologie...

Alimentation : M. Abdul Momen Khan; directeur du personnel administratif : général Mijidji Hogue; gouvernement local : développement rural et coopératives...

MAURITANIE (11 juillet 1978) Président du comité de redressement national : M. Cheikh Ould Mohamed Leïty; ministre des affaires étrangères : M. Cheikh Ould Mohamed Leïty...

PAKISTAN (5 juillet 1978) Chef d'état-major des forces armées et administrateur en chef de la loi maritale : général Mohammed Zia-ul-Haq...

AKMED ANSARI; gouvernement local et développement rural : M. Mohammed Zenas; affaires étrangères : général M. Ali Ahmad Talpur...

La première dame de France. Objectif prioritaire pour Citroën : mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Fallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe.

Calendrier des fêtes nationales 16-31 OCTOBRE 21 SOMALIE Fête nationale 24 ZAMBIE Fête de l'indépendance 28 AUTRICHE Fête nationale 28 IRAN Fête nationale 28 TURQUIE Anniv. de la procl. de la République

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS la seule grande publication francophone entièrement contrôlée par des Africains. OU VA L'ÉGLISE CATHOLIQUE AFRICAINE? CONTRE ROBERT CORNEVIN GISCARD D'ESTAING, L'ENNEMI PRINCIPAL...

CITE UNIVERSITAIRE «PAVILLON DU LAC» Ouvert tous les jours 29, rue Gazan (Paris Montmartre) 588-38-23

Poste des communautés mondiale sans frontières, basé sur la propriété commune et le contrôle démocratique. Pour un exemplaire gratuit, écrivez (sans adresse mention) à: E.P. 26, 6700 Arlon, Belgique.

STERN • GRAVEUR • depuis 1840 CARTES DE VISITE, INVITATIONS la distinction d'une gravure traditionnelle nouveau département "Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sarvagat. Impression du « Monde » à des Trévins PARIS-XX

# Hollywood: nostalgie et stratégies



Les journées de film américain, à Douville, fournissent désormais l'occasion, en début de soirée, de faire le point sur un cinéma très directement mêlé à la vie cinématographique française.

La France, on le sait, constitue le quatrième client (après le Canada, l'Allemagne et le Japon) des produits hollywoodiens; elle a procuré, en 1977, aux grandes compagnies américaines, 46,5 millions de dollars de bénéfices. Ces compagnies ont investi environ 40 % de leur chiffre d'affaires de la distribution française, secteur clef de l'économie du cinéma. Ces dernières années, dans un marché en récession (huit millions de spectateurs en moins, de 1973 à 1977), les spectateurs français ont été de plus en plus attirés par les productions américaines; la fréquentation de salles-ci a marqué un bond spectaculaire passant de 19,7 % en 1973 à 20,5 % en 1977; et lors que durant la même période les films français perdaient 12 % de leurs clients. A titre de comparaison, signalons qu'aux Etats-Unis les films français ne sont vus que par 1,5 % des spectateurs américains.

Le renouveau de Hollywood date de 1973, lorsque fut lancée une nouvelle politique de super-productions (cf. « Le Monde diplomatique » de septembre 1977) prenant appui sur une thématique spectaculaire (les films-catastrophes), dans un contexte de technologie audiovisuelle très moderne et une politique commerciale fondée sur la connaissance très fine des techniques de gestion les plus sophistiquées. La prépondérance du cinéma américain ne

repose pas seulement sur les mérites de ses produits ou sur la puissance des infrastructures technologiques mais, surtout, sur la parfaite appréciation du fonctionnement des marchés nationaux et internationaux. Une nouvelle génération de gestionnaires misent aujourd'hui autant sur leur intuition du « bon sujet » que sur des études précises de marketing et des modèles de minimisation des risques de financement.

Les grandes compagnies protègent massivement à l'égard des exploitants américains (très dispersés puisque 55 % des cinémas sont possédés par des sociétés qui contrôlent moins de onze salles) deux types de contrats quasi illégaux sur lesquels se fonde leur réussite: le Block Booking, location d'un paquet de films de moyens qualité liée à celle de deux ou trois films à grand succès, et le Blind Bidding, location de films non encore achevés; cela leur permet à la fois de contrôler le marché et de diversifier les risques.

Beaucoup de nouveaux nobles hollywoodiens viennent à peine de quitter l'Université, où souvent ils furent mêlés aux luttes politiques; leur promotion fulgurante dans le secteur de la production s'explique par le fait que 60 % des spectateurs américains ont entre vingt et un et trente-neuf ans et appartiennent à leur génération. Le responsable du secteur production à la Paramount, Donald Simpson, n'a que trente ans, tout comme Paul Weinstein, au même poste à la Fox, qui est une ancienne étudiante, et militante radicale, de l'université de Columbia (New-York). Mark Rosenberg, de la Warner, n'a que trente ans, il a longtemps été fiché par le F.B.I. pour ses activités politiques libérales à l'instar de Tom Mount, vingt-neuf ans, de la Universal, qui fut leader des manifestations contre la guerre du Vietnam en Caroline du Sud. Claire Townsend, vingt-six ans, qui dirige les affaires de création à la Fox, est une ex-militante écologiste de l'organisation dirigée par Raif Heider.

Cette génération nouvelle favorise la réalisation de thèmes plus libres en prise directe avec la nouvelle réalité américaine, empreinte

toutefois d'une certaine nostalgie: celle des bouleversements (ludiques et politiques) des années 60; ce sont eux qui produisent des films-hommages aux musiques de nuit: le rock (Grease, American Hot Wax), les Beatles (I Wanna Hold Your Hand), etc., et qui abordent des sujets délicats dans des films comme Dress Goy sur le meurtre d'un cadet homosexuel à la célèbre académie militaire de West-Point; Mex-American, sur la nouvelle force politique des Chicanos; Blue Collar, sur la condition ouvrière, ou F.I.S.T., vision sans fard du syndicalisme américain qu'évoque ci-dessous son réalisateur, Norman Jewison.

Une autre caractéristique de cette nouvelle génération est d'avoir favorisé l'arrivée en force, dans le domaine de la mise en scène, de nombreuses femmes. Sept réalisatrices ont tourné leur premier film ces deux dernières années, dont Claude Weil, auteure de Girl Friends, venue du documentaire politique, genre où se sont fait remarquer Barbara Kopple (Harlan County), Cindy Firestone (Arctic), Barbara Margolis (On the Line) et, aujourd'hui, Barbara Frank, auteure d'une extraordinaire méditation sur les années 60 à partir de la dernière campagne (The Last Campaign) de Robert Kennedy, dont elle explique ci-dessous l'importance pour toute la génération de moins de trente-cinq ans.

Hollywood est toujours, pour les cinéphilas politiques, une fascination ambiguë, contradictoire, où les fastes mythiques de la représentation le disputent sans cesse aux croixes d'un obsédant impérialisme culturel. Aujourd'hui, définitivement, un certain Hollywood a disparu: celui qui hante Fedora, le merveilleux film de Billy Wilder, et celui dont nous parlons ci-dessous King Vidor, à quatre-vingt-six ans le dernier des grands cinéastes hollywoodiens de la période héroïque. Le nouvel Hollywood se bâtit, encore une fois, sur des nostalgies et des enchantements; mais les nouvelles stratégies mercantiles du commerce des ombres nous inquiètent autant que jamais.

IGNACIO RAMONET.



## F.I.S.T., C'EST AUSSI L'AMÉRIQUE

Par NORMAN JEWISON \*

J'AI toujours été impressionné par le fait que les syndicats américains, et particulièrement ceux de droite, n'aient jamais eu de mouvement ouvrier si plein d'idéal et de passion durant les années 30 qu'ils l'ont eu pendant la période des films F.I.S.T. (1) pour essayer de comprendre comment un mouvement ouvrier si plein d'idéal et de passion durant les années 30 s'étaitompagné au point de tomber sous le contrôle de véritables gangsters.

Quoique centré sur un personnage inconnu (qui peut faire penser à James Hoffa, le célèbre dirigeant du syndicat des camionneurs), le film est une synthèse de l'histoire du syndicalisme américain. La première partie rappelle les moments les plus exaltants de cette histoire, notamment la combativité ouvrière des années qui suivirent la grande dépression. Le climat politique était alors favorable aux syndicats, car Roosevelt, pour relancer l'économie américaine, avait besoin de l'appui des ouvriers. Le président avait fait voter le National Industrial Recovery Act (NIRA), qui garantissait aux ouvriers le droit de s'organiser, imposait le respect du salaire minimum et limitait la journée de travail. Plus tard, en 1935, le Wagner Act fut la grande charte du syndicalisme américain qui encourageait les ouvriers à se syndiquer en masse; de 1933 à 1940, le nombre d'ouvriers syndiqués doubla, atteignant le chiffre de sept millions.

Cette période fut aussi une époque de grandes luttes; il y eut d'abord une sécession au sein de la centrale conservatrice A.F.L. (American Federation of Labor) qui déboucha sur la création, en 1935, du C.I.O. (Congress of Industrial Organizations) plus progressiste et dont les méthodes de lutte ont inspiré la première partie de mon film. Le C.I.O. organisa les premières grèves sur le tas à Flint, dans le Michigan, dans les usines de la General Motors où les ouvriers résistèrent violemment à toutes les charges de la police jusqu'à faire capituler la G.M. Ce même syndicat lança une campagne massive d'occupation d'usines durant les années 1935 à 1937; c'est au cours de cette période qu'eurent lieu les sanglants affrontements de Detroit entre les grévistes et les hommes de main du vieux Henry qui firent dix-sept victimes ouvrières; à la même époque, la grève des ouvriers de l'acier, à Youngstown, fit seize morts.

Cette période très brutale, née de la Dépression, donna naissance à un mouvement syndical puissant, mais aussi, dès cette époque, certains secteurs, grévistes par leur puissance, se laissèrent gagner par la corruption et passèrent des accords avec des organisations de gangsters.

Après la guerre, dans l'euphorie de la victoire, le patronat chercha à mettre au pas les syndicats; il fut soutenu par l'administration qui (c'était le début de la « guerre froide ») souhaitait limiter l'influence des communistes. En juin 1947, sous la présidence d'Harry Truman, une majorité républicaine au Congrès vota la loi Taft-Hartley dont une des clauses obligeait les dirigeants syndicaux à un serment de non-communisme. Cela fut facilement accepté par l'A.F.L. mais plus difficilement par le C.I.O. dont le quart des syndicats était contrôlé par les communistes. Le C.I.O. procéda à sa propre épuration; il expulsa, en 1949-1950, douze syndicats à direction communiste et perdit un million de membres. A cette époque, se sont produits les affrontements de Minneapolis où il y eut vingt-deux ouvriers tués, et tous les éléments de gauche du syndicat furent victimes d'une purge. Cela fut fait avec l'aide de la police et du gouverneur; Jimmy Hoffa lui-même fut envoyé dans le Minnesota pour régler la question.

La corruption syndicale dont je fais état dans la deuxième partie de mon film a surtout été incarnée par le tristement célèbre James Hoffa qui fut condamné en 1967 à treize ans de prison pour malversation après une enquête conduite par une commission



F.I.S.T. : UN HOMMAGE A LA COMBATIVITE DU SYNDICAT C.I.O. De l'idéalisme des années trente à la corruption et au conservatisme

## Naissance d'un charisme

Par BARBARA FRANK \*

VERS la fin des années 60, tout semblait possible; un grand espoir s'était emparé de la jeunesse américaine, l'espoir surtout d'en finir avec la guerre du Vietnam, et aussi d'imposer aux Etats-Unis une autre idée de la justice. Et, en 1968, en Californie, aux yeux des Noirs, des Chicanos, des jeunes, des pauvres, de tous les exclus, un homme, soudain, a été investi de cette immense espérance: le candidat démocrate Robert Kennedy.

Les humbles lui ont fait d'emblée une confiance sans limites; la débordante affection à son égard, avait besoin du contact physique avec lui. Un tel amour pour Robert Kennedy pouvait surprendre au début, car il avait la réputation d'être un politicien calculateur et froid, organisateur méthodique des campagnes électorales de son frère John; on le prêtait pour un « dur » à cause de son passé maccarthyste et de sa lutte contre le syndicat des camionneurs de James Hoffa. Mais l'idée que s'en faisaient les gens s'est très vite effacée devant l'homme réel; une sorte de charme opérait et tout le monde se mettait à l'aimer.

J'ai décidé de tourner ce film sur une intuition; la sensation que quelque chose d'important se passait, que nous étions en train d'assister à un événement politique exceptionnel: la naissance d'un charisme. Les grands studios de Hollywood n'ont pas perçu alors l'intérêt d'un film sur le frère de Kennedy; ils ont considéré qu'on devait attendre jusqu'à la convention de Chicago, de me suis donc résolue à le produire moi-même avec l'aide de quelques personnes qui sentaient aussi la puissance du courant populaire qui soutenait Robert Kennedy.

Nous l'avons suivi, caméras en main, pendant des semaines, et nous avons découvert un homme de cœur, chaleureux, fragile, vulnérable et timide, avec un sens profond du devoir, fruit probable de son éducation catholique, et aussi certain de la faillibilité. Dans ses allocutions, il mêlait des anecdotes de Jerry Lewis et des citations d'Albert Camus; il pouvait plaisanter et trouver le

ton des tragédies grecques. Souvent nous avons eu l'impression qu'il savait que sa vie serait courte.

Politiquement, Robert Kennedy arrivait à la fin d'une évolution vers l'ala la plus radicale de son parti; il avait été l'un des premiers à dire publiquement, dans un discours à des étudiants d'université sur les privilèges, que la guerre du Vietnam était faite par les gens les plus pauvres des Etats-Unis: Noirs, Chicanos, Portoricains, etc., des hommes qui n'avaient pas le choix, coincés par leur condition sociale. En Californie, Bob Kennedy s'était entouré d'une équipe assez curieuse, mélange de vieux politiciens du temps de J.F. Kennedy, et de militants comme Tom Hayden, Charles Evers, ou Cesar Chavez, d'authentiques radicaux.

Sa campagne était la dernière d'un certain genre; c'était une campagne électorale dans le style du dix-neuvième siècle: Robert Kennedy allait en train à travers la Californie, s'arrêtait à toutes les gens, improvisait des discours, les gens l'embrassaient, les enfants couraient en criant le long du train. C'était un peu populiste, mais cela ne manquait pas d'une certaine saveur lincolnienne. Il incarnait, en 1968, un des souhaits politiques profonds du peuple américain, surtout en période troublée: le désir d'évangélisme.

La brutalité de sa mort provoqua un désarroi général parmi la population la plus modeste qui venait de voter en sa faveur.

Si j'avais présenté *The Last Campaign* juste après le meurtre, il aurait eu une valeur un peu scandaleuse de « document d'actualité », de reportage. Cela je ne le voulais pas. Après dix ans, je l'ai monté comme un drame politique qui oblige les spectateurs à s'interroger sur cette période de la fin des années 60. Et notamment sur la complexité de l'Amérique en 1968, cette date de rupture où un grand frisson politique a parcouru le monde, dont on se souviendra désormais au même titre que d'autres dates mythiques: 1789, 1870 ou 1936.

\* Réalisatrice, auteure de *The Last Campaign*.

## KING VIDOR: « Donner confiance aux hommes »

QUAND je suis arrivé à Hollywood, en 1916, à l'âge de vingt ans, j'ai fait le tour de tous les départements des studios pour voir ce qu'on y faisait. D'abord voir. Ensuite j'ai travaillé partout où il y avait de l'embauche, comme extra, comme chauffeur, comme cameraman. Je contribuais aussi aux scénarios. C'était cela, l'école des cinéastes à Hollywood. En autodidacte, je suis devenu peu à peu professionnel. Je souhaitais faire des films qui présentent des idées positives et élevées. Je voulais utiliser l'écran comme expression de foi et d'espoir, pour donner confiance aux hommes.

J'ai dû cependant, surtout au début de ma carrière, accepter de mettre en scène des œuvres de commande, dans lesquelles je ne m'engageais pas. Vers 1926, avec la constitution des grands studios, l'expression personnelle a été, paradoxalement, plus facile. A la Metro Goldwin Mayer, où je travaillais, on produisait plus de cinquante films par an. Confondu dans le nombre, j'ai pu ainsi réaliser un sujet assez aride que la *Foule* (1928); j'ai obtenu le feu vert, et une fois que les producteurs vous donnaient leur accord, ils n'intervenirent plus pendant le tournage. Par contre, dans les conditions actuelles, je ne crois pas que j'aurais pu tourner *la Foule*; la *Foule* était un

film prémonitoire; dans une Amérique insouciance qui ne pensait qu'au plaisir facile (c'étaient les années folles), l'avez-vous remarqué, un avant la dépression, que l'avenir n'est pas toujours rose, surtout celui de l'homme moyen, sans talents particuliers, qui devrait rencontrer de la solidarité là où la ville moderne n'offre qu'hostilité et indifférence.

Mon premier film parlant fut *Hallelujah* (1929); c'était aussi le premier film américain exclusivement interprété par des Noirs. Durant le tournage, dans le Tennessee, il y avait une atmosphère d'hostilité générale contre notre scénario, c'était un peu l'ambiance du film de Norman Jewison, *Dans le chaleur de la nuit*; nos comédiens étaient victimes de toutes sortes de discriminations. L'exploitation de *Hallelujah* a beaucoup souffert de ce racisme; le film venait trop tôt et, au sud de la ligne Mason-Dixon, les préjugés raciaux ont empêché presque complètement la diffusion de cet hommage à la culture noire américaine. Je pense cependant que *Hallelujah* a favorisé l'entente entre Noirs et Blancs aux Etats-Unis. Je crois à la nécessité des changements, et je me considère profondément comme un homme libéral. Longtemps, je me suis passionné pour ce qui se passait en Russie;

peut-être par mimétisme, a eu un comportement dictatorial; dans ces discours, il ne disait plus « le peuple » ou « le pays » mais constamment « moi, je », comme Mussolini.

Malgré ces réticences, je me suis associé aux plans de relance du gouvernement; j'ai notamment travaillé avec mon ami Pare Lorentz, qui faisait des documentaires et des actualités pour l'administration Roosevelt. Nous avons fait des documentaires politiques comme: *The Plow that Broke the Plains* (1936) et *The River* (1937), films d'éducation, chargés de répandre la philosophie du New Deal.

Durant la guerre d'Espagne, j'ai soutenu le camp républicain; je leur ai offert une ambulance par l'intermédiaire d'Ernest Hemingway; j'ai d'ailleurs craint, sous le maccarthysme, que cela ne me soit reproché, mais je n'ai jamais été inquiété. La « guerre froide » fut la période la plus triste pour Hollywood. Tout le monde était tendu, on avait peur. Les maccarthystes croyaient de manière tout à fait simpliste, que le cinéma pouvait changer les gens. Ce qui est absurde. Le cinéma peut, tout au plus, faire réfléchir, mais seule une révolution peut faire changer les gens.

(Propos recueillis par NOELLE DE CHAMBRUN.)

## L'une des

L'INDIFFERENCE de l'Amérique envers les problèmes du monde est une des raisons de son échec. Ce n'est pas seulement le manque de solidarité internationale, mais aussi le manque de solidarité nationale. Les dirigeants américains ont toujours été préoccupés par les intérêts immédiats de leur pays, sans jamais se soucier de l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, malgré sa puissance économique, elle se trouve en retard sur les autres nations. Elle doit se réveiller et se consacrer à l'éducation de son peuple, à la formation d'une conscience collective, à la recherche de la justice sociale. C'est seulement ainsi qu'elle pourra jouer un rôle véritablement civilisateur dans le monde.

Dans le Nord, l'homme est devenu un être égoïste, égoïste par nature, égoïste par éducation. Il ne se soucie que de son intérêt personnel, de son confort, de son plaisir. Il ne pense pas à ses frères humains, à ceux qui souffrent, à ceux qui meurent de faim. C'est une triste condition. Elle doit changer. Elle doit devenir une condition de solidarité, de fraternité, de justice.

La brutalité de sa mort provoqua un désarroi général parmi la population la plus modeste qui venait de voter en sa faveur.

\* Réalisatrice, auteure de *The Last Campaign*.

## Juxtaposition

L'ENFERMEMENT était une des raisons de son échec. Ce n'est pas seulement le manque de solidarité internationale, mais aussi le manque de solidarité nationale. Les dirigeants américains ont toujours été préoccupés par les intérêts immédiats de leur pays, sans jamais se soucier de l'avenir de l'humanité. C'est pourquoi, malgré sa puissance économique, elle se trouve en retard sur les autres nations. Elle doit se réveiller et se consacrer à l'éducation de son peuple, à la formation d'une conscience collective, à la recherche de la justice sociale. C'est seulement ainsi qu'elle pourra jouer un rôle véritablement civilisateur dans le monde.

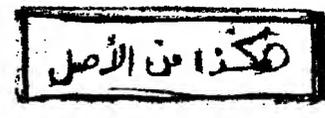
Dans le Nord, l'homme est devenu un être égoïste, égoïste par nature, égoïste par éducation. Il ne se soucie que de son intérêt personnel, de son confort, de son plaisir. Il ne pense pas à ses frères humains, à ceux qui souffrent, à ceux qui meurent de faim. C'est une triste condition. Elle doit changer. Elle doit devenir une condition de solidarité, de fraternité, de justice.

La brutalité de sa mort provoqua un désarroi général parmi la population la plus modeste qui venait de voter en sa faveur.

\* Réalisatrice, auteure de *The Last Campaign*.

## Lire pages

P. 26-27. — Suite de l'article d'Yves...  
P. 28-29. — Suite de l'article d'Yves...  
P. 30-31. — Suite de l'article de Br...



atégies

Supplément

# Le NIGERIA géant de l'Afrique



Le 1<sup>er</sup> octobre 1978, le Nigeria, le plus peuplé des Etats d'Afrique, fête le dix-huitième anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Si le général Olusegun Obasanjo tient ses promesses et celles de ses prédécesseurs, le 1<sup>er</sup> octobre 1979, l'ancienne colonie britannique, qui a connu depuis 1966 une succession de gouvernements militaires, reviendra à un régime civil.

Le gouvernement de Lagos semble fermement résolu à s'en tenir aux échéances fixées. C'est du moins ce dont témoignent deux mesures récentes dont la portée politique est considérable : la suppression de l'état d'urgence et la réapparition des partis politiques mis hors la loi en mai 1968. Le 21 septembre dernier, les autorités fédérales ont officiellement mis fin à l'état d'urgence imposé depuis douze années aux Nigériens. Quelques jours plus tard, tandis que la commission électorale fédérale rendait publique les nouvelles circonscriptions, on apprenait que, d'ores et déjà, trois nouveaux partis politiques allaient briguer, l'an prochain, les suffrages populaires : le Parti de l'unité du chef Obafemi Awolowo, ancien leader de l'ancien parti Action Group (A.G.) et ancien speaker de l'opposition parlementaire, le Parti populaire nigérian d'El Hadj Waziri Ibrahim et le Mouvement national du Nigeria.

Cette volonté manifestée par l'équipe gouvernementale nigérienne de retrouver les voies de la démocratie de type occidental pourrait contribuer à

accroître le poids de leur pays sur la scène africaine. Plus qu'Addis-Abeba, qui abrite pourtant, depuis quinze ans, le siège de l'Organisation de l'unité africaine, Lagos apparaît comme une des capitales sud-sahariennes où les problèmes continentaux font l'objet de recherches systématiques de règlement. C'est là que M. James Carter est venu, en avril, évoquer avec les dirigeants nigériens, l'avenir de l'ensemble de l'Afrique australe. Plus récemment encore, c'est à Kano que, le 22 septembre, M. Callaghan, premier ministre britannique, a rencontré M. Kasanda, président de la Zambie, pour discuter avec lui de la mise au point d'un plan commun d'action en Rhodésie. C'est dans la capitale fédérale qu'en mars dernier M. Louis de Guiringaud est venu expliquer les grandes lignes de la politique africaine de la France. En effet, quels que puissent être les alicats du dialogue franco-nigérian, on tient à Paris à entretenir des relations aussi harmonieuses que possible avec ce pays qui, pour sa part, entend bien diversifier ses partenaires internationaux. Le Nigeria constitue un marché beaucoup trop important pour les industries françaises, les intérêts pétroliers français y sont trop étendus pour que les responsables de la politique extérieure de la France n'agissent pas dans le sens de l'ouverture. Cette attitude est d'autant plus aisément explicable que la fédération nigérienne possède des frontières communes avec quatre Etats africains francophones, avec lesquels Paris entretient des rapports privilégiés de coopération : le Bénin, le

Niger, le Tchad et le Cameroun. C'est pourquoi, notamment, les attaques menées par les Nigériens lors de la quinzième conférence au sommet de l'O.U.A. à Khartoum, en juillet dernier, contre le projet français de création d'une force africaine commune d'intervention n'ont pas provoqué de réactions importantes à Paris.

Véritable « géant de l'Afrique » et faisant, par l'importance de sa population, l'étendue et la diversité de ses ressources économiques, figure de véritable sous-continent, le Nigeria n'en est pas moins menacé dans son équilibre par la persistance de graves tensions internes et par l'apparition de premières difficultés économiques. Le mouvement de contestation s'amplifie dans de telles proportions, au sein de la jeunesse, que le général Olusegun Obasanjo a dû fermer, le 21 avril, les trois universités de Lagos, Ibadan et Zaria. Par ailleurs, l'exploitation du pétrole, sur laquelle repose très largement l'économie nigérienne, commence à donner de sérieux signes d'essoufflement, comme l'explique ci-après Bruno Dethomas. C'est sans doute dans son histoire, évoquée ici par Yves Person, et dans sa culture, dont Claude Wauthier présente un des multiples aspects, que le peuple et les dirigeants du Nigeria sauront puiser les ressources nécessaires à la préservation de leur unité nationale et, donc, de leur rayonnement international.

PHILIPPE DECRAENE.

## L'une des clés du devenir du continent

Par YVES PERSON \*

L'INDEPENDANCE de l'immense Nigeria, proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1960, s'est faite sous le signe de l'hésitation, de l'ambiguïté et du double jeu. Ce vaste pays comptait alors, sans doute, quarante-cinq millions d'habitants, alors que des recensements, contestés, allaient bientôt lui en accorder cinquante-cinq millions. Etré des franges sahariennes aux forêts de la piste de Biafra et du moyen Niger au Tchad, il présentait une extrême diversité géographique et humaine nullement réduite.

Trois grands groupes ethnolinguistiques saillaient aussitôt aux yeux quand on observe la carte de la fédération. Dans le Nord, l'immense pays Haoussa, peuplé de musulmans organisés autour de vieilles cités marchandes et dominé depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle par une aristocratie d'origine peule, dont les Britanniques avaient confirmé et consolidé le pouvoir dans le cadre de l'administration indirecte. Les Haoussa proprement dits comptaient de quinze à vingt millions d'âmes en majorité paysans et artisans très traditionnels.

Dans le Sud-Ouest, en milieu

forestier, les cités-Etats des Yorouba occupaient l'arrière-pays de Lagos. Animistes ou bien islamisés ou christianisés récemment, ils représentaient l'élément le plus étoilé, ayant réussi à se moderniser sans rompre avec leur culture traditionnelle. Ils avaient été les premiers liés au système colonial britannique et devaient compter près de dix millions de personnes. Cet effectif était aussi celui du dernier groupe constitué par les Ibo, qui occupent les forêts situées sur le bas Niger et à l'est de ce fleuve, en villages dispersés, car leur société traditionnelle est caractérisée par l'absence d'Etat et une très grande compétition entre les individus. Acablés plus tard que les Yorouba, les Ibo se sont ralliés massivement au christianisme, et ont fait preuve de telles qualités intellectuelles et d'un tel dynamisme économique qu'ils s'étaient imposés partout comme cadres à la veille de la seconde guerre mondiale, soulevant des haines tenaces, notamment celle des Yorouba auxquels ils tendaient à se substituer. C'est en grande partie d'eux que provenaient les éléments du premier capitalisme nigérian constitué de gros commerçants et de gros planteurs.

Dans la région ouest, les Edo, héritiers de l'empire du Bénin, souhaitaient se séparer des Yorouba. Dans l'est, les pêcheurs Ijaw, ainsi que les Ibibio et Ezik, au Cabaila, avaient plaigné de l'attitude envahissante des Ibo. Le Nigeria aurait dû accéder très tôt à l'indépendance, car il avait vu le nationalisme africain, en liaison avec le panafricanisme, se développer dès le XIX<sup>e</sup> siècle, par suite du retour d'anciens esclaves Yorouba christianisés en Sierra-Leone. Dès la fin des années 20, les Ibo lui avaient fourni un leader prestigieux, très lié aux mouvements noirs américains, et fondateur d'une presse redoutable, le Dr Nnamdi Azikiwe, surnommé Zik. L'évolution sociale très rapide des deux régions du Sud, avec une économie florissante fondée sur l'huile de palme, le cacao et le café, tandis que le coton et l'arachide se développaient un peu plus tard dans le Nord, allait dans le même sens. Entre les deux guerres mondiales, le syndicalisme était déjà présent au Nigeria et il connut, dès 1940, un développement remarquable, sous la direction du leader de l'Union des cheminots, Michael Duroso, issu d'un sous-groupe Edo (Béni, Etat du Centre-Ouest).

Le mouvement ouvrier fut marqué par des grèves très violentes contre celle des charbonnages d'Enugu, qui fit vingt et un morts en 1949. Ces syndicats n'avaient cependant pratiquement pas morché sur le Nord et ils restaient dispersés, incapables de rallier durablement aux partis politiques, ce qui est exceptionnel en Afrique. Les Nigerian T.U.C. d'Imoudu, d'abord proches d'Azikiwe,

\* Professeur à la Sorbonne.

échouèrent totalement, mais son Union restait indépendante du pouvoir. Il faudra la guerre civile pour ruiner cet équilibre. C'est donc en dehors du mouvement syndical que se sont constitués les partis politiques du Nigeria, sur des bases sociales très diverses, leurs militants étant des intellectuels, fonctionnaires et hommes d'affaires dans le Sud, des notables traditionnels dans le Nord. Leurs divergences étaient profondes. La marche à l'indépendance ne fut donc pas aisée, bien que le colonisateur, loin de s'y opposer, y ait fortement poussé dès l'instant où le Ghana de Nkrumah donnait l'exemple.

Londres en avait admis le principe dès 1949, en abro-

geant la constitution Richards de 1947, qui donnait la part trop belle aux chefs coutumiers. Mais les nombreuses conférences constitutionnelles qui s'élevèrent ensuite de 1949 à 1960 se heurtèrent aux plus grandes difficultés. Les partis politiques s'organisant sur une base régionale, conformément à la nature du pays, il n'était certes pas question d'envisager une formule qui ne soit pas fédérale mais encore fallait-il en préciser les équilibres. Le National Congress for Nigeria and Camerouns (N.C.N.C.) du Dr Azikiwe, exprimant les ambitions panafricanistes des Ibo, préconisait une formule aussi centralisée que possible.

(Lire la suite page 26.)

### Juxtaposition sans fusion

L'E Nigeria colonial était une juxtaposition sans fusion des trois régions, Nord, Ouest et Est, dominées par ces trois ethnies de caractères si différents. Mais les Britanniques n'avaient guère tenu compte dans ce découpage des autres ethnies, comptant pourtant des millions de personnes, et qui se trouvaient ainsi réduites à l'état de mino-

rité. Ils avaient particulièrement favorisé le Nord, dont le conservatisme musulman leur plaisait. C'est ainsi que, dans cette région, les Haoussa dominaient à la fois les Kanouri de l'ancien royaume du Bornou, de langue nilo-saharienne et plus vieux musulmans qu'eux, ainsi que les Yorouba d'Ilorin et les Ivi, peuples sans Etat des rives de la Benoué.

## Une pause dans l'essor pétrolier

Par BRUNO DETHOMAS

L'ARRIVEE depuis plus d'un an, sur un marché excédentaire, des pétroles de l'Alaska, du Mexique et de la mer du Nord a été particulièrement préjudiciable au Nigeria, dont la production pétrolière bénéficiait en effet, d'un double « bonus » : le faible poids spécifique et la faible teneur en soufre de la majeure partie de son brut et la proximité relative — comparée au Proche-Orient — des marchés européens et américains, réduisant sensiblement les coûts de transport.

Déjà érodés par la crise mondiale, qui a vu un effondrement des cours du fret, ces avantages

ont encore été réduits par la disponibilité des bruts légers de la mer du Nord et par la construction, dans les raffineries américaines, d'unités de désulfuration, facilitant ainsi l'achat de bruts sulfureux.

Vendant près de la moitié de sa production aux Etats-Unis, dont il est le second fournisseur, le Nigeria a été obligé de limiter ses ambitions. En 1977, la production moyenne avait été de 2,18 millions de barils par jour (104 millions de tonnes dans l'année), soit un peu plus que l'année précédente, mais moins que les 2,25 millions de barils par jour du record de 1974. Cette tendance

à la baisse s'est encore accentuée dans les premiers mois de 1978, la production retombant, au mois de mars, à 1,5 million de barils par jour, soit le niveau atteint peu après la fin de la guerre du Biafra. Entre le premier semestre 1977 et la même période pour 1978, la chute atteint près de 25 %.

La légère reprise de la consommation dans les pays industrialisés et les achats dits « de précaution » depuis le mois d'août, par anticipation sur une hausse possible du prix du pétrole — que certains envisageaient au 1<sup>er</sup> octobre mais qui n'interviendrait pas, si elle était décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979, — ont certes redonné un peu de vigueur au marché. La production nigérienne ne dépasse cependant pas — pour les derniers chiffres connus — 2 millions de barils par jour. Or les revenus tirés du pétrole représentent 53 % des recettes d'exportation.

(Lire la suite page 30.)

Lire pages 26 à 31 :

- P. 26-27. — Suite de l'article d'Yves Person.
- P. 28-29. — Michael Imoudu, chef syndicaliste et militant nationaliste. — Richesse et diversité de la littérature (Claude Wauthier).
- P. 30-31. — Suite de l'article de Bruno Dethomas.

**FOUGEROLLE**  
NIGERIA

Fougerolle Nigeria Limited — Lagos, 25, Boyle Street  
P.O. Box 5290 — Téléphone : 55.385 — Telex : 21445

hommes



# L'une des clés du devenir du continent

(Suite de la page 25.)

Mais le sud du Cameroun occidental rejoignit le Cameroun français à la suite du référendum de 1960.

Les Yorouba, inquiets d'un dynamisme qui leur avait enlevé le monopole de l'évolution, étaient très décentralisateurs et réclamaient une révision des frontières des régions pour réintégrer Lagos et Ibadan et limiter le poids du Nord. Leur parti, l'Action Group, issu du Nigeria Youth Movement à tradition panafricainiste, était dirigé par un leader remarquable, Obafemi Awolowo, surnommé Awo.

Le Northern People Congress (N.P.C.), dominé par définition par l'aristocratie peule, était dirigé par Ahmadu Bello, sardama de Sokoto et descendant d'Osman Dan Fodio, mais mettait en avant un intellectuel issu d'une minorité, Sir Abubakar Tafawa Balewa, premier ministre sous la Constitution coloniale provisoire de 1954. Décidé à empêcher à tout prix l'hégémonie des « évolués » du Sud qui risquaient de miner l'ordre social archaïque, le Nord joua avec intrépidité de son seul atout : la masse démographique de sa région, encore enlaidie pour les besoins de la cause. Il s'opposa donc farouchement à la révision des frontières que ses minorités réclamaient violemment et exigea d'avoir en tout cas la majorité absolue dans la fédération. Cela en ruina l'équilibre et compromettait l'avenir, mais les Britanniques, croyant ainsi consolider un régime conservateur, lui donnèrent gain de cause. Cette décision fatale, marquée par le mépris de la réalité organique des peuples du Nigeria, portait en germe les drames de la domination du Nord et de la sécession du Biafra.

Il restait à diviser les gens du Sud, ce qui était facile en jouant de l'opposition entre Yorouba et Ibo. Dans les années 1958-1960, Azikiwe committ l'erreur historique de forger l'alliance des Ibo avec les Haoussa, dont il soutint toutes les revendications. Au demeurant, ceux-ci n'hésitaient pas à menacer de retarder l'indépendance ou de faire sécession. Il faut reconnaître que la Grande-Bretagne pesa alors de toutes ses forces pour l'indépendance dans l'unité, au moment précis où la France favorisait l'éclatement de l'A.O.F. puis empêchait par tous les moyens la constitution de la fédération du Mali. Cependant, le temps passait. Le Ghana était indépendant depuis 1947, la Guinée depuis 1958 et l'Afrique francophone allait suivre la même voie. La création de nouvelles régions fut donc écartée, l'hégémonie du Nord inscrite dans la Constitution et des gouvernements autonomes furent établis dans l'Ouest et l'Est en 1964, dans le Nord en 1969. La même année, les élec-

tions préalables à l'indépendance confirmèrent l'hégémonie du N.P.C. La fédération proclama donc son indépendance le 1<sup>er</sup> octobre 1960, le Dr Azikiwe devenant gouverneur général et Sir A.T. Balewa premier ministre fédéral. Le vrai maître était Ahmadu Bello et le grand vaincu l'Action Group d'Awolowo, dont la participation à un gouvernement d'union nationale avait été écartée.

Le désempolement vint très vite car le caractère démocratique de la fédération ne pouvait tenir devant un Nord prépondérant, autocratique et féodal, mais inquiet et anxieux d'établir définitivement le pouvoir musulman jusqu'à la mer.

Dans le Nord, Ahmadu Bello instaura un despotisme brutal et imposa partout l'enseignement en langue haoussa aux dépens de celles des minorités que les Britanniques avaient reconnues. Les Ibo, ce qui laissait au sultan arabe maître de tout le pays. Dans un Etat immensément riche et prospère, avec un commerce extérieur en pleine croissance, la corruption généralisée et les injustices sociales faussaient cependant monter la tension. Les syndicats, pourtant divisés, arrivèrent à constituer un Joint Action Committee pour diriger la grande grève de septembre 1964.

## Cartes faussées au profit du Nord

La consolidation de l'hégémonie des Ibo du Nord ne laissait aucun espoir, car elle annonçait pour le Sud une domination à la fois religieuse, ethnique et sociale. Or tout allait dans ce sens. Le recensement de 1963, en vue des élections, fut l'objet d'un étonnant truquage, en enflant la population du Nord. Quand le scrutin eut lieu, en 1964, il consacra ces résultats et fut entièrement manipulé au profit d'Azikiwe chez les Yorouba dans une ambiance de grande violence. Le pouvoir de l'extrême droite haoussa paraissait définitivement établi. La violence et la corruption triomphaient partout. Azikiwe réalisa qu'il avait été trompé, mais un peu tard.

C'est alors qu'un groupe de jeunes militaires, en majorité Ibo, prit le pouvoir en janvier 1966, tuant Sir A.T. Balewa ainsi que le sardama de Sokoto et de nombreux officiers originaires du Nord. Ces jeunes officiers étaient assurément mus par une exigence de liberté et d'honnêteté, mais il leur était impossible d'échapper à la logique des divisions ethniques. Ils mirent la tête du Nigeria le général Ironsi un conservateur étranger au coup d'Etat, mais d'origine Ibo. Des gouvernements militaires furent placés à la tête des provinces dont ils étaient originaires. A travers tout le pays yorouba, Akintola et ses partisans furent massacrés, village par village, par ceux d'Awo qui les considéraient comme des traîtres.

comprendre que leur tour viendrait sous l'impulsion d'Ahmadu Bello, le gouvernement entreprit donc de briser l'Action Group. La faction d'Azikiwe, désempoignée de participer aux présidences du pouvoir, rompit avec Awolowo dont le gouvernement fédéral suspendit l'administration. Awolowo fut accusé de trahison et condamné à quinze ans de prison à la suite d'un procès scandaleux, pendant qu'Azikiwe prenait sa place (1963). Les Yorouba, avec rage, se voyaient soumis à de simples agents des ombres du Nord.

La république dans le Commonwealth fut cependant proclamée la même année, sous la présidence d'Azikiwe, mais déjà, avant mis au pas les Yorouba. Le N.P.C. songea à soumettre les Ibo, ce qui laisserait au sultan arabe maître de tout le pays. Dans un Etat immensément riche et prospère, avec un commerce extérieur en pleine croissance, la corruption généralisée et les injustices sociales faussaient cependant monter la tension. Les syndicats, pourtant divisés, arrivèrent à constituer un Joint Action Committee pour diriger la grande grève de septembre 1964.

## Le sanglant intermède nigéro-biafraïse

Les négociations organisées au Ghana ayant échoué, ce fut le gouvernement fédéral qui provoqua la rupture en annonçant la division du Nigeria en quatre Etats, dont trois aux dépens de la région orientale, privant les Ibo d'une grande partie des zones pétrolières (28 mans).

Ojukwu proclama alors le 29 mai 1967, l'indépendance du Biafra, et en juillet commença une des plus terribles guerres civiles de l'Afrique contemporaine. Les Biafraïses avaient des cadres militaires, mais pas d'armes et, en dehors d'une aide française limitée, ils allaient se

trouver complètement isolés. Les Biafraïses surent utiliser les diverses rancœurs qu'évalent inspirées les Ibo et avaient une espèce de patriotisme nigérien. L'appel de l'Islam joua aussi en leur faveur ; c'est ainsi que de nombreux citoyens du Niger traversèrent la frontière pour s'engager. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique fournissant du matériel aux Biafraïses, ceux-ci constituèrent peu à peu une armée de deux cent mille hommes, de loin la plus puissante d'Afrique noire.

par ailleurs, ils menèrent la guerre de façon impitoyable, comptant sur un blocus ferroce de fait de leurs capacités remarquables, les Ibo allaient dominer l'espace qu'on leur ouvrait ainsi. Deux mois plus tard, en juillet, des incidents opposèrent à Abokuta des troupes Ibo et haoussa, et ce fut le détonneur d'un complet bien mis au point par des officiers du Nord. Ironsi et le gouverneur de l'Ouest furent tués et, un peu partout, des officiers Ibo furent massacrés. Affectant de ne pas abuser de leur victoire, les auteurs du putsch mirent au pouvoir le colonel Yakubu Gowon, originaire du Nord, mais chrétien et membre d'une ethnie minoritaire : les Angas. Cette précaution fut vaine. Le colonel Ojukwu, gouverneur de l'Est, refusa de reconnaître le nouveau régime et l'évitait, à travers tout le pays haoussa, surtout à Kano, d'horribles massacres de civils Ibo, auxquels l'armée prit part. Le nombre des victimes fut sans doute de vingt mille à cinquante mille. Tous les originaires de l'Est s'enfuirent alors en masse, au nombre de plus d'un million vers leur région d'origine, d'où Ojukwu expulsa Yorouba et Haoussa.

Tel est le traumatisme essentiel qui allait mener à la sécession et que des discours sur le déterminisme économique ne doivent pas masquer. Après ce bain de sang, les Ibo, bouleversés, renouèrent leur idéologie pan-nigérienne, et leur opinion publique, remarquablement informée, poussa irrésistiblement à la rupture. A ce moment jouèrent les facteurs économiques et l'influence de l'extérieur. D'importants gisements de pétrole avaient été découverts dans la région orientale et les Ibo eurent le sentiment qu'ils pouvaient mener seuls leur jeu. La France poussa dans le même sens, et employa à cette fin la Côte-d'Ivoire, qui s'y prêta, par méfiance de l'anglophonie et du fédéralisme, et par jalousie envers un Etat trop grand.

pour affamer une zone surpeuplée, le pays Ibo comptant parfois de cinq cent à mille habitants au kilomètre carré. Les horreurs qu'ont subies les civils du Biafra sont présentes à toutes les mémoires, même si leurs pertes n'atteignent strictement pas les deux millions qui furent annoncés. Malgré l'héroïsme et l'ingéniosité des Biafraïses, leur écrasement paraissait donc assuré à terme si aucun facteur extérieur n'intervenait.

Or l'Afrique fit aussitôt bloc derrière les Fédéraux, et le reste du monde l'imita pour ne pas l'indisposer. Devant l'horreur du conflit, des voix isolées, comme celle du président Nyerere, évoquèrent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais il ne fut guère entendu. La Gambie, le Gabon et la Côte-d'Ivoire le suivirent cependant pour des motifs divers, cette dernière reconnaissant même le Biafra, sous la pression française, en mai 1968. Bloquée par l'idée ultra-conservatrice du caractère sacré des frontières et par servilité à l'égard de tout pouvoir établi, l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.) fut incapable d'arbitrer, car elle ne tenait pas la balance égale entre les par-

tenaires et ne proposait au Biafra qu'une capitulation pure et simple. Celui-ci fut par ailleurs poussé à l'indépendance par la France et certains intérêts pétroliers, alors que l'intérêt véritable de son peuple aurait été de négocier aux meilleures conditions son retour dans la Fédération.

Ainsi donc, le conflit traîna en longueur, dans le sang et la famine, pour aboutir à l'issue inévitable : l'effondrement de l'armée biafraïse et sa capitulation en janvier 1970. Ojukwu avait fui à temps, ce qui évitait sans doute la terrible effusion de sang et la durée de la famine qui démolit les populations bloquées dans le « réduit ». On s'attendait à de terribles représailles. Il faut porter au crédit du général Gowon qu'il n'en fut rien. Ramenés dans la fédération par la zone, contre leur volonté, un peuple vaincu, ruiné, occupé, suspecté par tous, mais il ne furent pas maltraités et leur immense ingéniosité allait leur permettre une reconstruction remarquablement rapide. Leurs talents étant indispensables, on accepta peu à peu qu'ils reprennent leur place dans les autres Etats.

## Le rythme remarquable de la reconstruction

A partir de 1970, la reconstruction se fait à un rythme remarquable. L'économie étant soutenue par l'expansion de la production pétrolière, qui passe de soixante-deux millions de tonnes en 1971 à cent douze millions en 1975, mettant le Nigeria au second rang de l'Afrique après la Libye, mais avant l'Algérie. A la suite de la guerre d'octobre, le 3 novembre 1973, le Nigeria augmenta le prix de son pétrole de 84%. La montée des cours du café et du cacao jouera momentanément dans le même sens. Le plan national de développement économique fut réalisé de façon satisfaisante en 1970-1974. Ce développement a été conçu dans la perspective du capitalisme libéral et, dans les limites de cette logique, il a obtenu un succès remarquable. La bourgeoisie d'affaires nigérienne, qui avait déjà un long passé derrière elle, a su participer à la création d'une industrie efficace et différenciée. Des Ibo y ont joué un nouveau grand rôle. Bien entendu, les inégalités de fortune devinrent de plus en plus choquantes et la corruption, vice traditionnel, grandit de façon remarquable au rythme des affaires.

Cependant, au-delà de toutes les crises au profit du nationalisme nourrit l'orgueil de ce pulsant pays. Il explique que, malgré le choix d'une idéologie économique libérale, le Nigeria semble à développer un secteur public important. Le nationalisme, comme toujours, nourrit le capitalisme d'Etat. C'est ainsi que le Nigeria a pris en 1971 une participation de 51% dans les compagnies pétrolières et que, à partir de 1972, toute nouvelle concession est interdite, au profit d'une société d'Etat, la Nigerian National Oil Corporation (N.N.O.C.).

Des goulots d'étranglement ne peuvent pas être évités. Malgré la réouverture de Port-Harcourt dans l'Est, le port de Lagos fut incapable de faire face à ce trafic intense, en dépit de l'appui de Cotonou (Bénin) et de Lomé (Togo). La durée d'attente des bateaux s'éleva à quatre ou six mois vers 1976.

L'immense croissance sauvage des villes africaines, déjà sensible avant la guerre, prit une ampleur incroyable. Lagos avait huit cent mille habitants en 1963. Elle en comptait trois millions cinq cent mille (1976) sur un territoire à vrai dire étroit. Entassée sur une île stérile, cette ville est réputée pour les plus remarquables embouteillages d'Afrique, malgré d'énormes travaux publics. En désespoir de cause, la police réserve les jours pairs ou impairs à la circulation des seules voitures pourvues d'un tel numéro.

Il ne faut pas négliger les aspects positifs. Les services se sont considérablement développés et l'enseignement primaire est, en principe, généralisé depuis 1976, avec une place importante pour les langues africaines. Et la logique productive du capitalisme met en danger l'identité des ethnies secondaires, les cultures des grands peuples, n'ayant pas été préservées par la colonisation britannique, ont été en état de servir de véhicule à la vie moderne d'une façon inconcevable en Afrique francophone.

Cette remarquable croissance économique ne règle pas pour autant les problèmes sociaux et politiques, même si elle a permis d'amortir les crises. Elle a été marquée par une très forte inflation que les salaires n'ont pas suivie.

A côté de la corruption, qui s'étend des milieux d'affaires

## Iveco en Nigeria. Kano, la rencontre entre une grande industrie européenne et la volonté de croissance d'un pays nouveau.

A Kano, une ville du Nigeria du Nord naît une grande entreprise. C'est la National Trucks Manufacturers Ltd., une Société créée entre l'Etat nigérien et Iveco pour produire des camions, des autobus et des autocars. Production annuelle prévue à plein rythme: 6000 véhicules et 4000 tracteurs agricoles (pour le compte de Fiat Trattori). La collaboration d'Iveco - le groupe européen formé par Fiat Veicoli Industriali, Unic, Magirus Deutz et Lancia Veicoli Speciali -, le travail et la vocation industrielle jeune du Nigeria représentent les conditions préalables pour le succès de cette initiative. L'usine de Kano: elle s'élèvera sur une surface de 500.000 m<sup>2</sup>, son effectif se composera de 1300 personnes - ouvriers, techniciens et dirigeants nigériens; Iveco se chargera de leur formation par un vaste programme tant en Italie qu'au Nigeria.

**Kano: l'expérience Iveco pour un pays qui construit son avenir.**



مكتبة من الأصل

United Bank f  
à votre servic  
Présente dep  
repartis sur l'

UBA UNITI  
97-10:  
Lagos  
Tel. 63  
Telex:



Supplément Nigéria

aux militaires, substitués des policiers, le Nigeria est sorti de la guerre avec une armée pléthorique qu'on n'osait pas démobiliser et un grave problème de banditisme, surtout en pays yorouba, où le calme n'est jamais revenu depuis la crise de 1963. Il en est résulté une ambiance de démoralisation, tandis que les militaires, croyant à la promesse des militaires de leur rendre le pouvoir en 1976, commencèrent à se livrer à des intrigues compliquées.

Le général Gowon à l'épreuve

DANS le soulagement de la paix retrouvée, et en réponse à l'inflation, les syndicats parurent un moment pousser les travailleurs à l'action. Ils étaient liés à un petit parti « marxiste-léniniste », le Socialist Workers and Farmers Party (S.W.F.P.) qui espérait profiter du bannissement des partis officiels. Des grèves importantes eurent lieu dès février 1971, sur un fond de vive agitation estudiantine. Les militaires réagirent avec la plus grande vigueur, arrêtant syndicalistes et étudiants, ces incidents faisant plusieurs morts. Le TUC se divisa et son président, Goodluck, soutenu par le pouvoir, réussit à s'en empêcher. En 1975, il a obtenu la création d'une centrale unique, le Nigerian Labour Congress (N.L.C.), évidemment contrôlé de près par le pouvoir. La vie syndicale du Nigeria, jusque-là exceptionnelle par sa liberté, est donc alignée à son tour sur la norme africaine. Cela n'empêcha évidemment pas les grèves spontanées d'éclater, mais cela permit de les isoler et de limiter leurs répercussions politiques.

Le problème essentiel était de savoir si la vie politique allait remonter. La structure du pouvoir est restée la même depuis janvier 1966, mais on lui avait alors fixé un terme de dix ans. Un conseil militaire suprême, recruté par cooptation, désigna un conseil exécutif fédéral, formé surtout de commissaires choisis. Les gouverneurs militaires, choisis parmi les originaires de leurs Etats respectifs, sont nommés et non plus élus. L'armée garde donc tout le pouvoir, et la contes-

nète et modéré, le général Gowon parut vite trébucher dans ce maquis. La répression du banditisme fut menée avec une brutalité remarquable. En mai 1973, deux cent dix-sept personnes avaient été fusillées publiquement, après un jugement sommaire. Le calme revint alors dans la campagne yorouba, mais un gangstérisme redoutable s'organisa en ville. Il se manifesta en 1976 par d'étonnantes entreprises de piraterie, des bateaux en attente devant Lagos étant pris à l'abordage.

En fait, il était notoire que le pouvoir du président Gowon était faible, étroitement limité par l'avis de ses collègues. Le sentiment général, jusqu'en 1976, était que, malgré son souci de maintenir l'équilibre, la guerre civile avait consacré la prépondérance du Nord et que les musulmans haïssaient d'un poids excessif sur l'Etat. Les Ibo étant pour l'instant neutralisés, les Yorouba se sentaient isolés et se plaignaient de ne pas récolter les fruits d'une victoire chèrement payée. La proposition faite par l'ancien président Azikiwe de procéder à une nouvelle division en plus petits Etats, leur paraissait dirigée contre eux. Les militaires voulaient obliger les militaires à déclarer leurs intentions.

La tension monta au début de 1974 quand, après des hésitations, le gouvernement se décida à révéler les chiffres d'un nouveau recensement qui devait servir de base aux répartitions fiscales et politiques. Comme dix ans plus tôt, ce fut un tollé dans le Sud. Le pays aurait compté plus de quatre-vingt millions d'habitants, et la prépondérance du Nord était encore accrue. En fait, le chiffre véritable s'établissait sans doute autour de soixante-cinq ou soixante-dix millions, ce qui est encore considérable.

En même temps, les dirigeants militaires étaient atteints par des scandales de corruption, et Gowon devait révoquer deux héros de la guerre, les généraux Adekunle (le célèbre « Scorpion Noir ») et Shabani, tout en défendant le général Conwalk, gouverneur de l'Etat de la Bénoué.

C'est dans cette ambiance que le président Gowon crut pouvoir calmer cette effervescence en annonçant, lors de la fête nationale, le 1<sup>er</sup> octobre 1974, que les civils ne reviendraient pas au pouvoir en 1976 et que les militaires y demeureraient aussi longtemps que la situation ne serait pas éclaircie. Les milieux politiques et la presse, remarquablement libre, critiquèrent alors sévèrement le pouvoir.

Le général Gowon voulut se justifier en généralisant la lutte contre la corruption, mais ce fut une chasse aux sorcières frappant surtout des comparses. Dix mille fonctionnaires furent cependant révoqués. L'agitation estudiantine et syndicale fut durablement réprimée et le syndicat unique institué, alors que l'inflation battait tous les records.

C'est alors qu'eut lieu une révolution de palais. Trouvant Gowon faible et indécis, ses camarades profitèrent de son séjour à Kampala, où il participait à une réunion au sommet de l'O.U.A., pour le remplacer par le chef d'état-major, le général Murtala Mohammed (29 juillet 1976). Gowon s'inclina et partit faire des études universitaires en Grande-Bretagne.

Face à cette inflation, le nouveau gouvernement a réduit son budget de façon draconienne et intensifié la lutte contre la corruption, mais il a aussi étroitement réglementé le droit de grève et même interdit, en août 1977, les syndicats non regroupés dans le N.L.C.

Nous avons négligé jusqu'ici la politique étrangère du Nigeria. La première République, dominée par des éléments très conservateurs, ne pouvait que se sentir proche de l'Afrique modérée du groupe de Monrovia et des puissances occidentales. C'est dans cette perspective qu'elle a participé, en 1963, à la fondation de l'O.U.A. et, jusqu'à la guerre civile, une grande influence. Le gouvernement Balewa sut négocier, de 1962 à 1966, un accord satisfaisant d'association à la C.E.E.

Cependant, le nationalisme panafricain, puissant chez les intellectuels du Sud, et l'exigence de dignité qui en découlait, apportaient certaines satisfactions. Cela explique que le Nigeria ait toujours maintenu sa position de neutralité sous le masque du pragmatisme et qu'il ait pris à l'occasion des positions vigoureuses et même surprenantes sur des faits symboliques.

C'est ainsi qu'il rompit les relations avec la France en 1962 pour protester contre les expériences atomiques du Sahara. Des ambassadeurs furent échangés à nouveau en 1966, mais ces relations furent aussitôt soumises à une forte épreuve du fait de la prise de position de Paris et de ses alliés africains dans l'affaire du Biafra.

Depuis 1972, ces relations se sont cependant rétablies et une coopération économique de plus en plus intense s'est organisée.

Avec les autres puissances occidentales, Grande-Bretagne et Etats-Unis, les relations ont, par contre, été toujours bonnes. Le Nigeria faisait preuve de la plus grande modération envers l'ancien métropole lors de la crise provoquée par la proclamation de l'indépendance unilatérale de la Rhodésie (U.D.I.) en 1968.

Ces tendances ne purent se développer après 1970, l'orientation progressiste ne faisant que se confirmer. Favorable à l'entrée de la Chine à l'ONU, le Nigeria a marqué très tôt la nécessité d'une attitude ferme face à la Rhodésie, et à l'Afrique du Sud.

Il rompit nettement, sinon sans regrets, avec Israël en novembre 1978 et fut l'un des premiers à reconnaître le gouvernement du M.P.L.A. en Angola.

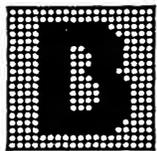
L'élection du président Carter, en novembre 1976, allait ouvrir une ère nouvelle. Alors qu'une visite de M. Kissinger avait été demandée l'année d'avant, la politique africaine de la nouvelle administration avait tout pour plaire au Nigeria. Celui-ci soutint les efforts de M. Andrew Young pour débloquer la situation en Afrique méridionale, et ces bons services furent consacrés, en novembre 1977, par la première visite d'un président américain en terre nigérienne.

Ce grand et puissant pays n'a certainement pas encore trouvé sa voie. Il a sûrement tort de ruser avec la réalité organique de ses peuples, ce qui accumule les tensions et l'empêche d'apurer entièrement le passé. De même, le choix d'un développement productiviste dans la ligne d'un capitalisme non contrôlé est tragique, car il sacrifie les communautés de base et les minorités. Il ne fait qu'accroître les tensions et les contradictions. Mais la force de la personnalité africaine est telle dans ce pays qu'un redressement serait assez aisé. La façon dont il a traversé l'histoire dramatique des quinze dernières années est cependant remarquable et ses minuscules voisins francophones ressentent fortement son poids. Ils ne pourront ignorer la route qu'il choisira.

Le recours à un découpage en petits « Etats » artificiels au lieu de prendre en charge la réalité organique du pays et de négocier clairement la formation d'un parti national entre ses composantes, paraît une erreur lourde de dangers pour l'avenir. Autant, peut-être, que l'aurait été, en 1962, le refus de réviser l'équilibre des trois régions.

Il n'est pas sûr que le Nigeria puisse surmonter ses contradictions sans violence. Mais le principal danger serait que, trop conscient de sa force, il se repliât sur lui-même et renoncât à donner au reste de l'Afrique noire l'impulsion et l'aide qui lui manquent. Cet Etat détiend, en tout cas, l'une des clés du devenir du continent.

YVES PERSON.



Groupe BNP

Pour vos affaires avec le Nigeria

UBA et BNP

United Bank for Africa, affiliée au groupe BNP, est l'une des toutes premières banques à votre service au Nigeria. Présente depuis plus de 30 ans, elle met à votre disposition ses 40 sièges, répartis sur l'ensemble du pays.

UBA UNITED BANK FOR AFRICA LIMITED 97-105 Broad Street Lagos Tel. 637510 Telex: 21241 Mindobank

BNP BANQUE NATIONALE DE PARIS Siège Social: 16, Bd. des Italiens 75009 PARIS Tel. 244.45.46. Telex. 280.605 Division Internationale: 20, Bd. des Italiens 75009 PARIS Tel. 244.52.36



### Michaël Imoudu, chef syndical et militant nationaliste

COMME leurs concurrents français, les colonisateurs britanniques eurent à faire face très tôt à la vague de revendications du salariat africain. Au sud du Sahara, l'Empire britannique connut des soubresauts sensiblement analogues à ceux qui ébranlèrent le monde colonial français dans cette même partie du globe. Et c'est dans les rangs des militants syndicalistes que prit naissance le mouvement nationaliste, au Sénégal comme au Kenya, en Côte-d'Ivoire comme au Ghana, en Guinée comme en Ouganda. La vie de Michaël Imoudu, chef de file du mouvement syndical nigérien, est, à cet égard, exemplaire (1).

Né en septembre 1902 dans un petit village du centre-ouest de la Fédération nigérienne, Michaël Imoudu appartient, par sa famille, au groupe des « Happy few » que l'administration coloniale entendait lier étroitement à elle par l'accès à des privilèges. Son père était soldat et, à ce titre, se déplaçait d'une garnison à l'autre, il eut l'occasion de connaître, et de faire connaître à ses enfants, le monde extérieur.

Ayant perdu ses parents à vingt ans, Michaël Imoudu apprit la langue ivo et se convertit par pur opportunisme essentiellement pour avoir sans histoire libre accès à l'enseignement au christianisme. Muni de diplômes, il s'installe à Lagos en 1928, sans pouvoir y trouver immédiatement un emploi correspondant à sa qualification. Chômeur, il apprend à connaître le monde des déshérités de la capitale fédérale, avant de débiter comme manœuvre aux postes et télégraphes. En 1929, il entre à la Régie des chemins de fer, qui deviendra le terrain privilégié de son action militante, avec un salaire quotidien de 8 pence, c'est-à-dire de quelques centimes.

Adhérent de l'Union des cheminots, il prend très vite conscience de la nécessité absolue de réformer profondément ce syndicat. Au début de la seconde guerre mondiale, il est déjà « fiché » par les autorités britanniques, qui le considèrent comme un agitateur. Secrétaire, trésorier et président élu du syndicat, c'est un homme avec lequel le gouverneur doit compter... et composer. Effectivement, en 1941 d'abord, puis en 1942, 1945, il est à l'origine de vastes marches revendicatives organisées par les travailleurs du rail. L'ambiance que connaît alors le Nigéria peut être comparée à celle décrite pour son pays par

le cinéaste et écrivain sénégalais Sembène Ousmane (2) lors des grandes grèves du chemin de fer Dakar-Niger. Le gouverneur Bourdillon, qui représentait la Couronne britannique à Lagos, tenta vainement de circonvenir Imoudu. Le fait que certains territoires de l'A.O.F. soient restés fidèles au régime de Vichy et que le caoutchouc du Nigéria présentent un intérêt stratégique primordial pour la poursuite de l'effort de guerre incitait les autorités coloniales à passer à l'action avec vigueur contre les syndicalistes. Exilé en brousse, Imoudu sera libéré sous la pression des militants et fera un retour triomphal à Lagos, parcourant les principales artères de la capitale sur un cheval blanc.

Peu après, il rencontre NNamdi Azikiwe, le populaire « Zik », orateur, journaliste, homme d'affaires, chef de file de la Convention nationale pour le Nigéria et le Cameroun (N.C.N.C.). Les deux hommes éprouvent l'un pour l'autre un coup de foudre réciproque et, dès lors, les syndicats vont épauler l'action du parti de « Zik », soutenu par le combatif journal « The West African Pilot ». En 1945, de nouvelles grèves éclatent au Nigéria, qui compteront, avec celle de 1964, parmi les plus longues qu'ait connues la Fédération. Lorsqu'ils reprennent le travail, après quarante-cinq jours, les grévistes ont obtenu entière satisfaction. La technique de confrontation constante avec les autorités choisie par Imoudu donne à ce dernier une dimension nationale. Cependant, paradoxalement, l'union avec la N.C.N.C. se révèle fragile. Bien que les deux mouvements se retrouvent côte à côte de nouveau lors de la grève de 1949, les liens se rompent un an plus tard.

Dépendant, les grèves de l'époque coloniale ont mis en évidence l'efficacité de l'unité d'action entre syndicalistes et hommes politiques. La leçon ne sera oubliée ni immédiatement après l'indépendance, sous le régime civil de 1960 à 1966, ni même après la prise de pouvoir par les militaires en janvier 1966. D'ailleurs, Michaël Imoudu demeurera, jusqu'à son retrait volontaire en 1972 dans son village natal d'Ora un meneur combatif, inlassablement à la pointe du combat.

Fier de ses origines populaires, contrairement à beaucoup d'autres leaders syndica-

listes, il est resté près du peuple et il a fallu, lui forcer le bras pour qu'il accepte le titre de président honoraire à vie de l'Union des cheminots. Il ne parle de son alliance momentanée avec la N.C.N.C. qu'avec regret, dans la mesure où il pense qu'une telle formule condamne les syndicats à une forme d'électoratisme.

Jaloux de l'indépendance de son mouvement, il a toujours été très réticent à l'égard de toute formule d'association avec des fédérations internationales. C'est ainsi que, en dépit d'un bref voyage à Moscou en 1960, il refusa toujours l'affiliation de son Union à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.). Enfin, farouche adepte de la lutte des classes, il rejeta sans appel toutes les formules d'association capital-travail ou de partage des bénéfices.

Son intransigeance personnelle le tient à l'écart des partis de gauche tels que le parti socialiste des travailleurs et des fermiers et suscite les critiques de militants « unionistes », tel Wahab Goodluck, par exemple. Mais le succès de la grève de 1964, dans laquelle il joue un rôle déterminant, confirme la réalité de ses assises populaires. Cette aptitude personnelle fait néanmoins figure de « chant du cygne ».

Auteur de plusieurs pamphlets vigoureux, il adressa, en septembre 1975, une lettre ouverte au premier ministre. Dans cette dernière, il écrit notamment : « Pour l'instant, personne ne sait quel type de gouvernement est actuellement le nôtre. Nos dirigeants politiques présentent un mélange de socialisme, de capitalisme, de féodalisme et de tribalisme ; cela plonge le pays dans la confusion, le désordre et la déflation. Certains dirigeants préconisent une ligne de conduite démocratique, pragmatique et travailiste ? Nous savons tous que de telles notions n'ont plus cours dans le monde, et, néanmoins, les dirigeants nigériens continuent à se ranger derrière ces notions mortes. » Ce style saugrenu combien Michaël Imoudu n'a jamais cessé d'être près des gens du peuple. Ce qui fait d'ailleurs conclure à Robin Cohen, son biographe : « Il est sans aucun doute « un homme du peuple » en un sens où peu de politiciens nigériens l'ont été, avant et après lui. »

Ph. D.  
(1) Robin Cohen, Michaël Imoudu dans tome X de l'encyclopédie Les Africains, écrite par Jeanne Arrighi, et, avenue des Terres, 75017 Paris, pp. 177-207.  
(2) Dans les Bords de bois de Dieu, éditions Maresport.

### Richesse et diversité de la littérature

Par CLAUDE WAUTHIER \*

AVEC une pléiade d'écrivains de langue anglaise tels que Soyinka, Achebe, Ekwensi, Tutuola, etc., la littérature du Nigéria est sans doute la plus riche de l'Afrique contemporaine. À la mesure du pays le plus peuplé du continent, et où, dès le début du siècle, l'Angleterre avait commencé à former, à Lagos, une élite intellectuelle avisée et remuante. Entre les deux guerres mondiales, des politiciens noirs, tels Herbert Macaulay, réussirent déjà l'administration coloniale dans de virulents pamphlets. Les premières écoles secondaires du Nigéria avaient été créées peu avant 1880, mais ce n'est qu'en 1946 que fut installée la première université du pays, à Ibadan. Jusque-là, les étudiants nigériens devaient fréquenter soit l'université de Fourah Bay, en Sierra-Leone, fondée dès 1827, soit le collège d'Achimota, au Ghana, créé en 1928.

La parution du premier livre écrit en anglais par un Nigérien remonte toutefois à la fin du dix-huitième siècle, et l'ouvrage compte parmi les plus anciens de la littérature africaine : c'est l'autobiographie d'Oladuah Equiano, dit Gustavus Vassa, capturé alors qu'il était âgé d'une dizaine d'années sur la côte du Bénin par des négriers qui le ven-

dirent en Amérique. Affranchi, il s'installa en Angleterre où il présenta, en 1789, une pétition au Parlement pour l'abolition de l'esclavage.

Le destin du second auteur de l'histoire de la littérature nigérienne, Ajayi Crowther, n'est pas moins exceptionnel : lui aussi, capturé par des trafiquants d'esclaves dans sa prime jeunesse, est libéré par un navire de guerre britannique, éduqué par les missions à Freetown, et retourne dans son pays natal pour y devenir le premier évêque noir de l'Église anglicane. Entre 1850 et 1880, il publie trois ouvrages, une grammaire yoruba, un journal de voyage et un rapport sur l'éradication dans la vallée du Niger.

En 1921, parait la première histoire des Yoruba écrite par l'un d'eux, le révérend Samuel Johnson. Son livre marque une date, car, pour la première fois, un Africain affirme l'importance de la tradition orale comme source. En 1938, Nnamdi Azikiwe, fondateur du premier grand quotidien africain en langue anglaise, le West African Pilot, et futur président du Nigéria indépendant, publie un essai, *Renaissance Africa*, dans lequel il revendique l'indépendance pour les colonies britanniques de l'Ouest africain.

#### Au pays des morts

Si l'œuvre de ses quatre auteurs, bien que résumée dans une plantation de cinq cent cinquante mille arbres. Conté si droptique que des critiques français curieux à une facétie de l'auteur de *Zazie dans le métro*. Après *l'Iroquo dans la brousse*, Tutuola a publié une demi-douzaine de contes de la même veine, dont *Shidi and the Satyr of the Dark Jungle* et *My Life in the Bush of Ghosts*, conté à susciter le plus vif intérêt dans les milieux universitaires anglo-saxons. On n'a pas manqué d'y relever que l'auteur a emprunté à l'œuvre d'un écrivain yoruba, D. O. Fagunwa, qui a transcrit les contes perpétués par la tradition orale. Mais l'union fantasmagorique de Tutuola doit autant à sa débordante imagination qu'à la mythologie africaine.

Le choc des deux civilisations, l'africaine et l'europpéenne, a été, comme souvent en Afrique, un sujet de prédilection pour les écrivains du Nigéria. Ils l'ont traité, toutefois, avec une certaine équanimité, éditant tout aussi bien l'apologie du christianisme que le réquisitoire contre la colonisation. C'est le cas pour le premier roman de Chinua Achebe, *Things Fall Apart* (*Le Monde s'effondre*), qui raconte la vaine rébellion d'un chef contre l'administration coloniale. Le journaliste, écrivain, auteur de *l'Étoile des Africains*, Le Seul, Paris, 1977.

héros, Okonkwo, se suicidera pour ne pas assister à l'indéfectible avènement de l'ordre européen. *Arrow of God*, du même auteur, exprime admirablement le doute qui saisit les tenants de la tradition face à l'irruption des Blancs : le grand prêtre du village, associé à la vie exemplaire, enverra son fils à l'école des missions. Non point qu'il ait perdu la foi ancestrale, mais parce qu'il faut négocier avec aucune chance et jangler le pouvoir du dieu des Blancs.

Au demeurant, les romanciers nigériens jugent différemment du poids actuel des croyances traditionnelles. Pour Nnamdi Azikiwe, elles sont déjà dépeuplées de tout mystère, même dans les communautés villageoises. Ainsi, dans *Danda*, il récite plusieurs fois l'auteur démonte avec humour le mécanisme de l'emprise des sociétés secrètes, la femme adultère, qui devait être terrassée chaque nuit par fait cas de l'esprit vengeur qui lui reproche sa faute, reconnaît sans peine la voix de l'un de ses voisins : elle feindra d'y croire par pure condescendance, mais personne ne sera dupe.

Pour Chinua Achebe, les superstitions les plus ridicules subsistent encore dans les milieux les plus évolués. Dans son roman satirique sur les intrigues au sein d'une nouvelle université africaine, *The Naked God*, une partie du corps enseignant se prête à une cérémonie rituelle pour démasquer le complice d'une indécence.

En fait, le salut ne se trouve pas plus dans la régit coutumière que dans la morale nouvelle, si faut en croire le roman déshabillé de Gavriel Okara, *The Voice*. Amants naïfs et présomptueux qui veulent réformer les mœurs du village Okolo, fruits étonnés de l'école, et Thure, la fille du féticheur, mourront liés dos à dos dans une pirogue emportée par les tourbillons du fleuve, condamnés par le conseil des Anciens pour avoir tout à la fois offensé la lignée du parti, offensé la communauté chrétienne et méprisé la coutume.

Mais il est des auteurs pour lesquels le pèlerinage aux sources de la tradition n'implique aucune tentative de porter un jugement de valeur : c'est le cas pour John Pepper Clark, qui a publié, dans une variante africaine du lévirat en cas d'impotence, la trame d'une pièce d'une rare intensité dramatique, *Song of a Goat*.

Ainsi, dans ce débat sur la coutume et la modernité, au-delà de leurs divergences d'approche ou d'opinion, Achebe, Nkwankwo, Ike, Okara et Pepper-Clark, ont-ils en commun d'avoir été sans sévérité inutile ni complaisance exagérée la société traditionnelle africaine. Ils n'ont pas succombé à la tentation de décrire une Afrique précoloniale idéalisée, comme l'ont fait parfois les

# CFAO (NIGERIA) LIMITED

SIÈGE SOCIAL: 1, DAVIES STREET - LAGOS

## La CFAO, établie au Nigeria depuis 1904 y est partout présente

- **Importation et distribution**  
Marchandises générales, tissus / Supermarché / Matériaux de construction Automobiles et camions (vente et service après-vente) / Assemblage de véhicules commerciaux / Matériel industriel et de génie civil / Matériel de climatisation et réfrigération (installation, service après-vente).
- **Exportation :**  
Cuir et peaux tannés
- **Industries :**  
Textiles synthétiques / Filets de pêche / Chaussures / Parfums / Fabrication et impression de cartonnages / Tannerie / Tôles ondulées, galvanisées / Fabrication de couvertures / Crayons à billes BIC
- **Services :**  
Transit / Représentation de navires / Agence de voyages / Fret aérien

كندا من الأصل

# Le NIGERIA

C'est un

SENEGAL  
GAMBIE  
GUINÉE-BISSAU  
Siège Social



tenants de la « négritude » en Afrique francophone. Ils se sont abstenus aussi de condamner sans remise l'administration britannique, alors que, dans les anciens territoires français, les romans de Sembène Ousmane, Mongo Béti, Ferdinand Oyono et Jean Malonga étaient des romans anticolonialistes d'un militantisme sans concessions. C'est que les auteurs nigériens n'ont guère commencé à publier qu'après les années 60 — après l'indépendance — alors que leurs confrères francophones les ont devancés de quelques années, écrivant à une époque où l'émancipation des territoires d'outre-mer français

n'apparaissait pas encore comme une cause définitivement gagnée. C'est sans doute à ce décalage — pourtant minime — qu'il faut attribuer le fait que la littérature nigérienne ait ainsi pratiquement « sauté » l'étape de l'anticolonialisme (et aussi au fait que l'éducation primaire se faisait en langue vernaculaire en territoire britannique évitant ainsi l'écoeur d'une totale aliénation culturelle, comme en Afrique française où l'enseignement était dispensé uniquement dans la langue de la métropole. La « négritude » a été une réaction contre la politique française d'assimilation).

semble, au demeurant, avoir eu le pressentiment de cet holocauste (la guerre du Biafra a fait sans doute un million de morts). Dans une pièce qu'il avait écrite en 1960 pour célébrer l'indépendance de son pays, *A Dance of the Forests*, une brillante fresque historico-mythologique, l'historien de la cour du roi légendaire Matabar annonce prémonitrice-ment que « la guerre est l'unique constante que nous aient léguée les siècles : c'est l'héritage que les jeunes nations s'efforcent de perpétuer ».

Si l'intelligentsia nigérienne a pu être traumatisée par le drame du Biafra, elle n'est pas pour autant la seule en Afrique à s'être élevée contre le despotisme et la gabegie. Les essais et les romans d'auteurs africains qui ont fait le procès de leurs dirigeants, avec une lucidité et un courage qui les ont conduits souvent à l'exil, et parfois en prison, sont nombreux : que ce soit en Guinée avec Camara Laye, au Cameroun avec Mongo Béti, au Ghana avec Ayi Kwei Armah et Kofi Awoonor, au Kenya avec James Ngugi Wa Thiong'o, etc., pour n'en citer que quelques-uns.

me n'a revêtu la même ampleur qu'en pays ibo : avec humilité, Obichina déclare ne pas discerner clairement les raisons de cette floraison exceptionnelle d'écrivains « bon marché » dans tous les sens du terme.

Tout aussi spectaculaire est le développement du théâtre yoruba dans l'ouest du Nigeria, où il y a quelques années déjà, on avait recensé plus de deux cents pièces. Si ce théâtre en langue vernaculaire s'adresse, par définition, à un public populaire, il est, en revanche, le plus souvent animé par des intellectuels, comme Wole Soyinka, Duro Ladipo et Herbert Ogunde, qui ont formé des troupes ambulantes pour le public villageois. Ce théâtre change, qui s'apparente un peu à l'opéra, emprunte ses thèmes aussi bien à la vie de tous les jours qu'au folklore, mais il tire son origine en réalité de la tradition qui faisait jouer les missionnaires à leurs ouailles au temps de la colonisation.

Pas plus que pour la littérature d'Onitsha, les sociologues n'avaient d'explications précises à cet engouement pour l'art théâtral, géographiquement limité à la région d'Ibadan. Il est remarquable, en tout état de cause, que ce soit la langue du colonisateur qui ait pris le dessus en pays ibo, alors que c'est l'idiome africain qui a prévalu en pays yoruba : il n'y a pas eu, en effet, de différences notables dans les progrès de l'enseignement en langue vernaculaire et en anglais entre les deux régions.

Le Nord musulman, quant à lui, n'a guère fourni d'écrivains de langue anglaise, sans doute en raison de la tradition de la langue haoussa, transmise en caractères arabes, dont les sujets sont le plus souvent, religieux (les cours du Nord musulman ont des lieux de haute culture arabe avant la colonisation : le premier explorateur anglais à visiter la cour de celui de Sokoto, en 1804, se vit demander s'il pourrait procurer au souverain un nouvel exemplaire en arabe de la géométrie d'Euclide, le sien ayant été détruit dans un incendie). C'est par des manifestes religieux en arabe que le grand réformateur fulani (peul), Ousmane Dan Fodio avait amorcé, vers 1800, son djihad contre les sultans haoussa).

Avec la colonisation, le haoussa a été transcrit en caractères latins, et de nouvelles perspectives se sont ouvertes aux écrivains du Nord. Quelques-uns perpétuent aujourd'hui la tradition poétique, comme Na'ibi Wali, avec son *Wakar Dominu (le Christ de la pluie)*, hymne à la joie et à la fécondité, ou Isa Hashim, dans *Wakar Bushiya*, satire virulente d'un supérieur hiérarchique. Les œuvres de circonstance (poèmes pour la campagne d'alphabetisation, pour l'unité nationale, etc.) sont encouragées par l'administration. Entre les deux guerres, le Literature Bureau avait suscité des œuvres de fiction en prose sur le modèle du roman occidental. L'une des plus connues de cette époque est *Jiki Magayi*, de Tafida Zaria, qui raconte d'histoire d'un fils déçu par un futur de sort. L'après-guerre a fourni un auteur prestigieux en la personne de Sir Abubakar Tafawa Balewa, l'ancien premier ministre fédéral. Son roman, *Shafu Umar*, récit d'aventures édifiant qui évoque les dernières razzias esclavagistes, a été traduit en anglais un an après son assassinat en 1966.

Ainsi, la littérature du Nigeria est-elle à l'image même d'un Etat aux frontières singulièrement artificielles où les particularismes locaux des trois grandes ethnies ont donné naissance à des formes littéraires originales qui témoignent et du poids de la tradition et de l'impact de la colonisation. La qualité des œuvres de l'intelligentsia de langue anglaise ne doit pas faire oublier l'importance des problèmes d'acculturation.



(Minist. de l'Inform. du Nigeria.)

A LA RECHERCHE D'UNE IDENTITE CULTURELLE  
L'apparition de la littérature populaire d'Onitsha, la naissance du théâtre yoruba et la survie de la poésie haoussa sont autant de signes d'une évolution quelque peu disparate : ils reflètent, sans aucun doute, les soubresauts internes d'une grande nation à la recherche d'une identité culturelle.

CLAUDE WAUTHIER.

Le désenchantement

NEE, pour ainsi dire, avec l'accession du pays à l'indépendance, la jeune littérature nigérienne s'est trouvée presque immédiatement confrontée aux événements sanglants qui ont marqués les premières années de l'histoire du Nigeria et débouché sur la guerre du Biafra. Aussi bien les écrivains nigériens se sont-ils érigés en censeurs et ont-ils dénoncé la corruption, le népotisme et l'incapacité des politiciens professionnels qui avaient mené le pays au bord de la catastrophe.

autres victimes le poète Christopher Okigbo, tombé dans les rangs biafrais.

Okigbo était ibo, comme Achebe et Ekwensi, qui prirent aussi le parti de la sécession. Soyinka, qui est yoruba, fut, quant à lui, emprisonné par le gouvernement fédéral du général Gowon pour avoir suggéré un cessez-le-feu. Il

Une littérature pour les masses

Le premier de ces romans « politiques » est sans doute *Jagun Nana*, de Cyprian Ekwensi, qui, dès 1961, décrivait l'atmosphère trouble des milieux dirigeants : une prostituée vieillie y fait assassiner, par les trusis à gage d'un politicien influent, son jeune amant qui l'a abandonnée. Quelques années plus tard, T. M. Atoko, dans *Chief, the Honourable Minister*, raconte l'ascension d'un professeur de lycée devenu ministre, qui assiste en témoin résigné à la corruption généralisée et aux élections truquées qui provoquent la prise du pouvoir par l'armée. Chinnu Achebe n'est pas moins satirique dans *A Man of the People*, qui met en scène un ministre de la culture semi-illettre, préoccupé avant tout par ses conquêtes féminines. Avec *The Interpreters*, Wole Soyinka aborde les mêmes thèmes : ses héros sont des intellectuels écourtés par le cynisme des hommes au pouvoir. John Pepper Clark, dans son recueil *Casualties*, dénonce l'absurdité de la guerre civile qui a fait entre

EN marge de cette littérature, dont les auteurs appartiennent à l'élite intellectuelle de la nation, s'est développée au Nigeria une littérature en anglais pour les masses qui passionne les sociologues : on la désigne généralement sous le nom de « pamphlet littéraire », parce qu'elle consiste en couvertures de la mineure d'un pamphlet. Ce sont, la plupart du temps, des nouvelles ou de courtes pièces de théâtre, parfois de petits manuels de savoir-vivre ou de simple « débrouillardise », qui ont pour caractéristiques d'avoir été écrits par de petites imprimeries artisanales et écrits par des auteurs dont le niveau d'instruction n'excède que rarement celui de l'école primaire. Ce phénomène littéraire est pratiquement circonscrit au pays ibo, et plus particulièrement à la région d'Onitsha. Mais on compte ces petits ouvrages par centaines dans les autres régions du Nigeria. Un des plus brillants intellectuels nigériens, Emmanuel Obichina, docteur en lettres de Cambridge, lui a consacré une étude dans laquelle il souligne l'in-

fluence du capitalisme anglosaxon et des missions chrétiennes sur le développement de la littérature pour les masses. Le mariage chrétien sur la coutume ancestrale et la polygamie en sont, en effet, un exemple. Soyinka, dans beaucoup de ses historiettes, la femme est aussi la pécheresse tentatrice irrésistiblement attirée par la richesse ou la position sociale de l'homme qui en est la dupe. Et si toutes ces nouvelles — où les prostituées jouent un rôle important — se terminent de manière très morale, il n'en reste pas moins que l'industrialisation est implicite pour celui qui est arrivé sans ennui au luxe et au confort. Elles sont, en définitive, révélatrices des appétits de la société de consommation qui est en train de se développer en Afrique, dont se font aussi écho les cinémas africains comme Sembène Ousmane dans *Xala*.

Si on trouve ailleurs, en Afrique, et notamment au Ghana, d'autres exemples de « littérature pour les masses », nulle part le phéno-

BIBLIOGRAPHIE

Très peu d'ouvrages d'auteurs nigériens ont été traduits en français. Voici les principaux :  
• Amos Tutuola, *Il y avait dans la brousse*, Gallimard, Paris, 1963, réédité en 1976.  
• Wole Soyinka, *Le Drame de la forêt*, P.-J. Oswald, Paris, 1971 et *Les Gens du marais*, P.-J. Oswald, 1971.  
• Cyprian Ekwensi, *La Brousse ardente*, Présence africaine, Paris, 1976.  
• Chinnu Achebe, *Le monde s'effondre*, Présence africaine, 1966 et *Le Malaise*, Présence africaine, 1974.

Présence africaine annonce la traduction prochaine de *The Interpreters*, de Wole Soyinka.  
Trois ouvrages de critique littéraire à signaler :  
• Alain Ricard, *Théâtre et Nationalisme - Wole Soyinka et Le Roi Jones*, Présence africaine, 1972.  
• Alain Ricard, *Livres et communication au Nigeria*, Présence africaine, 1975.  
• Michèle Dussutour-Hammer, Amos Tutuola, Présence africaine, 1976.

le NIGERIA, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO)

C'est un vaste MARCHÉ pour le MONDE industriel  
Pénétrez-le avec les gens qui le connaissent : LE GROUPE DE SOCIÉTÉS ASHAMU



Nous sommes fiers de connaître la géographie et le marché potentiel de la région où nous opérons. Bénéficiant de vingt-cinq années d'expérience variée dans les affaires au Nigeria, nos sociétés sont situées dans diverses villes petites et grandes et dans les capitales d'Etats de ce pays.  
Le groupe comprend aujourd'hui douze sociétés de premier plan, spécialisées dans une large gamme d'activités allant de l'agriculture et de la transformation des produits alimentaires à grande échelle, à l'industrie manufacturière, aux mines, aux transports maritimes et terrestres et aux services de conseils et de gestion d'entreprises.  
Le groupe se charge également de l'approvisionnement en gros et de la distribution dans le domaine des installations et machines, des marchandises générales, des matériaux de construction, des explosifs industriels, des produits chimiques et pharmaceutiques ainsi que du pétrole.

En tant que société vraiment nigérienne, le GROUPE ASHAMU joue un rôle vital dans la croissance économique du Nigeria. En dehors de ses investissements importants dans le pays, il procure directement des emplois et des possibilités de formation à plusieurs milliers de personnes, ce qui bénéficie à l'ensemble de la collectivité.  
Et maintenant, parce qu'il croit à la coopération régionale grâce à des efforts économiques, le GROUPE ASHAMU étend ses activités pour s'adresser aux pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

**eua** Groupe ASHAMU  
SIÈGE SOCIAL : E.O. ASHAMU & SONS (HOLDINGS) LTD. OKE-AFA/ISOLO ROAD, P.O. BOX 377, MUSHIN, LAGOS STATE, NIGERIA.  
Téléphone : OKE-AFA OFFICE : 41 996, 48 715, 48 718, 42 554, 46 827  
MUSHIN OFFICE : 47 696, 46 876. Téléfax : 21 578 ASHAMU NG.

versité  
ture

uis 1904



## Brossette en Afrique. Nous avons les moyens de vos ambitions.

Le groupe Brossette est une entreprise multinationale qui a fêté, en 1977, le 30<sup>e</sup> anniversaire de son implantation en Afrique. A son expérience, à la connaissance réelle des problèmes posés par chaque pays africain, Brossette associe une technologie d'avant-garde et, pour chacun de ses grands départements, des spécialistes qui font des particularismes locaux.

**Département Industrie : des spécialistes de la technique des fluides.** Brossette ne se contente pas de commercialiser tous les produits, matériels ou machines nécessaires à chaque industrie, mais il joue également un rôle prépondérant dans l'étude et la réalisation des projets grâce à ses équipes d'ingénieurs, techniciens et monteurs.

**Département Irrigation : pour les exploitations de un à plusieurs milliers d'hectares.** Brossette résout tous les problèmes d'irrigation en Afrique, et ce, en s'appuyant sur une connaissance approfondie des conditions naturelles allées à une technologie adéquate. Les moyens importants de Brossette en Afrique lui permettent aussi bien d'assurer un service après-vente permanent que de prendre en charge la formation des techniciens locaux.

**Département Constructions Tubulaires :** du simple échafaudage aux structures métalliques les plus complexes. Brossette propose une gamme étendue de constructions tubulaires et un service complet qui va de la conception à la réalisation. Il apporte des solutions de stockage particulièrement adaptées à tous les problèmes.

**Département Verre et Aluminium :** de l'étude technique du chantier jusqu'à la fourniture et la pose du matériel. Brossette fournit tous les matériaux d'habillage du bâtiment. Il réalise l'étude technique de tous les chantiers, de la villa individuelle aux hôtels de classe internationale. Puis il mène à bien leur exécution grâce à plus de 200 poseurs-monteurs et à une quinzaine d'ingénieurs.

**Département Bâtiment : des stocks, des services.** Depuis 30 ans, Brossette distribue en Afrique l'ensemble des matériaux nécessaires à l'activité des professionnels de la construction. Ce que Brossette apporte en plus, c'est un stock permanent et équilibré — une qualité de service particulière dans les affaires quotidiennes comme dans les cas d'urgence — une compétence incontestée et un rôle de conseil.

**Département Confort : des expositions permanentes.** Les succursales Brossette sont plus que de simples magasins. Elles remplissent un rôle de conseil auprès du public. Les boutiques "Centre Confort" disposent de salles d'exposition où les particuliers peuvent venir voir et juger la gamme de sanitaires, de revêtements de sols et de murs.

**brossette** 

Industrie, Irrigation, Constructions Tubulaires, Verre Alu, Bâtiment, Confort.

Brossette en Afrique : 14 pays, 21 succursales, 1.300 collaborateurs.

correspondant en France : SOVEMA, B.P. 7151, 69353 LYON CEDEX 2, Tél. : (78) 69.81.69, Télex : 300448.

## Une pause dans l'essor pétrolier

(Suite de la page 25)

L'importance de la population et la faiblesse relative (par rapport aux autres grands exportateurs de pétrole) des réserves connues — une trentaine de milliards de barils, soit près d'un demi-siècle d'exploitation au niveau actuel — avaient poussé jusqu'à un passé récent les autorités de Lagos à privilégier le maintien d'un prix élevé (le pétrole du Nigeria est le plus cher de l'OPEP), quitte à réduire la production. Mais la conjoncture pétrolière internationale et les nécessités du troisième plan national de développement (1978-1980) ont en raison de cette politique. S'allégant sur la souplesse de la Libye et sur les prix de ses concurrents africains, le Nigeria, pour stimuler la demande, n'hésite pas depuis les derniers mois de 1977 à offrir des rabais.

En 1978, les revenus pétroliers baisseront donc de près de 20 %, perspective qui a provoqué d'importantes révisions budgétaires (le budget de fonctionnement a été réduit de 10 %) et a obligé le pays à un recours accru au marché financier puisque, selon le *Petroleum Economist*, 5,5 milliards de dollars devront être trouvés à l'étranger d'ici à 1980 (un emprunt de 1 milliard de dollars a déjà été lancé fin 1977 auprès des grandes banques commerciales).

La fin des années 70 a donc marqué une pause dans le développement pétrolier de ce pays, qui a émergé parmi les premiers exportateurs mondiaux en moins de deux décennies. En 1973, elle dépassa 10 millions de tonnes et que, l'année suivante, avec 110 millions de tonnes, le Nigeria devient le premier producteur africain devant la Libye et l'Algérie, et le cinquième exportateur mondial.

Au cours de cette période, les dirigeants nigériens vont élabo-

Mobil Oil of Nigeria obtient le droit de prospecter sur 730 000 kilomètres carrés au nord du pays et, un an plus tard, Shell et BP s'associent — à part égale — pour fonder la Shell-BP Petroleum Company of Nigeria. C'est celle-ci qui trouve, en 1956, un premier gisement exploitable à Oloibri, en plein centre du delta du fleuve Niger, à une soixantaine de kilomètres de Fortharcourt, puis, bientôt, un second gisement à Afam. Le 18 février 1958, le Nigeria devient exportateur : le premier pétrolier de 9 000 tonnes est chargé à Fortharcourt.

En 1960, année où la Fédération du Nigeria accède à l'indépendance, Shell-BP produit quelque 17 500 barils par jour. Un an plus

tard, l'achèvement des travaux du terminal de Bonny permet à la production de passer à 46 000 barils par jour. En même temps que sont mises en place les infrastructures pétrolières (le pipeline Trans-Niger des champs pétroliers du Moyen-Ouest au port de Bonny est achevé en 1965), arrivent dans le pays plusieurs sociétés à la recherche d'un domaine minier prometteur : Amoco, Tennessee, Gulf, Agip, la Sefrap (filiale de l'Erapp), etc. La production ne cesse alors de croître, et, à la veille de la guerre civile qui va opposer les autorités de Lagos à la province orientale séparatiste du Biafra — en mai 1967, — elle approche 600 000 barils par jour (dont 486 000 pour la seule Shell-BP).

### Cinquième exportateur mondial

LES installations pétrolières d'objets du conflit ne seraient que pour bénéficier de la fiscalité. Avec prudence, les compagnies internationales — qu'on a accusées d'avoir voulu créer une sorte de "Koweït africain" — continuent de verser cette redevance au gouvernement de Lagos malgré la localisation des deux tiers des gisements au Biafra. Mais la localisation de certaines sociétés est interrompue pendant plusieurs mois. En 1970, au sortir du conflit, elle atteint pourtant déjà 50 millions de tonnes ; le développement est alors stupéfiant puisque, en 1973, elle dépasse 10 millions de tonnes et que, l'année suivante, avec 110 millions de tonnes, le Nigeria devient le premier producteur africain devant la Libye et l'Algérie, et le cinquième exportateur mondial.

Au cours de cette période, les dirigeants nigériens vont élabo-

rer une politique qui, sous l'influence de l'Algérie, apparaîtra en avance sur celle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), que Lagos rejoint en 1971. Le 26 avril de cette même année est créée une compagnie nationale, la Nigerian National Oil Corporation (N.N.O.C.). L'autorisation pour la Sefrap — pénalisée par la politique de la France lors de la guerre civile — de reprendre ses activités est assortie d'une prise de participation de 35 % par la N.N.O.C. Peu après, la société d'Etat prend une participation de 33 % sur les permis Agip-Phillips et de 31 % sur les nouvelles licences offshore. En mai 1973, la N.N.O.C. entre pour 35 % dans les opérations du principal producteur, Shell-BP, alors que, au Proche-Orient, le taux couramment pratiqué ne dépasse pas 25 %. Le général Gowon envisage même de détenir 40 à 45 % des activités de Gulf, Mobil et Texaco, mais



## INTERNATIONAL BANK FOR WEST AFRICA LIMITED

offre aux investisseurs et exportateurs français intéressés par la rapide expansion de l'économie du NIGÉRIA un concours efficace grâce à son réseau d'agences, son expérience et sa connaissance du marché local qui datent de près de quinze ans.

Elle met à la disposition de sa clientèle dans le monde entier un réseau de correspondants de tout premier plan. Filiale de la BANQUE INTERNATIONALE pour l'AFRIQUE OCCIDENTALE, qui possède en AFRIQUE NOIRE, en FRANCE et en EUROPE un réseau de plus de 80 agences, bureaux et filiales, elle compte parmi ses actionnaires plusieurs des plus grandes banques françaises et une des toutes premières banques américaines.

**Siège Social :**  
94, Broad Street,  
LAGOS (NIGÉRIA).  
Tél. 23-347 - 57-535  
Télex. 21345 BANCAF NG.

15 agences au NIGÉRIA

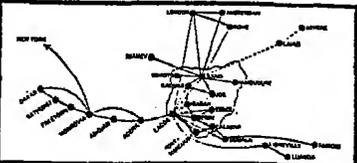


## Nigeria Airways vous assure les contacts et liaisons utiles à vos affaires en Afrique de l'Ouest

A peine avez-vous mis le pied à bord de nos luxueux DC 10 que vous êtes en Afrique, où l'hospitalité est notre tradition ancestrale. Vous rencontrerez des gens qui veulent vous connaître, faire des affaires avec vous. Vous vous détendrez dans une atmosphère de confort, d'amitié et de service. Et il est si facile d'arranger des correspondances avec des vols vers les principales villes du Nigeria et de l'Afrique de l'Ouest quand vous voyagez sur Nigeria Airways.

Il n'y a pas de meilleure façon de vous rendre à Lagos, centre nerveux des affaires en Afrique, que par Nigeria Airways.

Consultez les bureaux de réservation de Nigeria Airways ou votre agence de voyages pour tous les détails.



## Group A.G. I

Chez LEVENTI...  
longue et fructue...  
et au rôle croiss...  
indépendance, po...  
veloppement.

Nous sommes...  
portants secteurs...  
vente de matériau...  
distribution et se...  
hôtellerie ; grands...  
non alcoolisées ;  
en verre ; fabrica...  
vente de matérièr...

Nos investisse...  
rience s'étendent...  
en plus spécialis...  
notre rôle pour...  
firme au sein de...  
internationaux.

La...  
Po...  
On...

IDDG HOUSE, P. O. Bo...  
WEST AFRICA HOUSE.

كنا من الأصل



Supplément Nigéria

les négociations tournent court avec les événements de la fin 1973; désormais, les compagnies des Etats membres de l'OPEP contrôlent à 55 % les opérateurs internationaux, taux encore en vigueur à Lagos.

Les sociétés de commercialisation ne sont d'ailleurs pas en reste. En 1975, une participation de 60 % est prise dans Shell Marketing et, en 1977, Exxon — qui n'est pas producteur — est nationalisée à 100 %, ce qui permet de créer Unipetrol Nigeria.

A ces prises de contrôle s'est ajoutée une politique fiscale qui a aussi pour objet de faire bénéficier au maximum l'Etat des revenus pétroliers. Dans le sillage de l'OPEP, le taux d'imposition du baril de concession est d'abord porté à 85 % et celui de la redevance à 20 %. En janvier 1976, les autorités de Lagos augmentent le prix de référence pour l'impôt, sans que les compagnies puissent répercuter en totalité cette hausse sur les prix à l'exportation. La marge moyenne des sociétés productrices sur le pétrole de concession est ainsi ramenée, d'après le Financial Times, de 70 à 50 cents par baril. Cela est jugé faible pour des gisements multiples mais peu importants dont les conditions d'exploitation sont difficiles (les coûts de production les plus faibles sont de 80 cents, soit beaucoup plus que dans le Golfe). La fiscalité nigériane connaît

alors des coups d'accordéon : en juillet 1976, la marge par baril est à nouveau de 70 cents, mais elle est érodée en octobre. La rigueur des compagnies internationales ne se fait pas attendre : elles ralentissent l'exploration dans ce pays qu'elles considèrent « à haut risque ». Le nombre d'appareils de forage en activité, qui était de vingt-neuf en 1974, tombe à treize en février 1977.

Le gouvernement de Lagos se trouve donc actuellement confronté à une série de problèmes concomitants : développer les infrastructures pour valoriser la production, mettre sur pied une industrie du gaz pour utiliser une richesse importante actuellement brulée à la torche, continuer, enfin, d'attirer les compagnies étrangères sans obtenir la création à terme d'une industrie nationale des hydrocarbures.

Si le troisième plan était fort ambitieux pour la construction de raffineries, d'unités de liquéfaction de gaz et de complexes pétrochimiques, la réduction des revenus pétroliers a obligé à plus de modestie. Deux raffineries vont pourtant être construites. La première, à Warri, devrait entrer en service fin 1978 ou au début de 1979. Elle aura une capacité de traitement de 5 millions de tonnes par an. La seconde, à Kaduna, d'une capacité identique, serait terminée en 1980. L'une et l'autre seront entièrement détenues par l'Etat, et il en coûtera près de 800 millions de dollars.

plan, elle devrait produire par elle-même quinze mille barils par jour en 1980. C'est peu, par rapport aux ressources et aux besoins financiers du pays. Le gouvernement a donc pris un certain nombre de dispositions pour amener les opérateurs internationaux à reprendre activement la prospection.

Avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> avril 1977, il a décidé, en juillet, une exemption fiscale de tout forage d'exploration et des deux premiers puits d'évaluation sur chaque gisement, une réduction de 85 à 67,5 % du taux de l'impôt sur les bénéfices pétroliers jusqu'à l'amortissement des coûts de production (ce taux est désormais le plus bas de tous ceux de l'OPEP), un abaissement de la proportion des redevances de 20 à 18 % pour les productions offshore jusqu'à 100 mètres et à 16,5 % pour les productions supérieures et, enfin, des concessions ont été faites pour les amortissements et les crédits d'impôt.

En réponse à ces stimulants, plusieurs producteurs ont décidé de reprendre les travaux sur les puits « abandonnés » par ceux qui ne rentrent pas et la plupart des sociétés ont, selon le Petroleum Economist, augmenté, en 1978, leurs budgets de recherche. Shell, par exemple, aurait accru de 40 % ses forages d'exploration et ses travaux sismiques.

Cela suffira-t-il pour permettre à la production de retrouver, dans les années 80, le rythme de 1974 ? Du succès de cette politique dépendent non seulement l'avenir pétrolier mais encore le développement économique du plus peuplé de tous les pays d'Afrique.

BRUNO DETHOMAS.

Grand projet de liquéfaction du gaz

L'Etat nigérien a aussi donné le feu vert à la construction d'une usine de liquéfaction de gaz. Actuellement, 18 milliards de mètres cubes de gaz associé au pétrole sont brûlés chaque année à la torche, et les réserves de gaz sont évaluées, de source nigériane — citées par le Petroleum Economist, — entre 1 650 et 2 100 milliards de mètres cubes, soit, en équivalent d'énergie, les deux tiers des réserves pétrolières. Un projet initial prévoyait la construction de deux usines de liquéfaction, mais il a finalement été décidé de n'en implanter qu'une seule — d'une capacité annuelle de 16,5 milliards de mètres cubes, — à Bonny. La compagnie nigériane détiendra 60 % des parts, Shell et B.P. — qui construisent l'usine — 10 % chacune, Phillips et Agip 15 % et elles deux et Elf 5 %.

L'investissement pourrait s'élever à 4,5 milliards de dollars, sans parler d'un réseau de pipelines qu'il sera indispensable de mettre en place pour acheminer le gaz à Bonny. Cette usine entrerait en fonctionnement au début des années 80.

Il reste au gouvernement de Lagos à favoriser le développement d'une industrie nationale sans pour autant décourager les investisseurs étrangers. En avril 1977, la Nigerian National Petroleum Corporation a été créée pour remplacer la N.N.O.C. et le ministre fédéral des ressources pétrolières afin que soit mieux coordonnée la politique pétrolière du Nigeria. Cette compagnie, qui s'occupe de ventes directes de l'Etat nigérien sur le marché mondial, fait aussi, actuellement, ses premiers pas dans l'exploration. A en croire le troisième

L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION (en milliers de barils)

Année	Production (en milliers de barils)
1965	175 000
1966	44 000
1967	100 065
1968	116 482
1969	51 732
1970	197 284
1971	325 331
1972	538 888
1973	684 846
1974	739 875
1975	822 702
1976	651 948
1977	756 884
1978	765 475

(Source : Petroleum Economist) — Il faut 1,3 barils pour faire 1 t.

des énergies classiques aux énergies nouvelles

Groupe des Sociétés  
A.G. LEVENTIS

Chez LEVENTIS nous sommes très fiers de notre longue et fructueuse association avec le Nigeria, et du rôle croissant que nous y jouons depuis son indépendance, pour la reconstruction et le développement.

Nous sommes actuellement engagés dans d'importants secteurs de son économie, notamment : vente de matériaux en gros et au détail ; assemblage, distribution et services après-vente de véhicules ; hôtellerie ; grands magasins ; fabrication de boissons non alcoolisées ; boulangerie et fabrication d'articles en verre ; fabrication, distribution et services après-vente de matériel technique et électrique.

Nos investissements en capitaux et notre expérience s'étendent à des domaines divers et de plus en plus spécialisés, et nous continuerons à jouer notre rôle pour que l'importance du Nigeria s'affirme au sein de l'Afrique comme sur les marchés internationaux.

Lagos, Ibadan, Kano, Kaduna, Benin, Port Harcourt, Jos, Maiduguri, Aba, Onitsha, Enugu, Ife, Warri, Zaria.

IDDO HOUSE, P.O. Box 159, IDDO ISLAND, LAGOS, NIGERIA  
WEST AFRICA HOUSE, HANGER LANE, EALING, LONDON W 5, ENGLAND

**ALRAINE**  
THE INTERNATIONAL TRANSPORTERS  
(Nigeria) Limited

<b>SHIPPING</b>	Agences ou représentation à :
<b>DÉDOUANEMENT</b>	Ikeja Airport
<b>TRANSPORT</b>	Port Harcourt
<b>FRET AÉRIEN</b>	Sapele
<b>TRANSPORT DE CONTENEURS</b>	Koko
<b>MAGASINAGE</b>	Warri
<b>CHALANDAGE</b>	Brass
	Calabar
	Kano
	Kaduna
	Maiduguri

**Siège Social :**  
Apapa  
26, Creek Road  
P.O. Box 2206-Lagos  
Téléphone : 47776-9  
Télex : 21244 freight  
Télégrammes : freight

Sociétés affiliées :  
SCAC-PARS  
SCANAFRIC-COPENHAGUE

**Spécialiste en transports maritimes et terrestres de tous grands complexes industriels**

trolier  
ways  
ets  
friq  
ypower

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

M. Waldheim présente un plan en quatre étapes pour la Namibie

**M.** KURT WALDHEIM, secrétaire général des Nations unies, a présenté, le 30 août, un plan en quatre étapes pour assurer la prochaine accession de la Namibie à l'indépendance par le moyen d'élections contrôlées par les Nations unies. Le document se fonde sur le résultat d'une mission d'enquête effectuée sur place par M. Martti Ahtisaari, représentant spécial du secrétaire général.

M. Waldheim envisage la mise sur pied d'un « groupe d'assistance des Nations unies pour la Namibie » composé de quelque sept mille militaires et civils et dont la mission durerait une année. Les dépenses pourraient atteindre 300 millions de dollars, dont 33 millions de dollars pour le retour des réfugiés et exilés.

Le plan prévu par le secrétaire général comprendrait quatre étapes : tout d'abord, cessation de tous les actes d'hostilité par toutes les parties et retrait, consignation ou démobilisation des différentes forces armées. Deuxième étape : organisation d'élections libres et équitables à l'Assemblée constituante. M. Waldheim prévoit ici plusieurs conditions préalables : abrogation des lois ou mesures administratives de caractère discriminatoire ou restrictif, libération des prisonniers politiques, retrait des troupes des exilés, mise en place d'un dispositif de surveillance efficace par les Nations unies et fixation d'une période suffisante pour la campagne électorale. Troisième étape : élaboration et adoption par la future Assemblée constituante de la Constitution de Namibie. Enfin, dernière étape : entrée en vigueur de la Constitution et accession de la Namibie à l'indépendance.

Le secrétaire général envisage un délai de sept mois entre le « feu vert » du Conseil de sécurité — sous réserve de son accord — et la tenue des élections, alors que les autorités sud-africaines avaient précédemment fixé au 1er décembre la date de l'accession du territoire à l'indépendance.

Le Conseil de sécurité a, le 31 août, ses consultations officielles pour décider de la marche à suivre en ce qui concerne le projet du secrétaire général. Le 6 septembre, l'Afrique du Sud a adressé une note à ce dernier, signalant qu'elle n'est pas disposée à accepter des interprétations qui ne sont pas conformes à la proposition de ce pays de la « ligne de front » devant faire face dans des conditions souvent dramatiques aux problèmes que pose l'accueil de millions de Zimbabwéens (1).

**OUVERTURE DE LA TRENTE-TROISIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

La trente-troisième session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte le 19 septembre à New-York. Elle a été présidée par le général de M. Indalecio Llavero Aguirre (Colombie). L'Assemblée a aussitôt procédé à l'élection des présidents de ses commissions. Le débat général s'est ouvert le 20 septembre. Le bureau de l'Assemblée a décidé que la question du

développement et de la coopération économique internationale (classe Nord-Sud) serait examinée en priorité dès la conclusion du débat général.

**COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.** — La conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement, qui s'est tenue à Buenos-Aires du 21 septembre 1978 à terminée et a adopté par consensus un plan d'action pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en voie de développement. La conférence a décidé que ce plan sera connu sous le nom de « plus d'actions de Buenos-Aires ». Elle recommanda aussi aux gouvernements et systèmes des Nations unies pour le développement et la communauté internationale dans son ensemble de prendre des mesures efficaces pour le mettre en œuvre.

**DÉSARMEMENT.** — Le comité ad hoc pour la conférence mondiale du désarmement a siégé le mois dernier pendant une semaine pour rédiger son rapport à l'Assemblée générale.

**NON-RECOURS À LA FORCE.** — Le comité pour le renforcement du principe de non-recours à la force dans les relations internationales, chargé d'élaborer un projet de traité sur ce thème, ouvert sa première session le 31 août. Il a notamment entendu les déclarations des délégués de 31 pays qui composent M. Francisco Queasa Canedo (Mexique) a été élu président.

**FORCE DES NATIONS UNIES AU LIBAN.** — Dans un rapport publié le 14 septembre, M. Kurt Waldheim a recommandé au conseil de sécurité de renouveler le mandat de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban pour une nouvelle période de six mois.

**DROITS DES PALESTINIENS.** — Le président du comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a adressé l'été dernier une note au secrétaire général en vertu de laquelle il a demandé aux autorités israéliennes de libérer les prisonniers palestiniens, traitement jugé en violation, notamment, de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

**DÉCOLONISATION.** — Avant de terminer sa traversée de l'année 1978, le comité de décolonisation a adopté le mois dernier par dix-neuf voix contre sept une résolution révisée et amendée qui réaffirme le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance. La résolution a été présentée par Cuba et l'Uruguay. Appuyant, le comité avait adopté une résolution qui condamne la collaboration sud-africaine en Afrique du Sud. Il a décidé de reprendre à sa session de 1979 l'examen de la question des Sahara occidentaux et de la coopération sud-africaine en Afrique du Sud. Il a également décidé de relancer l'application de la déclaration sur la décolonisation par les instructions spécialisées de l'ONU. Le comité a entendu un pétitionnaire de Timor-Oriental.

**CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER.** — La deuxième partie de la septième session de la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui avait commencé le 21 août à New-York, s'est achevée le 25 septembre en décidant de se réunir à nouveau en septembre 1979 pour sa troisième session. Aucun progrès notable ne semble avoir été réalisé dans la préparation d'un conventionnel de droit de la mer, alors que le Congrès américain est en train de mettre en œuvre une législation unilatérale sur l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins.



« REFUGIÉS. — Après une mission officielle de cinq jours en Angola au mois d'août, M. Fouzi Harling, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a entrepris le 3 septembre une mission en Asie. Il est venu successivement en Thaïlande, au Laos, au Vietnam, en Malaisie et à Singapour, pour y examiner sur place les problèmes des réfugiés et s'entretenir avec les autorités officielles des pays d'accueil.

« COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — Une conférence ministérielle sur la coopération commerciale en Asie et dans la région du Pacifique s'est tenue (du 21 au 25 septembre) sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique.

« Un séminaire a, d'autre part, été organisé à Canton et à Pékin du 21 août au 3 septembre par les soins de la commission. Il portait sur les méthodes utilisées en Chine pour irriguer les domaines agricoles.

## UNESCO

L'alphabétisation progresse trop lentement

« LES résultats obtenus en matière d'alphabétisation restent en deçà des espoirs », a déclaré M. Amoudou Mahbar M'bow, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation qui a été célébrée le 8 septembre.

« Même si les dernières estimations font prévoir une diminution du pourcentage de l'analphabétisme de 32,4 % en 1970 à 25,7 % en 1980, le nombre absolu des analphabètes passera de sept cent quarante-deux millions en 1970 à huit cent quarante millions en 1980 », a précisé M. M'bow.

Le directeur général de l'UNESCO a remis cette année le « prix de l'alphabétisation », alors qu'en 1977 le jury avait décidé de s'abstenir dans la mesure où les efforts d'alphabétisation avaient été en deçà de ce que l'UNESCO en espérait.

Le prix Mohammed Reza Pahlavi a été attribué à l'équipe d'alphabétisation de Mwanza, en Tanzanie, grâce à laquelle deux millions d'adultes ont été alphabétisés en quatre ans. D'autre part, le prix Nedejda K. Krompakina a été décerné à la commune de Cambinh, au Vietnam.

L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME. — Répondant à une recommandation de la commission des droits de l'homme des Nations unies, l'UNESCO a organisé à Vienne, du 12 au 15 septembre, un congrès international sur l'enseignement des droits de l'homme. Principale contribution de l'UNESCO à la célébration de dix ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce congrès a permis de formuler des recommandations à l'attention des gouvernements pour que, à tous les niveaux, tant dans le cadre scolaire qu'en dehors de l'école.

## F.A.O.

La conférence régionale pour l'Afrique : un plan pour l'alimentation

LA dixième conférence pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) s'est tenue à Arusha (Tanzanie) du 18 au 29 septembre. Les ministres de l'agriculture et du développement rural de quarante-neuf pays africains membres de la F.A.O. La dégradation de la situation alimentaire et agricole sur le continent, notamment au Sahel et dans la corne de l'Afrique, a évidemment été le principal thème de discussion. Selon M. Saouma, directeur général de la F.A.O., le continent africain a cessé de prendre du retard par rapport aux autres régions en voie de développement pour la production des aliments : celle-ci ne réussit pas à se maintenir au rythme d'augmentation de la population et de la demande.

Aujourd'hui, dix-sept pays africains doivent affronter de graves pénuries alimentaires à la suite de guerres et d'inondations. La situation est particulièrement grave en Éthiopie, au Niger, au Mali, au Tchad et au Ghana. Les perspectives de la production alimentaire en Éthiopie sont inférieures à ce qu'on avait estimé lors d'un séminaire d'une aide massive fournie en temps utile à ces pays, de graves pénuries alimentaires sont tout à fait possibles.

La F.A.O. a préparé, en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.), un plan régional sur l'alimentation en Afrique destiné à intensifier les efforts pour atteindre un continent capable de réaliser son autosuffisance alimentaire d'ici à 1985. Ce plan propose d'importantes modifications dans les politiques et les priorités

## UNE GAGEURE POUR LE H.C.R.

# LES CAMPS DE RÉFUGIÉS DU ZIMBABWE SOUS LE FEU DES REPRÉSAILLES RHODÉSIENNES

Par CHRISTOPHE BATSCCH

EN Rhodésie, la recrudescence de la lutte armée des mouvements de libération au cours de ces derniers mois a provoqué un regain de l'afflux de réfugiés vers le Mozambique et la Zambie. Aux mêmes endroits, des réfugiés sont parvenus à fuir de front à l'ouest, dans des conditions souvent dramatiques aux problèmes que pose l'accueil de millions de Zimbabwéens (1).

En effet, depuis l'accord intervenu en février 1978 entre Ian Smith et trois leaders noirs « modérés », le Front patriotique qui regroupe les parties nationalistes noires a énormément développé la guérilla à l'intérieur du pays, transformant 80 % du territoire rhodésien en zone d'insécurité. Pour la ZAPU (Zimbabwe African People's Union), basée en Zambie et dirigée par M. Joshua Nkomo, et la ZANU (Zimbabwe African National Union), dirigée par M. Robert Mugabe, il s'agit à la fois de démontrer leur force et leur représentativité et de faire échec à la prétention des trois dirigeants ralliés de mettre fin à la guerre en entraînant derrière eux la majorité des combattants.

A cette offensive, le gouvernement rhodésien a répliqué de plusieurs façons. D'une part, en intensifiant son effort militaire et le recrutement des mercenaires : ils composent aujourd'hui près de 50 % de son armée. D'autre part, en ayant recours à la tactique du « retrous-pieds », le poison « mourra » : dans les zones les plus touchées par la guérilla, celles qui sont proches des frontières en particulier, la population africaine est regroupée dans des villages de protection à immenses camps entourés de barbelés et protégés par des miradors, que tous les paysans doivent réintégrer avant six heures du soir. Toute personne surprise dehors passé cette heure est un « terroriste » qui peut être abattu. Plus d'un Africain sur sept est ainsi regroupé. C'est pour échapper aux razzias de l'armée et à ces camps qui ruinent l'économie villageoise traditionnelle que la plupart des réfugiés quittent la Rhodésie.

Malgré l'importance du trafic entre la Rhodésie et la Zambie, semi-clandestin depuis la rupture officielle des relations économiques, aucun réfugié ne franchit cette frontière trop bien

protégée. Les troupes de Salisbury et l'armée de M. Joshua Nkomo se font face de part et d'autre du fleuve Zambezi et du lac Kariba où existent deux obstacles naturels suffisamment dissuasifs. De part et d'autre, des raids sont parfois lancés, mais sans véritable engagement. La région, pourtant, n'est pas sûre, les civils ne s'y engagent pas. Les réfugiés préfèrent prendre la route du Botswana à l'ouest, ou du Mozambique vers l'est.

Le Botswana, souvent, n'est qu'une étape, un détour sur le chemin de la Zambie : après un séjour plus ou moins long au camp de Selebi-Pikwe, dont on garde un souvenir de misère et de terribles promesses, les Zimbabwéens sont transportés en avion vers les camps de la ZAPU autour de Lusaka. Le trajet Rhodésie-Zambie se révèle onéreux et l'affrètement d'avions privés, déjà limité, est très cher. Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), l'implantation prévue d'un camp agricole plus vaste au Botswana risque de se heurter à la volonté des mouvements de libération d'assurer eux-mêmes la formation et l'organisation des réfugiés.

Bien que les secteurs frontaliers soient truffés de mines, autant pour empêcher les infiltrations de guerriers que pour entraver la fuite des réfugiés, le nombre de ceux qui pas-

sent ne cesse de croître. Plus de deux cents par jour arrivent au Botswana, selon des sources proches de la ZAPU à Lusaka. Au Mozambique, les responsables des camps de réfugiés indiquent dans une conférence de presse en juin 1978 qu'il y avait alors soixante-dix mille réfugiés, dont près de 40 % arrivés depuis le début de l'année.

Par un phénomène qui n'est pas propre au Zimbabwe et qu'on avait déjà pu observer durant la guerre de dépendance du Mozambique, un très grand nombre de réfugiés sont des jeunes d'âge scolaire. Eduardo Mondlane, premier président du FRELIMO, a avancé l'explication suivante : « Si l'ensemble de la population est confrontée à la brutalité de l'exploitation coloniale, celle-ci est plus particulièrement sensible pour les jeunes scolarisés à qui l'éducation donne les moyens d'une analyse politique en même temps qu'ils prennent conscience du blocage de leur avenir au sein du système. On peut ajouter que les paysans répuent à quitter la terre de leurs ancêtres sans motif vraiment grave : de plus, les idées des mouvements de libération, si pauvres soient-elles en moyens, offrent plus de perspectives que l'enseignement limité, réservé aux noirs, qui assurent les missionnaires.

### « Donnez-nous les outils... »

LES camps sont de deux natures : les camps de réfugiés proprement dits, administrés conjointement par le gouvernement du pays d'accueil, le mouvement de libération qui y réside et le H.C.R. ; camps de transit où est assuré en Angola pour la ZAPU, en Tanzanie pour la ZANU. On pourrait dire en simplifiant que les premiers regroupent des réfugiés, les seconds des guerriers. En pratique, le manque de cadres oblige souvent les mouvements de libération à installer des écoles ou des hôpitaux dans les camps de transit, avec toutes les conséquences dramatiques que cela implique en cas d'agression rhodésienne.

En Zambie, où le gouvernement a délégué l'essentiel de ses prérogatives au mouvement de M. Nkomo, l'assistance aux réfugiés est organisée directement entre la ZAPU et le H.C.R. On compte environ quarante cinq mille réfugiés, dont la moitié dans des camps autour de Lusaka. Au Mozambique, où cinq mille des réfugiés sont installés dans quatre camps principaux tandis que les vingt mille autres vivent dans les camps de transit, le gouvernement a créé un Centre national de soutien aux réfugiés et, aux mouvements de libération chargés de gérer son assistance et d'administrer les camps en accord avec la ZANU et le représentant local du H.C.R.

Les camps de réfugiés sont installés sur des terres cultivables offertes par les gouvernements d'accueil. Ils ont

l'objectif de l'autosuffisance ; elle est loin d'être déjà atteinte et le premier problème à résoudre demeure l'approvisionnement en eau, nourriture et médicaments, aggravé par les difficultés d'accès en toute saison, un accès parfois impossible au moment des pluies, car les camps sont installés à l'écart des grands centres pour des raisons de sécurité. Pour leurs responsables, le défrichage et le développement agricole demeurent donc, avec

« Notre mot d'ordre, déclare l'un d'eux, membre de la ZANU, est que nous sommes nos propres libérateurs. On a la main-œuvre, on a la capacité à la détermination. Mais nous manquons d'outils. Si vous pliez, dominez les outils et nous ferons le reste. Nous savons que beaucoup, peut-être, pensent tout pour nous. Mais dites-leur que les prières seules ne peuvent battre l'impérialisme armé. »

l'éducation, des tâches prioritaires.

### Un double objectif

tandis que des hélicoptères se posent dans la province de Tete à la recherche des maquisards des ZANLA, un hélicoptère est abattu par les F.P.L.M. L'échec de cette opération, qui visait à liquider des guerilleros fraîchement arrivés de Tanzanie, a provoqué sa répétition le mois dernier contre Chimio et les camps qui l'entourent, justifiant, à posteriori, la remarque du directeur de l'hôpital provincial après l'attaque de Gondolo : « Nous avons pu réagir très rapidement ; nous commençons à prendre l'habitude de ce genre de situations d'urgence. »

L'escalade déclenchée par le régime rhodésien, grâce en partie à des armes françaises comme les hélicoptères Alouette, risque pourtant d'être freiné par le mouvement de la population des réfugiés vers les zones de sécurité. L'expérience, appelée à la transformation de la lutte armée en guerre populaire révolutionnaire.

- (1) Zimbabwe, qui signifie « maison de pierre » ou « forteresse », est le nom du pays d'accueil.
- (2) FRELIMO : Front de libération du Mozambique. Eduardo Mondlane, assassiné en février 1969, avait rédigé un « Livre noir » sur le Mozambique, d'où ces explications sont tirées.
- (3) Le budget 1978 du H.C.R. s'élève à 2,4 milliards de dollars pour le Mozambique et à 1,5 milliard de dollars pour la Zambie, incluant dans ce dernier cas l'assistance aux réfugiés sahraouis, namibiens et sud-africains.
- (4) Les ZANU constituent la branche armée de la ZANU.
- (5) Forces populaires de libération du Mozambique (armée mozambicaine).

## Agence internationale de l'énergie atomique

LES travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont été présentés au cours de sa 18<sup>e</sup> session plénière, tenue à Vienne du 27 septembre au 7 octobre 1978. Le directeur général, M. Hans Blix, a souligné que l'AIEA a joué un rôle de plus en plus important dans le développement de l'énergie atomique et que les progrès réalisés dans ce domaine sont encourageants.

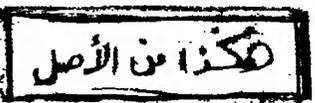
## ORGANISATION D'AIDE

### Fonds monétaire international

Le rapport annuel pour 1977 du Fonds monétaire international (F.M.I.) a été publié le 27 septembre 1978. Le directeur général, M. Pierre-Paul Kuczynski, a déclaré que le F.M.I. a joué un rôle de plus en plus important dans le développement de l'économie mondiale et que les progrès réalisés dans ce domaine sont encourageants.

### Nice, ville de commerce

Nice a mis au point un plan de développement économique qui vise à transformer la ville en un centre de commerce international. Le plan prévoit notamment la construction d'un aéroport international et la mise en place d'une zone de commerce libre.



TIONALES

nationales, et consente de donner plus d'importance au développement agricole et rural et aux cultures alimentaires. Il conseille la mise sur pied de structures économiques et sociales appropriées, la coopération entre les régions et les sous-régions et une confiance en soi collective, en particulier dans les pays d'Afrique. Principales mesures recommandées : extension et intensification de l'agriculture non irriguée ; amélioration et extension de l'irrigation ; extension de la mécanisation agricole et de la technologie ; développement de la production de l'élevage et des pêches.

**CÉRÉALES.** — D'après le bulletin mensuel publié par le système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO, les pluies tombées en abondance ont été un atout pour les perspectives des prochaines récoltes mondiales de céréales. Des meilleures perspectives pour les récoltes de céréales secondaires, surtout aux Etats-Unis, sont que pour le blé en Chine, compensant largement les diminutions des récoltes de blé prévues pour l'Europe (en raison des dégelés causés par des pluies trop abondantes) et au Proche-Orient. La FAO prévoit pour 1978 une production mondiale de blé de 408 millions de tonnes, soit 5,7 % de plus qu'en 1977. Une production de céréales secondaires de 221 millions de tonnes dépasserait de 2,3 % le record atteint l'an dernier. La première récolte de la FAO pour le paddy (riz non usiné) est de 102 millions de tonnes, chiffre dépassant le record atteint en 1977 (100 millions de tonnes).

**CAOUTCHOUC NATUREL.** — Selon une étude effectuée en commun par la Banque mondiale et la FAO, l'Organisation météorologique mondiale (O.M.S.) annonce la conclusion, avec la concurrence d'autres institutions dont la FAO et l'UNESCO, d'une conférence d'experts sur le caoutchouc naturel qui aura lieu à Genève du 12 au 23 février 1979.

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.** — La première conférence internationale sur les maladies infectieuses et parasitaires de l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) et du Fonds des Nations unies pour la Santé (F.N.S.) a été ouverte à Genève le 12 septembre 1978. Elle a pour thème « Les maladies infectieuses et parasitaires : les défis de la santé mondiale ». Elle se poursuivra jusqu'au 20 septembre.

### Agence internationale de l'énergie atomique

Accords de garanties avec la Suisse et le Liechtenstein

**LES accords de garanties conclus entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) et la Suisse et entre l'Agence et le Liechtenstein dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire (T.N.P.), approuvés par le conseil des gouverneurs de l'A.I.E.A. le 6 juin dernier, ont été signés le 8 septembre. Le conseil fédéral suisse a notifié officiellement à l'Agence que l'accord de garanties entre la Suisse et l'A.I.E.A. entrerait en vigueur immédiatement. Toutes les installations nucléaires et tout le combustible nucléaire sur le territoire suisse sont actuellement soumis à des accords de garanties avec l'A.I.E.A. qui n'ont pas été conclus dans le cadre du T.N.P. La Suisse et le Liechtenstein ont accédé au T.N.P. le 8 mars 1977 et le 20 avril 1978, respectivement. Tous les pays d'Europe occidentale non dotés d'armes nucléaires, sauf un, sont désormais parties au traité.**

**L'AMÉLIORATION DES PROTÉINES DES CÉRÉALES ET DES LÉGUMINEUSES.** — L'A.I.A. et une société d'Allemagne occidentale ont organisé du 8 au 9 septembre près de Genève un colloque international sur l'amélioration des protéines des céréales et des légumineuses. Ce colloque, qui réunit cent cinquante chercheurs de quarante-cinq pays et huit organisations internationales, a permis de préciser en outre les résultats des recherches récentes et des techniques nouvelles mises au point dans ce domaine.

**PROTECTION PHYSIQUE DES MATIÈRES NUCLEAIRES.** — Les représentants de quarante gouvernements se sont réunis au siège de l'A.I.E.A. à Vienne du 4 au 7 septembre pour procéder à l'examen de la première session de la Conférence internationale pour la protection physique des matières nucléaires, le problème le plus urgent consistant à assurer cette protection pendant les transports entre pays.

**VINGT-DEUXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE.** — La vingt-deuxième session de la conférence générale de l'A.I.E.A. s'est tenue du 12 au 15 septembre à Vienne. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro.

**ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE.** — Une conférence internationale de droit aérien s'est réunie à Montréal, siège de l'Organisation civile internationale (O.C.I.), du 8 au 22 septembre 1978. Elle a pour thème « Les limites de responsabilité des transporteurs aériens à l'égard des tiers en cas d'accident d'avion ».

**ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE.** — L'Organisation météorologique mondiale (O.M.S.) annonce la conclusion, avec la concurrence d'autres institutions dont la FAO et l'UNESCO, d'une conférence d'experts sur le caoutchouc naturel qui aura lieu à Genève du 12 au 23 février 1979.

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.** — La première conférence internationale sur les maladies infectieuses et parasitaires de l'Organisation mondiale de la Santé (O.M.S.) et du Fonds des Nations unies pour la Santé (F.N.S.) a été ouverte à Genève le 12 septembre 1978. Elle a pour thème « Les maladies infectieuses et parasitaires : les défis de la santé mondiale ». Elle se poursuivra jusqu'au 20 septembre.

**UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS.** — Le 11 septembre s'est ouvert à New-Delhi un cycle d'études sur les télécommunications rurales, organisé par l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) en coopération avec le ministère des postes et télégraphes de l'Inde, avec le concours du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.).

accusé une baisse de 85 millions de dollars (soit 2,2 % de moins que l'exercice précédent). La chute de 18 % enregistrée pour les décaissements de l'IIDA par rapport à l'année 1977 constitue l'exception de cette baisse (pour 1978, les décaissements de l'IIDA s'élevaient à 1 022 millions de dollars).

Selon ce document la croissance économique des pays en voie de développement est supérieure à celle du monde industrialisé, mais, dans ces régions, le problème de la production future de denrées alimentaires reste difficile à résoudre, aggravé d'autant par la misère des masses rurales.

De son côté, la Société financière internationale (S.F.I.) a publié le 19 septembre son rapport annuel faisant état du montant de ses engagements. Au cours de l'exercice 1978, le conseil d'administration de la S.F.I. a approuvé 334,4 millions de dollars en faveur de projets dont le coût total est estimé à 1 872 millions de dollars. La S.F.I. a, ce faisant, déployé une activité sans précédent puisque, par rapport à l'exercice précédent, le volume de ses investissements a augmenté de 31 % et le nombre de ses projets de 31 %.

**PRETS DE LA BIRD.** — Trois prêts ont été octroyés par la BIRD le 7 septembre : — à la Jordanie : 35 millions de dollars répartis en 14 tranches pour la production annuelle de 1,2 tonnes de potasse extraite de la mer Morte ; — à Malaisie : 19,5 millions de dollars pour la culture de 17 000 hectares de plantations de cocotiers ; — au Soudan : 11 millions de dollars pour l'amélioration des transports.

**CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT.** — L'Association internationale de développement (A.I.D.) a autorisé l'octroi de crédits suivants : — 12 millions de dollars (7 septembre) à l'Empire centrafricain pour la réalisation d'un projet routier ; — 55 millions de dollars (7 septembre) au Pakistan pour la réalisation d'un programme de production d'énergie dans le projet de Fardja (5,3 millions de dollars) et par la Banque africaine (700 000 d.c.).

**INTERVENTIONS DE LA S.F.I.** — Trois opérations de la S.F.I. ont été approuvées le 12 septembre : — Participation de 25 000 dollars dans le Bangkok Glass Industry en Thaïlande pour la réalisation d'un projet de 20 millions de dollars de fabrication de bouteilles en verre ; des investisseurs thaïlandais ont obtenu pour le reste du projet à cette opération ; — 10 millions de dollars accordés par la S.F.I. sous la forme de participation au capital de la société Siam City Cement Company en Thaïlande assortie d'un prêt de 30 millions de dollars pour le développement de la capacité de production de ciment de l'usine de Saraburi ; — Prêt de 8 millions de dollars à la société Masara pour l'expansion et la modernisation de la production de papier.

D'autre part, le 7 septembre, la S.F.I. a annoncé des prêts de 12 millions de dollars au capital de la Banco Latino Americano de Exportaciones (BLADEX) qui vient d'être créé pour l'exportation de produits agricoles et industriels.

**EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN SUISSE ET AU JAPON.** — Une émission d'obligations de la Banque mondiale en francs suisses a été réalisée le 12 septembre. Le conseil a autorisé un consortium de banques de six pays. Ces obligations d'un montant de 200 millions de francs suisses à cinq ans, portant intérêt à 4 % et ont été émises au taux de 98,5 % de leur valeur nominale.

Emprunt en francs suisses 4 % 1978-1983, par la date du 10 octobre 1978 et échéance le 10 octobre 1983. Les intérêts seront payables mensuellement le 10 octobre de chaque année, à partir du 10 octobre 1979.

Le 14 septembre, la BIRD et un consortium de banques et de compagnies d'assurance japonaises ont signé un accord de prêt portant sur un emprunt de 70 millions de yens à la Banque mondiale et à la Société de distribution japonaise effectués sur le marché japonais par l'intermédiaire d'un consortium. Ce prêt est consacré pour partie à l'achat de matériel et amortissements pendant les années 1983 à 1986. Le montant de cet emprunt est équivalent à 250 millions de dollars.

pour les opérations générales de la Banque mondiale.

— Tunisie (22 août) : 5 millions d'u.c. (environ 1 428 millions de F. C.F.A. pour une durée de dix-sept ans et à 7 %) pour le financement d'un programme d'adduction d'eau dans la région du Sabel ; — Côte-d'Ivoire et Ghana (22 août) : 2 577,8 F. C.F.A. (pour une durée de douze ans et à 7 %) pour la réalisation d'un réseau de communications entre ces deux pays.

**OPÉRATIONS DU FONDS AFRICAÏN DE DÉVELOPPEMENT.** — Plusieurs opérations de prêts du Fonds africain de développement ont également été annoncées ces dernières semaines en faveur des pays suivants : — Soudan (7 juin) : 8 millions d'u.c. (environ 2 248 millions de F. C.F.A.) pour une durée de quarante ans) pour la réalisation de deux tronçons routiers ; — Mali (7 juin) : 8,5 millions d'u.c. (environ 2 378 millions de F. C.F.A.) pour une durée de quarante ans) destinées au financement des travaux d'étude et de construction de la route Mankale-Niono ; — Cameroun (29 juin) : 4,05 millions d'u.c. (environ 1 164,5 millions de F. C.F.A.) pour une durée de cinquante ans) pour financer une partie des dépenses du projet de construction de la route Nioumiale ; — Empire centrafricain (24 août) : 5,2 millions d'u.c. (environ 1 511 millions de F. C.F.A.) pour la réalisation de la route Bangui-Bossango ; — Tchad (24 août) : 5,25 millions d'u.c. (environ 1 544 millions de F. C.F.A.) pour la réalisation d'un projet d'entretien routier ; — Sénégal (24 août) : 2,18 millions d'u.c. (environ 630,8 millions de F. C.F.A.) pour la mise en valeur de la vallée de Guédiel.

Les quatre derniers prêts ont une durée de cinquante ans.

**OPERATION CONJOINTE DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAÏNE.** — Trois accords pour le financement d'un complexe agro-industriel destiné à la production et au traitement du kenaf en République de Guinée ont été conclus le 11 août. Ces trois prêts, d'un montant de 152 millions de dollars des Etats-Unis (environ 434,58 millions de F. C.F.A.), ont été octroyés à la Guinée par le Fonds africain de développement (5 millions d'u.c.), par le Fonds des Nations unies pour le développement (1,2 million d'u.c.) et par la Banque africaine (700 000 d.c.).

**L'HABITAT EN AFRIQUE.** — A la demande de la Banque africaine, un groupe d'experts s'est réuni du 4 au 8 septembre (Côte-d'Ivoire) afin d'examiner le problème de l'habitat en Afrique. Ils ont formulé une série de recommandations qui concernent par la suite au groupe de la Banque africaine une politique de développement en matière d'habitat, secteur actuellement prioritaire.

**NOMINATIONS DE CONSULTANTS.** — La Banque africaine de développement et les consultants en matière de commerce et d'industrie d'une société suédoise, dont le siège est à Stockholm, ont signé le 12 juin un accord d'un montant de 1 200 000 couronnes suédoises dans le cadre duquel les consultants en matière de commerce et d'industrie entreprendront des études économiques et techniques de faisabilité sur la réalisation de l'industrie pharmaceutique en Afrique.

**CONCLUSION D'UN ACCORD AVEC L'AGENCE CANADIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL.** — Le 23 juin, un accord sur le cofinancement de projets de développement a été conclu entre la Banque africaine de développement et l'Agence canadienne pour le développement international. Au terme de cet accord, l'Agence canadienne pour le développement international ajoutera ses ressources propres à la banque une somme allant jusqu'à 10 millions de dollars canadiens pour le financement conjoint de projets.

### Banque de développement des Caraïbes

Au conseil de direction : création d'un fonds d'assistance technique

La quarante-huitième session du conseil de direction de la Banque de développement des Caraïbes (B.D.C.) s'est tenue à Wilbury (Barbade) le 24 août. Le conseil avait à examiner une série de questions se rapportant à la structure du capital de la B.D.C. ainsi qu'au financement de ses opérations. Il a approuvé la création d'un fonds d'assistance technique de 4 100 000 dollars, ressources qui seront affectées au financement des travaux de mise au point de projets de développement dans les pays membres. Le conseil a en outre autorisé son président à signer trois accords de prêts contractés auprès de l'Agence internationale pour le développement pour un montant de 35 520 000 dollars, dont :

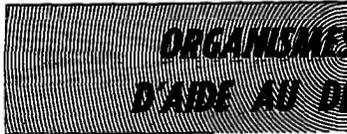
— 1 847 000 dollars au fonds d'assistance technique de la C.D.E. ; — 20 000 000 de dollars pour le financement du programme de stabilisation des économies des pays membres ; — 1 880 000 dollars pour la promotion des investissements régionaux et la création d'emplois.

Au cours de la même réunion, le conseil a approuvé les prêts suivants :

— 1 253 200 dollars à Belize pour développer la production de la canne à sucre dans les districts de Corozal et d'Orange Walk ; — 137 280 dollars aux îles Caïmans pour la poursuite d'une série de projets dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture ; — 1 885 839 dollars au gouvernement de Dominique pour le financement de la dernière phase des travaux de construction de routes dans les zones rurales, et 477 778 dollars pour l'aménagement d'une zone industrielle.

**PROJET D'ASSISTANCE DU P.N.U.D.** — En vertu d'un accord signé à Wilbury le 31 août, la Banque de développement des Caraïbes a été chargée de l'exécution d'un projet d'assistance technique du P.N.U.D. (Programme des Nations unies pour le développement) en faveur des pays de la Communauté des Caraïbes. Ce projet a pour but de réduire la dépendance des pays membres à l'égard des importations de produits alimentaires, qui atteignent 400 millions de dollars l'an, en développant l'agriculture régionale et en améliorant les circuits de distribution.

**BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT.** — La Banque asiatique a accordé en juillet et en août des prêts en faveur des pays suivants : — Afghanistan (27 juillet) : 150 millions de dollars (à l'aide des ressources du Fonds spécial, pour dix ans



### Fonds monétaire international

Le rapport annuel pour 1978

DANS son rapport annuel publié en septembre, le Fonds monétaire international (F.M.I.) souligne qu'un certain nombre de facteurs ont contribué à l'expansion de la production dans les pays industrialisés à été, en 1977, relativement lente et irrégulière et n'avait augmenté que de 3,5 %. Au cours du second semestre 1977, seuls les Etats-Unis ont connu un taux d'expansion de la production (soit 5 % environ) suffisant pour réduire la marge des ressources inutilisées. Le taux de croissance moyen de 1978 à 1977, dans les pays européens, n'a été que de 2 % ; les taux d'expansion du Japon (5 %) et du Canada (2,5 %) restent très inférieurs au taux estimé pour la production potentielle de ces pays dans le moyen terme. Ce document présente également une analyse de l'évolution récente des économies des pays non industrialisés en s'attachant plus particulièrement à celles des pays exportateurs de pétrole. Il fait aussi état de la stratégie définie par le conseil d'administration du Fonds et par le comité intermédiaire du conseil des gouverneurs afin d'assurer à l'économie mondiale une croissance non inflationniste et d'éliminer les déséquilibres majeurs qui affectent les paiements internationaux.

Dans un chapitre séparé, le rapport présente une étude de l'évolution du système monétaire international ; un troisième chapitre décrit les

activités du Fonds au cours de l'exercice financier clos au 30 avril dernier qui fut marqué par une intense activité (entre autres le 1er avril du deuxième amendement aux statuts, relèvement des quotes-parts du Fonds, renforcement du rôle des D.T.S., création d'une facilité de financement supplémentaire...).

**TRENTE-TROISIÈME ASSEMBLÉE ANNUELLE.** — La trente-troisième assemblée annuelle des conseillers des gouverneurs du Fonds monétaire international s'est tenue à Washington du 25 au 28 septembre. Elle a pris connaissance des rapports annuels des gouverneurs et des décisions prises par différents comités. On en trouvera un bref résumé dans le prochain numéro.

**LES RESTRICTIONS DE CHANGE.** — Selon le vingt-troisième rapport annuel du Fonds sur les restrictions de change, en 1977 et au début de 1978, la Communauté économique européenne et certains membres des Etats-Unis, le Canada et plusieurs autres pays développés ont eu recours à des mesures restrictives qui ont eu des conséquences particulièrement néfastes pour les pays en voie de développement qui s'efforcent de développer leur économie de façon à augmenter les exportations non traditionnelles. Dans sa première partie, l'étude est axée sur les restrictions de change et de commerce appliquées par chaque pays membre du Fonds (à l'exception de l'Amérique latine et du Japon) et par des pays tiers. Les chapitres consacrés au Cap-Vert, aux îles Salomon et à la Suisse.

**VENTES ANNUELLES D'OR.** — Le 8 septembre, le Fonds a procédé à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en voie de développement. 600 tonnes d'or ont été vendues à un prix moyen de 212,55 dollars l'once (soit une moyenne de 22,58 dollars l'once). En outre, 131 900 onces d'or fin ont été vendues aux pays membres ayant présenté des soumissions hors concours au prix moyen d'adjudication de 21,50 dollars l'once.

### Groupe de la Banque mondiale

Publication des rapports annuels

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a publié le 14 septembre son rapport annuel dressant le bilan de ses activités pour 1978 ainsi que de celles de sa filiale, l'Association internationale de développement (A.I.D.). Le montant des engagements pris par la Banque mondiale en 1977 s'élevait à 6 097,7 millions de dollars contre 5 759 millions de dollars en 1976 ; ceux de l'IIDA s'élevaient à 2 313 millions de dollars contre 1 308 millions de dollars l'année précédente. L'augmentation de 77 % des crédits de l'IIDA s'explique par l'accroissement des ressources mises à sa disposition par les pays membres du Fonds pendant la première année de la période triennale de la cinquième reconstitution des ressources, qui doit se poursuivre jusqu'à la fin de l'exercice 1982. L'IIDA a reçu 7 731,1 millions de dollars sous forme d'engagements de la part de vingt-six pays au titre de la cinquième reconstitution des ressources ; près de 89 % des crédits de l'IIDA sont allés à des pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 280 dollars, et plus de la moitié de tous les crédits de l'IIDA (58 %) ont été affectés à l'agriculture et au développement rural.

En revanche, il faut noter que les engagements de la Banque mondiale et de l'IIDA ont

### Nice, ville de congrès vous attend.

Nice a mis au point une structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Expositions de 17 000 m<sup>2</sup>.

Nice-Congress : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (03) 55.02.02 et 55.18.55. Telex : Nicexpo 970537.

**ÉDITIONS A. PEDONE**  
13, rue Soufflot, 75005 PARIS Tél. 033-05-97

Série Afrique noire n° 8  
**AUX URNES L'AFRIQUE**  
Elections et pouvoirs en Afrique noire  
Un ouvrage de 260 pages ..... 60 F.H.T.

Série Afrique noire n° 7, - Dmitri Georges LAVROFF  
**LES SYSTÈMES CONSTITUTIONNELS EN AFRIQUE NOIRE**  
**LES ÉTATS FRANCOPHONES**  
Un ouvrage de 438 pages ..... 90 F.H.T.

BWE SIENNES



Parlement européen

Critique du projet de budget pour 1979

Le projet de budget des Communautés européennes pour 1979 a fait l'objet d'une critique générale le 12 septembre devant le Parlement européen à Luxembourg.

Le Conseil de la C.E.E., représenté par le secrétaire d'Etat allemand, M. Lahnstein, a justifié la diminution des moyens budgétaires opérée par les Neuf sur l'avant-projet élaboré par la Commission européenne par un souci d'épargne et dans l'optique d'une utilisation optimale de moyens financiers restreints. Mais les parlementaires, autant que la Commission, ont protesté vivement contre les coupes sombres faites par le Conseil, qui a réduit les crédits de 7 % au total. Le projet de budget pour 1979 s'élève à 78 milliards de F.F.

Le rapporteur, M. Martin Bangemann (parti libéral), a déclaré que « l'impopularité par le Conseil d'une partie du « budget-épargne » préparé par la Commission reflète l'image effrayante du refus du Conseil et de la Commission de tenir compte de la situation actuelle de la Communauté ». Il a ajouté que le Conseil a conçu une « cambrure de force » pour la Communauté, soulignant la contradiction entre l'austérité budgétaire et les engagements pris par les chefs d'Etat et de gouvernement des Neuf lors du Conseil européen de Brême en juillet dernier.

Les diminutions touchent essentiellement le domaine social, l'énergie, la recherche, la politique industrielle et l'aide au développement. La première lecture du projet de budget devait avoir lieu au cours d'un session spéciale parlementaire en octobre, la deuxième et dernière lecture se déroulera en décembre.

L'organisation commune de la viande ovine sur la sellette

L'organisation commune du marché de la viande ovine, telle qu'elle est proposée par la Commission européenne, a fait l'objet d'un certain nombre de critiques le 14 septembre devant le Parlement européen réuni à Luxembourg.

Le Parlement estime que cette organisation ne permet pas aux producteurs et aux consommateurs de bénéficier de prix stables et raisonnables. D'autre part, elle grèverait lourdement le budget de la Communauté. Le Parlement demande que l'organisation de ce marché soit bien plus complète, à l'image de celle qui existe actuellement pour les autres catégories de viande. A son avis, elle devrait reposer sur les principes fondamentaux de la politique agricole commune, à savoir liberté des échanges intracommunautaires, préférence communautaire, solidarité financière.

Depuis, les parlementaires français et britanniques, réagissant en fonction de leur appartenance nationale et non pas politique, ont adopté des positions diamétralement opposées. Les Français ne veulent pas de la libéralisation des échanges intracommunautaires, craignant une baisse des prix de la viande ovine (les prix britanniques étant inférieurs de près de 40 %, les Britanniques s'y opposent pour des raisons inverses, à savoir

la crainte de voir les prix à la consommation augmenter). Mais le commissaire responsable, M. Gundlach, a déclaré qu'il négocierait avec le conseil des ministres sur la base des propositions de la Commission, et quel que soit le résultat de l'avis du Parlement.

EXAMEN DU NOUVEAU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN. — Les conclusions du Conseil européen de Brême et de la conférence au sommet de Bonn ont été présentées le 12 septembre devant le Parlement européen à Luxembourg par le président en exercice du conseil des ministres, M. Hans Dietrich Genscher. Mais à la suite de la rencontre franco-allemande d'Attole-Chapelle, le ministre français des affaires étrangères, dans un exposé, a demandé un réajustement sur la position de son pays, se limitant à résumer les résultats des deux conférences de juillet. Aux réunions de Brême et de Bonn, le commissaire européen a tenu, selon M. Genscher, « de donner une réponse au défi que nous lance la situation économique et sociale, tant au niveau des Neuf que sur le plan mondial. Devant les parlementaires européens, il a retracé les grandes lignes du nouveau système monétaire européen.

CECA

L'Etat prend le contrôle de la sidérurgie française

COUP de tonnerre dans le calme de la fin d'été : l'Etat a pris le contrôle de la sidérurgie française, dont la faillite en s'aggravant rendrait vraisemblable une perspective de redressement dans le cadre privé traditionnel. Un projet de loi, approuvé par le conseil des ministres le 20 septembre, sera soumis incessamment au Parlement de Paris pour, d'une part, permettre à la puissance publique de prendre la majorité — sous des formes diverses — des trois grands groupes sidérurgiques français, d'autre part, créer une Caisse d'amortissement pour l'acier qui assurera le service de la dette que les entreprises françaises de l'acier ne sont plus en état de garantir, enfin pour convertir ou consolider une grande partie des dettes publiques en titres publics des forges françaises.

Au terme de cette restructuration — qui met fin au régime séculaire des « maîtres de forges » — la puissance publique possèdera quelque 75 % du capital (2 milliards de francs) des trois sociétés sidérurgiques qui contrôleront Scailor, Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons par le canal :

- D'une participation directe au capital des sociétés sidérurgiques ;
- D'une participation majoritaire dans une société holding détenant elle-même une part du capital des sociétés sidérurgiques et une part du capital des sociétés sidérurgiques de deux sociétés mères actuelles des groupes : Vallourec, dans le cas de Denain-Nord-Est-Longwy, et Dilling, dans celui de Marine-Wendel.

Ces quelque 75 % seront ainsi répartis : 15 % à l'Etat ; 30 % à la Caisse des dépôts et consignations ; 10 % au Crédit national ; environ les deux tiers du capital (30 %) que l'ensemble des banques créancières de la sidérurgie française ont souscrits s'appartient aux trois grandes banques nationales (B.N.P., Crédit Lyonnais, Société générale). Les 25 % restants sont répartis entre les banques privées créancières (essentiellement le Banque de France, le Paribas) et le Groupement de l'industrie sidérurgique, émanation collective des sociétés sidérurgiques françaises, qui avait placé, en leur nom, depuis la guerre un volume énorme d'emprunts, et venait actuellement un encours de 11,2 milliards de francs.

La conséquence immédiate de ce bouleversement industriel-politique est que l'Etat nommera désormais les dirigeants de la sidérurgie. Pour le groupe Scailor (Cortina et la moitié de Fos ; 40 000 salariés, 6,4 millions de tonnes d'acier par an), ce sera M. Jacques Mayoux, ancien directeur général du Crédit agricole, devenu depuis quelques années le Banque de France et président de la première banque du monde. Pour Usinor (Dunkarque, Denain, Valenciennes, Creil, Longwy, Thionville ; 37 000 salariés, 7 millions de tonnes d'acier par an), il s'agira de M. Claude Etchegaray, directeur de l'Usinor et président (11 000 salariés, 1,3 million de tonnes d'acier par an), ancien administrateur du Matériel téléphonique (vendu en 1976 par I.T.T. à Thomson). On notera que ces deux personnalités sont d'anciennes disciples du président de la République : M. Mayoux à l'Inspection des finances, M. Etchegaray à Polytechnique.

Pourquoi cette « révolution » ? Comment se fait-elle pratiquement ? Quelles en seront les conséquences ?

POURQUOI ? La sidérurgie française, fantastiquement endettée (37,9 milliards de francs — dont quelque 17 milliards auprès d'organismes publics, — soit 150 % de son chiffre d'affaires, contre 22 % en Allemagne, 47 % en Grande-Bretagne, et 37 % en Italie) est de plus en plus incapable de faire face à ses engagements, son déficit augmentant chaque année (3,7 milliards en 1975, 4 en 1976, et 6,1 en 1977). Le service de la dette avoisine 25 % du chiffre d'affaires annuel, contre 12 % en Allemagne, 5,5 % en Grande-Bretagne et 2 % aux Etats-Unis. L'objectif des pouvoirs publics a donc été de réduire des deux tiers le service de cette dette.

COMMENT ? De deux façons : Une forte partie des créances : 22 milliards (tous les prêts publics du F.D.E.S., une grosse partie des prêts du Crédit national et du G.I.S.) est transformée en « prêts participatifs » à long terme, quasiment assimilables à des fonds propres, puisque pratiquement non rémunérés : 0,1 % d'intérêt les cinq premières années, 1 % les cinq années suivantes, le remboursement étant reporté à vingt ans ;

Les banques créancières (publiques et privées) s'engagent d'autre part à convertir en capital 600 millions de leurs créances et renoncement pendant cinq ans à 80 millions de francs d'intérêts par an (soit 400 millions en tout).

De sorte qu'au total les charges financières de la sidérurgie seront ramenées de 3,2 milliards de francs par an à 1,2 milliard de francs par an. Resteront à la charge des sociétés les obligations émises par elles-mêmes et les emprunts à l'étranger, soit au total 5 milliards de francs.

Les dettes de la sidérurgie auprès de la petite épargne seront amorties (intérêts et remboursements progressifs) par une Caisse d'amortissement au capital de 200 milliards et les institutions publiques apporteront le capital initial (100 millions) ; ultérieurement des prêts du Trésor et des emprunts émis dans le public avec la garantie de l'Etat alimenteront la caisse.

Sur le plan du capital, la transformation d'un certain nombre de prêts à long terme en participation au capital des nouvelles sociétés sera complétée par les apports des activités restées bénéficiaires des sociétés sidérurgiques : celles de Vallourec (du groupe Denain-Nord-Est) et celles de aciéries scailor (dans le groupe Dilling) (pour le groupe Marine-Wendel). Pour aboutir aux participations que nous avons indiquées au départ.

Grosso modo, l'affaire s'apparente à un règlement judiciaire où les créanciers s'op-

posent à l'amiable pour sauver leurs débiteurs défaillants, par crainte qu'une faillite totale de ceux-ci ne soit bien pire pour l'avenir de leurs créances que l'occurrence le créancier principal est de loin — mais sous des casquettes différentes — la puissance publique. C'est donc elle qui perd le plus en l'affaire, elle qui contrôle le déroulement de l'opération ainsi que ses suites.

LES CONSEQUENCES

L'objectif des pouvoirs publics étant de porter la compétitivité de la sidérurgie française au niveau de ses grandes rivales européennes ou japonaise, le gouvernement a l'intention de faire abandonner par les sociétés sidérurgiques ceux de leurs ateliers ou usines qui seront jugés dépassés. La capacité de production de la sidérurgie française sera ainsi ramenée de 31 à 27 millions de tonnes d'acier par an, au détriment essentiellement des produits longs.

Les ronds à béton, les poteaux, que les pays peints ou les petits producteurs très spécialisés (comme les « Brasileiros » Italiens) fabriquent à meilleur prix à partir de ferrailles revalorisées au four électrique, seront moins produits en France. En revanche, les produits plats, qui nécessitent de vastes infrastructures plus coûteuses, seront plus sophistiqués et plus massifs, seront privilégiés. Ce qui, sur la carte, conduit à frapper spécialement les villes à produits longs : Denain-Valenciennes, Longwy, Haguenau, Fos, près de Marseille, sera au contraire privilégié — même si la seconde tranche de travaux y est différée de cinq ou sept ans — par rapport à la Lorraine et au Nord de la France.

En termes d'emplois, les suppressions de postes — de l'ordre de 15 000, s'ajoutant aux 16 000 déjà compris dans le « plan social » de 1977 — auront lieu plus particulièrement à Denain et à Longwy et une suppression « tissement » à eu précisément lieu le 25 septembre. Curieusement, la sidérurgie normande (Mondeville, près de Caen), qui assure 4 % de la production nationale, ne semble pas concernée par le plan gouvernemental. Peut-être parce que les négociations commencées à son sujet entre son actuel propriétaire (le baron Empain) et le groupe lorrain Scailor doivent continuer à ce sujet les formes d'un nouveau regroupement.

Telles sont les grandes lignes du dispositif français qui entrera en vigueur dès que

le Parlement aura ratifié le projet de loi préparé à cet effet et que les assemblées d'actionnaires des firmes sidérurgiques concernées auront approuvé les transformations de capital qui les intéressent.

Prorogation du « plan Davignon »

Pendant qu'à Paris se préparent ces bouleversements, à Bruxelles, M. Davignon se montre satisfait des résultats du plan anticrise de la Communauté. Les disciplines imposées aux industriels des Neuf en matière de niveaux de production et de prix ont, selon lui, porté leurs fruits. Les prix indiqués par les entreprises se situent en moyenne à un niveau supérieur de 25 % à ce qu'ils étaient il y a quinze mois. De même, les arrangements d'automatisation et de prix conclus avec les fournisseurs extérieurs de la Communauté « fonctionnent d'une manière satisfaisante pour les deux parties ». M. Davignon est en conséquence convaincu que son plan doit continuer de s'appliquer pendant au moins trois mois.

L'optimisme du commissaire européen à la politique industrielle espère peut-être les prévisions faites par les services de Bruxelles pour la fin de l'année et la décennie suivante. D'octobre à décembre, estime la Commission européenne, la production d'acier des Neuf pourrait atteindre 31 millions de tonnes (au lieu de 29 au troisième trimestre 1978 et de 30,5 d'octobre à décembre 1977), la consommation intérieure prévue étant de 29 millions de tonnes, les exportations de 8 millions et les importations de 2,5. Cela se traduirait par une réduction de 3,5 millions de tonnes des stocks en trois mois, pronostic très optimiste par de nombreux sidérurgistes européens.

Pour la décennie suivante, les experts bruxellois prévoient une production de 187,5 millions de tonnes en 1990, contre 130,7 en 1975 et une croissance annuelle moyenne effective de 12,4 % en 1977 (+6 % de 1977 à 1980). En dix ans, la consommation intérieure des Neuf augmenterait de 22 % mais les exportations nettes (15 millions de tonnes) diminueraient de 15 %.

Cette perspective d'évolution favorable a étonné bien des observateurs, qui constatent que, pendant 1978, la demande européenne a continué de faiblir. Tandis que la production d'acier des Neuf en juillet-août dépassait de 1,8 % celle de 1977, les commandes nouvelles restaient inférieures à celles de l'an dernier.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : arrêt de la Cour dans l'affaire Klass

LA COUR européenne des droits de l'homme a rendu le 6 septembre son arrêt dans l'affaire Klass et autres, affaire se rapportant à la législation adoptée en 1968 en République fédérale d'Allemagne et portant restriction du secret de la correspondance, des envois postaux et des télécommunications ; législation qui permet, sous certaines conditions, des mesures de surveillance secrète. La Cour a constaté l'absence de violation de ces droits de l'homme.

CONFERENCE EUROPEENNE SUR LA DEMOCRATIE LOCALE. — La première conférence européenne sur la participation de citoyens à l'administration locale s'est tenue à Strasbourg les 7 et 8 septembre. Les ministres responsables des collectivités locales de vingt Etats membres du Conseil de l'Europe ont participé à cette conférence. Le thème principal de l'adoption d'une résolution visant à renforcer l'influence des citoyens au niveau communal. Les ministres ont adopté un programme d'action pour le développement de la démocratie communale et se sont engagés à mettre en œuvre dans leurs pays respectifs les différentes réformes prévues.

Une attention particulière a été accordée durant la conférence à la situation des citoyens handicapés (handicapés, femmes, personnes âgées, handicapés), à l'établissement d'une meilleure communication entre électeurs et élus, au renforcement de l'influence des citoyens sur la planification municipale et à la décentralisation au niveau des quartiers.

Croix-Rouge

Fin de l'action d'urgence au Shaba

LA PHASE d'urgence de l'action du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) dans la province de Shaba s'est achevée à la fin du mois d'août ; elle aura duré trois mois. Quarante cent, trente-six tonnes de secours (vivres, médicaments, couvertures, vêtements) pour une valeur approximative de 500 000 francs suisses, ont été distribués pendant cette période.

Dans le domaine de la protection, les premiers prisonniers ont pu être visités (Zimbabwe) par les délégués du C.I.C.-R. Ils ont également été autorisés à visiter les centres de Kamsangi et de Dilolo qui accueillent plusieurs milliers de réfugiés zanzibais regagnant leur pays après l'annexion décrétée par le gouvernement de Zanzibar.

REVALUATION DE L'ACTION EN RHODESIE (ZIMBABWE). — Le C.I.C.-R. a entrepris dans le courant de l'été une réévaluation de son action humanitaire en Rhodesie (Zimbabwe). A la suite de l'assassinat, en mai dernier, de trois de ses collaborateurs, le C.I.C.-R. avait dû suspendre ses activités dans les zones rurales pendant plusieurs jours, avant de les reprendre, mais sur une échelle réduite. Le nouveau programme d'action prévoit, en plus de l'assistance humanitaire traditionnelle, des « villages protégés » et des « Truants Truants », des distributions de secours et de soins médicaux dans les quartiers noirs des villes où affluèrent actuellement des personnes fuyant les zones rurales.

VOIS DE RAPATRIEMENT ENTRE LE VIETNAM ET TAIWAN. — Depuis la mi-juillet, le C.I.C.-R. est engagé dans une nouvelle série de vols de rapatriement entre le Vietnam et Taiwan. Ces opérations, réalisées avec les autorités vietnamiennes, doivent permettre à quelque mille sept cent Chinois d'origine Taiwanaise, ayant vécu jusqu'à maintenant au Vietnam et en Chine, de rentrer dans leur pays natal. Les vols de rapatriement ont quitté Ho-Chi-Minh-Ville pour Taipei, au cours de six vols organisés sous les auspices du C.I.C.-R.

AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (A.S.E.) a décidé, le 11 septembre, d'élaborer le contrat de réalisation d'un satellite scientifique Exosat (destiné à mesurer la position, les aspects structurels et les caractéristiques spectrales et temporelles de sources de rayons X) au contenu industriel européen. L'Agence spatiale européenne (A.S.E.) a décidé, le 11 septembre, d'élaborer le contrat de réalisation d'un satellite scientifique Exosat (destiné à mesurer la position, les aspects structurels et les caractéristiques spectrales et temporelles de sources de rayons X) au contenu industriel européen. L'Agence spatiale européenne (A.S.E.) a décidé, le 11 septembre, d'élaborer le contrat de réalisation d'un satellite scientifique Exosat (destiné à mesurer la position, les aspects structurels et les caractéristiques spectrales et temporelles de sources de rayons X) au contenu industriel européen.

ASSOCIATION DU TRANSPORT AERIEN INTERNATIONAL. — Le comité exécutif de l'Association du transport aérien international (I.T.A.), réuni à Montréal les 15 et 16 septembre, a approuvé une résolution permettant aux compagnies aériennes de fixer leurs propres tarifs, conformément à une proposition déjà formulée le 1<sup>er</sup> juillet dernier par un comité spécial de l'I.T.A. Une assemblée générale de l'Association doit se réunir à Genève en novembre prochain pour discuter de l'entrée en vigueur définitive de cette résolution.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La Commission du Pacifique sud (C.P.S.) a organisé du 7 au 11 août une réunion de spécialistes sur le thème de la surveillance continue des vols coralliens. Quinze spécialistes venus d'Australie, de Fidji, de Nouvelle-Calédonie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Grande-Bretagne, d'Indonésie, se sont réunis à cette occasion au centre de recherche de l'île de Motupore.

Une équipe financée par la C.P.S. a entrepris au mois de septembre une mission de surveillance de la pollution du lagon de Tarawa, dans les îles Gilbert.

ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. — Les ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) se sont réunis à Washington en session extraordinaire du 21 au 23 septembre pour examiner la situation au Nicaragua. Une résolution a été adoptée à propos de l'aide humanitaire à apporter aux réfugiés et de la mission d'enquête sur l'incident frontalier entre le Nicaragua et la Costa-Rica. Un rapport, le texte ne fait aucun allusion à une éventuelle intervention de l'O.E.A.

ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. — La République de Malte est devenue le 2 août, membre de l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.).

UNION INTERPARLEMENTAIRE. — La soixante-cinquième conférence interparlementaire a rassemblé, du 3 au 14 septembre, à Bonn, mille deux cents députés de soixante-douze pays. A l'ordre du jour des séances plénières de la conférence, le développement de la situation au Proche-Orient, l'évaluation des prix des produits de base et l'endettement des pays en voie de développement, l'insécurité alimentaire et la situation internationale, et la suppression du colonialisme dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE

« La politique commerciale commune de la C.E.E. et des pays de l'Europe de l'Est », de Branko Tomša

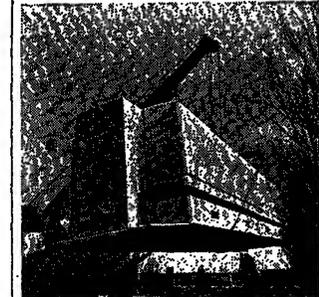
\* Bruylant, Bruxelles, 1977, 270 pages, 1.750 F.B.

Dans les années 60, les principaux Etats européens ont manifesté un empressement à transférer à la Communauté leur compétence en matière de politique commerciale avec l'Est (à l'exception toutefois des « petits » pays, qui voyaient l'ouest. Les ministres des affaires étrangères de ces « petits » pays, qui voyaient l'ouest. Les ministres des affaires étrangères de ces « petits » pays, qui voyaient l'ouest. Les ministres des affaires étrangères de ces « petits » pays, qui voyaient l'ouest.

et des accords de coopération et leur accordait des crédits à long terme, en dépit des dispositions communautaires. Cette « distorsion » entre conceptions communautaires et intérêts nationaux a été bien mise en évidence dans cet ouvrage. L'auteur ne se contente pas en effet (comme le souligne Pierre Gerber dans sa préface) d'analyser les rapports entre la Communauté et son homologues de l'Est. Il étudie le rôle du Conseil d'assistance économique mutuelle sous l'angle politique, économique et juridique, mais surtout la situation en ce qui concerne les autres domaines de l'activité communautaire : c'est-à-dire les domaines qui sont cause de la lenteur de l'intégration européenne.

C. T.

Des laboratoires «volants»



Les «Modules» sont des laboratoires d'analyse ou d'expérimentation entièrement pré-équipés et prêts à fonctionner dès leur installation. Ils sont actuellement livrables en huit semaines.

Les «Modules» ont été mis au point par IFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux. Ils sont les instruments privilégiés des campagnes sanitaires actuellement menées dans le monde entier. Ils sont faciles à déplacer, entièrement autonomes, climatés.

Il existe actuellement deux types de «Modules»: laboratoire et animalerie. Les spécialistes d'IFFA-CREDO sont à votre disposition pour étudier avec les organismes intéressés tout aménagement nécessaire pour des utilisations particulières.

Une documentation «Modules» est à votre disposition.

Form with fields for Name, Establishment or organization, Address, and Country.

Form with checkboxes for 'Desire to receive a documentation "Modules"' and 'Desire to meet a technician "Modules"'. Below are fields for Name and Telephone.

IFFA CREDO logo and address: BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresle, France, tél. (74) 01.13.99, télex 330 424 F.

INTERROGATIONS

QUELQUE ignore la géographie... l'histoire de l'infamie... De nos jours, l'intercon-

sans contrôles juridiques ni barrières nationales.

Tout comme le mépris de l'argent est le privilège des riches, l'hostilité de l'Etat est l'appanage des sur-étatisés...

Cette critique du libéralisme est encore trop libérale, comme il est trop facile de montrer que les champions d'une si noble cause sont les moins qualifiés...

Nos libertés politiques sont la face ensoufflée d'une inégalité économique fondamentale, qui plonge les trois quarts de l'humanité dans l'ombre...

SUPPOSONS un miracle : la publicité venant au secours du bon Dieu porté à la présidence des Etats-Unis...

Si les pays d'out l'Occident extraient des flux économiques décisifs (main-d'œuvre immigrée, matière grise drainée, technologie transférée, ressources sous-payées et surtout bénéfices cumulés sur plusieurs siècles de l'échange inégal)...

CETTE fable - simple fiction logique - permet de comprendre mieux le comportement d'un Giscard ou d'un Carter.

Les droits de l'homme n'apparaissent quelque part que lorsque l'on est sûr que le peuple ne peut plus recouvrer les siens...

FOURNIR un supplément d'âme à l'import-export ne satisfait plus cette fraction de l'intelligentsia française qui détient les instruments du pouvoir culturel.

Si la fonction des idéologues est de ramener à son plus bas niveau la tension psychique de leur clientèle, le discours actuel des droits de l'homme est le plus performant qu'ils puissent tenir...

Il faut des esclaves aux hommes libres

Par RÉGIS DEBRAY

cause officielle des droits de l'homme a pour condition première et nécessaire la complicité du censeur et du violeur.

décident donc de prêter main-forte ici et là aux oppositions démocratiques, tout en persuadant les classes dirigeantes d'instaurer dans leur pays libertés d'expression, de réunion, de grève, etc.

« Il y a des vertus, disait Rivarol, qu'on ne peut exercer que quand on est riche. » Elles font aussi le bonheur de leurs adeptes en leur faisant instantanément oublier le montant de leurs revenus.

C'est ce petit quart de la population mondiale qui dispose des quatre cinquièmes des ressources du globe qui vit aussi dans le luxe des libertés politiques, comme si l'extension des droits politiques des individus devait se référer et pouvait se mesurer au volume d'énergies socialement mises à leur disposition.

Telle est la bonne nouvelle du « nouvel Evangile » : enlevez-vous de la tête la Haute-Volta, la Bolivie, le Zaïre et l'Indonésie.

Si l'idéologie des droits de l'homme ne correspondait pas à un problème douloureusement réel, la croisade du même nom lancée naguère par l'administration Carter, reprise et théorisée en Europe, n'aurait jamais connu un tel essor.

L'abandon de ce dernier mot (présent dans toutes les déclarations révolutionnaires des droits) par les modernes tenants du titre avoué le sens réel de tous les autres.

Dans ce numéro :

- PAGES 2 et 3 : L'ELARGISSEMENT DE LA C.E.E. : Un marché de dupes pour l'Europe du Sud ? par Alain Echegut.
PAGES 4 et 5 : LA CONTESTATION EN ALLEMAGNE DE L'EST. par René Wintzen.
L'Homme de marbre : une contribution au débat sur l'eurocommunisme, par Andrzej Walja.

- PAGES 6 à 9 : HONGRIE SOCIALISME ET LIBERTE? reportage de Maurice T. Maschine et Fadila M'Rabat.
PAGES 10 à 13 : LES ACCORDS DE CAMP DAVID : UNE PAIX « JUSTE ET DURABLE » ? La monnaie d'échange, par Amnon Kapelion.
Suite de l'article de Salim Turquzi sur le fatal déclin des positions arabes.
Les difficultés de la lutte du peuple kurde (S.T.).

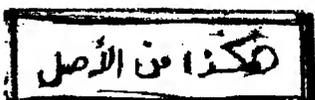
- PAGE 14 : Suite de l'article d'Ahmad Farouhy sur l'armée iranienne.
PAGE 15 : Recherches universitaires : L'Océan Indien et le Golfe, par Charles Zorghibe.
L'industrie pharmaceutique au Mexique, par O. Parades-Lopez.
La nouvelle condamnation d'Alger Hiss (C.J.).
PAGE 16 : L'échec de la démocratisation en Bolivie, par Yvon Le Bot.
PAGES 17 à 21 : PEUT-ON LIMITER LA COURSE AUX PRODUCTIONS MILITAIRES ? Du désarmement à la « maîtrise des armements », par Charles Zorghibe.

- Espoirs et inquiétudes des non-alignés, par Ahmad Osman.
Les ambiguïtés de la « non-prolifération nucléaire », par Jean Klein.
Pour la démocratisation des négociations, par Dimitri Aninon.
Les ventes d'armes conventionnelles, par Edward Kolojedi.
Les hésitations des Etats-Unis, par Bruce Marshall.
Les positions de l'Union soviétique, par Alzazi Rochitchine.
Contradictions et convergences (C.Z.).
PAGE 22 : Les livres du mois.
PAGE 23 : Dans les revues... Elections législatives et nouveaux gouvernements. Carnet des ambassades.
PAGE 24 : CINEMA POLITIQUE : Hollywood, nostalgie et stratégies, par Ignacio Ramonet, Norman Jewison, Barbara Frank et King Vidor.
PAGES 25 à 31 : Le Nigéria, géant de l'Afrique (supplément).
PAGES 32 à 35 : L'activité des organisations internationales. Les camps de réfugiés du Zimbabwe sous le feu des représailles rhodésiennes, par Christophe Batsch.

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE
FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle
Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique...

Le numéro du « Monde diplomatique » de septembre 1978 a été tiré à 109 500 exemplaires

Octobre 1978



Large vertical advertisement on the right side of the page, featuring the word 'Dépo' and various text fragments, including 'Le numéro du Monde diplomatique de septembre 1978 a été tiré à 109 500 exemplaires'.